

RESUME

L'EPM de 2001 a estimé la population malgache à 15 660 000 individus dont 78,1% résident en milieu rural. C'est une population relativement jeune, avec un âge moyen de 21,1 ans. Près de 19% des ménages sont dirigés par des femmes (incluant les situations de divorce, séparation ou de veuvage) avec un taux maximum dans le faritany d'Antsiranana à 26%. L'âge moyen d'un chef de ménage est de 42 ans. Le ménage moyen compte 5,1 individus mais ce nombre est moins élevé en milieu urbain (4,5 individus) qu'en milieu rural (5,2 individus) Les ménages pauvres (définis par un niveau de consommation moins élevé) ont une taille plus grande que les ménages riches : 6,8 personnes contre 3,8.

Le phénomène migratoire n'est pas relativement fréquent chez les ménages malgaches. En effet, seuls 8,5% de la population a émigré au moins une fois. Ce taux descend à 3,7% si on se limite aux cinq dernières années. Les jeunes sont plus disposés à migrer car la moyenne d'âge des migrants est de 30 ans. Les migrations les plus fréquentes se font vers la Capitale. La propension à migrer augmente avec le niveau de vie des ménages. Les raisons fréquemment évoquées relatives à ces migrations sont les études, les raisons familiales et surtout celles liées aux conditions de vie et à l'emploi. L'exode rural est en général expliqué par des raisons économiques.

Au niveau national, la proportion des gens qui ont déclaré être malades au cours des deux dernières semaines précédant l'enquête, toutes causes de maladies confondues, est de 11,3%. Ce taux varie de 15,2% pour le faritany de Toamasina à 9,9% pour Fianarantsoa. Il faut noter un taux assez élevé de 35,4% pour les ménages les plus pauvres de la Capitale. En ce qui concerne les nouveaux cas, Fianarantsoa a enregistré le taux le plus faible s'élevant à 9.9%. La notification des nouveaux cas est élevée chez les ménages les plus riches (13,7%) Cela résulte d'une plus grande facilité à venir en consultation externe dans les différentes formations sanitaires publiques ou privées. Les enfants de 0 à 11 mois sont très vulnérables aux maladies, avec un taux d'incidence de l'ordre de 17,9%. Néanmoins, ce taux diminue avec l'âge. La fièvre, signe du paludisme, est la principale cause de maladie, déclarée par la moitié des malades. Suivent respectivement les maladies diarrhéiques (12.2%), la toux de plus de 3 semaines (7%), les infections respiratoires aiguës (6.9%) et les affections bucco-dentaires. Les trois principaux types de lieu de consultation externe sont respectivement les CSB2 (27.6%), les cabinets de médecins privés (24.3%) et les CSB1 (13.5%) Les ménages les plus pauvres fréquentent plutôt les CSB2 et les CSB1 tandis que les ménages les plus riches vont dans les cabinets privés.

Les dépenses moyennes en médicaments pour un traitement s'élèvent à 13 100 francs. En moyenne, par faritany, elle varie de 4 400 francs dans le faritany de Fianarantsoa à 20 300 francs pour Antananarivo. 56.4% des femmes malgaches entre 15 et 49 ans connaissent la Planification Familiale. 46.4% d'entre elles reconnaissent l'utilité de la contraception. Cependant, l'utilisation d'une méthode pour éviter une grossesse n'est pas encore très répandue à Madagascar. En effet, seules 16.9% des femmes viennent dans les centres appropriés pour choisir une méthode de contraception. Dans aucun faritany, le taux d'utilisation d'une méthode ne dépasse pas le quart de la population cible. 63% des femmes enceintes ont accès à des consultations prénatales. Cependant, ce taux avoisine les 87% dans la Capitale. Ce recours aux CPN n'épargne pas automatiquement les nouveau-nés du tétanos néonatal. En effet, seulement environ 37% des enfants entre 12 et 23 mois ont été protégés par le tétanos néonatal, leur mère ayant reçu au moins deux injections antitétaniques. 36% des enfants malgaches de 12 à 23 mois ont été complètement vaccinés contre 16% n'ayant reçu aucun vaccin. La couverture en BCG concerne 67% des enfants. Pour les autres vaccins : contre la polio, la coqueluche et la rougeole, les taux de couverture sont respectivement de 49,5%, de 46,3% et de 71,4.

48% des malgaches sont classés "sans instruction". Cette proportion est restée stable par rapport à l'EPM précédente de 1999. Près de 90% de la population n'a pas dépassé le niveau primaire. La population urbaine est plus instruite que la majorité rurale. Cependant, il n'y a pas de différence significative entre les deux sexes. Au niveau des régions, le faritany de Toliara est le plus défavorisé avec plus de 60% de non instruits, contre moins de 40% pour Antananarivo. Pauvreté et niveau d'instruction sont liés. Les 20% les plus pauvres contiennent 69% de non instruits contre seulement 21% pour les 20% les plus riches. Vu par groupe socio-économique du chef de ménage, moins de 4% des agriculteurs ont dépassé le niveau primaire. La population scolaire actuelle compte 3 243 700 individus, soit un accroissement de 1,6% par rapport à 1999. 83% d'entre eux sont dans le niveau primaire et 26% dans des établissements privés. En 2001, on a enregistré un taux brut de scolarisation de 112,3% au niveau primaire pour Madagascar et un taux net de 64,9%. Toliara

présente les taux les plus faibles et le faritany d'Antananarivo arrive en tête. Les enfants des plus riches sont plus scolarisés que ceux des pauvres. La pauvreté a des impacts sur le rendement scolaire. Un enfant des 20% des plus pauvres des ménages a une probabilité de 31% de redoubler contre 25% pour un enfant des 20% les plus riches. Un ménage malgache dépense en moyenne 154 000 francs par enfant scolarisé en une année, mais ce montant est plus élevé en milieu urbain. Les dépenses scolaires constituent 3,2% des dépenses totales des ménages.

La population malgache compte 12 890 000 individus en âge de travailler (6 ans ou plus) Le taux d'activité est de 66,5% dont 55% en milieu urbain et plus de 70% en milieu rural. L'insertion des femmes sur le marché du travail est de 62% contre 68% pour les hommes. De plus, les femmes actives sont relativement moins jeunes que les hommes actifs (31 ans contre 32,2 ans) De plus, les pauvres sont motivés à chercher du travail davantage que les riches. Plus de 11% des actifs ont moins de 15 ans. Le travail des enfants est plus accentué en milieu rural et caractérise également les deux faritany de Toliara et de Mahajanga avec des taux respectifs de 21% et de 17%. Le chômage au sens strict du BIT est assez faible à Madagascar, de l'ordre de 3,6%. Cette situation est un phénomène essentiellement urbain, où le taux dépasse 12%. Plus de 75% des actifs travaillent dans l'agriculture, secteur occupant 97% des plus pauvres. Les plus riches travaillent soit dans le commerce, l'administration ou le transport. Un salarié gagne en moyenne 294 000 francs par mois, mais ce montant est moins élevé en milieu rural. Le sous-emploi, lié essentiellement à une durée faible du travail, est estimé à 22% à Madagascar.

L'EPM 2001 a estimé à 911 000 le nombre d'entreprises non agricoles (ENA) pour l'année 2001. la moitié d'entre elles exerce dans le commerce, le quart dans la branche agricole et le cinquième dans le secteur industriel. L'âge moyen des ENA est de 8,7 ans. La grande majorité d'entre elles (96%) présentent un caractère informel dans le sens où elles ne disposent pas de carte statistique dans l'exercice de leur activité et que leurs salariés ne jouissent pas de couverture sociale.

Les maisons individuelles sont le type de logement le plus courant et ce constat est plus accentué en milieu rural. Les ménages les plus riches peuvent se permettre d'autres types d'habitation (chambre ou villa de type traditionnel) Ces maisons individuelles correspondent en grande partie à un statut de propriétaire pour le ménage. Le statut de locataire est plus fréquent en milieu urbain qu'ailleurs et, principalement dans la Capitale et les chefs-lieux de faritany. En moyenne, un ménage malgache occupe un logement de 32 mètres carrés. Cependant, les maisons individuelles sont, en général, plus exiguës (28 mètres carrés) que les villas de type moderne (72 mètres carrés) Bois ramassé en milieu rural et charbon en milieu urbain sont les principaux combustibles utilisés à Madagascar. La source d'éclairage la plus répandue est le pétrole lampant. L'usage de l'électricité reste ou de la bougie ne se rencontre surtout qu'en milieu urbain. Un peu moins de la moitié des ménages (48%) s'approvisionne en eau pour la cuisson dans les rivières et les sources. Seuls les ménages urbains utilisent les robinets publics. En d'autres domaines de mode de vie, beaucoup reste à faire en matière d'infrastructures. En effet, 53% des foyers malgaches se chargent eux-mêmes d'éliminer les ordures ménagères, tandis que 28% des ruraux n'utilisent aucune toilette.

15% des ménages malgaches ont émis des transferts en 2001. La masse totale de ces transferts s'élève à 317 milliards de francs Elles émanent principalement des ménages les plus riches et profitent surtout à des parents. Les raisons les plus fréquemment invoquées sont les coutumes et traditions d'une part et les soutiens à d'autres membres de la famille, d'autre part. Ces transferts vont en grande partie vers des ménages pauvres. En effet, seul le cinquième quintile (c'est-à-dire le groupe des 20% des ménages parmi les plus riches) donnent plus qu'ils ne reçoivent.

73,2% des ménages malgaches sont "agricoles", c'est-à-dire possèdent ou exploitent des terres. Parmi les plus pauvres, neuf ménages sur dix sont agricoles alors que ce ratio est de quatre sur dix pour les plus riches. Différents modes de faire-valoir indirects prédominent selon le faritany. A Antananarivo, on pratique communément le métayage avec une rémunération par le tiers de la récolte. Ce taux de rémunération n'est que de la moitié à Antsiranana, Mahajanga et Toliara. A Fianarantsoa, le mode le plus répandu est le pré-paiement en argent. La production agricole a généré en moyenne un revenu de 2 303 000 francs par ménage en une année. Ce revenu moyen est plus élevé à Antsiranana (cultures de rente), Antananarivo et Toliara (cultures vivrières : paddy, manioc) que dans le reste de l'île. En dépit de leur intérêt, l'adoption de techniques préservant l'environnement (zéro labour, compostage, reboisement ...) ne rallie pas une majorité d'agriculteurs malgaches. Les contraintes qui occupent les paysans sont l'accès à la terre, la sécurisation foncière et l'accès au crédit.

En ce qui concerne les biens durables, deux ménages sur trois possèdent un terrain et quatre sur cinq ont au moins une maison. Cependant, c'est à Antananarivo et Antsiranana, considérés comme présentant les taux d'incidence de la pauvreté les moins élevés que l'on trouve la plus faible proportion de gens possédant des biens immobiliers (terrains et maisons) Ceci s'explique, entre autres, par un taux d'urbanisation plus élevé pour ces deux faritany et des prix d'acquisition de ces biens prohibitifs. En milieu rural, 23% des ménages n'ont aucun meuble et 81% n'ont aucun appareil électroménager. Dans la Capitale, trois ménages sur cinq possèdent un poste téléviseur contre 7% en zones rurales. Plus généralement, un ménage sur deux possède au moins un appareil audiovisuel. Par contre, moins de 1% ont une voiture et un sur dix possède un cyclomoteur ou un vélomoteur ou une bicyclette. Dans 72% des cas, l'héritage est le mode d'acquisition des terrains. Cependant, il faut noter que, dans la Capitale, un ménage sur deux a dû l'acheter contre 14% des ménages en milieu rural. Si l'on tient compte à la fois de la durée de jouissance des biens durables et de l'inflation, les ménages estiment que la valeur de leur terrain augmente annuellement de 4,2% et les maisons de 2%. Pour les autres biens, ce serait plutôt une dépréciation : 7% annuellement pour les voitures, 8% pour les meubles de 8%.

La consommation des ménages malgaches, incluant l'autoconsommation (en biens alimentaires, non alimentaires et en biens durables) s'élève à 15 700 milliards de francs en 2001. 53% de cette masse profite aux 20% les plus riches et 5% aux 20% les plus pauvres. Les agriculteurs, éleveurs et pêcheurs sont les plus pauvres. A l'autre bout, la catégorie des cadres salariés représente une majorité des ménages les plus aisés. Estimées à partir de l'indice de Gini, la strate "Antananarivo, milieu rural" présente les plus grandes inégalités entre les ménages. A l'opposé, les zones rurales du faritany d'Antsiranana sont relativement plus homogènes. 62% de la consommation est consacrée à l'alimentation. Plus le ménage est riche, moins cette part est élevée, variant de 75% à 52%.

SOMMAIRE

RESUME	2
SOMMAIRE	5
LISTE DES TABLEAUX	8
LISTE DES TABLEAUX ANNEXES	10
LISTE DES GRAPHIQUES	11
SIGLES ET ABREVIATIONS	12
PREFACE	13
AVANT-PROPOS	14
I - DEMOGRAPHIE	15
<i>I-1 POPULATION</i>	<i>15</i>
<i>I-2 MENAGE</i>	<i>17</i>
II MIGRATION	22
<i>II-1 Typologie des individus ayant effectué une migration :</i>	<i>22</i>
<i>II-2 Caractérisation des migrations</i>	<i>25</i>
<i>II-3 Raisons principales des migrations</i>	<i>26</i>
III SANTE	28
<i>III-1 Incidence</i>	<i>28</i>
<i>III-2 Consultation externe</i>	<i>31</i>
<i>III-3 Planification familiale</i>	<i>39</i>
<i>III-5 Consultations prénatales (CPN)</i>	<i>43</i>
IV EDUCATION	49
<i>IV-1 Les définitions et concepts.</i>	<i>49</i>
<i>IV-2 Le niveau d'instruction de la population :</i>	<i>51</i>
<i>IV-3 La population scolaire actuelle</i>	<i>55</i>
<i>IV-4 Dépenses scolaires et qualité de l'enseignement</i>	<i>59</i>
<i>IV-5 Qualité de l'enseignement</i>	<i>62</i>

V- EMPLOI	69
<i>V-1 Généralité sur l'activité et le taux d'activité</i>	69
<i>V-2 Le chômage</i>	75
<i>V-3 Structures des emplois</i>	78
<i>V-4 Revenus salariaux</i>	79
<i>V-5 Le sous-emploi</i>	81
<i>V-6 Les activités féminines</i>	82
<i>V-7 Le travail des enfants</i>	83
<i>V-8 La pluri-activité</i>	84
VI - Entreprises Non Agricoles (ENA)	85
<i>VI-1 Combien sont-elles ?</i>	85
<i>VI-2 Evolution démographique des Entreprises Non Agricoles</i>	85
<i>VI-3 Caractère formel des Entreprises Non Agricoles</i>	86
<i>VI-4 Caractéristiques des emplois dans les ENA</i>	87
<i>VI-5 Niveau et structure de revenu généré par les Entreprises Non Agricoles</i>	88
<i>VI-6 Création, financement et accès au crédit : situation et difficultés</i>	89
VII HABITATION	92
<i>VII-1. Le type de logement</i>	92
<i>VII-2. Le statut d'occupation</i>	93
<i>VII-3. Surface moyenne des logements</i>	94
<i>VII-4. Types de matériaux utilisés</i>	95
<i>VII-5. Le type de combustible.</i>	97
<i>VII-6. Les sources d'éclairage</i>	99
<i>7. Approvisionnement en eau potable.</i>	100
<i>8. Mode d'évacuation des ordures</i>	101
<i>9. Le type de toilette</i>	101
VIII-TRANSFERTS	104
<i>VIII-1- Les opérations de transferts</i>	104
<i>VIII-2- Analyse du système amortisseur</i>	106
<i>V-III-3- Situation financière des ménages vis à vis des tranferts</i>	109
<i>VIII-4- Accès au crédit</i>	109
IX-Avoir	112
<i>IX-1 Les ménages les plus dépourvus</i>	113
<i>IX-2 Modes d'acquisition des biens</i>	114
<i>IX-3 Temps d'acquisition :</i>	115
<i>IX-4 Prix d'acquisition des biens et Evaluation actuelle</i>	116
<i>IX-5 Conclusion</i>	117

X AGRICULTURE	118
<i>X-A-1 Ménages agricoles</i>	<i>118</i>
<i>X-A-2 Parcelles : nombre et taille moyenne en ares</i>	<i>119</i>
<i>X-A-3 Monoculture et polyculture</i>	<i>120</i>
<i>X-A-4 Culture principale et culture contre saison</i>	<i>120</i>
<i>X-A-5 Mode de faire valoir</i>	<i>121</i>
<i>X-B-1. INTRANTS ET PRODUCTION AGRICOLE</i>	<i>123</i>
<i>X-B-1-1 Utilisation de main d'œuvre agricole</i>	<i>123</i>
<i>X-B-1-2.. Intrants agricoles et facteurs de production</i>	<i>125</i>
<i>X-C-1. Utilisation des produits agricoles</i>	<i>126</i>
<i>X-D-1. Institutions agricoles</i>	<i>128</i>
<i>X-D-1-1. Crédit agricole</i>	<i>128</i>
<i>X-D-1-2. Observance de jours interdits</i>	<i>129</i>
<i>X-D-1-3. Insécurité d'exploitation agricole</i>	<i>130</i>
<i>X-E-1. Environnement</i>	<i>130</i>
<i>X-E-1-1. Adoption de techniques agricoles respectueuses de l'environnement</i>	<i>130</i>
<i>X-E-1-2. Fertilité et productivité agricole</i>	<i>131</i>
<i>X-F-1 Prix agricoles</i>	<i>132</i>
<i>IX-H-1. Gains de revenus et dépenses de cheptel</i>	<i>132</i>
XI-Consommation des ménages	135
<i>XI-1 Définition des quintiles</i>	<i>135</i>
<i>X-2 Niveau de consommation</i>	<i>136</i>
<i>XI-3 Structures des consommations</i>	<i>140</i>
XII PAUVRETE	146
<i>XII-1 Etat de la pauvreté</i>	<i>146</i>
<i>XII-2 Evolution de la pauvreté entre 1999-2001</i>	<i>151</i>
ANNEXE	158

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Répartition de la population selon le milieu de résidence et le sexe	15
Tableau 2 : Répartition de la population selon l'âge et le milieu de résidence.....	17
Tableau 3 : Ratio de dépendance économique	17
Tableau 4 : Répartition des ménages selon le sexe du chef et selon le faritany.....	18
Tableau 5 : Age moyen des chefs de ménage selon le sexe et selon le faritany.....	18
Tableau 6 : Situation matrimoniale des chefs de ménage selon le milieu de résidence	19
Tableau 7 : Taille de ménage selon le sexe du chef du ménage.....	20
Tableau 8 : Taille de ménage selon la classification par quintile	20
Tableau 9 : Situation matrimoniale du chef de ménage selon la classification par quintile	21
Tableau 10 : Age des migrants par milieu de départ.....	23
Tableau 11 : Ages moyens et médians des individus selon leur faritany de destination.....	23
Tableau 12Caractéristiques des migrants selon le sexe	23
Tableau 13 : Quelques caractéristiques des migrants selon les quintiles de leur ménages d'appartenance	24
Tableau 14 : Répartition des migrations selon leur type	25
Tableau 15 : Répartition des individus qui ont migré selon leur milieu de départ et de destination.....	25
Tableau 16 : Répartition des individus selon leur situation dans l'emploi dans le milieu d'origine	26
Tableau 17 : Raisons de la migration selon les milieux d'origines.....	26
Tableau 18 : Répartition des raisons principales de la migration selon les quintiles de dépenses.....	27
Tableau 19 : Répartition des raisons principales de la migration selon la situation des migrants	27
dans l'ancienne résidence	27
Tableau 20 : Taux d'incidence par quintile et selon le milieu	29
Tableau 21 : Taux d'incidence par âge et par Faritany	29
Tableau 22 : Taux d'incidence par âge et selon le milieu.....	29
Tableau 23Taux d'incidence des maladies par Faritany et selon la maladie	30
Tableau 24 : Taux d'incidence des maladies selon le milieu.....	30
Tableau 25 Taux d' incidence des maladies selon l'âge	31
Tableau 26Motifs de la non utilisation de la consultation externe par Faritany	32
Tableau 27 Part des automédications parmi les non-consultants et coût moyen des médicaments achetés.....	33
Tableau 28 : Motifs de la non utilisation de la consultation externe selon les maladies	33
Tableau 29 : Lieux de consultation externe par Faritany.....	34
Tableau 30 : Lieux de consultation selon le milieu.....	34
Tableau 31 : Lieux de consultation selon le quintile	35
Tableau 32 : Lieux de consultation selon le groupe socio-économique.....	35
Tableau 33 : Coût d'une consultation moyenne par visite en milieux urbain et rural.....	36
Tableau 34 Coût moyen des médicaments.....	36
Tableau 35 Lieux d'achat des médicaments prescrits selon le milieu	37
Tableau 36 : Lieux d'achat des médicaments prescrits selon les formations sanitaires	37
Tableau 37 : Lieux d'achat des médicaments prescrits selon le quintile	38
Tableau 38 : Taux d'hospitalisation par Faritany et selon le milieu	38
Tableau 39 : Taux d'utilisation, d'utilité et d'utilisation de la Planification Familiale par Faritany.....	39
Tableau 40 : Taux d'utilisation de la Planification Familiale selon le milieu	39
Tableau 41 : Taux d'utilisation de la Planification Familiale selon le Groupe socio-économique	40
Tableau 42 : Taux d'utilisation par méthode et selon le Faritany.....	40
Tableau 43: Taux d'utilisation par méthode selon le milieu	41
Tableau 44 : Motifs de la non utilisation de la Planification Familiale par Faritany	41
Tableau 45 : Motifs de la non utilisation de la Planification Familiale selon le groupe d'âge.....	42
Tableau 46 Proportion de femmes ayant reçu une Consultation Prénatale selon le milieu et le faritany	43
Tableau 47 Proportion d'aboutissement de la grossesse en cas de Consultation Prénatale ou non	44
Tableau 48 Lieux de consultation des Consultation Prénatale par faritany, milieu et quintile	44
Tableau 49 : Proportion d'enfants protégés et des enfants dont la mère n'a reçu qu'une injection.....	46
Tableau 50 Proportion d'enfants 12-23 mois vaccinés par antigène	47
Tableau 51 : Proportion d'enfants 12-23 mois vaccinés par antigène par faritany, milieu et quintile.....	48
Tableau 52 : Distribution de la population selon le niveau d'instruction par zone et sexe.....	51
Tableau 53 : Distribution de la population selon le niveau d'instruction et quintile (en %)	53
Tableau 54 : Distribution de la population selon le groupe socio-économique et le niveau d'instruction (en %)	53
Tableau 55 : Distribution d'alphabétisés selon le milieu en 1999 et 2001 (%)	53
Tableau 56 : Distribution d'alphabètes par quintile en 1999 et en 2001(en %).....	54
Tableau 57 : Proportion d'alphabétisés selon le groupe socio-économique en 2001	54
Tableau 58 : Age a la sortie du système scolaire.....	54
Tableau 59 : Durée de scolarisation selon le quintile (en %).....	55
Tableau 60 : Raison de l'abandon scolaire selon le milieu (en %)	55
Tableau 61 : Distribution de la population scolaire selon le type d'école, selon les zones et Faritany	56
Tableau 62 : Taux brut et net de scolarisation par niveau et par Faritany en 2001:	57
Tableau 63 : Taux brut et net de scolarisation par niveau et par quintile en 2001	57
Tableau 64 : Taux de promotion, de redoublement et d'abandon par Faritany en 2000-2001	58
Tableau 65 : Taux de promotion, de redoublement et d'abandon par Faritany	58
Tableau 66 : Taux de redoublement par année d'étude selon le milieu pour l'année scolaire 2000-2001	58
Tableau 67 : Dépenses scolaires moyennes annuelles par enfant scolarisé, par Faritany et par milieu en 2001	59
Tableau 68 : Niveau et part des dépenses scolaires dans les dépenses totales de ménages selon le quintile en 2001	60
Tableau 69 : Dépenses scolaires moyennes annuelles par enfant scolarisé selon le Faritany du primaire et du secondaire (en Fmg)	60
Tableau 70 : Dépenses scolaires moyennes par enfant scolarisé du primaire selon le quintile de dépense et selon le milieu en 2001 (en Fmg)	60

Tableau 71 : Structure des dépenses scolaires par milieu selon le quintile de dépenses en 2001	61
Tableau 72 : Disponibilité du personnel enseignant du primaire	63
Tableau 73 : Etat de bâtiment de l'école primaire	64
Tableau 74 : Qualité de services offerte par l'école primaire	65
Tableau 75 : Disponibilité d'enseignants du secondaire	66
Tableau 76 Etat des bâtiments du secondaire	67
Tableau 77 : Qualité de service offert par l'école secondaire	68
Tableau 78: Taux d'activité par faritany	69
Tableau 79 : Motifs involontaires de non recherche de travail selon le milieu de résidence	71
Tableau 80 : Répartition de la population active selon le sexe et selon le faritany	71
Tableau 81 : Age moyen des actifs selon le sexe et selon le milieu de résidence	71
Tableau 82 : Taux d'activité des femmes par faritany	72
Tableau 83 : Motifs de non recherche de travail selon le sexe	73
Tableau 84 : Taux d'activité selon le milieu de résidence et selon la classification par quintile	73
Tableau 85 : Age moyen des actifs selon la classification par quintile	74
Tableau 86 : Motifs de non recherche de travail selon la classification par quintile	74
Tableau 87 : Structure des emplois selon le milieu de résidence	78
Tableau 88 : Catégories Socio-Professionnelles selon le milieu de résidence	79
Tableau 89 : Répartition des emplois selon le secteur institutionnel et le milieu de résidence	79
Tableau 90 : Salaires annuels moyens selon la Catégorie Socio-Professionnelle et selon le faritany	80
Tableau 91 : Taux de sous emploi selon le faritany	82
Tableau 92 : Structures des activités féminines selon la Catégorie Socio-Professionnelle	82
Tableau 93 : Niveau de salaires des enfants selon le faritany	84
Tableau 94 : Taux de pluri-activité selon le faritany	84
Tableau 95 : Evolution démographique des Entreprises Non Agricoles et Age moyen par faritany	86
Tableau 96: Répartition des Entreprises Non Agricoles par faritany suivant le caractère formel	86
Tableau 97 Nombre et structure des employés occupés dans les ENA	87
Tableau 98 : Revenu net moyen au cours des 12 derniers mois	88
Tableau 99 : Revenu net moyen au cours des 12 derniers mois	89
Tableau 100 : Difficultés de création par branche	90
Tableau 101 : Type de logement selon le statut d'occupation	93
Tableau 102 : Répartition des ménages selon la source d'éclairage par milieu	99
Tableau 103 : Répartition des ménages selon le type d'approvisionnement en eau potable, par milieu	100
Tableau 104 : Répartition des ménages selon le type d'approvisionnement en eau potable, par milieu	100
Tableau 105 Récapitulatif des ensembles	103
Tableau 106 : Proportion des ménages qui ont émis des transferts	104
Tableau 107 : Part dans la masse des transferts par quintile	104
Tableau 108 : Part dans la masse des transferts par groupe socioéconomique	105
Tableau 109 : Valeurs moyennes des transferts effectués selon le GSE (en millier de Fmg)	105
Tableau 110 : Répartition de la destination des transferts émis selon le milieu de résidence de l'émetteur	106
Tableau 111 : Répartition de la destination des transferts émis selon le quintile	106
Tableau 112 : Répartition des transferts selon les raisons et la quintile de dépenses	108
Tableau 113 : Part de transfert (en volume) allouée à chaque type de raison par quintile	108
Tableau 114 : Masse de transferts effectués et situation des ménages selon le quintile et le GSE	109
Tableau 115 : Répartition des demandes de crédit selon le Faritany et les raisons	110
Tableau 116 : Répartition des demandes de crédit selon les quintiles de pauvreté et les raisons	110
Tableau 117 : Répartition des demandes de crédit selon le milieu et les raisons	110
Tableau 118 Proportions des ménages possédant certains biens durables selon le faritany	112
Tableau 119 Taux de possession des biens durables selon le milieu	113
Tableau 120 Proportion des ménages ne possédant aucun type d'article	114
Tableau 121 Modes d'acquisition de certains biens	115
Tableau 122 Période moyenne d'acquisition des biens par faritany et milieu entre la première acquisition jusqu'à la période d'enquête	116
Tableau 123 Taux moyen annuel de dépréciation ou d'appréciation subjective des biens par rapport aux prix d'acquisition ..	117
Tableau 124 : Superficie moyenne en ares par parcelle par quintile et milieu	119
Tableau 125 : Répartition des parcelles suivant le mode de faire valoir indirect et le faritany	121
Tableau 126 : Répartition des parcelles suivant le mode de faire valoir indirect et le faritany	122
Tableau 127 : Revenus agricoles annuels moyens selon les produits récoltés	127
Tableau 128 Revenus agricoles annuels moyens selon les faritany	128
Tableau 129 Revenus agricoles annuels moyens selon les quintiles de dépenses	128
Tableau 130 Montant des crédits selon les quintiles de dépenses et les sources	129
Tableau 131 Crédits agricoles escomptés selon les faritany et les sources de crédits	129
Tableau 132 Ménages agricoles observant des jours interdits par faritany	129
Tableau 133 Perception des conditions de sécurité et des risques de vols	130
Tableau 134 : Perception de l'importance de l'amélioration de la sécurité	130
Tableau 135 : Appréciation des contraintes majeures liées à l'improductivité agricole	131
Tableau 136 : Prix pratiqués sur des activités agricoles dans les faritany	132
Tableau 137 Proportion de ménages éleveurs par faritany et types d'animaux	133
Tableau 138 : Evolution de la taille d'exploitation selon les types d'animaux	133
Tableau 139 : Utilisation des ressources animales, par type d'animal et par destination	134
Tableau 140 : Répartition de la population par faritany suivant le quintile de consommation par tête	136
Tableau 141 Variation des répartitions de la population par faritany suivant le quintile de consommation par tête entre 1999 et 2001	136
Tableau 142 : Comparaison de la répartition de la population à celle de la masse de consommation selon les strates	137
Tableau 143 : Niveau moyen des consommations par individu	138
Tableau 144 : Comparaison des niveaux de consommations selon le genre du chef de ménage	138
Tableau 145 : Niveaux de consommations selon le GSE du chef de ménage	139
Tableau 146 : Inégalités de GINI par faritany et milieux	140
Tableau 147 : Parts de l'alimentation dans la consommation totale selon les faritany et les milieux	140

Tableau 148 : Parts de l'alimentation dans la consommation totale selon la taille des ménages.....	140
Tableau 149 : Parts des dépenses monétaires dans la consommation totale selon les strates.....	141
Tableau 150 : Parts des dépenses monétaires dans la consommation totale selon le niveau d'instruction du chef de ménage	142
Tableau 151 : Valeur totale des différents types de consommation	144
Tableau 152 : Répartition des types de consommation selon les quintiles.....	145
Tableau 153 : Le profil de pauvreté par milieu et par faritany	147
Tableau 154 : Pauvreté et caractéristiques du chef de ménage.....	149
Tableau 155 : Pauvreté et Infrastructure	150
Tableau 156: Caractéristiques qui influent sur la probabilité d'être pauvre:.....	151

LISTE DES TABLEAUX ANNEXES

Tableau A 1 Répartition de la population par taille des ménages suivant le quintile de consommation par tête	158
Tableau A 2 Répartition de la population par niveau d'instruction du CM suivant le quintile de consommation par tête	158
Tableau A 3 Répartition de la population par strate suivant le quintile de consommation par tête.....	158
Tableau A 4 Répartition de la population par GSE suivant le quintile de consommation par tête	159
Tableau A 5 Part de la consommation alimentaire selon les tailles des ménages.....	159
Tableau A 6 Part de la consommation alimentaire selon les GSE	159
Tableau A 7 Parts des types de consommation selon les faritany	160
Tableau A 8 Parts des types de consommation selon les milieux	160
Tableau A 9 Parts des types de consommation selon les genres du chef de ménage	160
Tableau A 10 Parts des types de consommation selon les quintiles	161
Tableau A 11 Parts des types de consommation selon les GSE.....	162
Tableau A 12 Parts des types de consommation selon les GSE du CM	162
Tableau A 13 Intervalle de confiance des valeurs moyennes des consommations par ménage.....	163
Tableau A 14 Intervalle de confiance des masses de consommations	163
Tableau A 15 Intervalle de confiance des valeurs moyennes des consommations par individu	164
Tableau A 16 Part de l'alimentation dans la consommation totale selon les niveaux d'instruction du CM.....	164
Tableau A 17 Part des dépenses monétaires dans la consommation totale selon les niveaux d'instruction du CM.....	165
Tableau A 18 Parts des types de consommation selon les milieux	165
Tableau A 19 Parts des types de consommation selon les faritany	165
Tableau A 20 Parts des types de consommation selon les tailles des ménages	166
Tableau A 21 Parts des types de consommation selon les genres du CM	166
Tableau A 22 Parts des types de consommation selon les quintiles.....	166
Tableau A 23 Parts des types de consommation selon les niveaux d'instruction du CM	167

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Répartition de la population selon le faritany	16
Graphique 2 : Type de ménage selon le milieu de résidence.....	19
Graphique 3 : Répartition des migrants par faritany de destination	22
Graphique 4 : Répartition des migrants par groupe d'âge.....	24
Graphique 5: Taux d'incidence par Faritany et selon le milieu	28
Graphique 6 Taux d'utilisation de la consultation externe par Faritany	31
Graphique 7 Taux d'utilisation de la consultation externe par quintile	32
Graphique 8 : Distribution de la population selon le niveau d'instruction	51
Graphique 9 : Distribution de la population selon le milieu et le niveau d'instruction	52
Graphique 10 : Distribution de la population selon le Faritany et le niveau d'instruction.....	52
Graphique 11 : Distribution de la population scolaire selon le type d'écoles fréquenté et selon le Faritany	56
Graphique 12 : Centiles des dépenses scolaires annuelles par enfant scolarisé inférieure a 90%	59
Graphique 13 : Taux d'activité par tranche d'âge selon le milieu de résidence	70
Graphique 14 : Taux d'activité par tranche d'âge selon le sexe	72
Graphique 15 : Proportion des enfants de moins de 15 ans dans la population active selon le faritany	75
Graphique 16 : Taux de chômage par faritany	76
Graphique 17 : Taux de chômage selon l'âge	76
Graphique 18 : Répartition des chômeurs selon le sexe et le faritany	77
Graphique 19 : Salaires annuels moyens selon la CSP et selon le secteur institutionnel.....	80
Graphique 20 : Niveau de salaires selon le sexe et selon la CSP	83
Graphique 21 : Structures des activités des enfants selon la Catégorie Socio-Professionnelle.....	84
Graphique 22 : Représentation graphique des Entreprises Non Agricoles par branche	85
Graphique 23: Représentation du niveau moyen annuel de salaire par quintile.....	88
Graphique 24: Représentation graphique du poids des charges et du revenu net dans la vente	89
Graphique 25 : Principales sources de financement.....	91
Graphique 26: Type de logement selon le milieu.	92
Graphique 27 : Type de logement selon le Quintile.	93
Graphique 28: Statut d'occupation selon le milieu.	94
Graphique 29 : Surface moyenne occupée par quintile, selon le type de logement. Unité : m ²	94
Graphique 30 : Matériaux utilisés pour les murs, selon le type de logement.	95
Graphique 31 : Matériaux utilisés pour le sol, selon le type de logement.	96
Graphique 32 : Matériaux utilisés pour le plafond, selon le type de logement.	96
Graphique 33: Type de combustible utilisé dans la Capitale.....	97
Graphique 34: Type de combustible utilisé dans les GCU	98
Graphique 35: Type de combustible utilisé dans les CUS.....	98
Graphique 36 : Type de combustible utilisé en milieu rural.....	98
Graphique 37: Type de combustible utilisé, selon le quintile.	99
Graphique 38: Répartition des ménages selon le mode d'évacuation des ordures, par milieu.	101
Graphique 39: Répartition des ménages selon le type de toilette, par milieu.	102
Graphique 40 : Fréquence des transferts selon les raisons principales par milieu	107
Graphique 41 : Part de transfert alloué à chaque type de raison par milieu (pourcentage du volume total).....	107
Graphique 42 : Proportion des ménages agricoles disposant ou exploitant de terre	118
Graphique 43 : Répartition du nombre total de parcelles par faritany.....	119
Graphique 44 : Répartition des parcelles par faritany et suivant le nombre de culture	120
Graphique 45 : Répartition des parcelles suivant la possibilité d'une culture contre saison.....	121
Graphique 46 : Utilisation de main d'œuvre pour quelques produits agricoles	123
Graphique 47 : Problèmes rencontrés au niveau des parcelles de cultures	125
Graphique 48 : Apport d'intrants agricoles aux parcelles de cultures	126
Graphique 49 : Utilisation de quelques produits agricoles	127
Graphique 50 : Adoption des techniques agricoles respectueuses de l'environnement	131
Graphique 51 : Distribution de la masse de consommation selon les quintiles.....	137
Graphique 52 : Comparaison des consommations moyennes par quintile	139
Graphique 53 : Parts de l'alimentation dans la consommation totale par quintile	141
Graphique 54 : Part en pourcentage des différents types de consommation	143
Graphique 55 Taux d'incidence de la pauvreté en 2001	147
Graphique 56 Part dans la pauvreté totale : rurale	148
Graphique 58 Variation de l'incidence de la pauvreté entre 1999 et 2001 selon le Faritany	153
Graphique 59 Variation de l'incidence de la pauvreté dans le milieu rural selon le Faritany	154
Graphique 60 Variation de l'incidence de la pauvreté dans le milieu urbain	154
Graphique 61 Variation de l'incidence de la pauvreté selon le niveau d'éducation.....	155
Graphique 62 : Distribution des dépenses par tête en pourcentage cumulé de la population.....	156
Graphique 63 : Courbe de concentration des dépenses par tête pour les années 1999 et 2001	157

SIGLES ET ABREVIATIONS

AGCU	Autres Grands Centres Urbains
ATR	Anti Tétanique Rougeoleux
BIT	Bureau International du Travail
BTP	Bâtiment Et Travaux Publics
CHD	Centre Hospitalier de District
CHR	Centre Hospitalier Régional
CHU	Centre Hospitalier Universitaire
CM	Chef de Ménage
CPN	Consultation Pré-Natale
CSB1 et 2	Centre de Santé de Base
CSP	Catégories Socio-Professionnelles
CUS	Centres Urbains Secondaires
DSM	Direction des Statistiques des Ménages
DTCOQ	Diphtérie Tétanos Coqueluche
ENA	Entreprises Non Agricole
EPM	Enquête Prioritaire auprès des Ménages
FRAM	Fikambanan'ny Ray aman-drenin'ny mpianatra
GSE	Groupes Socio-économiques
GCU	Grands Centres Urbains
HTA	Hypertension Artérielle
IEC	Informé Eduquer Communiquer
INSTAT	Institut National de la STATistique
IST	Infections Sexuellement Transmises
IRA	Infections Respiratoires Aiguës
IVG	Interruption Volontaire de Grossesse
ND	Non Déclaré
PF	Planing Familial
PNAE 1et 2	Programme National pour l'Amélioration de l'Enseignement
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OSTIE	Organisation Sanitaire Tananarivienne Inter Entreprise
SISG	Système des Informations Sanitaires pour la Gestion des services
SSD	Service de Santé de District
TBS	Taux Brut de Scolarisation
TNS	Taux Net de Scolarisation
VAT 1	Vaccins Anti-Tétanic

PREFACE

L'Enquête Prioritaire auprès des Ménages de 2001 (EPM-2001) s'inscrit dans le cadre d'un programme permanent d'enquêtes initiées par l'Institut National de la Statistique (INSTAT). Ce programme a un triple objectif. D'abord, il fournit des données récentes qui permettent d'appréhender les conditions de vie des ménages. Ensuite, il met à la disposition des autorités et des principaux acteurs économiques des informations fiables au niveau des régions. Enfin, il contribue au renforcement de la capacité de collecte, de traitement et d'analyse de l'INSTAT.

L'EPM-2001 est le prolongement d'une série d'enquêtes auprès des ménages réalisées en 1993, 1997 et 1999. Dans le passé, celles-ci ont prouvé leur utilité et leur efficacité pour la compréhension des effets des politiques économiques dans les différents secteurs de l'économie d'une part et sur les conditions de vie des différents groupes de population, d'autre part.

La rédaction de ce rapport est le fruit de la collaboration étroite de l'équipe de l'INSTAT/DSM, de la Banque Mondiale, de Cornell University, du Ministère de la Santé, du Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage et du Ministère de l'Enseignement secondaire et de l'éducation de base.

Le présent rapport présente les résultats de l'EPM-2001 et fournit des informations détaillées et fiables sur le profil de la consommation des ménages malgaches, le niveau et la structure des revenus, la santé, l'éducation, l'emploi, les activités agricoles, les conditions d'habitation et les performances des entreprises individuelles non agricoles à Madagascar. Ces informations aideront certainement les décideurs, les opérateurs et les chercheurs dans la formulation et le choix d'une stratégie d'amélioration des conditions de vie des ménages malgaches.

AVANT-PROPOS

L'Enquête prioritaire auprès des Ménages de 2001(EPM-2001) s'attache à collecter des renseignements multi-thèmes sur les conditions de vie des ménages malgaches. La collecte des données sur terrain a duré trois mois environ et couvre l'ensemble de l'île. Le questionnaire de l'enquête comporte plusieurs thèmes : démographie, migration, santé, éducation, emploi, entreprises non agricoles, habitation, transferts, dépenses, avoirs, perception subjective du niveau de vie, emploi du temps, agriculture.

La conception et l'organisation technique et financière de ce type d'enquête ont été réalisées par l'équipe technique et le personnel de la Direction des Statistiques des Ménages (DSM). La collecte des données a été exécutée par des enquêteurs, des contrôleurs et des superviseurs régionaux recrutés et formés sur place.

L'organisation de la collecte a été assurée en collaboration étroite avec les Directeurs régionaux de la Statistique qui sont :

Bernard RANDRIANARISOA, Directeur Inter-régional de la Statistique, Antananarivo ;
Beby RAHARIMANANA, Directeur Inter-régional de la Statistique, Antsiranana ;
Honoré RANAIVOARIMANANA, Directeur Inter-régional de la Statistique, Antsirabe ;
Pierre RABEMANANJARA FILS, Directeur Inter-régional de la Statistique, Toamasina ;
Paulin RANDRIANANTENAINA, Directeur Inter-régional de la Statistique, Mahajanga ;
Naina RANDRIANJANAKA, Directeur Inter-régional de la Statistique, Fianarantsoa ;
Olivier JOUJOU, Directeur Inter-régional de la Statistique, Toliara.

Le traitement, l'analyse des données et la rédaction du rapport ont été réalisés par :

- Jean RAZAFINDRAVONONA , Directeur Général de l'INSTAT
- Harivelo RAJEMISON, chef du service "Statistiques du Patrimoine et des Conditions de Vie des Ménages", INSTAT/DSM ;
- Faly RAKOTOMANANA, chef du service "Emploi et Revenus", INSTAT/DSM ;
- Tiaray RAZAFIMANANTENA, chef du service "Prix à la Consommation", INSTAT/DSM ;
- Mamisoa RAZAKAMANANTSOA, chef du service "Méthodologies et Collecte", INSTAT/DSM ;
- Patrick RAKOTOMAHEFA, Statisticien-Economiste, Analyste Principal, INSTAT/DSM ;
- Julien RAHARISON, Informaticien, INSTAT/DSM ;
- Arsène RAVELO, chef du service "Statistiques de l'éducation", Ministère de l'Enseignement secondaire et de l'éducation de base ;
- Auguste RANDRIANIRIANA, chef du service "Sécurité Alimentaire", Ministère de l'Agriculture et l'Elevage
- Jacky RAZANAKOLONA, Service de la surveillance épidémiologique et de la gestion des informations sanitaires, Ministère de la Santé ;
- Bart MINTEN, Chef de projet ILO, Cornell University ;
- Mattia Romani, chercheur économiste, Banque Mondiale.

La collecte des données a été financée dans le cadre de l'Initiative pour Pays Pauvres Très Endettés 2001. Le traitement et l'analyse des données ont été effectués avec l'appui technique de la Banque Mondiale et l'appui financier du projet ILO. L'INSTAT remercie les 5.080 ménages enquêtés lors de cet EPM pour leur patience et leur bonne volonté à répondre aux enquêteurs.

Le Directeur Général de l'Institut National de la Statistique

I - DEMOGRAPHIE

Cette partie décrit les caractéristiques socio-démographiques de la population malgache au cours de l'année 2001. L'analyse sera axée surtout sur les données de structures. Pour coordonner les productions des différentes bases de données statistiques, les données sur les effectifs de la population font déjà l'objet des études réalisées par la Direction de la Démographie et des Statistiques Sociales. La partie comporte deux grands chapitres : un premier chapitre sur la population et un deuxième chapitre sur le ménage.

I-1 POPULATION

L'effectif de la population malgache est estimé à 15.600.000 individus en 2001 selon les résultats de l'Enquête Prioritaire auprès des Ménages. Comparés aux chiffres en 1999, on enregistre un taux d'accroissement annuel moyen de 2,8% de la population malgache au cours de la période 1999 – 2001. La population est composée de 50,7% de femmes et de 49,3% d'hommes avec un rapport de masculinité de 97 hommes sur 100 femmes.

I-1-1 Répartition géographique de la population

Selon le milieu de résidence, la répartition de la population n'a pas changé au cours de ces deux dernières années. Plus de 78,1% des malgaches habitent en milieu rural, près de 5,0% dans la capitale et 16,9% dans les autres milieux urbains. La dominance de la population féminine devient de plus en plus importante en milieu urbain. Si les femmes ne représentent que 50,5% en milieu rural, cette proportion atteint plus de 53,4% dans la capitale. Le développement des activités féminines notamment dans les entreprises franches au cours de ces dernières années, attire de plus en plus les jeunes femmes des quartiers environnants à immigrer dans la capitale.

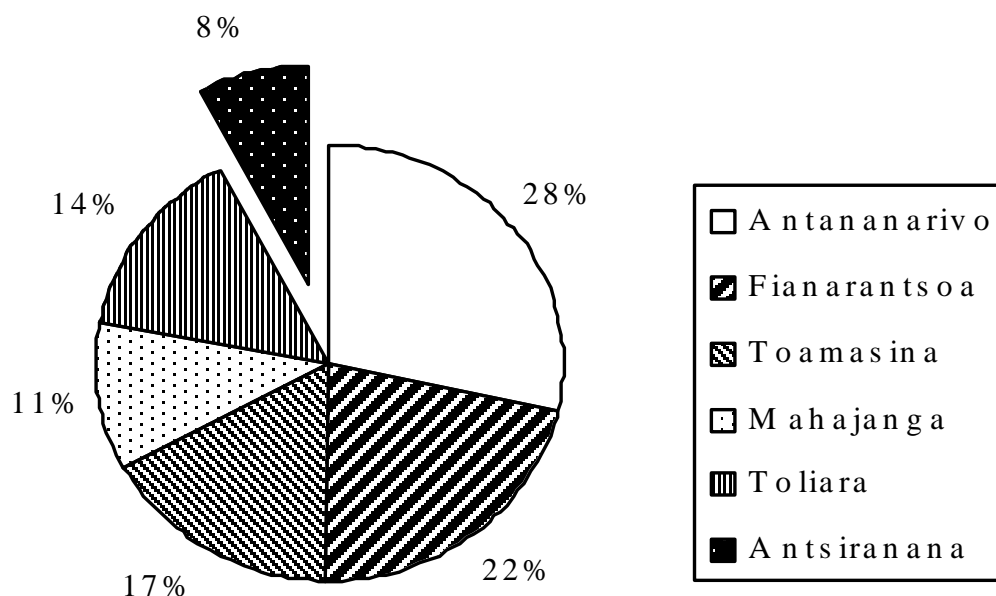
Tableau 1 : Répartition de la population selon le milieu de résidence et le sexe

Milieu de résidence	Sexe		Ensemble	
	Hommes	Femmes	Total	
Capitale	46,6	53,4	100	5
GCU	48,9	51,1	100	4,7
CUS	49,2	50,9	100	12,1
Rural	49,5	50,5	100	78,1
Ensemble	49,3	50,7	100	100

Source : INSTAT/DSM/EPM2001

Si on classe les faritany selon leur poids démographique, Antananarivo arrive en tête avec plus de 28% de la population. Il est suivi par les faritany de Fianarantsoa 22%, Toamasina 17%, Toliara 14%, Mahajanga 11% et enfin Antsiranana 8%. On observe ainsi une concentration de la population de plus en plus accentuée dans les trois provinces : Antananarivo, Fianarantsoa et Toamasina. Ils regroupent plus de 67% de la population malgache en 2001, si cela était de 62% en 1999. La population du faritany d'Antsiranana est caractérisée par la prédominance de la population masculine (51,0% d'hommes contre 49,0% de femmes). Tandis que, dans les cinq autres faritany, les femmes sont toujours majoritaires.

Graphique 1 : Répartition de la population selon le faritany



Source : INSTAT/DSM/EPM2001

I-1-2 Répartition selon l'âge

La population malgache est relativement jeune avec un âge moyen de 21,1 ans. Plus de 45% de la population ont moins de 15 ans et plus de 56% moins de 20 ans. De l'autre côté, les personnes âgées (plus de 65 ans) sont minoritaires car elles ne représentent que de 2,3% de l'ensemble de la population. La proportion des jeunes devient de moins en moins important quand on passe du milieu rural en milieu urbain. L'âge moyen de la population dépasse 23 ans dans les grands centres urbains et atteint plus de 25 ans dans la capitale. Où les jeunes âgés moins de 20 ans ne représentent plus que 45% de l'ensemble de la population.

La population du faritany de Mahajanga est la plus jeune. L'âge moyen y est de 20,3 ans et près de 59% de la population ont moins de 20 ans. Dans l'autre extrémité, on trouve le faritany d'Antananarivo. L'âge moyen y est de 22,0 ans et la population de moins de 20 ans ne représente que 52% de l'ensemble.

Tableau 2 : Répartition de la population selon l'âge et le milieu de résidence

Groupe d'âge	Milieu de résidence				Ensemble
	Capitale	GCU	CUS	Rural	
0-4	12,0	14,1	15,6	17,4	16,7
5-9	10,9	12,8	13,8	15,5	14,9
10-14	10,3	12,0	14,1	13,3	13,2
15-19	11,6	11,9	11,9	10,8	11,1
20-24	10,8	10,1	8,7	8,3	8,6
25-29	7,6	7,9	6,3	6,6	6,7
30-34	6,7	7,2	6,0	5,9	6,0
35-39	7,0	5,1	5,6	5,2	5,4
40-44	6,7	5,4	5,1	4,7	4,9
45-49	5,8	4,0	3,8	4,1	4,2
50-54	3,8	4,0	3,0	3,2	3,2
55-59	2,0	1,9	2,1	1,4	1,6
60-64	1,9	1,3	1,5	1,4	1,4
65-69	1,4	1,0	1,2	1,0	1,1
70-74	0,6	0,8	0,5	0,6	0,6
75-79	0,6	0,4	0,3	0,3	0,3
80 et plus	0,4	0,3	0,4	0,3	0,3
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : INSTAT/DSM/EPM2001

Le ratio de dépendance économique, c'est à dire le rapport des inactifs (individus de moins de 15 ans ou de 65 ans et plus) et des personnes d'âge actif (individus de 15 à 64 ans), est de 88,8% (soit 89 dépendants sur 100 actifs). Ce ratio de dépendance est faible en milieu urbain : 56,4% dans la capitale et 70,4% dans les autres grands centres urbains. Tandis qu'en milieu rural, il atteint plus de 93%.

Tableau 3 : Ratio de dépendance économique

	Milieu de résidence				Ensemble
	Capitale	GCU	CUS	Rural	
Ratio de dépendance	0,70	0,85	0,93	0,56	0,89

Source : INSTAT/DSM/EPM2001

I-2 MENAGE

Plus de 76% des ménages vivent en milieu rural et 6% dans la capitale. Plus des deux tiers des ménages malgaches se concentrent dans les provinces d'Antananarivo (29,1%), de Fianarantsoa (20,6%) et de Toamasina (16,9%). Le faritany d'Antsiranana ne renferme que les 8% des ménages.

I-2-1 Caractéristiques socio-démographiques des chefs de ménage

En 2001, sur l'ensemble du pays, plus de 19% des ménages sont dirigés par des femmes. Cette proportion est pratiquement stable au cours de la période 1999 – 2001. La contribution des femmes dans la direction du ménage se reproduit dans plus de 78% des cas dans les ménages monoparentaux : 36% des veuves, 32% des séparées, 10% des divorcées. Seuls 9% des femmes vivant en présence de leur conjoint dirigent le ménage. Ce phénomène est relativement moins fréquent en milieu rural et dans la capitale. Tandis que dans les autres grands centres urbains et les centres urbains secondaires, les femmes sont à la tête du ménage dans plus d'un cas sur quatre. C'est dans le faritany d'Antsiranana que les femmes se voient le plus souvent à la direction d'un ménage : près de 26% des cas, alors que dans le faritany d'Antananarivo, ce n'est que le cas de 13% des ménages.

Tableau 4 : Répartition des ménages selon le sexe du chef et selon le faritany

Faritany	Sexe du chef de ménage			Ensemble
	Homme	Femme	Ensemble	
Antananarivo	87,2	12,8	100,0	29,1
Fianarantsoa	76,7	23,3	100,0	20,6
Toamasina	82,1	17,9	100,0	16,8
Mahajanga	81,6	18,4	100,0	11,1
Toliara	78,6	21,5	100,0	14,3
Antsiranana	73,8	26,2	100,0	8,1
Ensemble	81,2	18,8	100,0	100,0

Source : INSTAT/DSM/EPM2001

L'âge moyen des chefs de ménage est de 42 ans. On obtient le même chiffre quel que soit le faritany et le milieu de résidence considéré. Par ailleurs, les femmes chefs de ménages sont généralement plus âgées que les hommes (45,3 ans contre 41,8 ans), sauf dans le faritany d'Antsiranana où la situation s'est inversée. Les femmes chefs de ménages y sont moins jeunes que les hommes (40,5 ans contre 42,2 ans). Cela est dû au fait que plus d'un tiers des femmes chefs de ménages sont des jeunes célibataires.

Tableau 5 : Age moyen des chefs de ménage selon le sexe et selon le faritany

Faritany	Sexe du chef de ménage		
	Homme	Femme	Ensemble
Antananarivo	41,5	50,4	42,7
Fianarantsoa	43,4	44,2	43,6
Toamasina	40,8	45,3	41,6
Mahajanga	40,9	43,4	41,4
Toliara	41,6	45,5	42,4
Antsiranana	42,2	40,5	41,8
Ensemble	41,8	45,3	42,4

Source : INSTAT/DSM/EPM2001

I-2-2 Situation matrimoniale du chef de ménage

Le mariage coutumier est la règle pour une majeure partie de la vie en couple à Madagascar. Plus de 39% des chefs de ménage sont mariés selon les coutumes traditionnelles et moins de 30% sont mariés légalement. Cependant, dans le faritany d'Antananarivo et surtout dans la capitale, le mariage légal constitue une étape obligatoire à suivre dans le processus de formation d'un foyer. Plus de 61% des chefs de ménage y sont mariés légalement. L'union libre et la polygamie sont relativement rares car elles ne concernent que moins de 9% des ménages malgaches. Néanmoins, il faut noter que le concubinage monogame est relativement fréquent dans le faritany d'Antsiranana. Plus de 12% des ménages en sont concernés.

Tableau 6 : Situation matrimoniale des chefs de ménage selon le milieu de résidence

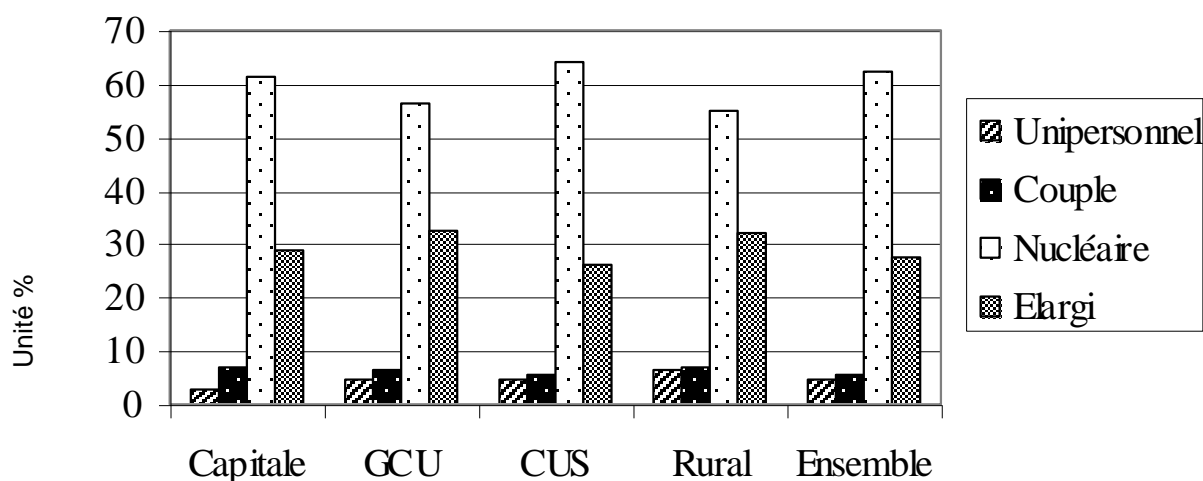
Situation matrimoniale	Milieu de résidence				Ensemble
	Capitale	GCU	CUS	Rural	
Marié légalement	61,4	36,4	31	26,8	29,7
Marié coutumièrement monogame	12,2	25,9	33,1	43,1	39,2
Marié coutumièrement polygame	0	0,5	0,5	1	0,9
Union libre monogame	3,9	8,9	8,2	7,8	7,7
Union libre polygame	0,4	0,6	0,1	0,1	0,2
Divorcé	2,34	3,5	1,9	1,9	2
Séparé	4	7,6	8,9	7,2	7,3
Veuf	10,8	9,7	10,6	7,7	8,4
Célibataire	4,9	6,6	5,6	4,3	4,6
Ensemble	100	100	100	100	100

Source : INSTAT/DSM/EPM2001

I-2-3 Type de ménage

Plus de 78% des ménages malgaches sont dirigés par un couple, 17% sont monoparentaux et 5% sont dirigés par un célibataire. On trouve le plus souvent des ménages monoparentaux dans le faritany de Fianarantsoa (près d'un ménage sur quatre). Tandis qu'à Antsiranana, former un ménage indépendant tout en restant célibataire est une pratique relativement fréquente. En effet, près de 13% des chefs de ménage y sont des célibataires.

Plus de 62% des ménages malgaches sont des familles nucléaires, c'est à dire composés uniquement des parents et leurs descendants directs. Plus de 27% sont des familles élargies. Les ménages unipersonnels et les couples représentent respectivement 5% et 6% de l'ensemble des ménages. Contrairement aux idées reçues, les familles élargies sont moins fréquentes en milieu rural (26% des ménages) qu'en milieu urbain (29% dans la capitale, 32% dans les autres grands centres urbains et 33% dans les centres urbains secondaires). Et selon le faritany, c'est à Antsiranana et, dans une moindre mesure, à Fianarantsoa que les familles élargies sont les plus rencontrées (respectivement 37% et 31% des ménages).

Graphique 2 : Type de ménage selon le milieu de résidence

Source : INSTAT/DSM/EPM2001

1-2-4 Taille de ménage

La taille moyenne des ménages malgaches est estimée à 5,1 personnes en 2001. Elle est restée pratiquement stable au cours de la période 1999 – 2001. Près de 5% des ménages sont des ménages unipersonnels et près de 70% des ménages sont composés de 2 à 6 individus. La taille de ménage est relativement faible en milieu urbain. En effet, dans la capitale et dans les autres grands centres urbains, elle est respectivement de 4,5 personnes et de 4,8 personnes. Tandis qu'en milieu rural, les ménages comportent en moyenne 5,2 personnes. On note l'importance de la taille de ménage dans le faritany de Fianarantsoa : 5,4 personnes. De l'autre côté, à Antsiranana et à Antananarivo, les ménages sont caractérisés par leur faible taille ne dépassant pas en moyenne 4,9 personnes. Pour les autres faritany, la taille se situe dans la moyenne nationale.

Tableau 7 : Taille de ménage selon le sexe du chef de ménage

Faritany	Sexe du chef de ménage		Ensemble
	Homme	Femme	
Antananarivo	5,2	3,3	4,9
Fianarantsoa	5,7	4,7	5,5
Toamasina	5,4	3,5	5,1
Mahajanga	5,5	3,4	5,1
Toliara	5,4	3,9	5,1
Antsiranana	5,2	3,7	4,8
Ensemble	5,4	3,8	5,1

Source : INSTAT/DSM/EPM2001

Les ménages dirigés par une femme sont caractérisés par leur faible taille : 3,8 personnes contre 5,4 personnes pour ceux dirigés par un homme. Ce résultat est valable pour n'importe quel faritany et n'importe quel milieu de résidence, sauf dans la capitale où l'écart est relativement moindre : 3,5 personnes pour les ménages dirigés par une femme et 4,7 personnes pour ceux dirigés par un homme.

I-2-5 Caractéristiques des ménages pauvres

Les ménages pauvres sont caractérisés par leur taille assez élevée. En effet, la taille moyenne des ménages passe de 3,8 personnes chez les ménages les plus riches jusqu'à plus de 6,8 personnes chez les plus pauvres. Les écarts sont plus importants dans les faritany de Mahajanga, Toliary et Antsiranana. La différence de la taille moyenne des ménages les plus pauvres et celle des plus riches dépasse 3,8 personnes. Tandis que dans le faritany d'Antananarivo, en général et dans la capitale en particulier, les écarts sont relativement moindres : respectivement 2,6 personnes et 2,1 personnes.

Tableau 8 : Taille de ménage selon la classification par quintile

Quintile	Faritany						Ensemble
	Antananarivo	Fianarantsoa	Toamasina	Mahajanga	Toliara	Antsiranana	
Plus pauvres	6,9	6,9	6,3	7,1	7,1	7,4	6,8
Quintile_2	5,4	5,5	6,0	6,3	5,5	6,6	5,8
Quintile_3	5,6	5,6	4,8	4,9	5,0	4,9	5,2
Quintile_4	5,0	4,7	3,7	4,4	4,7	4,2	4,6
Plus riches	4,3	3,4	3,2	3,4	3,3	3,4	3,8

Source : INSTAT/DSM/EPM2001

Malgré la difficulté financière qu'ils subissent dans leur vie quotidienne, les ménages pauvres s'accrochent toujours à leur vie conjugale. Les couples pauvres résistent aussi bien que leurs homologues riches à la tentation de séparation conjugale. En effet, les proportions de chefs de ménage séparés ou divorcés tournent autour de 10% que ce soit chez les ménages riches ou pauvres. Les ménages pauvres ne perdent jamais la valeur sacerdotale du mariage. Le taux de concubinage est de l'ordre de 10% dans les ménages bi parentaux quel que soit leur niveau de vie. Néanmoins, les ménages pauvres éprouvent des difficultés pour légaliser leur mariage. Près de 69% des couples pauvres sont restés au stade de mariage coutumier, alors que chez les plus riches, plus de 65% sont mariés légalement.

Tableau 9 : Situation matrimoniale du chef de ménage selon la classification par quintile

Situation matrimoniale	Plus pauvre	Quintile_2	Quintile_3	Quintile_4	Quintile_5	Ensemble
Bi parental:	79,8	80	81,5	76,1	73,1	77,7
dont						
Marié légalement	16,4	19,0	23,9	34,3	47,7	29,8
Marié coutumièrement monogame	54,9	52,2	47,7	32,3	18,3	39,2
Marié coutumièrement polygame	0,6	2,5	0,6	0,7	0,4	0,9
Union libre monogame	8,0	6,3	9,2	8,6	6,6	7,7
Union libre polygame	0,0	0,2	0,2	0,2	0,3	0,2
Mono parental dont :	20,2	20,1	18,5	24	26,9	22,3
dont :						
Divorcé ou séparé	8,4	9,8	9,2	10,4	8,6	9,3
Veuf	9,8	8,1	6	8,3	9,6	8,4
Célibataire	2	2,2	3,3	5,3	8,7	4,6

Source : INSTAT/DSM/EPM2001

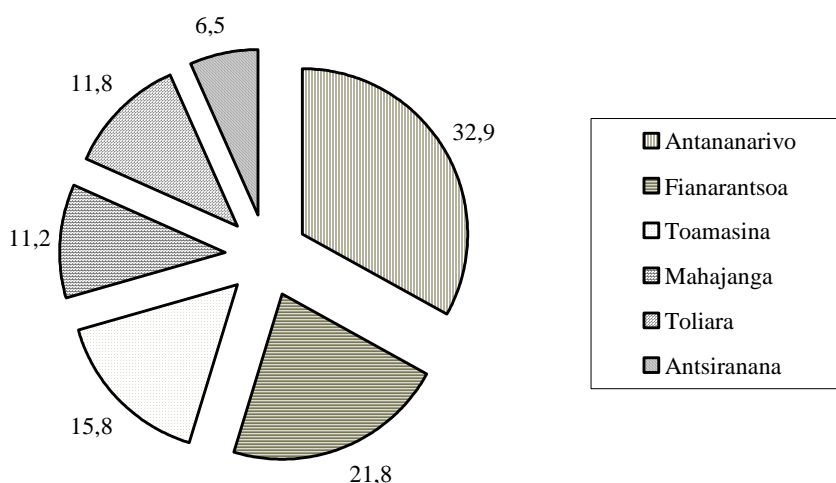
II MIGRATION¹

Cette section consiste à appréhender la mobilité de la population, de connaître leur milieu de résidence précédente et les raisons principales qui ont poussé les individus à effectuer ces déplacements. Ainsi, un simple changement de logement dans un même fivondronana ne peut être considéré comme une migration. Pour comprendre ce phénomène, on commencera par construire une typologie des individus qui ont effectué une activité migratoire.

II-1 Typologie des individus ayant effectué une migration :

Les individus qui ont effectué une activité migratoire dans leur vie antérieure représentent 8.5% de la population totale de Madagascar. La faiblesse de ce taux témoigne de la non disposition des malgaches à changer de résidence. Si on ne s'intéresse qu'aux mouvements migratoires récents, c'est à dire dans les 5 dernières années passées, ce taux n'est plus que de 3.7%, et de 4.6% si on se limite à 10ans. Desormais, dans la suite de l'analyse, seules les migrations récentes seront considérées. Antananarivo est le faritany d'accueil le plus fréquent en recevant 32.9% des individus qui ont bougé en 5 ans. Il est suivi par Fianarantsoa, Toamasina, Mahajanga, Toliara et Antsiranana. Notons que ce résultat peut être biaisé par un effet de structure, Antananarivo étant le Faritany le plus peuplé. Au niveau des différents milieux de destination, la capitale a accueilli 10.8% des migrants, ce qui est relativement important compte tenu de l'étendue des autres types de milieu. Ce phénomène est naturel dans la mesure où la capitale reste le centre des activités économiques et sociales à Madagascar.

Graphique 3 : Répartition des migrants par faritany de destination



Source : INSTAT/DSM/EPM2001

La population migratrice est relativement jeune car la médiane de l'âge à la dernière migration² est de 26 ans, l'âge moyen étant un peu moins de 30 ans. On va porter une attention particulière aux individus qui immigreront dans la capitale dans la mesure où elle représente un poids économique social et politique assez importante. Ces individus qui immigreront dans la capitale sont relativement jeunes avec une médiane de 28 ans et une moyenne de 29.9 ans. Par contre, les individus qui ont quitté la capitale sont plus jeunes par rapport aux autres milieux (avec un âge médian de 21 ans). Mais ceci est dû au fait qu'un individu sur quatre qui a quitté la capitale a moins de 15 ans.

¹ On définit dans ce cadre une migration comme un changement de résidence, d'un fivondronana à un autre

² Pour estimer l'âge à la dernière migration, on utilise l'âge de l'individu retranché de la durée de résidence au fivondronana de destination.

Tableau 10 : Age des migrants par milieu de départ

	Emigrants		Immigrants	
	Moyenne	Médiane	Moyenne	Médiane
Capitale	25,8	21	29,9	28
AGCU	29,5	28	33,6	33
CUS	29,6	25	26,4	23
Rural	31,2	30	30,7	27
Total	29,8	26	29,9	27

Source : INSTAT/DSM/EPM2001

Au niveau des faritany, les immigrants dans le faritany d'Antananarivo restent les plus jeunes avec un âge médian de 22 ans, comme l'indique le tableau ci-dessous. Au niveau de la moyenne ceux qui ont rejoint Mahajanga sont plus jeunes que ceux qui ont rejoint Antananarivo. Cela est dû au fait que la distribution des migrants par rapport à l'âge est très étalée vers la gauche pour Mahajanga. En d'autres termes, il y a beaucoup plus de jeunes qui migrent ce qui exerce un effet à la baisse sur l'âge moyen.

Tableau 11 : Ages moyens et médians des individus selon leur faritany de destination

	Moyenne	Médiane
Antananarivo	32,4	30
Fianarantsoa	36,0	30
Toamasina	27,6	25
Mahajanga	39,1	38
Toliara	29,3	25
Antsiranana	30,1	27
Total	31,7	29

Source : INSTAT/DSM/EPM2001

Concernant le sexe des migrants, il y a un peu plus de femmes que d'hommes. En effet, 52.5% des migrants sont de sexe féminin contre 47.5% pour les hommes. Les femmes qui migrent sont relativement plus jeunes que les hommes car l'âge moyen des femmes qui ont migré est de 28.5 ans pour les femmes contre 31.2 ans pour les hommes. Concernant particulièrement ceux qui ont immigré dans la capitale, la différence des âges moyens entre les deux sexes est manifeste car l'âge moyen des hommes est de 31.7 ans contre 29.0 ans pour les femmes.

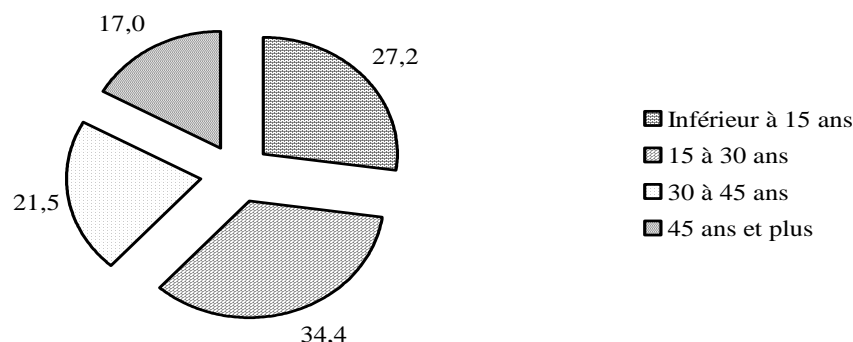
Tableau 12Caractéristiques des migrants selon le sexe

	En %	Age moyen	Milieu d'origine				Destination			
			Capitale	AGCU	CUS	Rural	Capitale	AGCU	CUS	Rural
Masculin	47,6	31,2	22,2	33,0	30,0	34,7	31,7	29,8	25,9	33,9
Féminin	52,5	28,5	31,0	27,3	29,1	27,7	29,0	37,6	26,9	27,1
Total	100,0	29,8	25,8	29,5	29,6	31,2	29,9	33,6	26,4	30,7

Source : INSTAT/DSM/EPM2001

Si on fait l'analyse selon le groupe d'âge, on constate une forte propension à émigrer pour les individus dont l'âge est compris entre 15 et 30 ans. Ceci est compréhensible dans la mesure où ces individus sont jeunes et veulent prendre le risque de tenter leur chance ailleurs pour avoir une meilleure condition de vie. Ils sont suivis par le groupe des enfants (inférieur à 15 ans) qui ne font que suivre leurs parents. Ce qui confirme le fait que les jeunes sont plus mobiles et sont plus disposés à changer de résidence.

Graphique 4 : Répartition des migrants par groupe d'âge



Source : INSTAT/DSM/EPM2001

Au vu de la répartition des migrants selon la quintile de leur ménage d'appartenance, on peut affirmer que, plus la condition de vie est bonne, plus la propension à émigrer croît. En d'autres termes, plus un ménage est riche, ses membres ont une plus grande probabilité à effectuer des mouvements migratoires.

Tableau 13 : Quelques caractéristiques des migrants selon les quintiles de leur ménages d'appartenance

	En %	Age		Sexe	
		Moyenne	Médiane	Masculin	Féminin
Les plus pauvres	6,6	26,6	25,0	46,0	54,0
Quintile_2	10,2	33,9	34,0	46,5	53,5
Quintile_3	12,8	31,5	31,0	50,0	50,0
Quintile_4	25,1	28,9	28,0	47,8	52,2
Les plus riches	45,3	28,7	26,0	47,1	52,9
Total	100,0	29,9	27,0	47,5	52,5

Source : INSTAT/DSM/EPM2001

Les individus migrants appartenant aux ménages riches sont en général plus jeunes que ceux dans les ménages pauvres. En effet, l'âge médian des migrants décroît quand la quintile augmente. Ceci peut s'expliquer par le fait que les ménages aisés ont plus de chance d'effectuer des migrations même s'ils sont jeunes. Par ailleurs, ceci peut être lié aussi au niveau d'instruction de chaque individu. En effet, étant aisé et avec un niveau d'instruction élevé, les jeunes ont plus d'information sur les opportunités dans d'autres places et ont aussi la possibilité d'effectuer le mouvement. Par contre, un individu appartenant à un ménage pauvre, tout en connaissant les opportunités existantes, ne peut pas effectuer la migration. Les migrants sont composés d'une majorité masculine quelle que soit la quintile considérée sauf pour la deuxième quintile où les femmes représentent 53.5% des immigrants.

II-2 Caractérisation des migrations

Cette section traite d'une part des types de migration, à savoir la caractérisation de leur destination et de leur arrivée. Elle permettra de mettre en évidence l'ampleur du phénomène de l'exode rural et d'autres types de migration. D'autre part, elle traitera aussi des raisons principales qui poussent les individus à migrer. Le phénomène d'exode rural (migration du milieu rural vers le milieu urbain) semble ne pas tenir une place importante à première vue avec 9.21% des récentes activités migratoires. Mais, c'est relativement important dans la mesure où il existe ici un effet de structure non négligeable. En effet, les autres types de migration couvrent une zone plus importante.

Tableau 14 : Répartition des migrations selon leur type

	Fréquence (en %)
Urbain/urbain	33,3
Urbain/rural	32,3
rural/urbain	9,2
Rural/rural	25,2
Total	100,0

Source : INSTAT/DSM/EPM2001

Pour avoir une idée plus précise sur le phénomène, nous allons dresser une matrice de changement de résidence selon les différents milieux. Le phénomène d'exode rural apparaît plus clairement ici. En effet, pour chaque milieu urbain de destination, la part des individus qui viennent du milieu rural est assez importante. Par exemple, pour les individus qui ont migré vers la capitale, 24.7% viennent du milieu rural. Ces individus sont attirés par les opportunités offertes par les villes en matière d'emploi et de condition de vie.

Tableau 15 : Répartition des individus qui ont migré selon leur milieu de départ et de destination

	Destination				
Départ	Capitale	AGCU	CUS	Rural	Total
Capitale	0,0	19,6	12,7	8,3	9,5
AGCU	19,4	8,7	23,4	15,0	16,5
CUS	55,9	51,8	43,9	33,1	39,7
Rural	24,7	19,8	20,0	43,6	34,3
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : INSTAT/DSM/EPM2001

Nous pouvons remarquer que la population migratrice est composée de beaucoup d'étudiants. En effet, dans la capitale par exemple, 30.2% de ceux qui ont migré dans les cinq dernières années sont des étudiants, 36.7% dans les chefs lieu de fivondronana, 32.1% dans le milieu rural et 28.9% dans l'ensemble. A part les étudiants et les occupés qui migrent pour une raison d'affectation probablement, les chômeurs ont aussi une forte probabilité d'émigrer pour tenter leur chance ailleurs. Dans le milieu rural, beaucoup de personnes actives occupées quittent quand même le milieu rural à cause de l'insuffisance de revenus issus de l'agriculture. En effet, 68.2% des actifs qui quittent le milieu rural ont exercé dans le secteur de l'élevage ou de l'agriculture.

Tableau 16 : Répartition des individus selon leur situation dans l'emploi dans le milieu d'origine

	Capitale	AGCU	CUS	Rural	Ensemble
Occupé	28,8	24,5	27,6	37,0	30,4
Chômeur	11,0	5,2	8,9	6,4	7,6
En quête de premier emploi	0,9	1,0	3,0	2,2	2,2
Homme/femme au foyer	9,8	7,8	11,8	10,6	10,5
Etudiant	30,2	36,7	32,1	21,0	28,9
Retraité	0,0	0,1	0,7	0,0	0,3
Incapable de travailler	3,4	5,3	7,1	9,4	7,3
Autres	15,9	19,4	9,0	13,4	12,8
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : INSTAT/DSM/EPM2001

II-3 Raisons principales des migrations

Dans l'ensemble, les individus migrent en grande partie pour des raisons familiales comme le mariage ou autres raisons. A part cela, les raisons liées à la condition de vie comme la recherche d'une meilleure condition de vie et de migration par souci d'infrastructures sociales tiennent aussi une place importante, ainsi que les raisons économiques comme la recherche d'un meilleur emploi ou la recherche de plus de gains. Mais on ne peut pas se baser sur la différenciation des raisons car celles-ci sont généralement fortement liées. Par souci de clarté, on a agrégé certains types de raisons, mais les tableaux contenant le détail sont reportés en annexe.

Tableau 17 : Raisons de la migration selon les milieux d'origines

	Capitale	AGCU	CUS	Rural	Ensemble
Raisons familiales	32,7	39,4	43,9	42,7	41,7
Raisons liées à l'emploi et à l'activité	23,5	38,2	25,3	21,2	25,8
Raisons liées à la condition de vie	38,6	14,7	19,6	29,2	23,9
Raisons liées aux études	3,9	6,4	8,1	4,8	6,3
Autres raisons	1,3	1,2	3,2	2,1	2,2
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : INSTAT/DSM/EPM2001

A part les raisons familiales, la recherche d'une meilleure condition de vie prédomine dans les raisons qui poussent les individus à changer de fivondronana de résidence. Dans l'ensemble, 14.5% des migrants affirment rechercher une meilleure condition de vie dans leur migration. Ce phénomène est très marqué dans la capitale (27.4% des migrants) où le marché de travail est assez précaire, ainsi que dans le milieu rural (17.1) où les individus espèrent trouver une meilleure situation dans les villes, surtout avec les opportunités d'emploi offertes par les multiples zones franches. Par ailleurs, les affectations et changement de lieu de travail occupent aussi une place assez importante. L'insuffisance des infrastructures sociales dans le milieu rural est aussi déterminante dans les raisons qui poussent les ruraux à émigrer.

La raison économique qui pousse les individus à migrer se confirme quand on analyse les raisons de migration par quintile des dépenses, même si les résultats semblent être contradictoires. En effet, la proportion des individus qui migrent pour espérer une meilleure condition de vie augmente avec le milieu de résidence d'origine.

En fait, Ceci s'explique par la connaissance que peuvent avoir les ménages riches de la situation économique dans les autres fivondronana. Par ailleurs, il faut analyser ces chiffres avec précaution car les quintiles établies ici sont établies dans la nouvelle fivondronana de résidence et qu'entre la date de dernière migration et la date de l'enquête, il pourrait y avoir une amélioration de la condition de vie des migrants.

Tableau 18 : Répartition des raisons principales de la migration selon les quintiles de dépenses

	Les plus pauvres	Quintile_2	Quintile_3	Quintile_4	Les plus riches
Raisons familiales	57,1	62,8	48,4	35,3	39,6
Raisons liées à l'emploi et à l'activité	17,0	9,8	22,4	23,4	28,7
Raisons liées à la condition de vie	14,8	20,5	21,5	36,2	21,8
Raisons liées aux études	9,3	4,7	5,7	3,3	7,9
Autres raisons	1,8	2,2	2,0	1,8	2,0
	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : INSTAT/DSM/EPM2001

Concernant la situation dans l'emploi dans l'ancienne résidence, la recherche d'un meilleur emploi et les affectations sont les raisons déterminantes pour les occupés. Pour les chômeurs, évidemment la recherche d'un emploi ou d'une meilleure condition de vie sont les raisons principales avec respectivement 18.1% et 17.1% des chômeurs qui ont migré. Par ailleurs il y a une assez forte proportion d'individus qui migrent pour une raison de mariage ou d'autres raisons familiales. Pour les étudiants, les raisons liées à l'étude comme la continuation des études ou la prise en charge par un autre parent priment.

Tableau 19 : Répartition des raisons principales de la migration selon la situation des migrants dans l'ancienne résidence

	Raisons familiales	Raisons liées à l'emploi et à l'activité	Raisons liées à la condition de vie	Raisons liées aux études	Autres raisons	Total
Occupé	23,6	41,1	31,7	0,4	3,2	100,0
Chômeur	49,7	27,3	21,9	0,8	0,4	100,0
En quête de premier emploi	23,2	37,1	25,3	0,0	14,4	100,0
Homme/femme au foyer	48,6	17,0	32,0	0,8	1,5	100,0
Etudiant	48,6	18,2	15,0	17,4	0,8	100,0
Retraité	8,7	26,8	54,0	10,6	0,0	100,0
Incapable de travailler	60,8	6,0	22,4	8,4	2,4	100,0
Autres	61,2	9,0	26,1	3,2	0,6	100,0
Ensemble	43,0	24,1	24,7	6,3	1,9	100,0

Source : INSTAT/DSM/EPM2001

Finalement, le taux de migration des malgaches n'est pas très élevé. Le phénomène de l'exode rural est relativement important, mais la migration entre les différents chefs lieux de fivondronana est la plus importante. Les raisons les plus fréquemment évoquées sont les raisons familiales et les raisons économiques.

III SANTE

Le Ministère de la Santé a élaboré un Plan Directeur pour la période 1996-2000. Parmi les grands axes stratégiques de ce Plan, figurent : la décentralisation des activités au niveau régional et district, l'offre d'un service de soins de qualité à la population.

Le Ministère de la Santé a renforcé les structures à différents niveaux et plus particulièrement au niveau du district qui constitue une plaque incontournable de la décentralisation. Pour assurer un service de soins de qualité à la population, le Ministère de la Santé a recruté deux vagues de Médecins qui ont été affectés au niveau des Centres de Santé de Base des communes. Lors des revues mensuelles, une remise à niveau de ces nouveaux médecins sur la prise en charge des malades selon les programmes est assurée par les Equipes de Management du District. La disponibilité en médicament est une des pièces maîtresses du service de soins de qualité. Pour ce faire, le Ministère de la Santé a organisé un système de recouvrement des coûts dans toutes les formations sanitaires publiques. Les Centres de Santé de Base niveau 1 (CSB1 tenus par des paramédicaux) et niveau 2 (CSB2 tenus par des médecins), les Centres Hospitaliers de District (CHD), les Centres Hospitaliers Régionaux (CHR) et les Centres Hospitaliers Universitaires (CHU) ont été dotés de médicaments essentiels. L'activité principale d'un centre de santé quel que soit le statut est la consultation externe. Les malades au cours des consultations peuvent s'acquérir les médicaments au centre même. Pour assurer un ravitaillement régulier et rapide, une pharmacie de gros a été installée au niveau de chaque district.

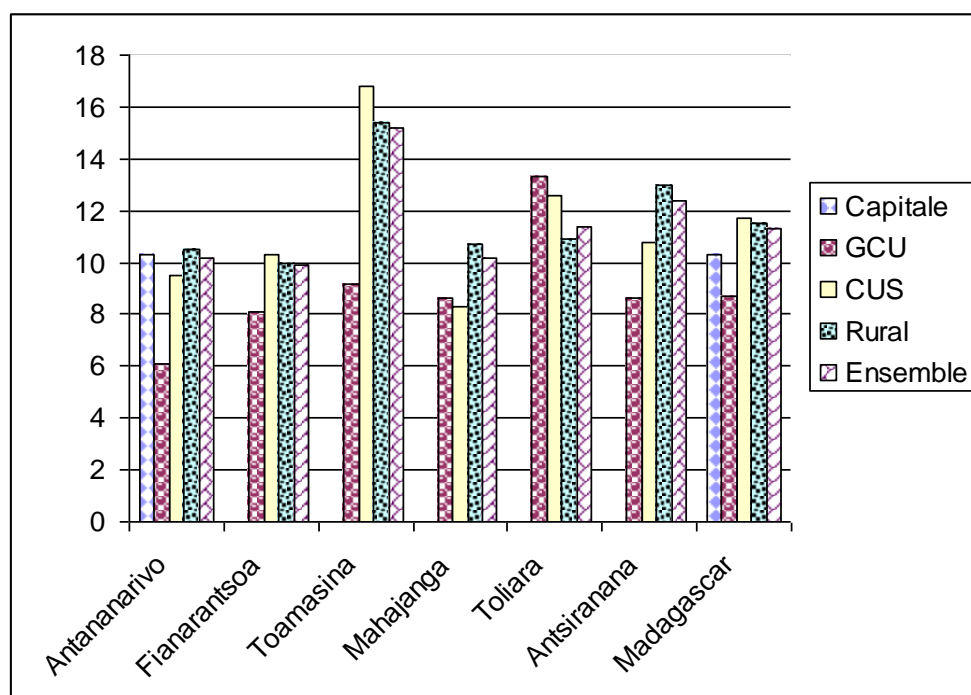
L'enquête prioritaire auprès des ménages en matière de santé a pour objectifs de :

- étudier l'état de santé de la population,
- étudier les habitudes et pratiques concernant la Consultation Externe, la Planification Familiale, la Consultation Prénatale et la Vaccination des enfants, et d'estimer les coûts moyens des médicaments et consultations au cours d'une consultation externe.

III-1 Incidence

L'incidence globale³, au niveau national, toutes causes de maladies confondues au cours des deux dernières semaines précédant l'enquête est de 11.3%.

Graphique 5: Taux d'incidence par Faritany et selon le milieu



Source : INSTAT/DSM/EPM2001

³ L'incidence globale est la proportion des gens qui se sont déclarés malades. L'EPM 2001 a considéré les deux dernières semaines comme période de référence.

Dans l'ensemble, les taux d'incidence varient de 8.7% dans les grands centres urbains à 11.7% dans les centres urbains secondaires. Le Faritany de Toamasina (15.2%) est le plus touché. Ce taux élevé est surtout expliqué par la situation préoccupante au niveau des centres urbains secondaires (16,8%) et du milieu rural (15.4%). Dans le Faritany d'Antananarivo, les chiffres enregistrés au niveau de la Capitale et le milieu rural sont sensiblement identiques (légèrement supérieurs à 10%). Le Faritany de Fianarantsoa a enregistré le plus faible nombre de nouveaux cas avec un taux de 9.9%.

Tableau 20 : Taux d'incidence par quintile et selon le milieu

Milieu					
Quintiles	Capitale	GCU	CUS	Rural	Total
Plus pauvre	35,4	3,4	10,3	10,1	10,1
Quintile_2	2,5	7,0	13,0	10,0	10,1
Quintile_3	5,5	6,1	11,5	10,9	10,6
Quintile_4	11,0	9,3	11,5	12,5	12,0
Plus riche	10,5	10,3	12,0	16,2	13,7
Madagascar	10,3	8,8	11,8	11,5	11,3

Source : INSTAT/DSM/EPM2001

Le taux le plus élevé a été enregistré dans la Capitale et chez les ménages les plus pauvres, il est de l'ordre de 35.4%. Ces ménages se trouvent le plus souvent dans des quartiers populeux et populaires où les familles vivent dans des taudis et dans des milieux insalubres.

Dans l'ensemble, la notification des nouveaux cas est élevée chez les ménages les plus riches. (13.7%). Cela pourrait se traduire par une facilité à venir en consultation externe dans les différentes formations sanitaires publiques ou privées. Selon le milieu, ce sont surtout les familles dans les centres urbains secondaires (11.8%) et le milieu rural (11.5%) qui se sont déclarés malades.

Tableau 21 : Taux d'incidence par âge et par Faritany

Faritany							
Age	Antananarivo	Fianarantsoa	Toamasina	Mahajanga	Toliara	Antsiranana	Madagascar
0-11mois	19,1	16,0	16,5	18,6	19,0	17,5	17,9
12-48 mois	14,7	11,8	15,8	7,7	11,4	15,9	13,0
5ans et plus	9,3	9,5	15,1	10,3	11,1	11,7	10,8
Madagascar	10,2	9,9	15,2	10,2	11,4	12,4	11,3

Source : INSTAT/DSM/EPM2001

Dans tout le pays, la tranche d'âge de 0 à 11 mois représente le plus fort taux (17,9%). Il en est de même pour les 6 Faritany. Ce taux régresse au fur et à mesure que l'âge avance.

Le taux global sans distinction d'âge est de 11.3%. Le taux par Faritany varie de 15.2% pour Toamasina à 9.9% pour Fianarantsoa.

Tableau 22 : Taux d'incidence par âge et selon le milieu

Age	Capitale	AGCU	CUS	Rural	Madagascar
0 –11 mois	29.0	13.3	17.5	17.7	17.9
12-48 mois	23.9	10.0	14.9	21.4	13.0
5 ans et +	8.7	8.4	11.2	11.1	10.8
Madagascar	10.3	8.7	11.7	11.5	11.3

Source : INSTAT/DSM/EPM2001

Selon les tranches d'âge et sans distinction du milieu, Le taux diminue avec l'âge. Il est maximum chez les enfants de 0 à 11 mois (17.9%). Cette tendance n'est pas respectée dans le milieu rural où la tranche d'âge de 1 à 4 ans est la plus touchée (21.4%).

Tableau 23 Taux d'incidence des maladies par Faritany et selon la maladie

Faritany	IRA	Fièvre	Maladies diarrhéiques	Infections cutanées	Affection bucco-dentaires	IST	Accidents	Infection de l'œil	HTA	Toux de plus de 3 semaines	Autres	ND	Total
Antananarivo	12,3	43,7	8,4	2,1	8,1	0,0	3,8	1,2	4,0	8,4	1,5	6,4	100,0
Fianarantsoa	7,1	52,8	12,5	2,9	3,8	0,1	6,7	0,8	4,0	3,8	0,9	4,7	100,0
Toamasina	5,6	49,6	13,1	4,9	5,2	0,5	3,7	1,8	2,5	8,1	1,0	3,9	100,0
Mahajanga	3,6	51,8	15,8	4,8	3,7	4,7	2,9	2,3	0,9	9,6	0,0	0,0	100,0
Toliara	4,4	61,5	11,1	1,3	3,2	0,9	3,9	0,0	1,1	5,6	0,5	6,8	100,0
Antsiranana	1,5	42,5	18,8	4,1	4,6	1,6	6,2	1,7	2,7	6,2	3,8	6,4	100,0
Madagascar	6,9	50,0	12,2	3,2	5,2	0,9	4,5	1,2	2,8	7,0	1,2	4,9	100,0

Source : INSTAT/DSM/EPM2001

Les cas de blessures recensés au cours de l'enquête sont transcrits dans la colonne accidents. Dans l'ensemble des 6 Faritany, la fièvre signe du paludisme (50.0%) est la première maladie évoquée, suivis respectivement par les maladies diarrhéiques (12.2%), la toux de plus de 3 semaines (7%), les IRA (6.9%) et les affections bucco-dentaires. Les autres causes de consultations sont à moins de 5%. Le syndrome palustre prédomine dans les 6 Faritany, avec des taux allant de 42.5% dans le Faritany d'Antsiranana à 61,5% dans le Faritany de Toliara. Par rapport à l'EPM 1999, le taux est passé de 25.8% à 50.0%. Cette augmentation trop élevée semble ne pas refléter la réalité. Dans le questionnaire, la définition de la fièvre signe du paludisme n'a pas été bien spécifiée. Le paludisme présumé est défini comme étant une fièvre sans signes d'autres maladies associées. C'est en quelque sorte une fièvre isolée. Les enquêteurs se sont peut-être précipités sur un diagnostic de syndrome palustre dès que les enquêtés ont cité la fièvre comme signe avant-coureur sans avoir cherché l'association d'autres signes et faire un diagnostic d'élimination. 76.8% des cas de fièvre chez les malades venus en consultation externe dans une formation sanitaire et 23.2% pour les malades ayant adopté une automédication, sont revenus pour une deuxième consultation. Ce qui peut expliquer que la notification des cas de fièvre signe du paludisme est erronée, et par conséquent l'augmentation du taux d'incidence du syndrome palustre. Le taux d'incidence de la toux de plus de 3 semaines est aussi trop élevé. Si en 1999, aucun cas n'a été rapporté, en 2001 le taux est passé à 7%. Par rapport à l'EPM 1999, le taux d'incidence des IRA a baissé. Il est passé de 23.3% à 6,94%. Les enquêtés ont peut-être confondu les cas d'IRA avec des toux de plus de 3 semaines.

Tableau 24 : Taux d'incidence des maladies selon le milieu

Milieu	IRA	Fièvre	Maladies diarrhéiques	Infections cutanées	Affections bucco-dentaires	IST	Accidents traumatismes	Infections de l'œil	HTA	Toux de plus de 3 semaines	Autres	ND	Total
Capitale	9,0	41,3	10,6	1,7	6,5	0,0	5,0	1,2	5,7	10,4	0,6	8,1	100,0
GCU	6,9	48,7	8,5	1,7	3,5	0,0	4,1	1,4	5,0	6,5	7,0	6,7	100,0
CUS	5,5	52,4	11,1	3,6	4,7	0,7	5,6	1,6	4,1	6,1	1,1	3,3	100,0
Rural	7,0	50,2	12,7	3,3	5,3	1,0	4,3	1,2	2,3	7,0	0,9	4,9	100,0
Madagascar	6,9	50,0	12,2	3,2	5,2	0,9	4,5	1,2	2,8	7,0	1,2	4,9	100,0

Source : INSTAT/DSM/EPM2001

Selon le milieu, le syndrome palustre et les maladies diarrhéiques se voient surtout dans les centres urbains secondaires et le milieu rural. Les IRA, la toux de plus de 3 semaines et les affections bucco-dentaires prédominent dans la capitale. Une information, éducation et communication des mères sur la prise en charge à domicile des cas de fièvre et des maladies diarrhéiques devrait être accentuée dans les centres urbains secondaires et en milieu rural.

Tableau 25 Taux d' incidence des maladies selon l'âge

	LIRA	Fièvre	Maladies diarrhéiques	Infections cutanées	Affections bucco-dentaires	IST	Accidents, traumatismes	Infections de l'œil	HTA	Toux de plus de 3 semaines	Autres	ND	Total
0-11mois	6,6	51,4	13,5	2,7	0,4	0,0	0,9	0,6	0,0	15,0	1,5	7,3	100,0
1-4 ans	8,8	54,3	16,1	2,8	0,9	0,0	1,9	0,2	0,2	9,3	0,8	4,7	100,0
5ans et plus	6,7	49,2	11,5	3,3	6,2	1,0	5,1	1,4	3,4	6,1	1,2	4,8	100,0
Madagascar	6,9	50,0	12,2	3,2	5,2	0,9	4,5	1,2	2,8	7,0	1,2	4,9	100,0

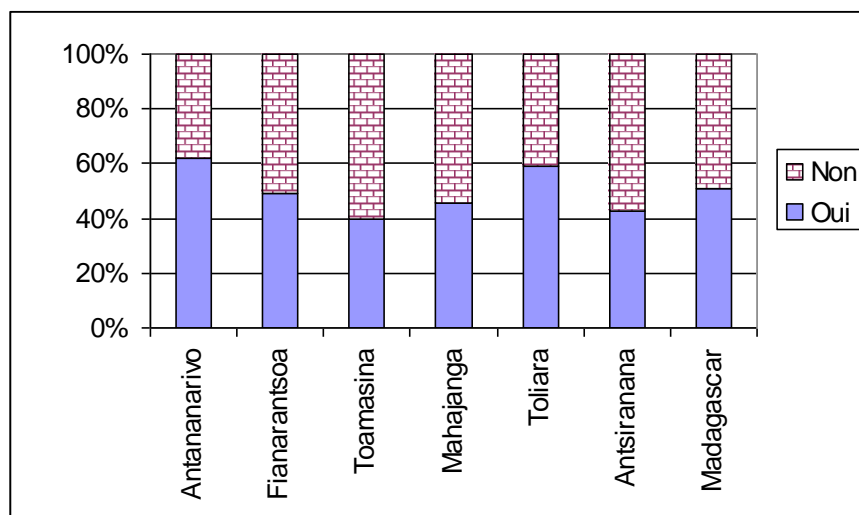
Source : INSTAT/DSM/EPM2001

Parmi les 5 principales causes, la fièvre (signe du paludisme), les maladies diarrhéiques et l'IRA prédominent respectivement dans les classes d'âge de 1 à 4ans, 0 à 11 mois et 5 ans et plus. La toux de plus de 3 semaines diminue avec l'âge. Par contre, les affections bucco-dentaires augmente avec l'âge. La prise en charge intégrée des maladies de l'enfance devrait être renforcée dans toutes les formations sanitaires. La toux de plus de 3 semaines intéresse surtout les tranches d'âge de 0 à 11 mois (15.02%) et de 1 à 4 ans (9.3%). Or le taux de couverture du BCG chez les enfants de 0 à 11 mois est supérieur à 80% en 1999, 2000, 2001 (Source SISG/Ministère de la Santé). La confusion entre les IRA et la toux de plus de 3 semaines par les enquêtés serait confirmée surtout dans ces groupes d'âge.

III-2 Consultation externe

III-2-1 Utilisation de la consultation externe

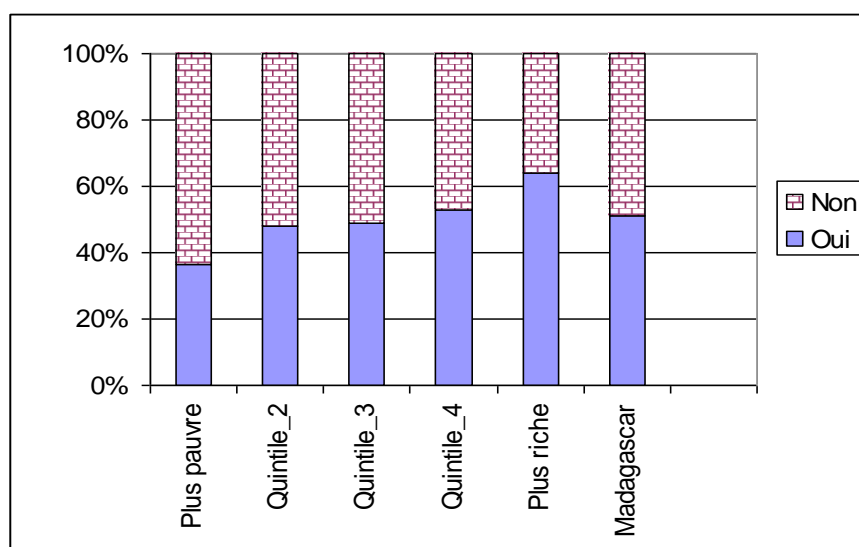
Graphique 6 Taux d'utilisation de la consultation externe par Faritany



Source : INSTAT/DSM/EPM2001

Dans l'ensemble 51% des malades ont été amenés en consultation externe au niveau des formations sanitaires publiques ou privées, chez des professionnels médicaux privés ou chez des tradi-praticiens. Les malades dans les Faritany d'Antananarivo (62%) et de Toliara 59.2% utilisent surtout le service de la consultation externe. Plus de la moitié des malades des autres Faritany ne vont pas dans des centres de santé.

Graphique 7 Taux d'utilisation de la consultation externe par quintile



Source : INSTAT/DSM/EPM2001

Ce sont surtout les ménages les plus riches et le 4^{ème} quintile qui utilisent le service de la consultation externe. Plus de la moitié des malades dans les ménages les plus pauvres et le 2^{ème} quintile ne font pas de consultation.

Tableau 26 Motifs de la non utilisation de la consultation externe par Faritany

Faritany	Motif de non consultation						Total
	Pas grave	Problème financier	Eloignement	Inutile	Ne veut pas	Autre	
Antananarivo	44,5	18,0	4,1	13,0	5,8	14,6	100,0
Fianarantsoa	42,8	35,3	12,5	2,0	4,7	2,7	100,0
Toamasina	36,9	30,3	21,6	5,0	4,8	1,4	100,0
Mahajanga	34,0	28,8	24,7	1,7	6,6	4,2	100,0
Toliara	54,3	10,5	10,0	4,5	12,5	8,2	100,0
Antsiranana	52,1	19,1	8,4	5,8	8,2	6,4	100,0
Madagascar	42,8	25,2	14,0	5,7	6,4	5,9	100,0

Source : INSTAT/DSM/EPM2001

Pour Madagascar, les 3 principales raisons de la non utilisation du service de la consultation externe sont respectivement la bénignité de la maladie (42.8%), ensuite le problème financier(25.2%) et l'éloignement (14%). Le premier motif de non consultation est la bénignité de la maladie pour les 6 Faritany. Dans les Faritany de Toliara et d'Antsiranana, cette cause de refus dépasse les 50%. Le problème financier a été surtout évoqué dans les Faritany de Fianarantsoa, Toamasina et Mahajanga avec des pourcentages respectifs de 35.3, 30.3 et 28.8%. Le critère d'éloignement a été surtout enregistré dans les Faritany de Mahajanga (24.7) et Toamasina (21.6%).

III-2-2 Automédications et coûts moyens

Il est important de savoir si le malade prend soi-même les médicaments au cas où il serait malade mais ne se rendrait pas à un centre de consultation. Pour le cas malgache, 63.3% des malades qui ne sont pas venus en consultation externe ont suivi une prise en charge à domicile. 100% des malades atteints de IST et qui ne se sont pas allés se consulter font de l'automédication. La honte pourrait être la cause majeure de l'auto - traitement. Plus de 60% des personnes déclarées atteintes de l'IRA, du paludisme, de diarrhées et d'affections bucco-dentaires qui n'ont pas consulté un prestataire médical ont adopté la prise en charge à domicile.

Tableau 27 Part des automédications parmi les non-consultants et coût moyen des médicaments achetés

Maladies	Automédications	Coût Moyen
IRA	68,1	14 600
Fièvres	65,4	4900
Maladies diarrhéiques	62,1	4300
Infections cutanées	76,2	3800
Affections bucco-dent	64,9	4700
IST	100,0	3000
Accidents, traumatisme	44,1	4600
Infections de l'œil	52,6	14300
Hypertension	40,1	6300
Toux de plus de 3 semaines	54,1	6300
Autres	38,8	1800
Non Déclaré	76,2	3700
Madagascar	63,3	5300

Source : INSTAT/DSM/EPM2001

Les coûts des médicaments pour les prises en charge à domicile varient de 14 600 Fmg pour le traitement d'un cas d'IRA à 3 000 Fmg pour le traitement d'un cas de IST. Pour le traitement de l'IST, le coût est bas. Car en plus du traitement de l'intéressé, le ou les partenaires devrait être également traité.

Tableau 28 : Motifs de la non utilisation de la consultation externe selon les maladies

Motif de non consultation	Pas grave	Problème financier	Eloignement	Inutile	Ne veut pas	Autre	Total
Maladies							
IRA	44,2	20,6	12,7	10,0	1,2	11,4	100,0
Fièvre	45,4	22,9	14,0	5,4	6,4	5,9	100,0
Maladies diarrhéiques	44,4	28,2	13,6	2,4	6,2	5,3	100,0
Infections cutanées	18,7	26,2	34,8	12,5	7,8	0,0	100,0
Affections bucco-dentaires	51,5	20,1	3,9	7,6	15,7	1,3	100,0
IST	0,0	100,0	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0
Accidents, traumatismes	56,1	32,6	7,6	2,0	1,0	0,6	100,0
Infections de l'œil	0,0	30,5	50,0	0,0	11,2	8,4	100,0
Hypertension	24,6	51,7	0,0	8,7	2,0	12,9	100,0
Toux de plus de 3 semaines	8,6	31,7	29,9	9,0	8,0	12,8	100,0
Autres	43,7	53,8	0,0	2,5	0,0	0,0	100,0
ND	64,5	17,4	1,5	4,8	4,8	7,0	100,0
Madagascar	42,8	25,2	14,0	5,7	6,4	5,9	100,0

Source : INSTAT/DSM/EPM2001

Les cas de blessures légères (56.1%) sont traités à domicile. Pour les cas de HTA, le problème est plutôt du côté finance. Effectivement, les coûts des médicaments anti-hypertenseurs sont très chers. Les enquêtés pensent que les cas d'IRA, de paludisme présumé et des maladies diarrhéiques ne sont pas graves et ne nécessitent pas une consultation au niveau des centres de santé. Probablement ils les traitent à domicile.

III-2-3 . Lieux de consultation externe

Les trois principaux lieux de consultation externe sont respectivement les CSB2 (27.6%), les cabinets de médecins privés (24.3%) et les CSB1 (13.5%). Ce taux d'utilisation des CSB2 est expliqué en partie par la mise en place des médecins nouvellement nommés et recrutés au niveau des communes. Les autres types de formations sanitaires sont fréquentés à moins de 10%. Plus de la moitié des malades dans le Faritany de Toamasina vont dans les CSB2. C'est à Antananarivo où le taux d'utilisation des CSB2 est le plus bas (8.9%).

Tableau 29 : Lieux de consultation externe par Faritany

Faritany	Lieux de consultation										
	CHU					Médecin					
	CHR	CHD	CSB1	CSB2	Clinique	privé	OSTIE	Guérisseur	ONG	Autres	Total
Antananarivo	9,7	5,2	10,1	8,9	5,9	40,1	10,4	3,8	1,3	4,7	100,0
Fianarantsoa	4,4	6,2	23,0	39,7	6,4	6,5	4,1	3,1	5,5	1,2	100,0
Toamasina	6,3	3,6	11,5	54,2	5,1	11,8	3,2	1,5	1,5	1,3	100,0
Mahajanga	5,6	9,0	9,3	23,5	8,3	39,1	1,1	2,9	0,6	0,6	100,0
Toliara	8,4	9,2	16,1	27,7	6,0	20,0	0,8	5,3	1,3	5,3	100,0
Antsiranana	15,9	9,0	7,7	18,8	5,7	24,7	0,8	13,6	0,0	3,9	100,0
Madagascar	8,0	6,4	13,5	27,6	6,1	24,3	4,9	4,2	2,0	3,1	100,0

Source : INSTAT/DSM/EPM2001

Tableau 30 : Lieux de consultation selon le milieu

Milieu	Lieux de consultation										
	CHU					Médecin					
	CHR	CHD	CSB1	CSB2	Clinique	privé	OSTIE	Guérisseur	ONG	Autres	Total
Capitale	7,5	1,3	4,0	6,1	8,9	42,4	22,4	0,7	3,0	3,7	100,0
GCU	21,5	5,6	5,6	19,1	11,1	21,9	8,9	1,9	1,4	3,0	100,0
CUS	10,8	24,0	9,1	18,6	7,7	21,2	4,2	1,5	1,3	1,7	100,0
Rural	6,4	3,4	16,0	32,3	5,0	23,3	2,9	5,2	2,1	3,4	100,0
Madagascar	8,0	6,4	13,5	27,6	6,1	24,3	4,9	4,2	2,0	3,1	100,0

Source : INSTAT/DSM/EPM2001

En milieu rural, les lieux de consultation de préférence sont les CSB2 (32.3%), les cabinets de Médecins privés (23.3%) et les CSB1 (16,0%). Ce sont surtout les types de formations sanitaires rencontrées dans le milieu. Des 4 catégories de milieu, c'est en milieu rural que les guérisseurs sont surtout consultés. Pour les centres urbains secondaires, les malades utilisent surtout les CHD (24%), les cabinets privés (21.2%), les CSB2 (18.6%) et les CSB1 (9.1%). Le taux d'utilisation des CHU/CHR dans les centres urbains secondaires et le milieu rural est peut être erroné. En effet ce type de formation sanitaire ne se trouve qu'au niveau des grands centres urbains et de la Capitale. Dans les grands centres urbains, les taux de fréquentation des Cabinets privés et des CHU/CHR sont à peu près les mêmes de l'ordre de 21%. Les CSB2 et les Cliniques privées viennent en 3^{ième} et 4^{ième} position. Dans la Capitale, les formations sanitaires à statut privé sont utilisées en priorité. Les taux de fréquentation sont respectivement 42.4% pour les Cabinets privés, 22.4% pour les Cabinets d'entreprise (type Ostie) et 8.9% pour les Cliniques privées. Ce sont les personnels des Entreprises privées et des Zones Franches et leurs familles qui sont consultés au niveau des Cabinets d'entreprise.

Tableau 31 : Lieux de consultation selon le quintile

Quintiles	Lieux de consultation										Total
	CHU/CHR	CHD	CSB1	CSB2	Clinique	Médecin privé	OSTIE	Guérisseur	ONG	Autres	
Plus pauvre	1,3	5,1	21,8	51,1	2,0	9,1	0,0	4,9	3,2	1,6	100,0
Quintile_2	7,8	6,1	20,7	39,6	3,0	10,7	2,5	4,9	1,3	3,6	100,0
Quintile_3	7,8	7,8	10,6	35,3	4,4	23,8	2,1	3,8	1,7	2,6	100,0
Quintile_4	10,6	6,1	18,7	24,8	5,8	20,5	4,4	4,0	0,2	5,1	100,0
Plus riche	9,0	6,5	4,3	9,4	10,5	40,9	9,9	3,8	3,3	2,4	100,0
Madagascar	8,0	6,4	13,5	27,6	6,1	24,3	4,9	4,2	2,0	3,1	100,0

Source : INSTAT/DSM/EPM2001

Les ménages les plus pauvres et ceux du quintile 2 vont se faire consulter surtout dans les CSB2 et les CSB1. Pour les ménages du quintile 3, les malades sont surtout dirigés vers les CSB2 (35,3%), les Cabinets privés (23.8%) et les CSB1 (10.6%). Pour les ménages du quintile 4, les taux de fréquentation sont élevés dans les CSB2 (24.8%), les Cabinets privés (20.5%) et les CSB1 (18.7%). Comme on pourrait s'y attendre, les ménages les plus riches vont en priorité dans les Cabinets privés.

Tableau 32 : Lieux de consultation selon le groupe socio-économique

Groupe Socio- Economique	Lieu de consultation										Total
	CHU/CHR	CHD	CSB1	CSB2	Clinique	Médecin privé	OSTIE	Guérisseur	ONG	Autres	
Exploitant agricole	4,4	6,6	21,1	40,0	4,0	14,3	0,4	5,0	1,0	3,2	100,0
Éleveurs Pêcheurs Chasseurs	5,8	7,0	26,5	29,4	0,0	29,8	1,6	0,0	0,0	0,0	100,0
Entrepreneurs non agricoles	28,7	7,5	1,3	16,0	13,6	28,5	2,0	0,7	0,9	0,7	100,0
Commerçants Entrepreneurs de services	8,3	3,8	6,4	16,0	2,5	51,1	4,9	0,5	1,7	4,9	100,0
Cadres salariés	10,6	7,3	1,1	7,6	19,2	35,2	6,3	0,3	9,9	2,6	100,0
Employé et ouvriers	13,4	5,1	3,8	11,2	7,7	31,0	18,3	6,0	0,7	2,8	100,0
Main d'œuvre sans qualification	7,6	6,9	7,2	22,0	8,2	24,5	7,2	3,7	7,8	4,9	100,0
Autres	12,6	10,4	5,1	10,6	5,3	45,5	1,8	3,3	3,3	2,2	100,0
Madagascar	8,0	6,4	13,5	27,6	6,1	24,3	4,9	4,2	2,0	3,1	100,0

Source : INSTAT/DSM/EPM2001

Les exploitants agricoles vont surtout dans les CSB2 (40%), les CSB1 (21.1%) et les Cabinets privés (14.3%). Les éleveurs, les pêcheurs et les Chasseurs utilisent par priorité respectivement les Cabinets privés (29.8%), les CSB2 (29.4%) et les CSB1 (26.5%). Les lieux de consultation des exploitants non agricoles sont surtout représentés par les CHU/CHR (28.7%), les Cabinets privés (28.5%), les CSB2 (16%) et les Cliniques privés. Les commerçants et les entrepreneurs de services préfèrent d'abord les Cabinets privés (51.1%) puis les CSB2 (16%). Les cadres salariés vont dans les Cabinets privés (35.2%), puis dans des formations spécialisées : Clinique privé (19.2%) et CHU/CHR (10.6%). Les employés et les ouvriers sont traités dans les Cabinets privés (31%), les Cabinets d'entreprise (18.3%), les CHU/CHR (13.4%) et les CSB2 (11.2%). Les mains d'œuvre sans qualification fréquentent d'abord les Cabinets privés (24.5%), puis les CSB2 (22%).

III-2-4. Coûts moyens d'une consultation et de médicament

Dans l'ensemble, le coût d'une consultation moyenne par visite est plus élevé dans le milieu urbain que dans le milieu rural. Dans le Faritany de Toliara, les malades en milieu rural paient presque deux fois plus de frais de consultation qu'en milieu urbain.

Tableau 33 : Coût d'une consultation moyenne par visite en milieux urbain et rural

Faritany	Urbain	Rural
Antananarivo	10 400	7 100
Fianarantsoa	2 200	600
Toamasina	5 300	1 800
Mahajanga	6 100	5 500
Toliara	2 200	4 100
Antsiranana	7 900	5 400
Total	6 200	4 100

Source : INSTAT/DSM/EPM2001

Tableau 34 Coût moyen des médicaments

Faritany	CHU/CHR	CHD	CSB1	CSB2	Clinique privée	Médecin privé	OSTIE	Gueris	ONG	Autres	Total
Urbain											
Antananarivo	25 300	8 700	4 600	4 300	21 100	25 000	1 700	1 100	8 600	1 400	15 300
Fianarantsoa	4 000	10 700	4 900	3 700	5 700	22 600	800	7 900	-	-	7 400
Toamasina	9 700	31 000	3 000	6 600	8 100	14 700	2 300	10 500	4 000	2 300	10 200
Mahajanga	30 800	21 400	5 700	6 700	19 200	36 200	9 200	-	-	-	24 600
Toliara	22 200	13 200	8 100	5 000	19 000	24 100	-	800	-	1 800	11 800
Antsiranana	36 200	36 400	-	1 500	12 200	51 000	2 300	10 000	-	3 300	35 100
Ensemble urbain	22 800	17 600	5 700	4 800	15 600	26 100	1 900	5 000	7 000	1 700	14 500
Rural											
Antananarivo	73 800	10 200	2 800	8 500	32 900	30 700	-	5 700	-	1 000	22 700
Fianarantsoa	-	-	3 900	2 900	-	2 300	-	1 300	24 000	-	3 400
Toamasina	13 500	17 600	4 800	4 900	-	18 100	-	1 300	-	20 000	6 400
Mahajanga	12 500	-	9 000	5 100	11 000	26 500	-	3 000	-	-	15 100
Toliara	19 900	5 600	7 900	8 200	200	16 300	-	22 500	16 600	1 900	9 900
Antsiranana	15 000	100 000	7 100	6 500	-	31 000	-	700	-	-	12 800
Ensemble rural	42 500	18 500	4 900	5 300	24 000	26 000	-	3 800	20 400	2 900	12 500
Tout Milieu confondu											
Antananarivo	54 800	9 300	3 000	7 000	28 600	29 000	900	5 100	8 600	1 100	20 300
Fianarantsoa	4 000	10 700	4 100	3 100	5 700	11 000	100	2 700	24 000	-	4 400
Toamasina	12 700	24 500	4 700	5 100	8 100	16 000	2 300	2 900	4 000	14 400	7 300
Mahajanga	27 400	16 200	8 400	5 200	13 800	28 200	9 200	3 000	-	-	17 400
Toliara	21 600	11 800	7 900	7 300	13 300	17 800	-	16 600	16 600	1 900	10 600
Antsiranana	18 000	48 100	6 800	6 500	12 200	39 600	2 300	900	-	3 300	18 100
Madagascar	34 100	17 800	5 000	5 200	19 600	26 000	900	3 900	14 500	2 700	13 100

Source : INSTAT/DSM/EPM2001

Dans l'ensemble des milieux, la dépense moyenne en médicaments pour un traitement est de 13100 Fmg. Par Faritany, elle varie de 20300 Fmg à Antananarivo contre 4400 Fmg à Fianarantsoa. Selon les lieux de consultation et sans distinction de Faritany, les coûts moyens d'une ordonnance prescrite par les prestataires de soins au niveau des Cliniques privées et des Cabinets privés sont plus élevés que dans les CSB1 et CSB2. Les dépenses moyennes en médicaments au niveau des Cabinets privés sont de 5 fois plus que dans les CSB1. Les coûts des médicaments au niveau des Cabinets d'entreprise (OSTIE) ne sont pas pris en compte. Les malades n'achètent des médicaments que lorsque les stocks sont épuisés ou les médicaments n'existent pas dans la pharmacie de l'entreprise. Les malades en milieu urbain dépensent 2000 Fmg de plus que ceux en milieu rural sur l'achat des médicaments. Les ordonnances délivrées au niveau CHU/CHR en milieu rural valent presque le double par rapport à celles délivrées en milieu urbain.

Le coût élevé en milieu rural est expliqué par le prix des médicaments anti-hypertenseurs élevé. Les dépenses en médicaments prescrits au niveau des Cliniques privées sont de 15600 Fmg en milieu urbain contre 24000 Fmg en milieu rural. Les malades en milieu urbain et rural déboursent pratiquement les mêmes sommes pour les autres types de formations sanitaires.

III-2.5. Lieux d'achat des médicaments

Dans l'ensemble, les malades achètent les médicaments dans un centre pour des raisons de proximité (52.3%), secundo (14.9%) pour le prix moins onéreux et tertio (11.9%) pour raison de satisfaction ressentie auprès du centre.

Tableau 35 Lieux d'achat des médicaments prescrits selon le milieu

Milieu	Lieux d'achat des médicaments								Total
	1	2	3	4	5	6	7	8	
Capitale	25,0	23,8	6,9	10,1	19,3	3,1	8,7	3,2	100,0
GCU	36,8	24,3	2,8	12,1	16,0	4,0	3,5	0,7	100,0
CUS	46,3	20,7	8,2	7,9	10,6	2,6	3,3	0,5	100,0
Rural	57,4	12,2	5,8	7,2	11,1	1,8	3,0	1,4	100,0
Madagascar	52,3	14,9	6,1	7,8	11,9	2,1	3,5	1,4	100,0

Source : INSTAT/DSM/EPM2001

1=le plus proche, 2=le service le moins coûteux, 3=le plus renommé, 4=le plus spécialisé, 5=le plus satisfaisant, 6= respect de la personne, 7=qualité de l'accueil, 8=autres

Plus de 50% des malades en milieu rural achètent les médicaments dans un centre car il leur est le plus proche. Dans la capitale, les raisons d'utilisation telles que la proximité, le coût et le service satisfaisant ont à peu près les mêmes importance.

Tableau 36 : Lieux d'achat des médicaments prescrits selon les formations sanitaires

Centres de soin	1	2	3	4	5	6	7	8	Total
CHU/CHR	36,3	15,6	7,1	20,3	17,9	2,1	0,7	0,0	100,0
CHD	42,9	22,4	3,8	5,8	14,7	5,7	4,2	0,6	100,0
CSB1	66,9	18,3	2,1	4,4	5,9	0,0	2,3	0,0	100,0
CSB2	68,4	15,0	4,3	1,1	8,1	2,3	0,8	0,1	100,0
Clinique privée	27,1	18,9	10,3	12,9	23,0	1,9	5,2	0,7	100,0
Médecin privé	51,2	9,1	5,2	11,5	14,1	2,0	6,0	0,8	100,0
OSTIE	17,8	15,5	2,3	11,1	8,6	2,3	18,2	24,2	100,0
Guérisseur	30,9	8,8	32,5	16,2	10,1	0,0	1,1	0,4	100,0
ONG	59,2	22,4	12,9	0,9	4,7	0,0	0,0	0,0	100,0
Autres	42,7	17,6	5,6	4,4	20,6	8,1	1,1	0,0	100,0
Madagascar	52,4	14,7	6,1	7,8	11,9	2,1	3,5	1,4	100,0

Source : INSTAT/DSM/EPM2001

Les médicaments prescrits par les pourvoyeurs de soins dans les CSB2, CSB1 et les ONG sont achetés en priorité dans les centres le plus proche avec des pourcentages d'utilisation supérieurs à 50%. Pour les CSB publics et les ONG confessionnels, le centre le plus proche est représenté par le centre lui-même.

Tableau 37 : Lieux d'achat des médicaments prescrits selon le quintile

Quintile	Lieux d'achat des médicaments								Total
	1	2	3	4	5	6	7	8	
Plus pauvre	70,4	17,8	1,1	3,3	5,3	1,0	1,1	0,0	100,0
Quintile_2	60,8	11,9	9,3	6,3	10,8	0,1	0,8	0,0	100,0
Quintile_3	44,9	18,2	3,5	10,2	9,8	5,5	7,8	0,1	100,0
Quintile_4	51,6	14,8	4,5	6,3	15,3	2,6	3,8	1,0	100,0
Plus riche	44,9	13,7	8,8	10,3	13,8	1,5	3,3	3,7	100,0
Madagascar	52,3	14,9	6,1	7,8	11,9	2,1	3,5	1,4	100,0

Source : INSTAT/DSM/EPM2001

Les ménages les plus pauvres et les ménages du quintile 2 résident le plus souvent en milieu rural et préfèrent les centres le plus proche. Ces centres sont surtout représentés par les Formations Sanitaires publiques et confessionnelles.

Tableau 38 : Taux d'hospitalisation par Faritany et selon le milieu

Faritany	Unité en %				
	Milieu				
	Capitale	AGCU	CUS	Rural	Total
Antananarivo	0,2	0,1	0,2	0,2	0,2
Fianarantsoa		0,1	0,5	0,2	0,3
Toamasina		0,0	0,3	0,4	0,4
Mahajanga		0,0	0,2	0,4	0,3
Toliara		0,6	0,2	0,2	0,2
Antsiranana		0,2	0,9	0,2	0,3
Madagascar	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3

Source : INSTAT/DSM/EPM2001

A Madagascar, 0.3% des malades venus en consultation externe seulement sont hospitalisés. C'est surtout dans le Faritany de Toamasina que les malades hospitalisés ont été recensés. A Antananarivo, les taux d'hospitalisation ne sont pas influencés par le milieu. Dans le Faritany de Fianarantsoa, ce sont surtout les malades dans les centres urbains secondaires qui sont transférés dans un centre hospitalier. Pour les Faritany de Toamasina et de Mahajanga, les malades recensés sont issus des centres urbains secondaires et du milieu rural. Dans le Faritany de Toliara, les malades hospitalisés viennent surtout des grands centres urbains et pour le faritany d'Antsiranana, ils habitent dans le centres urbains secondaires.

III-3 Planification familiale

III-3-1 Connaissance, utilité, utilisation

Dans l'ensemble du pays, 56.4% des femmes enquêtées savent ce qu'est la PF, 29.3% ne savent pas et 14.2% ne se sont pas prononcés. Le taux de connaissance varie de 75.8% (Antananarivo) à 36% (Toliara). Les activités d'information, éducation et communication en matière de contraception doivent être très renforcées dans les Faritany de Toliara, Fianarantsoa et Mahajanga où les taux de connaissance sont inférieurs à 50%. Les taux de connaissance diminuent au fur et à mesure que le milieu s'éloigne des Grands Centres. Les taux sont respectivement de 87.5% dans la Capitale, 79.3% dans les grands centres urbains, 67.6% dans les centres urbains secondaires et 49.7% dans le milieu rural. Les taux de connaissance selon les tranches d'âge sont au-dessus de la moyenne nationale sauf pour les deux extrêmes des tranches d'âge avec des taux de 44.7% chez les adolescentes et 55.5% chez les femmes de 45 à 49 ans. Les adolescentes en milieu scolaire et dans les associations des jeunes devraient faire partie des cibles de la PF. La reconnaissance de l'utilité de la PF est faible à Madagascar. Seules 46.4% des femmes enquêtées savent l'utilité de la contraception. Tous les Faritany autres que Antananarivo ont un taux inférieur à 50%. Pour le Faritany de Toliara, seule une femme sur 4 connaît la nécessité de suivre la PF. L'utilité de la PF est plus reconnue par les femmes de la Capitale (55.5%) et des grands centres urbains (56.4%). Pour les centres urbains secondaires et le milieu rural, les taux sont inférieurs à 50% et sont respectivement de 49.9% et 44.1%.

Tableau 39 : Taux d'utilisation, d'utilité et d'utilisation de la Planification Familiale par Faritany

Faritany	Taux d'utilisation	Taux d'utilité	Taux de connaissance
Antananarivo	23,6	58,8	75,8
Fianarantsoa	11,4	46,2	44,3
Toamasina	19,7	45,9	60
Mahajanga	12,9	38,9	44,6
Toliara	11,3	25,2	36
Antsiranana	15,6	48,4	60,7
Madagascar	16,9	46,4	56,4

Source : INSTAT/DSM/EPM2001

L'utilisation d'une méthode pour éviter une grossesse n'est pas encore très suivie à Madagascar. Malgré les connaissances sur la PF et sur son utilité, seules 16.9% des femmes malagasy viennent dans les sites pour choisir une méthode de contraception. Les taux d'utilisation sont tous inférieurs à 25% dans les 6 Faritany et varient de 23.6% pour le Faritany d'Antananarivo à 11.3% pour celui de Toliara.

Tableau 40 : Taux d'utilisation de la Planification Familiale selon le milieu

Milieu	Utilisation de méthode		
	oui	non	Total
Capitale	28,1	72,0	100,0
AGCU	21,3	78,7	100,0
CUS	21,8	78,2	100,0
Rural	14,6	85,4	100,0
Madagascar	16,9	83,1	100,0

Source : INSTAT/DSM/EPM2001

Selon le milieu, 28.1% des femmes de la Capitale adoptent une méthode pour éviter une grossesse. Dans les grands centres urbains et les centres urbains secondaires, une femme sur cinq pratique la contraception. Le taux d'utilisation le plus faible a été recensé en milieu rural (14.6%). Dans tous les groupes d'âge, 56.4% des femmes connaissent la PF. Parmi ces femmes ayant eu connaissance de PF, 46.4% trouvent que le PF est utile. De toutes les femmes qui le savent et qui en reconnaissent l'utilité, seules 16.9% utilisent une méthode. L'utilisation d'une méthode est faible aux âges extrêmes. Ce sont en particulier les femmes entre 30 et 39 ans qui utilisent une méthode de PF.

Tableau 41 : Taux d'utilisation de la Planification Familiale selon le Groupe socio-économique

GSE	Utilisation de méthode		
	oui	non	Total
Grand exploitant agricole	12,3	87,7	100,0
Moyen exploitant agricole	9,2	90,8	100,0
Petit exploitant agricole	10,9	89,1	100,0
Eleveur, pêcheur	15,3	84,7	100,0
Entrepreneur non agricole	23,6	76,4	100,0
Commerçant/ entrepreneur	22,8	77,2	100,0
Cadre salarié	30,1	69,9	100,0
Employés et ouvriers	31,3	68,7	100,0
Main d'œuvre sans qualification	19,5	80,5	100,0
Autre	18,6	81,4	100,0
Madagascar	16,9	83,1	100,0

Source : INSTAT/DSM/EPM2001

Le groupe des employés et ouvriers (31.3%) et celui des cadres salariés (30.1%) sont les premiers utilisateurs de méthode de PF. Les taux diminuent dans les autres groupes. Les groupes des salariés et ouvriers et des cadres salariés résident dans la Capitale et dans les grands centres urbains. Ce qui confirment les taux d'utilisation de la PF élevés dans ces milieux et ces GSE.

Tableau 42 : Taux d'utilisation par méthode et selon le Faritany

Faritany	Méthode utilisée											Total
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	
Antananarivo	17.9	0.1	34.6	0.6	0.7	12.4	6.5	0.0	23.9	1.1	2,2	100.0
Fianarantsoa	20.3	0.4	43.1	2.2	0.0	1.1	2.0	0.0	20.4	0.4	8,1	100.0
Toamasina	20.0	0.3	29.9	0.1	0.0	11.1	1.4	1.4	31.0	0.3	6,0	100.0
Mahajanga	19.9	0.0	14.1	0.0	0.0	5.9	0.8	0.0	43.1	11.6	4,7	100.0
Toliara	16.4	1.9	50.0	0.0	0.6	5.6	1.2	0.7	9.6	1.7	12,4	100.0
Antsiranana	26.8	0.0	30.3	2.4	1.1	9.9	0.4	0.4	23.0	3.0	2,7	100.0
Madagascar	19.3	0.3	34.3	0.8	0.4	9.3	3.5	0.3	24.9	1.9	5,0	100.0

Source : INSTAT/DSM/EPM2001

1 Pilule	4 Implants	7 Stérilisation féminine	10 Retrait
2 DIU	5 Diaphragme,mousse	8 Stérilisation masculine	11 Autre
3 Injections	6 Condom	9 Continence périodique	

Dans l'ensemble, de toutes les méthodes existantes, 4 sont très utilisées à Madagascar : Les injections (34.3%), continence périodique (24.9%), Pilule (19.3%), et les condom (9.3%). Par méthode, La moitié des femmes dans le Faritany de Toliara a porté son choix sur les injections. Les Faritany de Fianarantsoa (43.1%) et Antananarivo (34.6%) ont des taux d'utilisation de cette méthode dépassant la moyenne nationale. Les Faritany de Toamasina et Antsiranana ont des taux sensiblement égaux aux environs de 30%. Le Faritany de Mahajanga arrive en dernier concernant l'utilisation des injections. En effet le taux y est le plus bas et représente 14.1%. Pour la continence périodique, contrairement à l'utilisation des injections, le Faritany de Mahajanga arrive en tête avec 43.1% et le Faritany de Toliara en dernier avec 9.6%. Le Faritany de Toamasina vient en 2^{ième} position avec 31.0%. Les autres Faritany affichent des pourcentages un peu plus de 20%. Pour les pilules, Les taux d'utilisation varient de 16.4% pour le Faritany de Toliara à 26.8% pour le Faritany d'Antsiranana. Pour les préservatifs, les Faritany d'Antananarivo et Toamasina en sont les premiers consommateurs.

Tableau 43: Taux d'utilisation par méthode selon le milieu

Unité en %											
Milieu	Méthode utilisée										
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Capitale	25.4	0.3	24.8	1.1	0.3	13.7	7.6	0.0	22.7	1.7	2,5
GCU	21.7	0.4	24.0	1.8	0.0	15.5	3.2	0.7	27.6	1.4	3,7
CUS	25.6	0.7	32.0	0.8	0.4	7.5	3.1	0.5	23.8	0.8	4,9
Rural	16.3	0.2	37.9	0.6	0.5	8.2	2.9	0.3	25.3	2.3	5,4
Ensemble	19.3	0.3	34.3	0.8	0.4	9.3	3.5	0.3	24.9	1.9	5

Source : INSTAT/DSM/EPM2001

Chaque type de milieu a sa propre répartition sur l'utilisation des méthodes. Dans la Capitale les méthodes les plus utilisées sont respectivement : les pilules 25.4%, les injections 24.8%, la continence périodique 22.7% et les condoms 13.7%. Dans les grands centres urbains, la continence périodique vient en premier (27.6%), suivis successivement par les injections 24.0%, les pilules 21.7% et les condoms 15.5%. La répartition des méthodes utilisées dans les centres urbains secondaires montre des taux d'utilisation par ordre d'importance : injections 32%, pilules 25.6%, continence périodique 23.6% et condom 7.5%. La tendance d'utilisation des méthodes en milieu rural respecte celle de l'ensemble national.

Tableau 44 : Motifs de la non utilisation de la Planification Familiale par Faritany

Motifs non utilisation	Faritany						Total
	Antananarivo	Fianarantsoa	Toamasina	Mahajanga	Toliara	Antsiranana	
Pas marié	28,0	28,8	24,7	26,9	17,7	16,3	25,1
Pas de rapport sexuel	8,3	7,3	10,0	3,9	5,3	9,2	7,5
Rapport sexuel peu fréquent	6,8	4,1	6,4	3,9	4,1	4,4	5,2
Ménopause/hystérectomie	4,6	3,6	3,8	4,5	5,8	3,4	4,3
Sous féconde/stérile	1,9	0,8	1,6	0,6	1,9	0,7	1,4
Post partum/allaitement	4,2	3,2	3,9	3,1	3,3	3,2	3,6
Veut d'autre enfant	8,7	11,8	15,2	17,7	34,3	20,0	16,0
Enceinte	3,7	4,1	3,9	3,2	3,0	3,2	3,6
Enquêtée opposée	3,7	3,0	2,2	0,9	1,4	2,1	2,5
Conjoint opposé	3,7	3,6	2,0	3,5	2,2	4,5	3,3
Autres personnes opposées	0,4	0,4	0,5	0,5	0,2	1,6	0,5
Interdits religieux	2,6	1,9	1,4	2,8	1,3	2,6	2,1
Enseignement	0,1	0,0	0,3	0,0	0,0	0,0	0,1
Ne connaît pas de méthode	7,2	14,7	14,3	12,6	10,0	9,7	11,3
Ne connaît pas de source	0,5	3,1	0,5	2,5	1,3	3,5	1,7
Problème de Santé	4,0	3,3	3,3	3,6	1,6	1,4	3,1
Peur des effets secondaires	5,6	3,8	3,4	3,5	3,0	8,3	4,4
Pas accessible/trop loin	0,5	0,2	0,0	1,3	0,0	0,3	0,4
Trop chère	0,2	0,3	0,2	0,4	0,0	0,0	0,2
Pas pratique	0,1	0,1	1,7	2,6	0,3	1,3	0,8
Interfère avec le processus	2,6	0,0	0,2	0,3	0,7	0,8	0,9
Partenaire utilise déjà une	0,4	0,0	0,0	0,6	0,0	0,3	0,2
Autres	2,4	2,1	0,6	1,3	2,6	3,4	2,0
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : INSTAT/DSM/EPM2001

Dans l'ensemble des 6 Faritany trois grandes causes de refus de suivre une méthode PF peuvent être rapportées : l'état célibataire (comprenant également les divorcés et les veuves) 25.1%, suivi par un désir d'avoir d' enfant 16% et ne connaît pas de méthode 11.3%. La honte de se présenter dans un site PF dans un état de célibat est plus marquée dans les Faritany de Fianarantsoa (28.8%), Antananarivo (28%), Mahajanga (26.9%) et Toamasina (24.7%). Ceci confirme le faible taux d'utilisation de la PF chez les filles de 15 à 19 ans. Le désir d'avoir un enfant est un motif important pour refuser une contraception dans les Faritany de Toliara (34.3) et d'Antsiranana (20%). Les responsables IEC des SSD et de la communauté devraient bien expliquer aux femmes qu'un des objectifs de la PF est d'assurer une bonne gestion de la conception dans la famille. Les couples peuvent avoir des enfants, mais il faudrait leur conseiller et éduquer la planification des naissances de manière à éviter les grossesses rapprochées. Ainsi on peut préserver aussi bien la mère que le nouveau-né. C'est surtout dans les Faritany de Fianarantsoa et Toamasina où les femmes ne connaissent pas les méthodes de Planification Familiale.

Tableau 45 : Motifs de la non utilisation de la Planification Familiale selon le groupe d'âge

Motifs non utilisation	Groupe âge							Total
	15-19 ans	20-24 ans	25-29 ans	30-34 ans	35-39 ans	40-44 ans	45-49 ans	
Continence	0,0	0,3	0,0	0,3	0,4	0,0	0,0	0,1
Pas marié	50,6	30,1	18,4	9,3	11,8	10,4	12,0	25,1
Pas de rapport sexuel	12,4	5,3	7,3	6,1	4,8	6,4	5,4	7,5
Rapport sexuel peu fréquent	2,1	4,3	3,4	7,2	8,9	7,3	9,1	5,2
Ménopause/hystérectomie	0,1	0,8	0,1	1,4	2,2	14,0	26,5	4,3
Sous féconde/stérile	0,2	0,3	0,7	1,4	3,3	2,2	4,6	1,4
Post partum/allaitement	1,7	6,0	4,8	5,1	3,8	1,7	1,2	3,6
Veut d'autre enfant	7,0	21,6	24,5	23,3	20,8	7,4	7,2	16,0
Enceinte	3,5	5,6	4,2	5,9	2,8	0,4	0,1	3,6
Enquêtée opposée	1,0	2,4	3,4	1,9	4,0	4,6	1,8	2,5
Conjoint opposé	1,3	1,6	2,4	4,7	6,5	5,5	5,1	3,3
Autres personnes opposées	0,7	0,9	0,4	0,7	0,2	0,0	0,0	0,5
Interdits religieux	1,6	0,9	2,3	1,3	2,9	2,9	4,8	2,1
Enseignement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,4	0,1	0,1
Ne connaît pas de méthode	9,3	8,1	12,0	13,9	11,9	17,3	10,5	11,3
Ne connaît pas de source	1,7	2,6	1,8	2,1	0,3	1,4	0,8	1,7
Problème de Santé	1,0	2,3	3,6	4,2	4,4	6,7	2,8	3,1
Peur des effets secondaires	2,4	3,2	6,2	5,7	6,0	5,1	5,4	4,4
Pas accessible/trop loin	0,2	0,5	0,7	0,6	0,3	0,0	0,1	0,4
Trop chère	0,2	0,2	0,1	0,4	0,1	0,1	0,0	0,2
Pas pratique	0,3	0,8	0,4	1,4	0,7	1,2	1,2	0,8
Interfère avec le processus	0,8	1,1	1,7	1,0	0,4	0,6	0,7	0,9
Partenaire utilise déjà	0,0	0,2	0,2	0,2	0,1	0,9	0,1	0,2
Autres	1,8	1,0	1,5	1,9	3,4	3,6	0,8	1,9
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : INSTAT/DSM/EPM2001

Le problème de célibat comme motif de la non utilisation de la PF se pose surtout dans les groupes d'âge de 15 à 19 ans (50.6%) et 20 à 24 ans (30.1%). Les célibataires dans ces catégories d'âge correspondraient à l'état célibataire dans le sens propre du terme et seraient représentées par des jeunes non mariées. Pour les femmes de 25 à 49 ans, le problème pourrait se poser pour les femmes divorcées et veuves. Le désir d'enfant se voit plutôt chez les femmes de 25 à 34 ans. La méconnaissance des méthodes est sensiblement égale quels que soient les groupes d'âge

III-5 Consultations prénatales (CPN)

Les consultations prénatales permettent de détecter les anomalies qui peuvent survenir pendant toute la période de grossesse afin d'éviter un avortement ou une fausse couche et de référer les femmes enceintes à niveau plus spécialisé. La femme doit le faire au moins quatre fois et régulièrement au cours de la grossesse. De plus, la vaccination de la mère lors des CPN permet de protéger l'enfant contre le tétanos.

D'après les enquêtes menées par les éditions EPM antérieures, la consultation prénatale est un des rares services publics qui profite aussi bien aux pauvres qu'aux riches. De plus, l'accès à ce service a connu une amélioration entre 1997 et 1999 et les pauvres en ont le plus bénéficié. Il est donc important de vérifier cette tendance pour l'année 2001.

Cette section consiste à détecter la proportion des femmes qui ont reçu une CPN et qui sont enceintes au cours des douze derniers mois. Seules les femmes âgées entre 15 et 49 ans ont été retenues.

Tout d'abord, on remarque qu'une femme sur cinq de cette tranche d'âge a été enceinte au cours des douze derniers mois. Celles qui sont en grossesse pendant l'enquête ont été incluses dans le calcul de ce taux. Les taux les moins élevés se concentrent dans les zones urbaines et les plus élevés dans les zones rurales. Le taux le plus élevé est enregistré dans le milieu rural du faritany d'Antsiranana avec 26%. Dans la Capitale, 12% des femmes en âge de procréer ont été enceintes au cours des douze derniers mois. C'est à Toamasina ville que l'on rencontre le moins de femmes enceintes avec seulement 6,4% de femmes enceintes.

Il n'y a pas de différence majeure sur la proportion de femmes qui étaient enceintes selon le faritany. Le taux le moins élevé par exemple se retrouve dans le faritany de Toliara avec 17% et le plus élevé dans le faritany d'Antsiranana avec 22% de femmes enceintes. Les taux dans les autres faritany se resserrent fortement autour de la moyenne.

Antananarivo et Antsiranana sont les faritany où on enregistre les taux les plus élevés car trois femmes enceintes sur quatre font des consultations prénatales. Par contre, les plus faibles taux sont enregistrés à Mahajanga et à Toliara avec des proportions respectives de 45% et de 48%. De plus, le milieu rural est nettement désavantagé car 60% seulement des femmes ont accès à ce service public alors que dans la Capitale, 87% des femmes enceintes reçoivent une CPN.

Tableau 46 Proportion de femmes ayant reçu une Consultation Prénatale selon le milieu et le faritany

	Capitale	AGCU	CUS	Rural	Total
Antananarivo	87,5	55,7	86,5	74,5	75,7
Fianarantsoa		89,4	81,9	58,6	62,1
Toamasina		77,8	72,5	55,3	58,4
Mahajanga		82,6	53,3	41,1	44,6
Toliara		69,2	58,0	44,6	48,1
Antsiranana		92,9	92,8	71,7	74,0
Total	87,5	71,3	73,0	59,8	62,8

Source : INSTAT/DSM/EPM2001

Selon le quintile de dépenses, les femmes les plus riches ont plus d'accès à ce service car enceintes, 85,4% d'entre elles font une CPN contre 45% seulement des femmes pauvres. Il paraît donc que l'écart se creuse sur le taux d'utilisation des CPN entre femmes riches et femmes pauvres. Cet écart aggrave donc la situation des femmes pauvres en cas de grossesse car elles courent un risque plus élevé de ne pas aboutir à un accouchement naturel. En effet, parmi celles qui ont eu une CPN, et en enlevant celles qui sont enceintes durant l'enquête, 92% ont vu leur grossesse se terminer par un accouchement naturel contre 73% seulement pour celles qui ne l'ont pas reçue. De plus la probabilité que la grossesse aboutisse à un mort-né ou à une fausse couche est multipliée par trois au cas où la femme enceinte ne reçoit pas une CPN.

Tableau 47 Proportion d'aboutissement de la grossesse en cas de Consultation Prénatale ou non

	A effectué une CPN		Ensemble
	Oui	Non	
Aboutissement de la grossesse			
Accouchement Naturel	93,5	80,9	89,2
Accouchement par Césarienne	1,5	0,9	1,3
Mort-Né	1,7	5,5	3,0
Fausse couche	1,0	2,5	1,5
Avortement	2,4	5,5	3,4
IVG	0,0	4,8	1,7
Total	100,0	100,0	100,0

Source : INSTAT/DSM/EPM2001

III-5-1 Lieu de consultation choisi :

Les centres publics sont les lieux privilégiés pour effectuer les CPN. Environ six femmes sur dix ont choisi par exemple les centres de santé de base, 13% pour les Centres hospitaliers universitaires ou régionaux et 12% pour les centres hospitaliers de district. 11% des femmes choisissent les cliniques privées et les médecins privés. Toutefois, c'est dans le faritany de Mahajanga et d'Antananarivo que l'on remarque le taux les plus élevés de femmes qui choisissent le service privé des CPN pour une femme sur cinq.

Pour les femmes vivant dans la Capitale, les centres de santé de base partagent la même part avec les services privés (clinique et médecin libre) avec pour chaque type de centre un taux proche de 34%. Par contre plus de six femmes rurales sur dix ont choisi les centres de santé de base et moins de 10% seulement ont accès aux services privés. Selon le quintile des dépenses, les femmes issues des ménages les plus riches choisissent en premier lieu les centres hospitaliers pour effectuer leur CPN avec un taux de 36% pour les trois types de centre (universitaires, régionaux et de district). Ensuite, viennent les centres de santé de base, choisis par une femme issue des plus riches sur trois. La troisième option revient aux centres privés fréquentés par une femme sur quatre. Les centres de santé de base sont les plus fréquentés pour le reste. 84% des femmes les plus pauvres par exemple choisissent les centres de santé de base et 1% seulement ont accès aux services privés.

Tableau 48 Lieux de consultation des Consultation Prénatale par faritany, milieu et quintile

	CHU/CHR	CHD	CSB	Clinique privée	Médecin Privé	OSTIE	Matronne	ONG	Autres	Total
Antananarivo	16,6	12,0	43,5	12,3	10,5	2,2	1,2	-	1,8	100,0
Fianarantsoa	6,8	9,0	71,3	1,3	0,6	-	-	5,4	5,5	100,0
Toamasina	15,8	5,7	69,3	2,6	1,9	-	3,0	1,7	-	100,0
Mahajanga	6,6	15,4	51,8	5,6	15,2	1,1	4,3	-	-	100,0
Toliara	10,7	14,4	68,6	4,7	0,9	-	-	0,7	-	100,0
Antsiranana	13,9	19,0	61,3	1,7	2,0	-	0,3	-	1,9	100,0
Capitale	19,2	4,4	31,4	17,1	17,4	7,7	1,6	-	1,3	100,0
AGCU	32,6	9,1	39,0	10,5	5,5	1,7	0,6	1,1	-	100,0
CUS	11,3	32,4	41,4	3,9	7,6	-	1,8	-	1,7	100,0
Rural	11,0	9,2	64,2	5,3	4,5	0,4	1,2	1,9	2,3	100,0
Plus pauvre	5,4	4,5	83,6	0,5	0,7	-	1,1	-	4,3	100,0
Quintile_2	8,9	9,1	66,8	5,0	3,5	-	2,2	1,8	2,7	100,0
Quintile_3	10,4	9,2	67,1	4,1	6,3	-	1,0	1,8	0,2	100,0
Quintile_4	16,1	17,8	48,6	6,5	4,9	2,1	-	3,4	0,6	100,0
Plus riche	20,7	15,6	32,5	12,6	11,2	2,1	1,9	0,3	3,1	100,0
Ensemble	12,7	11,6	58,4	6,1	5,6	0,9	1,3	1,5	2,0	100,0

Source : INSTAT/DSM/EPM2001

III-5-3 Vaccin contre le tétanos néonatal

Les femmes enceintes doivent être vaccinées pour protéger l'enfant contre le tétanos néonatal. Ce vaccin néonatal doit être administré au moins deux fois pendant la période de grossesse pour avoir une immunité totale. Les deux injections doivent être effectuées en l'espace d'un mois au minimum. Nous supposons que le fait d'avoir au moins deux injections permet de considérer l'enfant comme totalement protégé.

Ainsi, 37% des enfants entre 12 et 23 mois ont été protégés par le tétanos néonatal car leurs mères ont reçu au moins deux injections antitétaniques. Comme précédemment, ce sont les enfants des faritany d'Antananarivo et d'Antsiranana qui sont les mieux protégés car la moitié d'entre eux le sont contre le tétanos. Les enfants des faritany de Toliara et de Mahajanga sont les plus vulnérables contre cette maladie car un enfant sur cinq seulement peut y être considéré comme protégé.

Par groupe socio-économique, ce sont parmi les enfants des cadres salariés où on trouve le plus taux élevé d'enfants protégés avec 3 enfants sur cinq. Les taux les moins élevés se rencontrent chez les enfants des grands exploitants agricoles (17%) et ceux des éleveurs et pêcheurs (28%).

Au fur et à mesure que l'on descend dans les zones rurales, la proportion d'enfants protégés diminue. Par exemple si dans la Capitale, 58% des enfants sont totalement protégés, seulement un enfant sur trois l'est dans les zones rurales. Dans les centres urbains secondaires, le taux est de 39%.

Selon le quintile des dépenses, la proportion d'enfants protégés contre le tétanos chez les plus riches représente le double de celle des enfants issus des ménages les plus pauvres. En effet, un enfant sur quatre est protégé parmi ces derniers alors qu'il en est pour plus d'un enfant sur deux chez les ménages les plus riches. Toutefois, la proportion d'enfants dont la mère n'a reçu qu'une seule injection est relativement moins élevée chez les plus pauvres que chez les plus riches. Cette situation peut être due au fait que la campagne vaccinale de proximité permet aux plus pauvres d'être suivis de plus près alors que chez les plus riches, le fait de revenir pour une deuxième injection est le fruit de la disponibilité de la mère qui est très aléatoire. De plus, elle peut recourir à l'achat des médicaments dès qu'un problème survient.

Par ailleurs, 9% des enfants nés n'ont pas pu être protégés car leurs mères n'ont reçu qu'une seule injection. Ce taux est assez élevé dans les faritany de Fianarantsoa et de Mahajanga (respectivement 13% et 11%).

Tableau 49 : Proportion d'enfants protégés et des enfants dont la mère n'a reçu qu'une injection

Faritany	protégé	vat1 seul
Antananarivo	49,4	6,7
Fianarantsoa	33,4	13,5
Toamasina	34,7	7,4
Mahajanga	19,2	11,8
Toliara	22,4	7,0
Antsiranana	48,3	7,1
Capitale	57,5	12,7
AGCU	53,4	10,6
CUS	38,5	13,5
Rural	34,3	8,2
Total	36,6	9,0
Grand exploitant agricole	17,0	2,1
Moyen exploitant agricole	33,9	11,9
Petit exploitant agricole	30,7	8,7
Eleveur pêcheur	27,9	0,0
Entrepreneur agricole	52,7	10,8
Commerçant entre	53,4	9,8
Cadre salarié	58,6	6,3
Employés et ouvriers	48,2	9,7
Main d'œuvre sans qualification	39,5	14,9
Autre	36,8	4,9
Plus pauvre	27,8	7,5
Quintile_2	30,5	10,0
Quintile_3	38,5	7,5
Quintile_4	35,2	8,9
Plus riche	56,1	11,6
Total	36,6	9,0

Source : INSTAT/DSM/EPM2001

III-5-4 Raisons de non vaccination des mères

L'éloignement et la non nécessité de la vaccination ont été les principales raisons invoquées pour la non vaccination de la mère. Chacun de ces deux motifs a été évoqué par 30% des femmes. Toutefois, l'enquête n'a pas relevé si la raison évoquée selon laquelle le vaccin n'est pas nécessaire est due aux vaccinations précédentes ou à la simple ignorance. A cela s'ajoute le problème financier comme une raison de non vaccination pour un enfant non protégé sur cinq. Ainsi, si le ministère arrive à promouvoir une campagne de proximité pour la vaccination anti-tétanique des mères en grossesse afin de résoudre le problème d'éloignement, l'augmentation de la proportion d'enfants protégés contre le tétanos serait significative.

III-5-5 Vaccination des enfants entre 12 et 23 mois

Les programmes de vaccination des enfants visent notamment à les protéger contre six principales maladies à savoir la tuberculose, la poliomyélite, la coqueluche, la rougeole, la diphtérie et le tétanos. Les enfants de 12 à 23 mois ont été la principale cible de l'enquête car les différents programmes du ministère axent sur la vaccination complète des enfants avant son premier anniversaire. Pour être considéré comme complètement vacciné, l'enfant devait recevoir une dose du vaccin BCG, trois doses du vaccin contre la polio, trois doses du vaccin DTCOQ et enfin une dose pour la rougeole.

III-5-6 Taux de couverture:

Le carnet de vaccination a été demandé aux parents afin d'avoir des données fiables pour la transcription des informations sur les fichiers d'enquête. Dans le cas échéant il revient aux parents de déterminer les vaccins et le nombre de doses que l'enfant a reçus. Cette dernière option n'a été utilisée qu'en dernier recours. Un peu plus de la moitié des enfants (56,3%) n'ont pas pu présenter un carnet disponible durant l'enquête.

Tableau 50 Proportion d'enfants 12-23 mois vaccinés par antigène⁴

	BCG	Polio complet	DTC complet	ATR	Tous (complètement vacciné)	Polio ⁵ incomplet	DTC incomplet	Aucune
Sans Carnet	26,0	13,5	10,3	39,9	8,1	29,6	21,1	16,4
Avec Carnet	41,1	36,0	36,0	31,5	28,2	6,8	6,8	0,0
Les deux sources	67,1	49,5	46,3	71,4	36,3	36,4	28,0	16,4

Source : INSTAT/DSM/EPM2001

Par rapport à l'année 1999, on enregistre une baisse de 2% des enfants totalement vaccinés. Par contre la proportion des enfants qui n'ont reçu aucune dose a diminué de 3% avec un taux actuel de 16,4%. Par ailleurs, les couvertures atteignent des proportions encourageantes pour le BCG et le vaccin antirougeoleux. En effet, deux enfants sur trois sont protégés contre la tuberculose et 71% contre la rougeole. La proportion d'enfants immunisés contre la polio et la coqueluche a diminué par rapport à l'année 1999. Ceci pourrait être lié au fait que pour les enfants sans carnet de vaccination, 17% des mères n'ont pas pu répondre si leur enfant est vacciné contre la polio. Ce taux atteint une femme sur quatre pour le DTCQ. Néanmoins, pour les enfants dont le carnet est disponible, la proportion d'enfants totalement vaccinés contre la polio et le DTCQ atteint 82,4%. Notons que 36,4% et 28% des enfants ont reçu leurs premières doses de vaccins respectivement la polio et le DTCQ sans atteindre la dernière pour être complètement protégés. En combinant ces statistiques, moins de 14% des enfants n'ont reçu aucune dose de vaccin polio et 26% de vaccin DTCQ.

La proportion d'enfants vaccinés varie fortement d'un faritany à l'autre. Le faritany d'Antananarivo est le plus privilégié avec 55% d'enfants complètement vaccinés. Le faritany de Fianarantsoa vient en seconde position avec un taux avoisinant 44%. Mahajanga et notamment Toliara sont les plus mal lotis avec 13% seulement d'enfants totalement vaccinés. La faible proportion d'enfants complètement vaccinés contre la polio, la diphtérie, le tétanos et la coqueluche dans ces deux faritany explique cette situation. En effet, quatre enfants sur cinq sont vulnérables contre ces deux maladies car soit ils n'ont reçu aucune dose soit ils n'ont pas pu obtenir la troisième et dernière dose.

En outre, plus on s'éloigne des zones urbaines, plus la proportion d'enfants vaccinés diminue. En effet, dans les zones rurales, un enfant sur trois seulement est complètement vacciné contre un enfant sur deux dans la Capitale. La proportion d'enfants qui n'ont reçu aucun vaccin est respectivement de l'ordre de 4,4% et 18% dans la Capitale et en milieu rural.

Généralement, les enfants issus des ménages plus aisés présentent des avantages par rapport aux ménages plus pauvres. Cet avantage est valable pour chaque type de vaccin. La proportion d'enfants complètement vaccinés des plus riches atteint plus du double de celle des enfants issus des plus pauvres. De même la proportion d'enfants qui n'ont reçu aucune dose chez les plus riches atteint moins du quart de celle des enfants les plus pauvres.

Enfin, les enfants issus des ménages dont le chef est une femme sont aussi désavantagés. Leur proportion à avoir toutes les doses des quatre vaccins n'est que de 22% alors qu'elle est de 38,6% pour les enfants dont le chef de ménage est un homme. Cette situation peut être due au fait que les ménages féminins avec enfants sont plus pauvres.

⁴ En pratique, les doses contre la polio et le DTCQ doivent être administrées chez l'enfant simultanément. Ainsi, si une dose de l'un des deux vaccins a été vue dans les fichiers pour ceux qui ont eu un carnet sans qu'on ait pu voir l'autre, on s'est convenu que la dose afférente à ce dernier ait été donnée.

⁵ La notion d'incomplet pour les vaccins DTCQ et Polio réside dans le fait que l'enfant a reçu au moins une dose sans avoir pu les terminer

En bref, les enfants les plus lésés en matière de couverture vaccinale sont des enfants issus du monde rural et parmi les plus pauvres. Les cas extrêmes se retrouvent dans les provinces de Toliara et de Mahajanga.

Tableau 51 : Proportion d'enfants 12-23 mois vaccinés par antigène par faritany, milieu et quintile

	BCG	Polio complete	DTC complet	ATR	Tous (complètement vacciné)	Polio incomplet	DTC incomplet	Aucun e
Antananarivo	83,7	69,1	66,0	86,6	54,7	28,3	20,8	1,8
Fianarantsoa	69,8	54,4	52,5	78,1	44,4	37,4	31,5	11,6
Toamasina	63,2	44,7	35,2	54,5	23,6	44,3	35,1	23,0
Mahajanga	32,5	20,1	18,3	44,7	16,7	34,0	15,3	51,2
Toliara	53,5	23,1	22,4	61,8	12,8	44,6	34,6	29,1
Antsiranana	70,4	53,0	52,9	78,4	32,8	37,7	36,4	6,3
Capitale	87,7	70,6	70,4	80,6	52,3	40,9	35,4	87,7
AGCU	84,3	72,5	66,8	81,1	53,8	33,9	23,0	84,3
CUS	73,3	54,3	57,7	77,1	40,3	41,6	35,4	73,3
Rural	63,8	46,1	41,8	69,3	33,6	35,5	26,7	63,8
Plus pauvre	58,0	33,3	33,2	60,5	26,9	38,4	29,5	27,6
Quintile_2	57,6	44,0	38,1	67,5	26,8	41,0	27,0	18,6
Quintile_3	72,4	49,2	48,6	68,3	36,7	37,3	30,2	16,0
Quintile_4	70,7	57,1	50,4	75,0	36,8	35,3	25,4	11,2
Plus riche	79,8	68,4	65,4	89,1	58,1	28,7	27,4	6,0
Sexe du chef de ménage								
Masculin	66,8	52,3	49,3	71,4	38,6	34,6	26,9	16,2
Féminin	68,7	32,7	28,1	71,5	22,1	47,6	34,7	17,9
Ensemble	67,1	49,5	46,3	71,4	36,3	36,4	28,0	16,4

Source : INSTAT/DSM/EPM2001

III-5-7 Raisons de non vaccination des enfants

Il ressort quatre raisons majeures pour expliquer la non vaccination des enfants. En premier lieu, 30% des enfants non vaccinés n'ont pas pu l'être à cause de l'éloignement du lieu de vaccination. Deuxièmement, l'ignorance des mères a été citée pour 23% de ces enfants. Ensuite, l'emploi du temps trop chargé de leur mère pour 12% de ces enfants devance la peur sur d'éventuels effets secondaires 8%.

Ces quatre causes sont fortement liées aux réalités vécues par les mères dans les zones rurales. En effet, elles sont trop occupées pour le travail des champs. Elles ne sont pas assez instruites et donc ignorent la nécessité de vacciner et dans le cas échéant, soit le lieu de vaccination est trop éloigné du village, soit elles ont peur des effets secondaires.

Ainsi, pour augmenter le taux de couverture complète de vaccination, les responsables des centres de vaccination devrait appliquer la prise en charge intégrée des maladies de l'enfance. De plus, les efforts du ministère pour relever le taux de couverture doivent axer sur les points suivants :

- cibler les zones rurales

- accorder plus d'importance à l'information sur la nécessité de vacciner et ne pas se contenter des supports qui requièrent un niveau d'instruction même assez élevé (affiches)

- sensibiliser les chefs de ménage afin de ménager le travail des femmes

- relancer les stratégies avancées surtout pour les enfants habitant loin du centre de vaccination.

Profiter de la venue des enfants en consultation externe pour compléter les vaccins et adopter les nouvelles stratégies de vaccination pour les centres dotés de réfrigérateur (réutilisation des vaccins et organisation du calendrier de vaccination)

IV EDUCATION

L'éducation est une des sources de connaissances qui constituent des formes de richesse humaine pour le pays et la population elle-même. Elle est liée au développement. Elle joue donc un rôle important dans le développement économique et social du pays car elle transmet le savoir et le savoir-faire aux apprenants. En plus, il est communément admis que l'investissement dans le domaine de l'éducation constitue un facteur clé du processus de développement. On peut donc admettre que plus le niveau d'instruction ou de connaissances et de compétences de la population s'élève, plus elle peut espérer davantage de bien être économique et social.

Des actions ont été alors entreprises par le Gouvernement dans le domaine de l'éducation, entre autres la mise en œuvre du Programme National pour l'Amélioration de l'Enseignement (PNAE1 et 2), le programme de réduction de la pauvreté qui devrait tenir compte du niveau de qualification des actifs et de l'éducation des enfants. Le suivi de ces programmes nécessite, entre autres, des évaluations pouvant porter sur différents aspects tant quantitatifs que qualitatifs. Dans ce cas, l'Enquête Prioritaire auprès de Ménages (EPM 2001) peut fournir des informations et des indicateurs pertinents. Avant d'aborder cette partie, il s'avérerait nécessaire de rappeler certains concepts et définitions et le mode de calcul des indicateurs utilisés..

IV-1 Les définitions et concepts.

Le taux brut de scolarisation (TBS)

C'est le rapport du nombre total d'enfants inscrits dans le cycle primaire (de la classe de 11^{ème} à la classe de 7^{ème}) sur le nombre d'enfants malgache d'âge officiel du primaire, c'est à dire de 6 à 10 ans. D'une manière générale, le taux brut de scolarisation (TBS) au niveau h pour une année donnée t est le rapport entre le nombre total de personnes scolarisées ou inscrites (tout âge confondu) et l'effectif de personnes en âge officiel d'être scolarisées (11 à 14 ans pour le secondaire du 1^{er} cycle et 15 à 17 ans pour le secondaire du 2nd cycle). Il est donné par la formule :

$$TBS(h) = \frac{E_h^t}{P_a^t} \times 100 \quad \text{où : } P_a^t = \text{population officielle en âge d'être scolarisé au niveau h et } E_h^t = \text{population scolaire au niveau h de l'année t.}$$

Un TBS dépassant cent pour cent traduit une entrée tardive dans le système éducatif d'une part, et un niveau élevé du nombre de redoublants découlant d'une rétention anormale du système éducatif d'autre part. Le calcul des différents indicateurs est souvent sujet à des limites ou inconvénients incontournables pour le système éducatif car, d'une part il n'est pas facile de définir le groupe d'âges de la population scolarisable et d'autre part, il cache souvent les disparités régionale, sociale et sexuelle.

Le taux net de scolarisation

C'est la proportion d'enfants de 6 à 10 ans effectivement inscrits dans le cycle primaire. D'une manière générale, le taux net de scolarisation au niveau h est le rapport entre l'effectif de la population scolarisée au niveau h et ayant un âge dans le groupe d'âge officiel d'être scolarisé au niveau h et l'effectif de la population du même groupe d'âge. Il est donné par la formule suivante :

$$TNS(h) = \frac{E_{h,a}^t}{P_a^t} \times 100 \quad \text{où : } E_{h,a}^t = \text{population scolarisée au niveau h et ayant un âge dans le groupe d'âge officiel d'être scolarisé; } P_a^t = \text{population officielle en âge d'être scolarisé au niveau h.}$$

Un TNS ne doit pas dépasser cent pour cent. Le complément à 100 du TNS traduit la proportion des enfants restant à scolariser.

Indicateurs de flux:

Dans un système éducatif donné, trois éventualités peuvent se présenter pour chaque élève : la promotion en classe ou niveau supérieur, le redoublement et l'abandon. Cette fluidité des élèves à travers le système éducatif est mesurée par les taux de flux ou encore appelés taux d'écoulement. Les différents taux de flux sont :

-Taux de promotion

C'est la proportion des élèves inscrits dans une classe ou niveau donné au cours d'une année scolaire donnée et qui passent en classe ou au niveau immédiatement supérieur au cours de l'année scolaire suivante. Ce taux donne des idées sur le phénomène de promotion des élèves admis en classe ou au niveau supérieur. Le taux de promotion pour l'année d'étude i du niveau h donné, à l'année scolaire t ($p_i^t(h)$) est égal à :

$$p_i^t(h) = \frac{\text{Nombre de promus inscrits dans l'année d'études } i + 1, \text{ l'année scolaire } t + 1}{\text{Nombre total d'élèves de l'année d'études } i, \text{ l'année scolaire } t}$$

-Taux de redoublement

Pour une même cohorte ou une génération h donnée, Le taux de redoublement représente la proportion des élèves qui redoublent à la fin de l'année scolaire. Pour l'année d'étude i et l'année scolaire t de niveau h donné, ($r_i^t(h)$) est donné par l'expression:

$$r_i^t(h) = \frac{\text{Nombre d'élèves qui redoublent l'année d'étude } i, \text{ l'année scolaire } t + 1}{\text{Nombre total d'élèves de l'année d'études } i, \text{ l'année scolaire } t}$$

-Taux d'abandon

Ce taux mesure le phénomène d'abandon scolaire. C'est la proportion des élèves inscrits dans une classe ou niveau h donné au cours d'une année scolaire donnée t et qui quittent le système éducatif au cours ou à la fin d'année scolaire. Il est le complément à 1 (ou 100) de la somme des taux de promotion et de redoublement.

Le taux d'abandon pour l'année d'étude i du niveau h pour l'année scolaire t ($d_i^t(h)$) est calculé à partir de la formule suivante:

$$d_i^t(h) = \frac{\text{Nombre d'élèves qui abandonnent au cours de l'année d'études } i, \text{ l'année scolaire } t}{\text{Nombre total d'élèves de l'année d'études } i, \text{ l'année scolaire } t}$$

Le taux d'abandon est le complément à 1 (ou à 100) de la somme des taux de promotion et de redoublement :

Le rendement scolaire

$$d_i^t(h) = 1 - (p_i^t(h) + r_i^t(h))$$

Les indicateurs principalement utilisés pour apprécier le rendement interne du système éducatif sont : promotion, redoublement, abandon et le taux de survie scolaire. Ce dernier n'est pas abordé dans ce document.

Qualité de l'offre éducative

En ce qui concerne la qualité de l'enseignement ou de l'offre éducative, elle fait intervenir plusieurs facteurs entre autres les ressources humaines, les différents ratios (élèves-maître ou élèves-salle), les heures d'apprentissage reçues par les apprenants, la disponibilité de matériels et équipements éducatifs, les infrastructures (bâtiments et salles de classe, bibliothèques, cantines, infirmerie, service de transport, eau potable, latrines etc.) et leur état. La disponibilité en enseignants, l'état des bâtiments ainsi que la qualité de service offerte par l'école seront abordés dans cette partie.

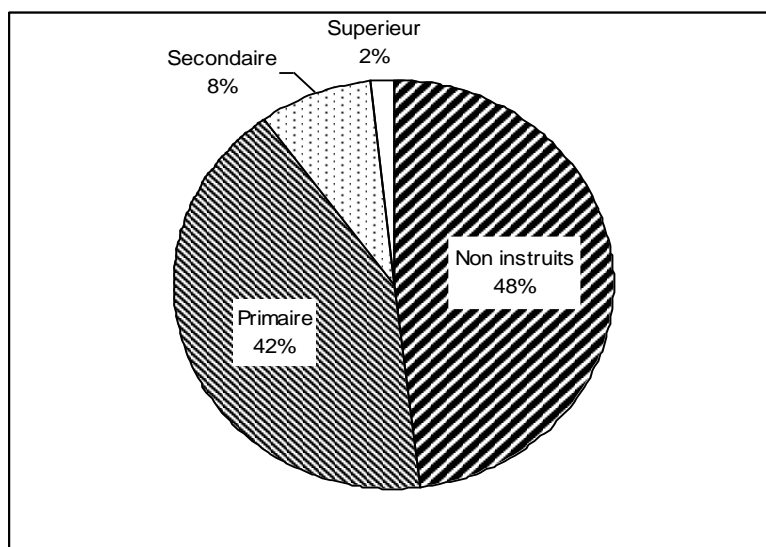
IV-2 Le niveau d'instruction de la population :

Dans le cadre de l'Enquête Prioritaire auprès de Ménage, on a également collecté des données sur le niveau d'instruction atteint et la dernière classe achevée à ce niveau, par chaque membre du ménage âgé de 4 ans ou plus. Lors de l'enquête, on a distingué trois niveaux d'instruction : le primaire, le secondaire et le supérieur. Est déclaré instruit, tout individu qui a atteint ou achevé la quatrième année du primaire ou encore tout individu qui sait lire et écrire.

La situation générale :

Dans l'ensemble, près de 90% de la population n'ont pas dépassé le niveau primaire, près de la moitié de la population (48%) sont non instruites. Par contre, un peu moins de 2% seulement ont atteint le niveau supérieur. Ces proportions sont quasiment stables par rapport aux résultats de l'EPM 1999.

Graphique 8 : Distribution de la population selon le niveau d'instruction



Source : INSTAT/DSM/EPM 2001

Le niveau d'instruction des femmes est un élément important dans l'amélioration des conditions de vie dans la société et particulièrement au sein des familles ou des ménages. On constate aussi que le niveau d'instruction est encore faible (49,7% non instruites). Par contre, la différence entre le niveau d'instruction des hommes et femmes n'est pas significative.

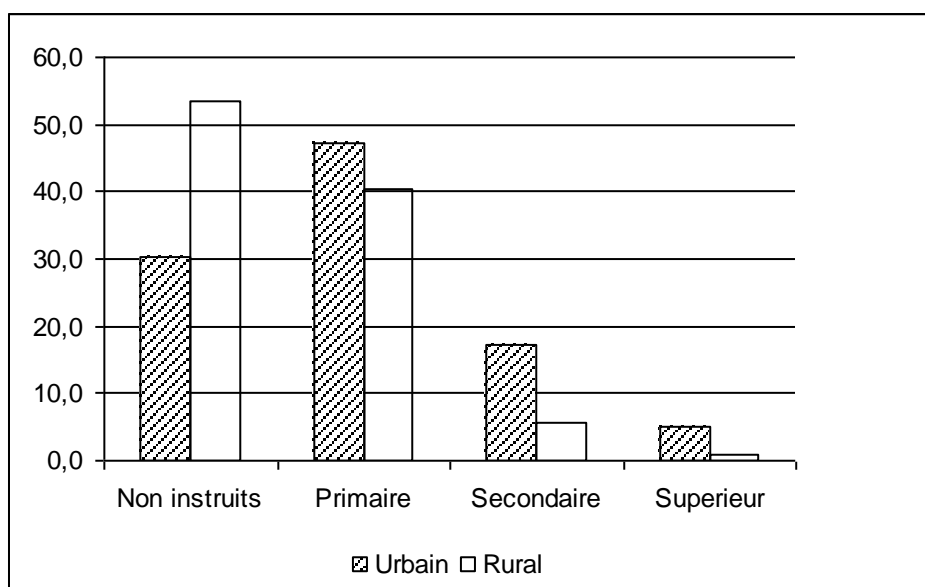
Tableau 52 : Distribution de la population selon le niveau d'instruction par zone et sexe

Niveau d'instruction	Unité : %				
	Milieu		Sexe		Ensemble
	Urbain	Rural	Masculin	Féminin	
Non instruits	30,2	53,4	46,2	49,7	48,0
Primaire	47,4	40,3	42,4	41,5	41,9
Secondaire	17,3	5,5	9,2	7,4	8,3
Supérieur	5,2	0,8	2,2	1,4	1,8
Ensemble	100	100	100	100	100

Source : INSTAT/DSM/EPM 2001

Une disparité entre zone rurale et zone urbaine est constatée par rapport au niveau d'instruction de la population. Les urbains sont en général, mieux instruits que les ruraux. Plus de la moitié de la population rurale sont non instruites. La disparité est davantage très marquée à chaque niveau comme le montre le graphique suivant.

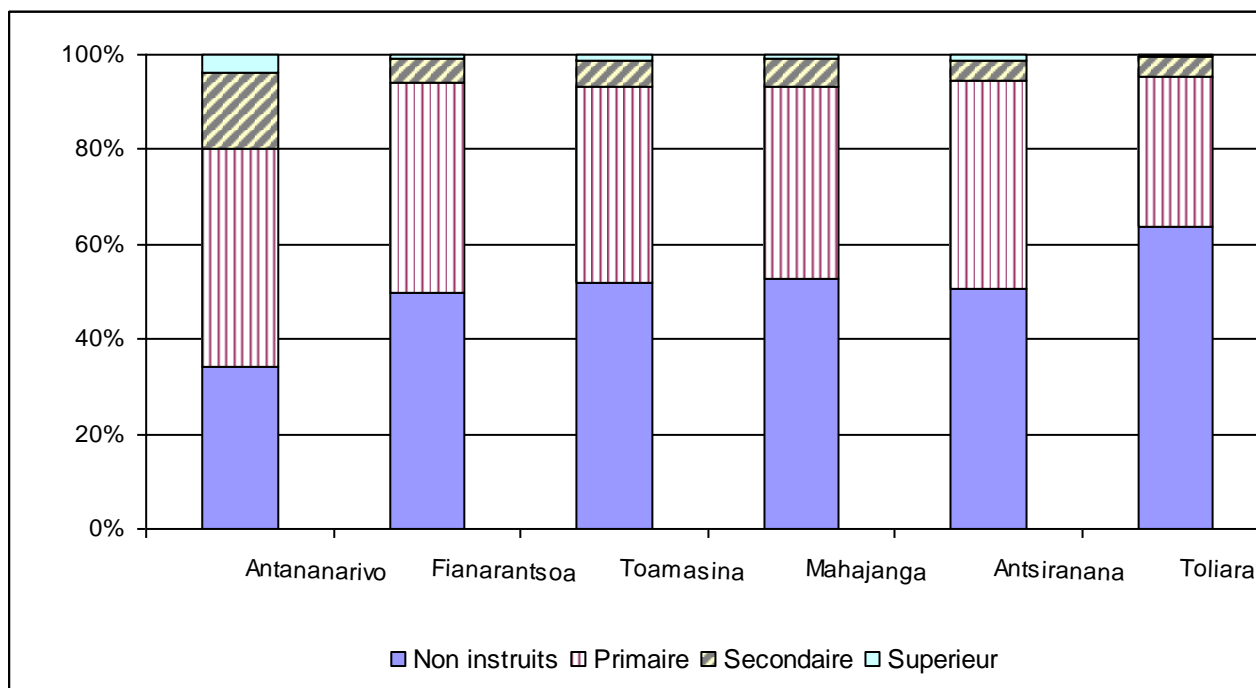
Graphique 9 : Distribution de la population selon le milieu et le niveau d'instruction



Source : INSTAT/DSM/EPM 2001

La disparité est d'autant plus accentuée au niveau des provinces ou Faritany. La province de Toliara est la plus touchée : plus de 60% de la population sont non instruites, vient ensuite Mahajanga (52,7%) et Toamasina (52,0%). Le graphique suivant illustre cette situation.

Graphique 10 : Distribution de la population selon le Faritany et le niveau d'instruction



Source : INSTAT/DSM/EPM 2001

Une forte proportion de la population non instruite est observée au niveau des couches les plus pauvres (68,6%). Par contre, l'enseignement supérieur reste l'affaire du quintile le plus riche : une proportion élevée (7,3%) par rapport aux autres quintiles de la population atteignant le niveau supérieur est observée au quintile des plus riches.

Tableau 53 : Distribution de la population selon le niveau d'instruction et quintile (en %)

Niveau d'instruction	Plus pauvres	Quintile 2	Quintile 3	Quintile 4	Plus riches	Madagascar
Non instruits	68,6	60,4	50,0	43,3	20,6	48,0
Primaire	30,1	37,3	46,2	46,8	48,2	41,9
Secondaire	1,1	2,2	3,6	9,1	23,9	8,3
Supérieur	0,2	0,0	0,2	0,8	7,3	1,8
Ensemble	100	100	100	100	100	100

Source : INSTAT/DSM/EPM 2001

Tableau 54 : Distribution de la population selon le groupe socio-économique et le niveau d'instruction (en %)

Groupe socio-économique	Non instruits	Primaire	Secondaire	Supérieur	Ensemble
Grand exploitant agricole	45,0	50,9	4,1	0,0	100
Moyen exploitant agricole	62,0	35,0	2,8	0,2	100
Petit exploitant agricole	59,2	38,4	2,1	0,2	100
Eleveur pêcheur	44,7	49,2	6,1	0,1	100
Entrepreneur agricole	37,1	47,7	13,4	1,8	100
Commerçant entrepreneur de service	26,7	53,5	16,3	3,5	100
Cadre salarié	14,0	39,9	31,6	14,5	100
Employés et ouvriers	26,7	50,2	20,2	2,9	100
Main d'oeuvre sans qualification	48,3	45,6	5,4	0,7	100
Autre	31,7	45,9	17,9	4,5	100
Ensemble	48,0	41,9	8,3	1,8	100

Source : INSTAT/DSM/EPM 2001

L'analyse du niveau d'instruction à travers les groupes socio-économiques dégage des disparités entre eux. Les proportions de non instruits les plus élevées sont observées aux groupes des exploitants agricoles. Par contre, le Cadre salarié, le commerçant et Entrepreneurs de service, les Employés et ouvriers semblent être réservés aux personnes de niveau universitaire.

L'alphabétisation

Une population alphabétisée a beaucoup plus de chances de se développer dans la mesure où elle est en mesure de capter toute information nécessaire à son insertion économique laquelle constitue un facteur important de son développement. Sont déclarés alphabètes, ceux qui savent lire et écrire et faire un petit calcul ou bien ceux qui ont été scolarisés et âgés de quatre ans et plus.

Tableau 55 : Distribution d'alphabétisés selon le milieu en 1999 et 2001 (%)

Milieu	1999	2001
Capitale	84,0	87,6
GCU	73,6	76,0
CUS	64,5	66,4
RURAL	43,6	46,6
Madagascar	50,1	53,0

Source : INSTAT/DSM/EPM 2001

Au niveau national, la proportion d'alphabètes est estimée à 53,0% pour l'année 2001 contre 50,1% en 1999. La plus forte proportion est observée dans la Capitale d'Antananarivo (87,6%) et que la plus faible se trouvent dans les zones rurales. On assiste à une certaine amélioration de proportions dans les différents milieux pour la période 1999-2001.

Tableau 56 : Distribution d'alphabètes par quintile en 1999 et en 2001(en %)

Quintile	1999	2001
Plus pauvres	29,2	25,6
Quintile 2	40,1	41,7
Quintile 3	46,0	50,7
Quintile 4	59,1	60,9
Quintile 5	72,6	82,8
Madagascar	50,1	53,0

Source : INSTAT/DSM/EPM 2001

Si la proportion d'alphabètes semble s'être améliorée au niveau des différentes couches de la population, notamment chez les ménages très riches, on constate une certaine baisse de 3,6 points de pourcentage au niveau des couches des ménages très pauvres (29,2% en 1999 contre 25,6% en 2001).

Tableau 57 : Proportion d'alphabétisés selon le groupe socio-économique en 2001

Groupes Socio-économiques	Ensemble
Grand exploitant agricole	53,9
Moyen exploitant agricole	32,1
Petit exploitant agricole	40,3
Eleveur pêcheur	40,7
Entrepreneur agricole	68,2
Commerçant entrepreneur de service	76,4
Cadre salarié	96,0
Employés et ouvriers	83,8
Main d'oeuvre sans qualification	52,6
Autre	61,2

Source : INSTAT/DSM/EPM 2001

La proportion d'alphabétisés varie d'un groupe socio-économique à un autre. Les plus fortes proportions sont observées chez les groupes de Cadres salariés (96,0%), de Commerçant et entrepreneur de service (76,4%). Les proportions les plus faibles sont enregistrées chez les groupes des Moyens exploitants agricoles (32,1%), des Petits exploitants et Eleveurs-pêcheurs.

Quelques caractéristiques de la population ayant été scolarisée

En plus du niveau d'instruction et des diplômes obtenus par la population, on peut apprécier l'efficacité et la qualité du système éducatif à travers plusieurs caractéristiques, entre autres, l'âge à la sortie de l'école, la durée de scolarisation, les classes achevées à la sortie de l'école.

Tableau 58 : Age a la sortie du système scolaire

Milieu	10 ans ou moins	11 à 14 ans	15 à 20 ans	21 et plus	Ensemble
Capitale	11,4	25,8	40,5	22,4	100,0
AGCU	15,4	33,9	38,0	12,7	100,0
CUS	14,8	33,6	40,5	11,1	100,0
RURAL	23,6	43,7	26,9	5,8	100,0

Source : INSTAT/DSM/EPM 2001

Si théoriquement, la scolarité est obligatoire pour la tranche d'âge de 6 à 15 ans, plus de 67% des enfants en milieu rural quittent l'école à un âge précoce ou avant 15 ans. Ce phénomène le différencie du milieu urbain en général.

Tableau 59 : Durée de scolarisation selon le quintile (en %)

Quintile	5 ans ou moins	6 à 9 ans	10 à 12 ans	13 ou plus	Total
Plus pauvres	69,1	26,2	3,0	1,7	100,0
Quintile2	55,5	31,7	7,9	4,9	100,0
Quintile3	52,7	32,4	10,1	4,8	100,0
Quintile4	38,7	35,1	14,8	11,4	100,0
Plus riches	18,8	27,0	20,4	33,8	100,0
Ensemble	42,9	30,5	12,6	13,9	100,0

Source : INSTAT/DSM/EPM 2001

La durée de scolarité est plus longue chez les plus riches que chez les plus pauvres. Cela démontre, soit un intérêt relatif plus élevé pour l'éducation, par rapport à la rentrée dans la vie active, soit des moyens financiers plus adaptés. Alors que chez les plus pauvres, près de sept enfants sur dix ont une durée de scolarité de cinq ans au plus.

L'arrêt de la scolarité

L'abandon scolaire constitue une des causes des déperditions scolaires. Contrairement au redoublement scolaire qui allonge la durée de scolarité, il a pour effet inverse. L'Enquête Prioritaire auprès de Ménages essaie de voir les raisons qualitatives pouvant entraîner l'abandon. Cinq catégories de raisons d'abandon ont été identifiées :

les raisons dépendant de l'enfant lui-même (l'enfant veut se marier, veut travailler, infirmité physique etc.),

les raisons issues des parents (les enfants doivent travailler ou aider leurs parents, études improductives pour les parents),

les raisons financières,

les causes dépendant de l'offre (école fermée, manque d'enseignants, école éloignée, le programme scolaire : la langue d'enseignement ne convient pas, les contenus inadaptés, etc.) et les autres raisons.

Tableau 60 : Raison de l'abandon scolaire selon le milieu (en %)

Raison	Capitale	AGCU	CUS	RURAL	Ensemble
Enfant	46,4	47,6	25,1	25,4	28,1
Parents	1,6	3,2	9,0	10,9	9,6
Financières	25,5	35,1	22,5	18,9	20,6
Offre	12,9	7,4	23,3	24,0	22,2
Autres	15,6	6,7	20,0	20,9	19,5
	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : INSTAT/DSM/EPM 2001

Le comportement de l'enfant et les problèmes financiers constituent des raisons d'arrêt de scolarité que ce soit dans la Capitale ou dans les autres milieux. La faiblesse de l'offre est considérée comme cause principale d'abandon scolaire pour les ruraux.

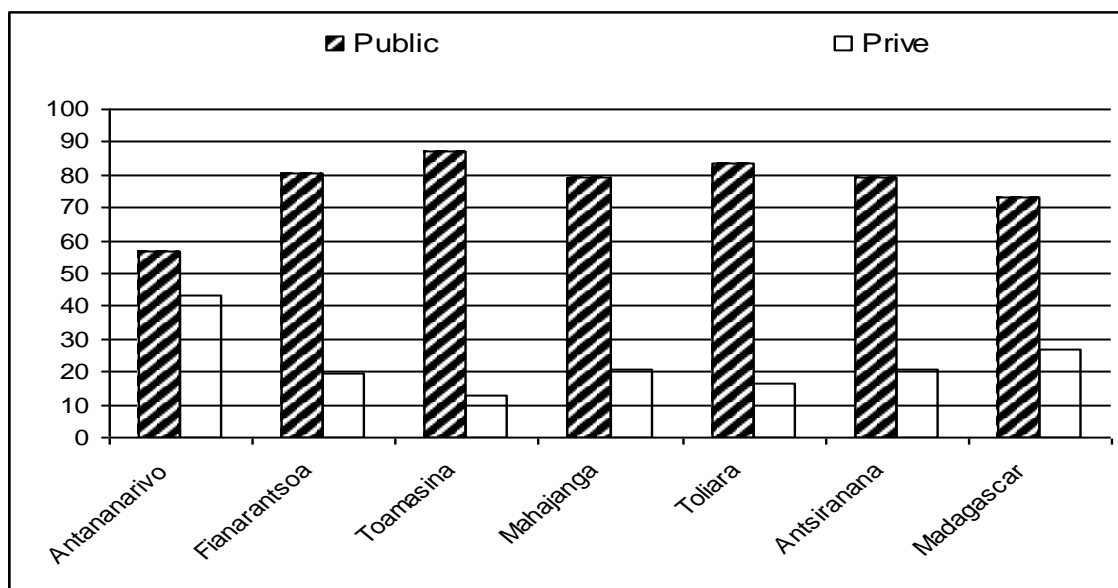
IV-3 La population scolaire actuelle

La population scolaire en 2001 compte 3.243.700 individus (tous niveaux confondus), soit un accroissement de 1,6% de plus qu'en 1999. Plus de 83% sont dans le niveau primaire, un peu plus de 16% dans le secondaire et un peu moins de 1% dans le supérieur.

Le type d'école fréquentée

L'Etat intervient dans l'enseignement par le biais des ministères, en construisant des bâtiments par exemple. En 2001, une grande partie de la population scolaire sont dans le secteur public (73,4%) contre 26,4% pour le privé.

Graphique 11 : Distribution de la population scolaire selon le type d'écoles fréquenté et selon le Faritany



Source : INSTAT/DSM/EPM 2001

La proportion de type d'écoles fréquentées varie selon les zones et les Faritany. A part le Faritany d'Antananarivo, près de ¾ des scolarisés ruraux sont dans le public. La proportion des privés en milieu urbain est relativement élevée par rapport à ceux des privés ruraux comme le montre le graphique ci-dessus et le tableau suivant.

Tableau 61 : Distribution de la population scolaire selon le type d'école, selon les zones et Faritany

	Public	Privé	Total
Urbain			
Antananarivo	55,3	44,7	100,0
Fianarantsoa	67,7	32,3	100,0
Toamasina	68,0	32,0	100,0
Mahajanga	57,9	42,1	100,0
Toliara	72,9	27,1	100,0
Antsiranana	53,7	46,3	100,0
Ensemble urbaine	61,7	38,3	100,0
Rural			
Antananarivo	57,4	42,6	100,0
Fianarantsoa	83,9	16,1	100,0
Toamasina	94,4	5,6	100,0
Mahajanga	89,0	11,0	100,0
Toliara	91,1	8,9	100,0
Antsiranana	89,2	10,8	100,0
Ensemble rural	78,4	21,6	100,0
Ensemble urbain et rural	73,4	26,6	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM 2001

Taux de scolarisation, interruption de scolarité et redoublement

De l'entrée tardive dans le système éducatif d'une part, et du niveau élevé du redoublement d'autre part, découle une rétention anormale dans le cycle primaire, caractérisée par des taux bruts de scolarisation dépassant le 100%. C'est ainsi que, le taux brut de scolarisation (TBS) tourne aux environs de 110% pour l'année scolaire 2000-2001 au niveau national.

On note une légère baisse du taux par rapport à l'année 1999 (114,3%), mais la différence de taux n'est pas significative.

Les TBS montrent une disparité entre les Faritany. Le plus faible taux est observé pour la province de Toliara. Plusieurs facteurs peuvent expliquer ce faible taux entre autres les problèmes socio-économiques liés à la région (région nomade, infrastructure, pauvreté et autres).

Quant aux Taux Net de Scolarisation (TNS), le Faritany de Toliara affiche le plus faible taux (39,4%) par rapport à la moyenne nationale, vient ensuite la province de Mahajanga. La province d'Antananarivo enregistre le plus fort taux net de scolarisation

Tableau 62 : Taux brut et net de scolarisation par niveau et par Faritany en 2001:

Faritany	Antananarivo	Fianarantsoa	Toamasina	Mahajanga	Toliara	Antsiranana	Madagascar
Primaire							
TBS 2001	127,8	114,2	121,2	96,1	74,8	127,8	112,3
TNS 2001	80,8	67,4	64,4	52,5	39,4	69,1	64,9
Secondaire du 1 ^{er} cycle							
TBS2001	52,8	23,0	31,8	24,8	20,4	25,6	32,0
TNS2001	22,6	8,5	7,7	10,5	7,2	7,3	11,9
Secondaire du 2 nd cycle							
TBS2001	34,5	6,5	10,1	9,1	6,0	7,4	14,8
TNS2001	10,2	2,3	2,9	1,2	0,8	1,2	4,1

Source : INSTAT/DSM/EPM 2001

Les taux de scolarisation diminuent au fur et à mesure que le niveau d'étude s'élève. Au niveau de l'enseignement secondaire, Le TNS est estimé à 11,9% pour le secondaire du 1^{er} cycle et à 4,1% pour le second cycle. La disparité entre les Faritany est davantage ressentie au niveau du secondaire du second cycle (0,8% pour Toliara contre 10,2% pour Antananarivo).

Tableau 63 : Taux brut et net de scolarisation par niveau et par quintile en 2001

	Plus pauvres	Quintile 2	Quintile 3	Quintile 4	Plus riches	Madagascar
Primaire						
TBS	83,8	107,3	119,1	127,4	143,1	112,3
TNS	47,2	57,8	64,6	79,4	89,3	64,9
Secondaire 1er cycle						
TBS	6,1	13,5	20,5	42,9	102,9	32,0
TNS	1,3	3,4	6,0	16,3	43,8	11,9
Secondaire 2 nd cycle						
TBS	1,8	0,3	3,7	16,4	51,2	14,8
TNS	1,2	0,0	0,9	3,7	14,1	4,1

Source : INSTAT/DSM/EPM2001

Le taux de scolarisation augmente avec le quintile, ce qui démontre les différences de moyens d'accès et des chances à l'éducation. Les couches les plus pauvres sont les plus touchées car elles ne peuvent plus faire face aux dépenses occasionnées par la scolarisation de leurs enfants. Ainsi, si le taux net de scolarisation pour le primaire est de 89,3% pour les plus riches, il ne dépasse pas 50% chez les enfants de couches les plus pauvres. Le même phénomène se retrouve aussi bien au niveau du secondaire 1^{er} cycle que du 2nd cycle.

Rendement scolaire

Pour un élève inscrit dans une école, trois cas peuvent se présenter : ou bien il est promu en classe supérieure, ou bien il redouble ou bien il abandonne le système scolaire. Les taux de flux permet d'apprécier le rendement scolaire. Les différents taux promotion, redoublement et d'abandon pour le primaire sont regroupés dans le tableau suivant. Au niveau national, pour l'année scolaire 2000-2001, un peu moins de 70% ont déclaré promu en classe supérieure, plus d'un élève sur quatre ont doublé leur classe et plus de 6% abandonnent le système éducatif. Ces taux varient au niveau des

provinces. Les taux de redoublement les plus élevés sont observés pour les provinces de Toamasina, Toliara et Fianarantsoa par rapport à la moyenne nationale. Par contre, le plus petit taux d'abandon est enregistré dans la province de Fianarantsoa.

Tableau 64 : Taux de promotion, de redoublement et d'abandon par Faritany en 2000-2001

Faritany	Taux de promotion	Taux de redoublement	Taux d'abandon	Total
Antananarivo	72,3	19,9	7,8	100,0
Fianarantsoa	68,9	28,2	2,9	100,0
Toamasina	60,8	32,1	7,1	100,0
Mahajanga	73,8	19,2	7,0	100,0
Toliara	63,9	29,1	7,0	100,0
Antsiranana	71,0	24,5	4,5	100,0
Madagascar	68,7	25,1	6,2	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM 2001

Les phénomènes de redoublement et d'abandon sont très ressentis au niveau des couches les plus pauvres : Le taux d'abandon des enfants chez les couche les plus pauvres est de 6,5%, il est de 12,7% pour le deuxième quintile. Cette situation est la suite logique de leur pauvreté car ils n'ont pas les moyens financiers nécessaires pour la scolarisation. Les taux d'abandon et de redoublement sont plus faibles chez les riches.

Tableau 65 : Taux de promotion, de redoublement et d'abandon par Faritany

	Plus pauvres	Quintile_2	Quintile_3	Quintile_4	Plus riches	Madagascar
Taux de promotion	62,8	62,4	63,9	72,4	82,7	68,7
Taux de redoublement	30,7	25,1	28,7	24,9	15,4	25,1
Taux d'abandon	6,5	12,5	7,4	2,7	1,9	6,2

Source: INSTAT/DSM/EPM 2001

Les taux de redoublement varient selon les milieux et les classes. Ils atteignent un niveau record dans les milieux ruraux et ce sont les classes de 11ème et de 7ème qui sont les plus touchées.

Tableau 66 : Taux de redoublement par année d'étude selon le milieu pour l'année scolaire 2000-2001

Classe	11ème	10ème	9ème	8ème	7ème
Milieu					
Capitale	10,7	11,4	9,0	11,9	8,0
AGCU	12,6	14,7	23,6	20,0	19,2
CUS	23,9	16,8	21,1	11,4	21,9
RURAL	36,6	20,7	17,7	22,7	35,1

Source: INSTAT/DSM/EPM 2001

IV-4 Dépenses scolaires et qualité de l'enseignement

Les dépenses totales des ménages liées à la scolarité concernent leurs enfants et leurs membres de familles directement à la charges des ménages. Elles comprennent les droits de scolarité, les frais d'inscription, les cotisations de parents d'élève (ou FRAM), l'assurance (PASCOMA), l'écolage, les linges de sports ou d'habillement, les fournitures scolaires, les manuels, les frais de transport pour l'école, les nourritures et pension pour l'internat, et autres dépenses de l'éducation.

En 2001, les dépenses en éducation des ménages liées à la scolarité (tout niveau d'étude confondu) sont évaluées à 487, 4 milliards de Fmg dans tout le pays, soit 2,5 fois plus élevée qu'en 1999. Cette hausse pourrait être expliquée par la cherté du coût de la vie ainsi que l'augmentation d'effectif des scolarisés durant la période 1999-20001. La province d'Antananarivo contribue le plus (57,9%) à cette dépense car il comporte plus de ménages que les autres Faritany.

Tableau 67 : Dépenses scolaires moyennes annuelles par enfant scolarisé, par Faritany et par milieu en 2001

Faritany	Unité : en millier de Fmg				
	Capitale	AGCU	CUS	Rural	Ensemble
Antananarivo	509	151	126	199	257
Fianarantsoa		137	130	46	65
Toamasina		233	155	54	89
Mahajanga		307	184	80	128
Toliara		138	159	97	121
Antsiranana		512	266	73	151
Madagascar	509	228	160	108	154

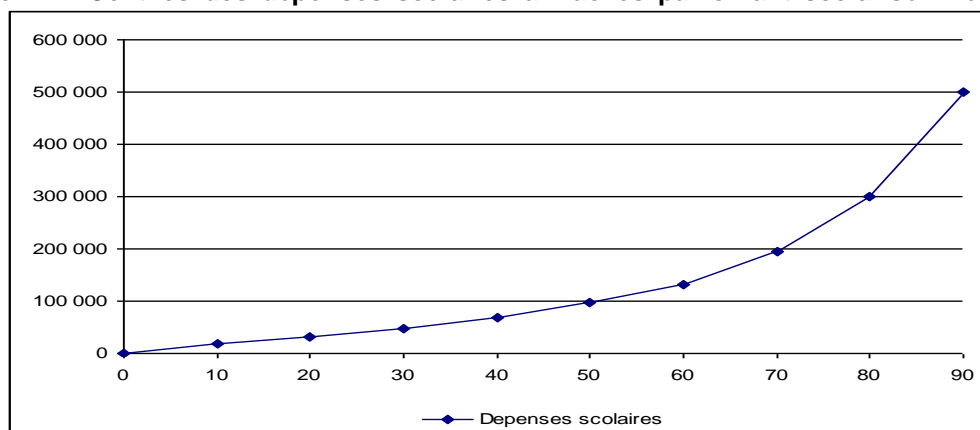
Source : INSTAT/DSM/EPM 2001

En moyenne, les ménages malgaches dépensent plus de 154.000 Fmg par an et par enfant scolarisé. Les dépenses moyennes les plus élevées sont enregistrées dans le Faritany d'Antananarivo (257 469 Fmg) et les plus faibles sont observées dans les Faritany de Fianarantsoa et de Toamasina.

Les dépenses en éducation varient selon le milieu. Elles sont très élevées dans le grand Centre Urbain d'Antsiranana et dans la Capitale (Plus de 500 000 Fmg par an et par enfant scolarisé). Elles sont un peu moindres dans les milieux ruraux.

Les dépenses en éducation varient aussi selon la possibilité des ménages. Elles sont beaucoup plus élevées chez les riches que chez les pauvres comme le montre la figure suivante.

Graphique 12 : Centiles des dépenses scolaires annuelles par enfant scolarisé inférieure a 90%



Source : INSTAT/DSM/EPM 2001

La moitié des enfants scolarisés dépense annuellement moins de 100 000 Fmg. Par contre, 10% des enfants scolarisés seulement ont dépensé plus 500 000 Fmg par an. Ce qui confirme les différences des moyens d'accès à l'éducation.

Tableau 68 : Niveau et part des dépenses scolaires dans les dépenses totales de ménages selon le quintile en 2001

	Quintile					Moyenne
	Plus pauvres	Quintile_2	Quintile_3	Quintile_4	Plus riches	
Dépenses scolaires (en Fmg)	30 375	52 619	84 434	117 345	393 196	154 338
Part de dépenses scolaires	2,2	2,3	2,6	3,0	3,7	3,2

Source : INSTAT/DSM/EPM 2001

Si les ménages malgaches dépensent en moyenne 3,2% de leur budget à l'éducation, le quintile les plus pauvres n'en affecte que 2,2% seulement. Alors que les plus riches dépensent en moyenne plus de 393 000 Fmg par an, soit près de 13 fois plus élevées des dépenses en éducation du quintile des plus pauvres. Ceci démontre et confirme encore l'inégalité de chances et des différences de moyens à l'accès scolaire.

Les dépenses moyennes des ménages occasionnées par la scolarisation de leurs enfants s'accroissent avec le niveau scolaire car les cours, les fournitures nécessaires sont de plus en plus spécifiques. Ainsi, en moyenne, le coût de scolarisation est estimé à 107 377 Fmg , pour le primaire, 289 710 Fmg pour le secondaire (1^{er} et 2nd cycle confondus) au niveau national.

Tableau 69 : Dépenses scolaires moyennes annuelles par enfant scolarisé selon le Faritany du primaire et du secondaire (en Fmg)

	Primaire	Secondaire
Capitale	298 802	517 050
Antananarivo	178 432	391 938
Fianarantsoa	50 955	142 996
Toamasina	64 259	184 502
Mahajanga	95 923	273 442
Toliara	103 278	194 734
Antsiranana	103 823	283 369
Ensemble	107 377	289 710

Source : INSTAT/DSM/EPM 2001

D'une manière générale, les coûts moyens de scolarisation restent inférieurs a ceux de la Capitale. Les coûts dans la province d'Antananarivo se retrouvent en dessus des moyennes nationales aussi bien pour le primaire que le secondaire.

Tableau 70 : Dépenses scolaires moyennes par enfant scolarisé du primaire selon le quintile de dépense et selon le milieu en 2001 (en Fmg)

Faritany	Quintile					Plus riches/plus pauvres
	Plus pauvres	Quintile_2	Quintile_3	Quintile_4	Plus riches	
Antananarivo	27 355	28 977	76 104	121 928	395 532	14,5
Fianarantsoa	22 545	30 573	58 061	67 205	147 139	6,5
Toamasina	22 122	53 064	76 166	94 805	299 799	13,6
Mahajanga	36 461	46 215	84 770	98 879	271 404	7,4
Toliara	30 376	93 006	90 649	88 755	225 354	7,4
Antsiranana	47 404	64 013	98 939	93 274	208 405	4,4

Source : INSTAT/DSM/EPM 2001

Les dépenses scolaires moyennes par enfant scolarisé du primaire des ménages plus pauvres varient entre 22 122 Fmg (Toamasina) et 47 404 Fmg (Antsiranana). Alors que les riches dépensent 14,5 fois de plus à Antananarivo, 13,6 fois de plus à Toamasina et 4,4 fois de plus à Antsiranana. Ceci démontre encore l'inégalité de moyens d'accès et de chances d'aller à l'école entre les pauvres et les riches.

Structure des dépenses scolaires

L'analyse de la structure des dépenses en éducation des ménages par quintile et selon le milieu permet de saisir les différences entre les moyens d'accès à l'éducation. Mais, compte tenu des faibles proportions de certains types de dépenses scolaires, on a groupé les dépenses en quatre groupes ou structures de dépenses : les frais globaux qui comprennent les frais de scolarité, les écolages, les assurances et droits de scolarité, les fournitures scolaires, les livres, les uniformes scolaires ; le frais de transport pour l'école ; la nourriture pour les élèves et les autres dépenses.

Tableau 71 : Structure des dépenses scolaires par milieu selon le quintile de dépenses en 2001

Structures de dépenses	Unité : %				
	Quintile				
	Plus pauvres	Quintile_2	Quintile_3	Quintile_4	Plus riches
Capitale :					
Frais globaux	79,6	99,1	99,8	84,2	74,7
Transport pour l'école	19,9			2,7	16,2
Nourriture pension internat	0,5		0,2	13,1	9,1
Autres dépenses		0,9	0,0	0,0	0,0
AGCU :					
Frais globaux	99,9	98,1	84,3	87,1	71,0
Transport pour l'école			0,1	2,5	14,4
Nourriture pension internat		1,9	15,7	10,5	14,6
Autres dépenses	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
CUS :					
Frais globaux	77,3	81,1	85,5	75,0	67,2
Transport pour l'école		0,6		2,5	3,8
Nourriture pension internat	22,7	18,3	14,5	22,4	29,0
Autres dépenses	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
RURAL :					
Frais globaux	98,0	74,5	72,1	82,8	74,6
Transport pour l'école	0,4	0,3	0,1	2,4	11,3
Nourriture pension internat	1,6	25,3	27,7	14,7	14,0
Autres dépenses	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1

Source : INSTAT/DSM/EPM 2001

Pour toutes les catégories de ménages et quel que soit le milieu où elles sont, les frais globaux absorbent une grande partie de leur budget (les frais de scolarité, les assurances et droits de scolarité, les écolages, les fournitures scolaires, les livres, les uniformes scolaires). Leurs parts oscillent entre 77,3% et 99,9% pour les plus pauvres, par contre, elles varient entre 71,0% à 74,7% pour les riches.

Dans la Capitale, le transport pour l'école constitue une charge plus importante après les frais globaux aussi bien chez les plus pauvres (19,9%) que chez les plus riches (16,2%). Mais, si les riches dépensent plus en nourriture, les plus pauvres en dépensent moins.

Dans les Grand Centres Urbains Secondaires, si les riches dépensent près de 30% de leur budget en transport et en nourriture, les plus pauvres n'en dépensent rien à cause de la pauvreté.

Dans les Centres urbains Secondaires, la nourriture occupe la deuxième place après les frais globaux pour toutes les catégories de ménages. La part des frais de transport est relativement moins importante et nulle pour les plus pauvres. La part de frais de transport pour les riches est faible (3,8%), ce fait différencie les Centres Urbains Secondaires aux autres milieux. La distance moyenne assez courte parcourue par les élèves pour aller à l'école pourrait expliquer ce faible coût de transport.

Quant aux milieux ruraux, les parts de transport et de nourritures sont respectivement 11,3% et 14% pour les plus riches alors que les plus pauvres en dépensent rarement.

IV-5 Qualité de l'enseignement

L'Enquête Prioritaire auprès de Ménages collecte aussi des informations qualitatives relatives au jugement de la population sur la qualité de l'enseignement. Pour ce faire, trois questions ont été posées aux individus cibles. La première concerne la disponibilité du personnel enseignant en classe, la seconde est relative à l'état des bâtiments de l'école et enfin, la dernière concerne la qualité de services offerte par l'école. De par l'importance des scolarisés (plus de 83% dans le primaire et 16% dans le secondaire), l'analyse se limite à ces deux niveaux seulement :

Qualité de l'enseignement primaire

Disponibilité du personnel enseignant du primaire

Le personnel enseignant est l'élément déterminant de l'offre éducative. Malgré l'effort déployé par l'Etat sur le recrutement du personnel enseignant vers la fin des années 90 et le début des années 2000, les répondants aux questions habitants dans les centres urbains et ruraux jugent que le nombre du personnel enseignant reste inchangé au niveau national. Par contre, 45% des répondants dans la Capitale disent que la disponibilité en enseignant est en augmentation. Les impressions des scolarisés varient d'un milieu à un autre et d'un Faritany à un autre. Les ruraux d'Antananarivo et d'Antsiranana, des provinces à fort taux de scolarisation, constatent que la disponibilité en enseignant est en augmentation. Mais, une grande proportion des répondants dans les centres urbains d'Antananarivo, de Fianarantsoa et Toliara déclarent que la situation est inchangée voire en diminution.

Tableau 72 :Disponibilité du personnel enseignant du primaire

		Unité : %			
Faritany	Capitale	AGCU	CUS	RURAL	
Antananarivo	En augmentation	45,0	20,0	0,6	50,7
	Sans changement	43,7	61,1	64,4	36,2
	En diminution	2,8	4,0	30,1	8,0
	Ne sais pas	8,6	14,9	4,9	5,1
	Sous-total	100	100	100	100
Fianarantsoa	En augmentation		37,2	31,7	35,0
	Sans changement		36,1	51,2	45,2
	En diminution		5,0	9,5	14,4
	Ne sais pas		21,7	7,6	5,3
	Sous-total		100	100	100
Toamasina	En augmentation		34,3	39,3	31,5
	Sans changement		48,3	44,4	47,7
	En diminution		0,0	8,6	20,8
	Ne sais pas		17,3	7,7	0,0
	Sous-total		100	100	100
Mahajanga	En augmentation		48,9	48,0	38,0
	Sans changement		39,3	39,7	45,5
	En diminution		0,7	2,1	7,1
	Ne sais pas		11,1	10,1	9,4
	Sous-total		100	100	100
Toliara	En augmentation		37,5	34,0	36,1
	Sans changement		51,3	47,6	40,9
	En diminution		2,3	4,8	13,2
	Ne sais pas		8,9	13,7	9,9
	Sous-total		100	100	100
Antsiranana	En augmentation		39,4	41,0	42,5
	Sans changement		37,7	42,2	38,1
	En diminution		2,5	7,0	10,2
	Ne sais pas		20,4	9,7	9,2
	Sous-total		100	100	100
Ensemble	En augmentation	45,0	34,1	32,8	40,2
	Sans changement	43,7	48,2	48,3	42,0
	En diminution	2,8	2,6	9,8	12,3
	Ne sais pas	8,6	15,1	9,0	5,5
	Sous-total	100,0	100,0	100,0	100,0

Source ; INSTAT/DSM/EPM 2001

Etat de bâtiment du primaire

Plus de la moitié des scolarisés dans la Capitale et dans les centre urbains secondaire d'Antananarivo, de Fianarantsoa de Toamasina jugent que les bâtiments scolaires sont en bonne état. Contrairement aux ruraux de Mahajanga (37,6%), de Fianarantsoa (32%), de Toliara (16,9%) et de Toamasina (21,5%), déclarent le mauvais état des bâtiments scolaires.

Tableau 73 : Etat de bâtiment de l'école primaire

Faritany	Etat	Capitale	Unité : %		
			AGCU	CUS	RURAL
Antananarivo	Bonne	52,0	23,0	50,1	37,1
	Moyenne	43,6	59,9	37,6	48,6
	Mauvaise	2,8	15,1	11,0	13,6
	Ne sais pas	1,6	2,0	1,3	0,8
	Sous-total	100	100	116	100
Fianarantsoa	Bonne		32,2	55,3	27,9
	Moyenne		49,5	32,8	38,6
	Mauvaise		8,9	11,3	32,0
	Ne sais pas		9,4	0,6	1,5
	Sous-total		100	100	101
Toamasina	Bonne		54,2	54,4	31,4
	Moyenne		30,0	35,9	43,3
	Mauvaise		10,7	6,8	21,5
	Ne sais pas		5,1	2,9	3,9
	Sous-total		100	100	100
Mahajanga	Bonne		39,4	30,2	23,5
	Moyenne		54,3	49,3	36,7
	Mauvaise		6,3	17,8	37,6
	Ne sais pas		0,0	2,7	2,2
	Sous-total		100	100	100
Toliara	Bonne		59,4	34,6	46,2
	Moyenne		34,7	40,5	32,7
	Mauvaise		4,5	20,2	16,9
	Ne sais pas		1,4	4,7	4,2
	Sous-total		100,0	100,0	100,0
Antsiranana	Bonne		39,2	29,8	31,7
	Moyenne		44,0	54,8	43,5
	Mauvaise		12,1	9,1	21,8
	Ne sais pas		4,7	6,3	3,1
	Sous-total		100,0	100,0	100,0
Ensemble	Bonne	52,0	39,8	45,1	32,5
	Moyenne	43,6	46,8	39,6	42,2
	Mauvaise	2,8	10,0	12,5	23,2
	Ne sais pas	1,6	3,4	2,8	2,1
	Sous-total	100,0	100,0	100,0	100,0

Source ; INSTAT/DSM/EPM 2001

Qualité de services offerte par le primaire

Plusieurs facteurs peuvent déterminer l'offre de service de l'école et peuvent influencer le jugement des individus. En se contentant de la déclaration des répondants comme le montre le tableau suivant, on trouve que 60% des individus de la Capitale ont déclaré que l'offre de service de l'enseignement primaire est bonne et pour 34,3% moyenne. Par ailleurs, dans les milieux ruraux, des proportions non négligeables des individus jugent que la qualité de services offerte est mauvaise : près de 21% pour Toliara, 17,7% pour Toamasina, 16,6% à Mahajanga et 11,8% à Fianarantsoa.

Tableau 74 : Qualité de services offerte par l'école primaire

Faritany	Qualité	Capitale	Unité : %		
			AGCU	CUS	RURAL
Antananarivo	Bonne	60,0	34,7	50,8	47,3
	Moyenne	34,3	51,5	41,3	39,7
	Mauvaise	3,0	9,7	3,2	8,7
	Ne sais pas	2,7	4,0	4,7	4,4
	Sous-total	100,0	100,0	100,0	100,0
Fianarantsoa	Bonne		38,0	50,9	35,1
	Moyenne		44,5	37,7	40,3
	Mauvaise		2,3	6,7	11,8
	Ne sais pas		15,2	4,7	12,9
	Sous-total		100,0	100,0	100,0
Toamasina	Bonne		42,1	42,3	28,9
	Moyenne		46,6	43,6	42,7
	Mauvaise		0,0	9,3	17,7
	Ne sais pas		11,3	4,8	10,8
	Sous-total		100,0	100,0	100,0
Mahajanga	Bonne		56,6	37,7	42,2
	Moyenne		31,5	49,6	37,0
	Mauvaise		4,3	6,0	16,6
	Ne sais pas		7,7	6,7	4,1
	Sous-total		100,0	100,0	100,0
Toliara	Bonne		41,6	34,7	30,5
	Moyenne		47,8	49,7	39,0
	Mauvaise		8,7	9,0	20,9
	Ne sais pas		1,9	6,6	9,5
	Sous-total		100,0	100,0	100,0
Antsiranana	Bonne		37,1	31,0	33,2
	Moyenne		46,2	42,8	49,7
	Mauvaise		1,2	16,4	12,8
	Ne sais pas		15,5	9,8	4,3
	Sous-total		100,0	100,0	100,0
Ensemble	Bonne	60,0	41,2	42,4	37,8
	Moyenne	34,3	45,4	43,7	40,9
	Mauvaise	3,0	5,3	8,1	13,3
	Ne sais pas	2,7	8,0	5,8	8,0
	Sous-total	100,0	100,0	100,0	100,0

Source ; INSTAT/DSM/EPM 2001

Qualité de l'enseignement secondaire :

Comme dans l'enseignement primaire, la qualité de l'enseignement secondaire (tous niveaux confondus) est jugée par les individus à travers la disponibilité du personnel enseignant, l'état des bâtiments scolaires et l'offre de service de l'école.

Disponibilité de l'enseignant du secondaire

Tant au niveau national qu'au niveau des faritany, plus de la moitié de ruraux jugent que la disponibilité en enseignant reste inchangée. C'est dans les centres urbains secondaires d'Antananarivo (52,4%) et de Fianarantsoa (65,6%) qu'on trouve des proportions plus élevées des répondants jugeant la disponibilité des enseignants en augmentation. Il faut noter cependant que la forte proportion de ceux qui ne se prononcent pas est enregistrée dans le milieu rural de Mahajanga.

Tableau 75 : Disponibilité d'enseignants du secondaire

Faritany	Disponibilité	Unité : %			
		Capitale	AGCU	CUS	RURAL
Antananarivo	En augmentation	40,7	34,8	52,4	44,6
	Sans changement	48,8	58,7	29,4	50,0
	En diminution	3,6	0,0	8,1	3,3
	Ne sais pas	6,9	6,5	10,1	2,2
	Sous-total	100	100	100	100
Fianarantsoa	En augmentation		39,2	65,6	32,5
	Sans changement		47,7	25,9	60,3
	En diminution		1,6	6,0	0,0
	Ne sais pas		11,6	2,5	7,2
	Sous-total		100	100	100
Toamasina	En augmentation		29,1	19,8	19,9
	Sans changement		48,8	48,3	61,8
	En diminution		9,5	7,7	9,4
	Ne sais pas		12,5	24,2	8,9
	Sous-total		100	100	100
Mahajanga	En augmentation		50,6	35,9	22,4
	Sans changement		38,8	54,2	52,6
	En diminution		2,8	7,5	0,0
	Ne sais pas		7,9	2,4	25,0
	Sous-total		100	100	100
Toliara	En augmentation		38,6	27,7	33,5
	Sans changement		61,4	57,0	56,0
	En diminution		0,0	4,2	0,0
	Ne sais pas		0,0	11,2	10,5
	Sous-total		100	100	100
Antsiranana	En augmentation		39,5	39,7	29,2
	Sans changement		41,3	44,9	60,1
	En diminution		9,4	13,0	10,7
	Ne sais pas		9,8	2,4	0,0
	Sous-total		100	100	100
Ensemble	En augmentation	40,7	38,5	39,8	36,5
	Sans changement	48,8	48,3	43,0	54,3
	En diminution	3,6	4,4	7,3	3,5
	Ne sais pas	6,9	8,8	9,9	5,8
	Sous-total	100	100	100	100

Source : INSTAT/DSM/EPM 2001

Etat des bâtiments du secondaire

Si une proportion importante des scolarisés ont déclaré le bon état des bâtiments scolaires, environ la moitié les ont estimés en état moyen au niveau national. Cependant certains milieux souffrent du mauvais état des bâtiments. C'est dans les milieux ruraux où on rencontre souvent de mauvais état des bâtiments, notamment en milieux ruraux d'Antsiranana (plus de la moitié des individus clament le mauvais état), de Fianarantsoa (14,6%) et de Toamasina (8,5%).

Tableau 76 Etat des bâtiments du secondaire

Faritany	état	Capitale	AGCU	Unité :%	
				CUS	RURAL
Antananarivo	Bonne	43,3	27,7	49,3	43,9
	Moyenne	49,3	65,8	38,7	50,8
	Mauvaise	5,9	4,9	10,9	5,4
	Ne sais pas	1,5	1,6	1,1	0,0
	Sous-total	100	100	100	100
Fianarantsoa	Bonne		43,6	47,1	31,9
	Moyenne		44,7	44,3	49,4
	Mauvaise		5,8	8,5	14,6
	Ne sais pas		5,9	0,0	4,0
	Sous-total		100	100	100
Toamasina	Bonne		38,0	37,2	25,3
	Moyenne		56,8	60,5	60,1
	Mauvaise		5,2	1,1	8,5
	Ne sais pas		0,0	1,1	6,0
	Sous-total		100	100	100
Mahajanga	Bonne		46,3	36,6	51,0
	Moyenne		44,7	57,6	28,6
	Mauvaise		9,0	5,8	6,5
	Ne sais pas		0,0	0,0	13,9
	Sous-total		100	100	100
Toliara	Bonne		43,1	38,3	41,4
	Moyenne		50,2	49,2	56,8
	Mauvaise		6,7	9,7	0,0
	Ne sais pas		0,0	2,7	1,8
	Sous-total		100	100	100
Antsiranana	Bonne		22,9	42,3	29,2
	Moyenne		57,6	41,8	17,9
	Mauvaise		15,7	14,8	52,8
	Ne sais pas		3,8	1,2	0,0
	Sous-total		100	100	100
Ensemble	Bonne	43,3	36,8	41,8	38,9
	Moyenne	49,3	53,6	49,4	50,4
	Mauvaise	5,9	7,9	7,8	8,3
	Ne sais pas	1,5	1,8	1,0	2,4
	Sous-total	100	100	100	100

Source : INSTAT/DSM/EPM 2001

Qualité de service de l'école secondaire

Au niveau national, près de la moitié des individus ont jugé que l'offre de service d'enseignement au niveau secondaire est restée inchangée et pour plus de 38%, la juge bonne tant au niveau de la Capitale, des centres urbains et ruraux. Cependant, la réponse donnée varie selon les Faritany et les milieux. Par exemple, l'offre de service est jugée mauvaise pour 28,7% de répondants à Mahajanga, et 12,3% pour Toliara, comme le montre le tableau qui suit.

Tableau 77 : Qualité de service offert par l'école secondaire

Faritany	Qualité	Capitale	Unité :%		
			AGCU	CUS	RURAL
Antananarivo	Bonne	48,7	22,8	60,8	49,6
	Moyenne	47,7	75,5	31,3	44,6
	Mauvaise	1,9	0,0	5,2	5,9
	Ne sais pas	1,7	1,6	2,7	0,0
	Sous-total	100	100	100	100
Fianarantsoa	Bonne		35,3	67,9	30,5
	Moyenne		51,4	28,5	66,3
	Mauvaise		2,7	0,0	0,0
	Ne sais pas		10,7	3,6	3,2
	Sous-total		100	100	100
Toamasina	Bonne		39,0	33,5	19,8
	Moyenne		54,7	56,5	62,8
	Mauvaise		6,3	2,3	5,6
	Ne sais pas		0,0	7,8	11,8
	Sous-total		100	100	100
Mahajanga	Bonne		51,7	44,7	28,7
	Moyenne		38,1	51,9	28,7
	Mauvaise		5,1	3,4	28,7
	Ne sais pas		5,1	0,0	13,9
	Sous-total		100	100	100
Toliara	Bonne		35,9	23,6	39,3
	Moyenne		61,8	70,9	40,5
	Mauvaise		2,3	2,8	12,3
	Ne sais pas		0,0	2,7	7,9
	Sous-total		100	100	100
Antsiranana	Bonne		43,2	39,9	39,4
	Moyenne		38,7	55,4	49,9
	Mauvaise		12,0	4,7	10,7
	Ne sais pas		6,1	0,0	0,0
	Sous-total		100	100	100
Ensemble	Bonne	48,7	38,6	45,2	39,9
	Moyenne	47,7	52,5	48,6	49,8
	Mauvaise	1,9	5,0	2,9	6,7
	Ne sais pas	1,7	3,9	3,3	3,6
	Sous-total	100	100	100	100

Source : INSTAT/DSM/EPM 2001

V- EMPLOI

Lors de l'Enquête Prioritaire auprès des Ménages en 2001, l'âge de travail a été fixé à 6 ans pour mieux appréhender l'importance du travail des enfants. L'analyse se rapporte sur la situation vis-à-vis de l'emploi au cours des douze derniers mois. La population active comprend les individus en âge de travailler qui sont ou qui veulent s'insérer sur le marché du travail, c'est à dire ceux pourvus ou à la recherche d'emploi.

V-1 Généralité sur l'activité et le taux d'activité

V-1-1 La population active

Selon les résultats issus de l'enquête, parmi les 12 189 000 individus potentiellement actifs (en âge de travailler), on dénombre 8 108 000 actifs. Ainsi, le taux d'activité, c'est à dire la proportion de la population active, est estimé à 66,5% sur l'ensemble du pays. Il est en légère baisse par rapport aux résultats de 1999 ayant fourni un taux de 67,7%. L'insertion sur le marché du travail est plus important en milieu rural qu'en milieu urbain. En effet, le taux d'activité passe de moins de 55% en milieu urbain à plus de 70% en milieu rural.

C'est dans le faritany de Toliara où le taux d'activité est le plus élevé. Pratiquement trois individus en âge de travailler sur quatre veulent s'insérer ou y sont déjà insérés sur le marché du travail. Ce faritany est suivi, mais de très loin par le faritany de Mahajanga avec un taux d'activité de plus de 70%. L'insertion sur le marché du travail est le moins important dans le faritany d'Antananarivo où le taux d'activité ne dépasse pas 62%.

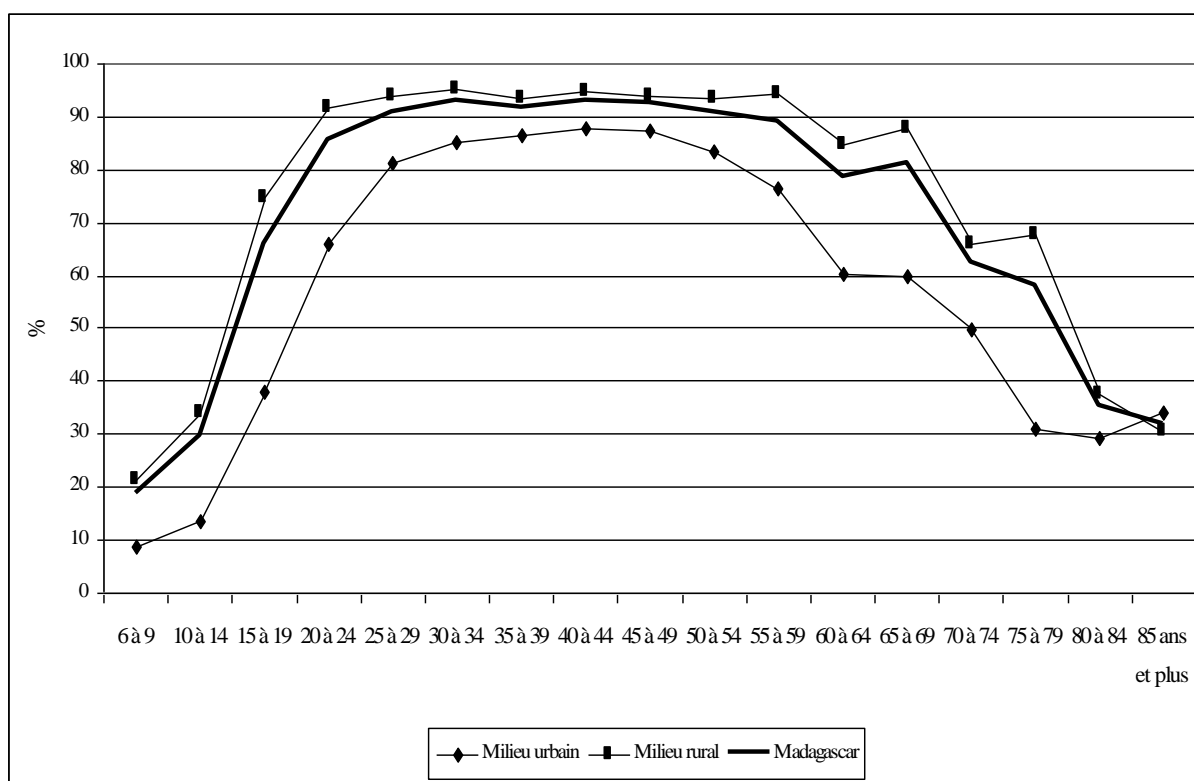
Tableau 78: Taux d'activité par faritany

Faritany	Population inactive	Population active	Total
Antananarivo	38,2	61,8	100,0
Fianarantsoa	34,3	65,7	100,0
Toamasina	31,6	68,4	100,0
Mahajanga	29,5	70,5	100,0
Toliara	26,3	73,7	100,0
Antsiranana	32,6	67,4	100,0
Ensemble	33,5	66,5	100,0

Source : INSTAT/DSM/EPM2001

L'insertion sur le marché du travail augmente progressivement avec la tranche d'âge pour atteindre son niveau maximum chez les individus de 40 à 44 ans. Le taux d'activité y atteint plus de 93,0%. Puis, il diminue chez les 80 ans et plus, le taux n'est plus que de 31%. L'évolution du taux d'activité suit la même tendance en fonction de l'âge aussi bien en milieu rural qu'en milieu urbain, toutefois en milieu urbain, le taux d'activité pour une tranche d'âge donnée est toujours inférieur par rapport au milieu rural. De même, le taux d'activité suit la même évolution dans les tous les faritany. Cependant, il faut noter l'insertion relativement précoce des actifs du Faritany d'Antananarivo, où le niveau maximum est déjà obtenu chez la tranche d'âge 30 à 34 ans. De l'autre côté, elle est un peu tardive dans la population potentiellement active sur le marché du travail dans le faritany de Mahajanga, où le niveau maximum n'est atteint qu'au cours de la tranche d'âge de 50 à 54 ans.

Graphique 13 : Taux d'activité par tranche d'âge selon le milieu de résidence



Source : INSTAT/DSM/EPM2001

V-1-2 Motifs de non recherche d'emploi

L'analyse des motifs de non recherche d'emploi évoqués par les inactifs permet d'appréhender le mauvais fonctionnement du marché du travail et les différents types de barrières à l'entrée dans ce marché. Les individus potentiellement actifs ne veulent pas (ou plus) s'insérer sur le marché du travail pour diverses raisons « volontaires » ou « involontaires ».

Plus de 10% des individus potentiellement actifs sont restés en dehors du marché du travail contre leur gré. Ces individus sont qualifiés comme des « travailleurs découragés » suite au mauvais fonctionnement du marché du travail. Pour eux, le manque de qualifications requises constitue la raison la plus avancée (plus de 30% des cas). Ensuite, respectivement près de 26% et 25% des cas ont déclaré qu'ils ne savent pas où s'adresser pour chercher du travail ou bien qu'ils sont empêchés par une autre personne d'intégrer le monde du travail. Le reste a évoqué d'autres raisons telles que l'attente d'une période de forte activité (9%), l'attente d'une réponse aux demandes d'emploi déposées (7%), la déception causée par des démarches infructueuses antérieures (2%) et enfin, la déception suite à des emplois ou employeurs antérieurs insatisfaisants (1%).

La non insertion sur le marché du travail due au mauvais fonctionnement du marché ou aux autres raisons involontaires est plus fréquente en milieu urbain qu'en milieu rural. Si plus de 15% des individus potentiellement actifs s'en plaignent dans la capitale, ils ne représentent qu'à peine 8% en milieu rural. C'est à Toamasina que la contribution du mauvais fonctionnement du marché du travail sur la non recherche de travail est la plus faible : moins de 8% des cas. Par contre, c'est dans le faritany de Mahajanga que ce type de barrière à l'entrée est le plus évoqué : plus de 14% des déclarations.

Tableau 79 : Motifs involontaires de non recherche de travail selon le milieu de résidence

Motifs involontaires	Capitale	AGCU	CUS	Rural	Madagascar
En attente d'une période de forte activité	4,9	7,0	6,2	10,4	11,3
N'a pas de qualification requise	57,1	36,5	39,5	27,4	29,0
Employeur/emploi précédant insatisfaisant	0,0	0,0	0,3	0,0	0,5
Déçu des démarches passées infructueuses	2,9	1,3	0,8	0,4	1,4
En attente d'une réponse de demande d'emploi	4,0	3,9	1,1	0,0	8,4
Ne sait pas où s'adresser	10,1	26,1	25,0	31,4	25,4
Objection d'une personne	21,0	25,3	27,1	30,4	24,0
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : INSTAT/DSM/EPM2001

Quant aux motifs volontaires de non recherche de travail déclarés par plus de 90% de la population potentiellement active, l'étude est la raison la plus évoquée (67% des réponses), puis l'âge trop avancée (6%) et les incapacités liées aux handicaps physiques ou mentales (2%). Les autres motifs, tels que la période sabbatique et le niveau satisfaisant du niveau de vie sont rares.

V-1-3 Caractéristiques socio-démographiques de la population active

Les hommes sont légèrement majoritaires dans la population active. Ils représentent plus de 51,4% des actifs contre 48,6% pour les femmes. Le poids des hommes dans la population active est plus élevé en milieu urbain (près de 53%) qu'en milieu rural (51%). Dans les grands centres urbains autres que la capitale, il atteint même plus de 56%. La situation n'est pas la même pour les faritany. En effet, la prédominance des hommes n'est observée que dans les faritany d'Antananarivo (54%), de Mahajanga (53%) et de Toamasina (51%). Par contre, dans les trois faritany restants, les femmes sont légèrement majoritaires dans la population active : 51% à Toliara et Antsiranana, 50,1% à Fianarantsoa. Plus de 82% des actifs habitent en milieu rural et seulement 4% dans la capitale.

Tableau 80 : Répartition de la population active selon le sexe et selon le faritany

Sexe	Antananarivo	Fianarantsoa	Toamasina	Mahajanga	Toliara	Antsiranana	Madagascar
Hommes	53,5	49,8	50,6	52,7	49,2	49,1	51,2
Femmes	46,5	50,2	49,4	47,3	50,8	50,9	48,8
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : INSTAT/DSM/EPM2001

L'âge moyen de la population active est de 31,6 ans et plus de 85% des actifs sont âgés de 15 à 64 ans. D'une manière générale, les femmes actives sont plus jeunes que les hommes actifs. L'âge moyen des femmes est de 31 ans contre 32,2 ans pour les hommes. Les actifs sont plus jeunes en milieu rural. L'âge moyen y est de 31 ans, alors que dans la capitale, il est de 36 ans et que plus de 97% des actifs sont dans la tranche d'âge de 15 à 64 ans. Les actifs sont relativement jeunes dans les faritany de Toliara et de Mahajanga où l'âge moyen tourne autour de 29 ans. Pour les autres faritany, il dépasse la moyenne nationale.

Tableau 81 : Age moyen des actifs selon le sexe et selon le milieu de résidence

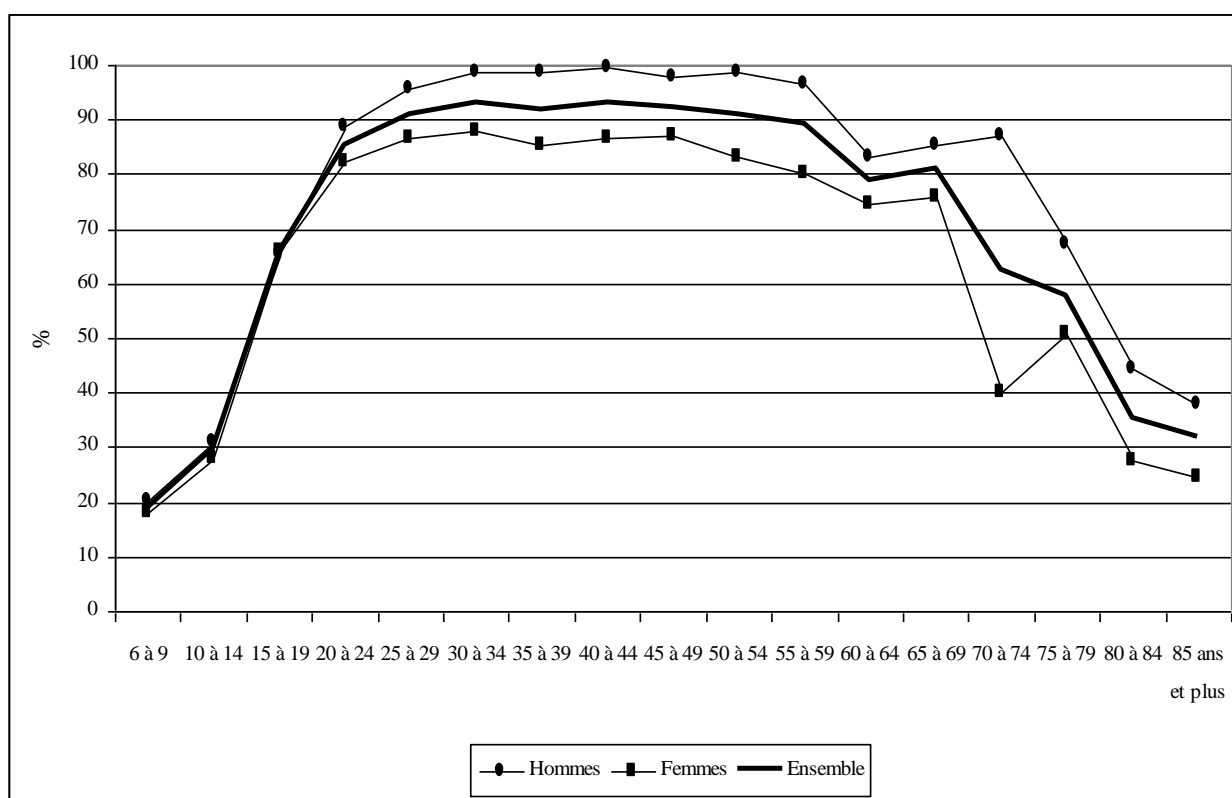
Sexe	Capitale	AGCU	CUS	Rural	Madagascar
Hommes	36,2	35,0	33,6	31,5	32,1
Femmes	34,8	34,1	33,0	30,5	31,1
Ensemble	35,5	34,6	33,3	31,0	31,6

Source : INSTAT/DSM/EPM2001

V-1-4 Insertion des femmes sur le marché du travail

Les femmes se sont insérées sur le marché du travail moins que les hommes. En effet, le taux d'activité chez les femmes est de 62%, alors que chez les hommes, il atteint plus de 68%. Ainsi, plus de 55% des inactifs sur l'ensemble du pays sont des femmes. En plus, par rapport aux hommes, l'entrée des femmes dans le monde professionnel se fait tardivement. Les courbes d'évolution du taux d'activité chez les deux catégories d'individus épousent la même tendance. Cependant, si le maximum est atteint chez les hommes à la tranche d'âge 40 à 44 ans, chez les femmes, il n'est atteint que pour la tranche d'âge 45 à 49 ans.

Graphique 14 : Taux d'activité par tranche d'âge selon le sexe



Source : INSTAT/DSM/EPM2001

L'insertion des femmes sur le marché du travail est moins fréquente en milieu urbain qu'en milieu rural. Moins de 41% des femmes urbaines exercent ou veulent exercer un emploi, alors qu'en milieu rural, elles représentent près de 68% de l'ensemble de la population féminine potentiellement active. Les femmes du faritany de Toliara sont les plus motivées avec un taux d'activité de près de 73%. Tandis qu'à Antananarivo, ce taux n'est que de 54%.

Tableau 82 : Taux d'activité des femmes par faritany

Faritany	Population inactive	Population active	Total
Antananarivo	42,5	57,6	100,0
Fianarantsoa	36,7	63,3	100,0
Toamasina	33,9	66,1	100,0
Mahajanga	33,0	67,0	100,0
Toliara	28,5	71,5	100,0
Antsiranana	33,6	66,4	100,0
Ensemble	36,4	63,6	100,0

Source : INSTAT/DSM/EPM2001

Les femmes se sentent victimes du mauvais fonctionnement du marché du travail plus que les hommes. Plus de 13% d'entre elles qui ne se présentent pas sur ce marché adoptent cette attitude pour des raisons indépendantes de leur volonté : 4% par manque de qualifications requises, 4% par une objection d'une autre personne, 3% par ignorance des démarches à effectuer et 2% pour les autres raisons involontaires. Ces contraintes n'ont été évoquées que par moins de 6% d'hommes inactifs.

Tableau 83 : Motifs de non recherche de travail selon le sexe

Motifs de non recherche de travail	Hommes	Femmes	Ensemble
Etudes	77,6	63,2	67,1
Période sabbatique	0,1	0,2	0,2
Trop âgé ou retraité	3,3	7,0	5,9
Handicapé/incapable de travailler	2,7	2,1	2,3
Niveau de vie satisfaisant	0,4	1,9	1,4
En attente d'une période de forte activité	0,5	1,0	1,2
N'a pas de qualification requise	1,5	4,0	3,0
Employeur/emploi précédant insatisfaisant	0,0	0,0	0,1
Déçu des démarches passées infructueuses	0,0	0,1	0,2
En attente d'une réponse de demande d'emploi	0,1	0,1	0,9
Ne sait pas où s'adresser	1,9	2,7	2,7
Objection d'une personne	0,8	3,7	2,5
Autres motifs	11,2	14,0	12,7
Total	100,0	100,0	100,0

Source : INSTAT/DSM/EPM2001

V-1-5 L'insertion des pauvres sur le marché du travail

Les pauvres sont plus motivés à chercher un emploi pour subvenir à leurs besoins par rapport aux riches. Les résultats de l'enquête montrent que le taux d'activité chez les plus pauvres atteint plus de 68% contre 60.9% seulement chez les plus riches. C'est en milieu urbain que cette différence de comportement, quant au niveau d'insertion sur le marché du travail entre les pauvres et les riches, est la plus significative. Ainsi, dans les AGCU le taux d'activité chez les plus pauvres est de 61.7 % contre 53.2% pour les plus riches. et dans les CUS, ces taux sont respectivement de 70.7% et de 54.5%. Par contre, en milieu rural, l'écart entre les taux d'activité chez les plus pauvres et les plus riches n'est que de 4,3 points (69,1% contre 64,8%). Cependant, le cas de la Capitale mérite une attention particulière, puisque l'insertion des plus pauvres est assez faible et est légèrement moins fréquente même que celle des plus riches.

Tableau 84 : Taux d'activité selon le milieu de résidence et selon la classification par quintile

Milieu	Plus pauvres	Quintile_2	Quintile_3	Quintile_4	Plus riches
Capitale	47,7	45,9	50,1	51,1	54,4
AGCU	61,7	56,0	46,0	49,6	53,2
CUS	70,7	62,4	58,0	50,6	54,5
Rural	67,9	70,4	74,9	69,1	66,9
Madagascar	68,1	69,3	71,5	63,9	60,9

Source : INSTAT/DSM/EPM2001

La rentrée des pauvres sur le monde professionnel se produit en avance par rapport à celle des riches. En effet, l'âge moyen des actifs passe de 27,8 ans chez les ménages les plus pauvres à plus de 35,8 ans chez les ménages les plus riches. De plus, si l'évolution du taux d'activité selon l'âge n'atteint le maximum qu'entre la tranche d'âge de 45 à 49 ans chez les plus riches, celui-ci apparaît déjà entre la tranche d'âge de 35 à 39 ans chez les plus pauvres.

Tableau 85 : Age moyen des actifs selon la classification par quintile

Classification	Plus pauvres	Quintile_2	Quintile_3	Quintile_4	Plus riches
Age moyen	28,4	30,3	30,9	33,2	35,1

Source : INSTAT/DSM/EPM2001

Quant aux motifs de non recherche d'emploi évoqués, à part l'importance des motifs liés à l'étude, des différences significatives ont opposé les déclarations des pauvres et des riches. Les contraintes imposées par l'âge trop avancée, constituant parmi une des raisons principales d'abandon des riches du marché du travail, n'ont été évoquées que très rarement par les pauvres. De l'autre côté, si leur niveau de vie satisfaisant permet aux riches de se retirer volontairement du marché du travail, les pauvres n'ont pas cette opportunité selon leur déclaration.

Tableau 86 : Motifs de non recherche de travail selon la classification par quintile

Motifs de non recherche de travail	Plus pauvres	Quintile_2	Quintile_3	Quintile_4	Plus riches
Etudes	70,6	70,2	72,5	71,5	65,0
Période sabbatique	0,0	0,6	0,2	0,1	0,1
Trop âgé ou retraité	2,6	4,7	3,4	4,2	9,8
Handicapé/incapable de travailler	2,6	2,5	3,0	2,2	1,9
Niveau de vie satisfaisant	0,9	0,0	0,7	1,5	2,2
En attente d'une période de forte activité	0,8	0,4	0,2	1,4	0,8
N'a pas de qualification requise	1,8	2,1	2,5	3,5	4,0
Employeur/emploi précédant insatisfaisant	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Déçu des démarches passées infructueuses	0,0	0,0	0,2	0,0	0,1
En attente d'une réponse de demande d'emploi	0,0	0,0	0,0	0,2	0,2
Ne sait pas où s'adresser	1,5	2,1	2,3	2,7	2,7
Objection d'une personne	0,9	3,0	2,6	2,5	2,8
Autres motifs	18,4	14,6	12,4	10,2	10,3
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : INSTAT/DSM/EPM2001

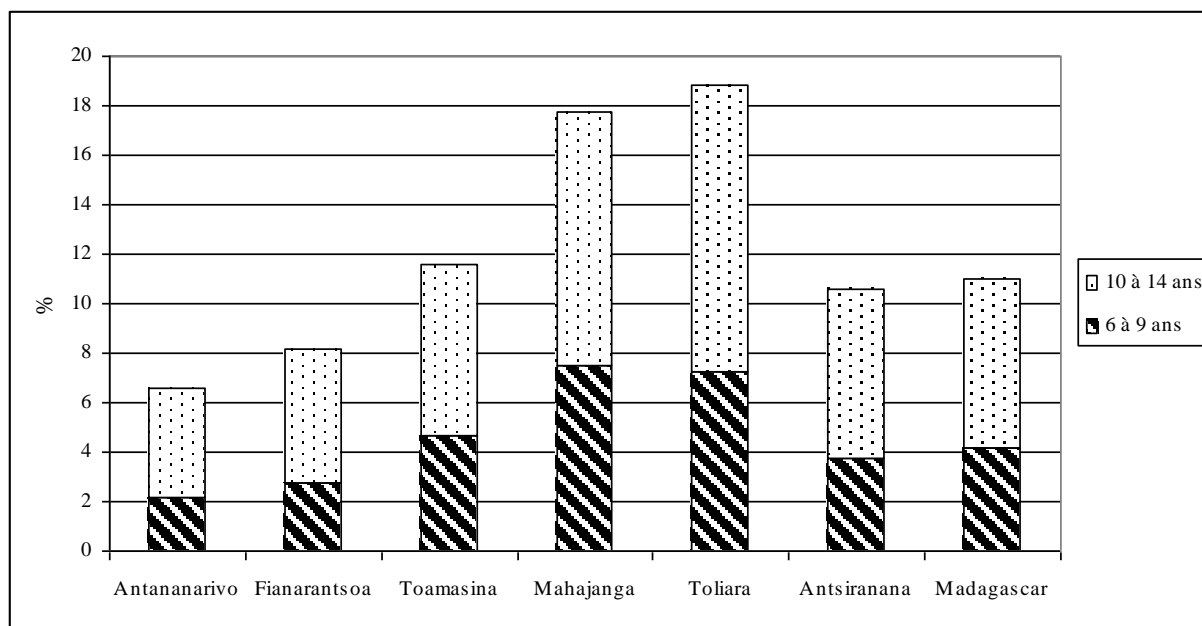
V-1-6 Insertion des enfants sur le marché du travail

Plus de 11% des actifs sont des enfants de moins de 15 ans. La proportion est identique aussi bien chez les femmes que chez les hommes. L'insertion des enfants sur le marché du travail est plus important en milieu rural où près de 13% des actifs ont moins de 15 ans. Tandis que dans la capitale, le phénomène est relativement rare. La proportion des enfants sur l'ensemble de la population active n'y dépasse pas 1%.

Le faritany de Mahajanga et de Toliara se démarquent des autres faritany. Respectivement plus de 17% et 21% des actifs dans ces faritany sont des enfants de moins de 15 ans. Dans les faritany d'Antananarivo et de Fianarantsoa, l'insertion des enfants y est relativement faible car le pourcentage des enfants dans la population active ne dépassant 8%.

C'est chez les ménages pauvres où on rencontre le plus souvent des enfants qui veulent exercer un emploi. Les enfants de moins de 15 ans représentent plus de 29% des actifs chez les plus pauvres. Cette proportion diminue au fur et à mesure que le niveau de vie du ménage augmente. Elle n'est plus que moins de 3% chez les ménages les plus riches.

Graphique 15 : Proportion des enfants de moins de 15 ans dans la population active selon le faritany



Source : INSTAT/DSM/EPM2001

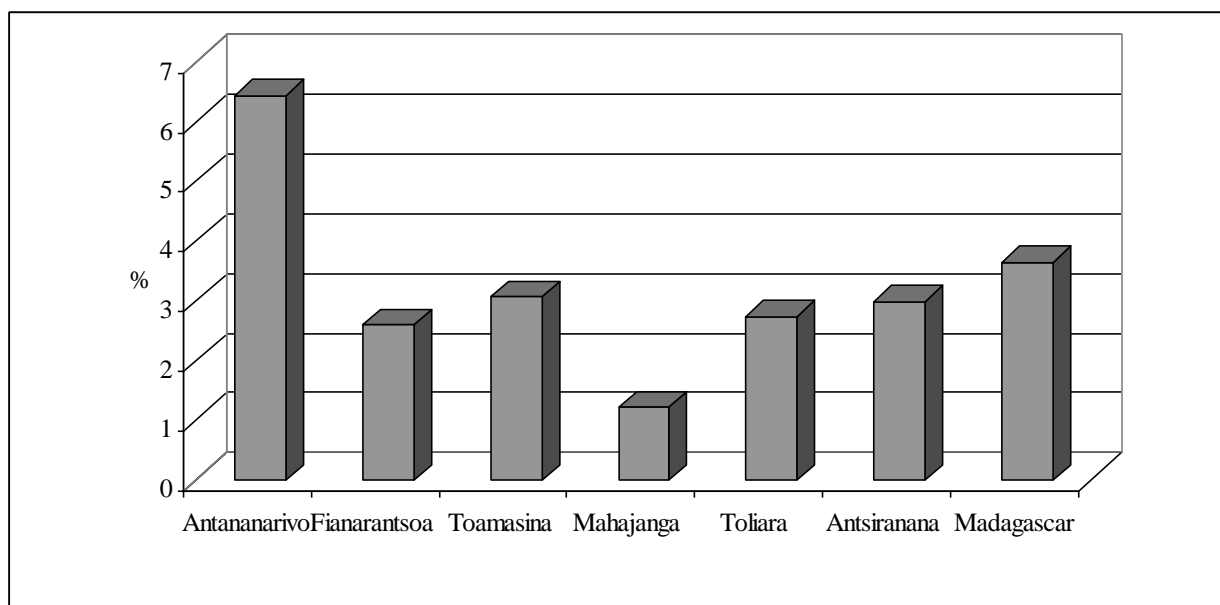
V-2 Le chômage

Lors de l'analyse, la notion de chômage est définie au sens du Bureau International du Travail, c'est à dire qu'un chômeur est un actif dépourvu d'emploi au cours d'une période de référence relativement courte, à la recherche active du travail et disponible à exercer un emploi dans un délai relativement court. Pour cette étude, la période de référence adoptée est les sept derniers jours précédant l'interview. Le taux de chômage, étant défini comme la proportion des chômeurs sur l'ensemble de la population active, constitue parmi les principaux indicateurs permettant de cerner le niveau de distorsions sur le marché du travail. Il est loin d'être suffisant compte tenu de l'importance de la pauvreté à Madagascar obligeant une grande majorité des actifs à exercer des petits métiers. Cette situation sous estime le phénomène du chômage à Madagascar. La notion de sous emploi est introduite pour compléter notre analyse. Un actif est qualifié de sous-employé, s'il n'est pas satisfait de ses emplois actuels, cherche d'autres emplois ou d'autres conditions de travail, et se montre disponible à exercer un autre emploi.

V-2-1 Etat du chômage

En 2001, on a dénombré 293 700 chômeurs sur l'ensemble du pays et le taux de chômage se situe à 3,6%. Comparés aux chiffres obtenus en 1999, on a enregistré une hausse de 0,6 points au cours de la période 1999-2001. Le chômage est un phénomène essentiellement urbain. Il est presque inexistant en milieu rural où le taux ne dépasse pas 2,5%. Par contre, en milieu urbain, particulièrement dans la capitale et dans les autres grands centres urbains, on a enregistré des taux de chômage assez élevés respectivement de l'ordre de 12,8% et de 14,0%. Le faritany d'Antananarivo est caractérisé par un taux de chômage relativement plus élevé atteignant près de 6,5%. De l'autre côté, c'est dans le faritany de Mahajanga où le chômage est le plus rare avec un taux très faible de 1,2%.

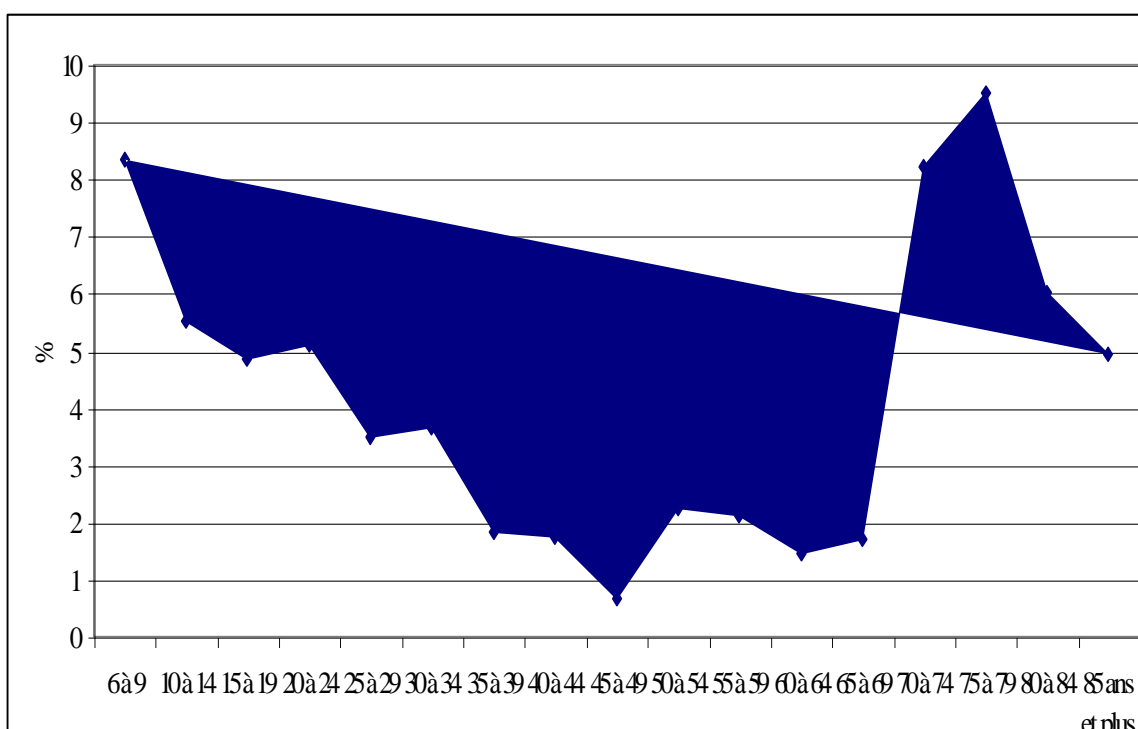
Graphique 16 : Taux de chômage par faritany



Source : INSTAT/DSM/EPM2001

Les femmes sont plus touchées par le chômage que les hommes. En effet, plus de 4,3% des femmes n'ont pas pu s'insérer sur le marché du travail, alors que chez les hommes, ils ne sont que de 3,0%. L'âge est un facteur déterminant du chômage. Les jeunes de moins de 25 ans ont les plus de difficultés pour trouver un emploi. Le manque d'expériences professionnelles en est la principale raison. Pour cette tranche d'âge, le taux de chômage dépasse 5%. Le taux de chômage diminue avec l'âge jusqu'à atteindre un minimum chez les actifs de 50 à 54 ans. Puis il augmente progressivement. Les personnes âgées sont handicapées par l'effet de l'âge sur leurs capacités physiques et même intellectuelles.

Graphique 17 : Taux de chômage selon l'âge



Source : INSTAT/DSM/EPM2001

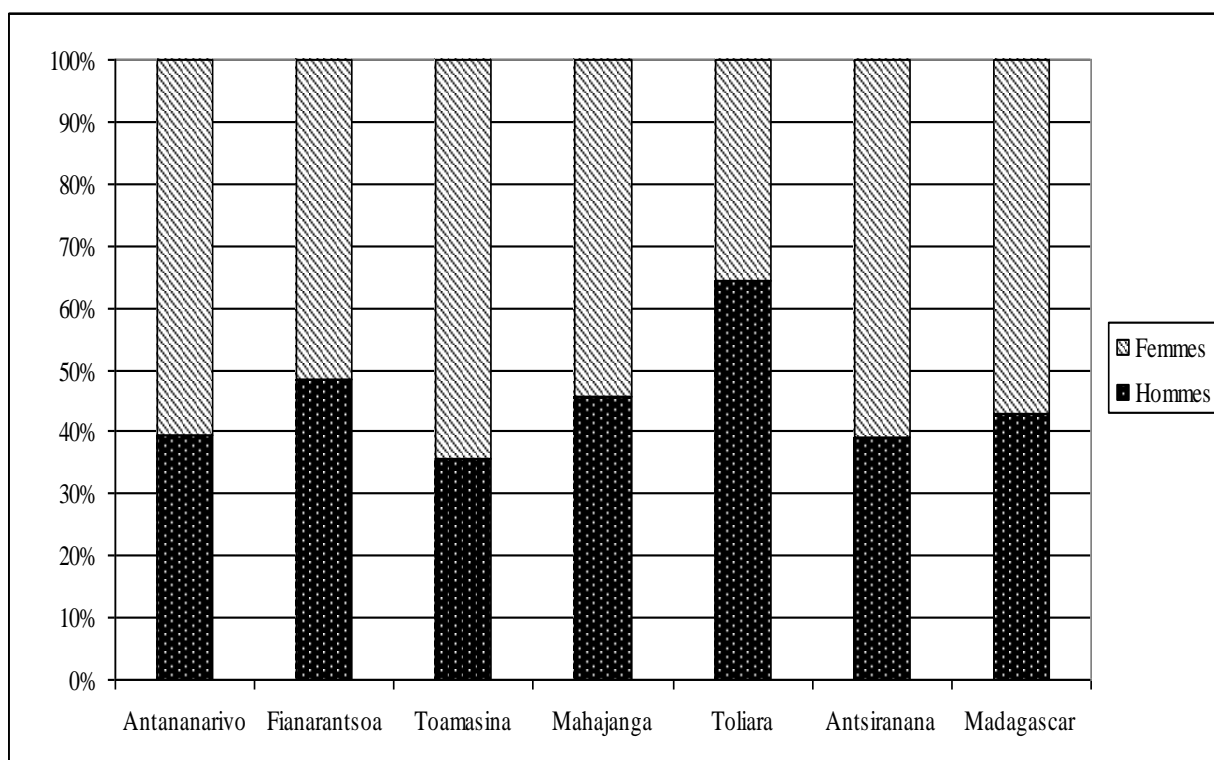
Les résultats issus de l'enquête confirment une fois encore que le chômage est un phénomène de luxe à Madagascar. Les riches se permettent de ne pas exercer des emplois qui ne conviennent pas à leurs « désirs », tout en restant chômeur. Tandis que chez les pauvres, ne pas exercer un emploi offert, même non intéressant, signifie une aggravation de leur situation financière. De ce fait, le taux de chômage est négligeable chez les plus pauvres (1,2%), et se situe à plus de 7,2% chez les plus riches. La même logique se reproduit selon le niveau d'instruction. Plus le niveau d'instruction est élevé, plus le taux de chômage est élevé. Il se situe à 2,3% chez les non instruits et atteint plus de 9,2% chez les universitaires.

V-2-2 Caractéristiques socio-démographiques des chômeurs

Près de 46% des chômeurs habitent en milieu urbain et plus de 18% dans la capitale. Le faritany d'Antananarivo abrite à lui seul la moitié des chômeurs. L'autre moitié est partagée entre les cinq autres faritany. C'est dans le faritany de Mahajanga où on trouve le moins de chômeurs à Madagascar : moins de 5% y résident

Les femmes chômeurs sont plus nombreuses que les hommes chômeurs. Plus de 57% de l'ensemble sont des femmes. C'est dans les faritany de Toamasina, d'Antsiranana et d'Antananarivo que cette prédominance des femmes chômeurs est la plus remarquée. Elles y représentent plus de 60% de l'ensemble des chômeurs. La situation est totalement inversée dans le faritany de Toliara où les hommes chômeurs sont largement majoritaires : plus de 64% des cas.

Graphique 18 : Répartition des chômeurs selon le sexe et le faritany



Source : INSTAT/DSM/EPM2001

L'âge moyen des chômeurs est de 26,6 ans. Les femmes chômeurs sont plus âgées avec un âge moyen de 29 ans, alors que chez les hommes, il est de 23,2 ans. C'est à Toliara où on trouve des chômeurs les plus jeunes, puisque l'âge moyen des chômeurs est de 15 ans et plus de 82% des chômeurs ont moins de 20 ans. Les chômeurs sont moins jeunes en milieu rural : l'âge moyen y est de 25,1 ans contre 28,2 ans en milieu urbain.

V-3 Structures des emplois

Sur l'ensemble du pays, plus des trois quarts des emplois créés en 2001 sont dans la branche primaire. En dehors des activités agricoles, les autres activités les plus exercées à Madagascar sont les activités commerciales (6%), les emplois dans l'administration publique (2,6%), les activités dans les industries textiles (2,4%). Les autres activités dans les industries alimentaires, les BTP, le transport, la santé privée et l'éducation privée sont en proportion relativement faible.

Les structures des emplois changent d'un milieu à un autre. En milieu rural, les activités agricoles représentent près de 84% des emplois. Seules les activités commerciales et les autres services y ont des proportions relativement importantes (4%). En milieu urbain, le poids des activités agricoles diminue considérablement et tombe à moins de 23% dans les autres grands centres urbains et à moins de 6% dans la capitale. En revanche, les activités commerciales, les activités dans les industries alimentaires, dans l'administration publique et dans le transport sont très développées dans les grands centres urbains.

Les activités dans le faritany d'Antananarivo sont assez diversifiées et les activités agricoles n'y représentent plus que 53% des emplois. Dans les cinq autres provinces, la situation se présente différemment. Les activités agricoles et les activités commerciales y dominent largement : respectivement plus de 81% et 5%.

Tableau 87 : Structure des emplois selon le milieu de résidence

Branche d'activité	Capitale	AGCU	CUS	Rural	Madagascar
Agriculture	6,0	23,4	56,1	83,8	75,6
Industrie alimentaire	3,3	3,8	3,0	0,5	1,0
Industrie textile	15,1	5,3	1,8	1,7	2,4
BTP	4,0	5,0	1,7	0,6	1,0
Autres industries	9,1	8,7	3,5	2,0	2,7
Commerce	15,7	18,8	12,6	4,0	5,9
Transport	5,9	7,2	2,7	1,1	1,7
Santé privée	1,1	0,6	0,3	0,1	0,2
Education privée	2,9	1,6	1,3	0,7	0,9
Administration publique	9,6	8,3	6,9	1,5	2,6
Autres services	27,2	17,5	10,1	4,2	6,2
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : INSTAT/DSM/EPM2001

On constate une forte concentration des pauvres dans les activités agricoles. Pratiquement la quasi-totalité (97%) des plus pauvres exercent ce type d'activité. Tandis que pour les plus riches, plusieurs opportunités leur sont ouvertes en matière d'emploi. Plus de 15% d'entre eux exercent des activités commerciales, plus de 8% sont dans l'administration, 7% dans les industries alimentaires et 5% dans le transport. Seulement un tiers de leurs emplois se trouve dans la branche primaire.

V-3-1 Les catégories socio-professionnelles (CSP)

L'analyse de la structure des emplois selon la catégorie socioprofessionnelle permet d'avoir l'architecture, le fonctionnement et la gestion du système de production. Les emplois salariés sont relativement peu nombreux à Madagascar. Le taux de salarisation (proportion des emplois salariés sur l'ensemble des emplois) n'est que de 17%. Cependant, la situation est totalement différente entre le milieu urbain et le milieu rural. En milieu urbain, le salariat est déjà assez développé : respectivement plus de 70% et de 53% des emplois créés dans la capitale et dans les autres grands centres urbains sont des emplois salariés. A l'opposé, en milieu rural, le poids des emplois non salariés (indépendants, aides familiales, etc.) est énorme atteignant plus de 88%. La domination des emplois non salariés est presque partout dans les faritany, sauf dans le faritany d'Antananarivo où elle est moins accentuée. Le taux de salarisation s'élève à plus de 33% en 2001.

Si on entre plus en détails sur les catégories socioprofessionnelles des travailleurs, on voit clairement les fortes représentations de la main d'œuvre familiale (42%) et les dirigeants d'entreprises individuelles (41%). Les cadres supérieurs ou cadres moyens salariés sont largement minoritaires avec une proportion de moins de 3% de l'ensemble des travailleurs. Dans la capitale où ils sont les plus représentés, leur poids sur l'ensemble de la main d'œuvre est de 14%. Dans les autres grands centres urbains, il est plus de 8%.

Tableau 88 : Catégories Socio-Professionnelles selon le milieu de résidence

CSP	Capitale	AGCU	CUS	Rural	Madagascar
Cadres supérieurs ou moyens	14,4	8,7	5,4	1,6	2,8
Employés et ouvriers	47,3	32,1	16,9	7,0	10,6
Main d'œuvre sans qualification	8,2	12,3	4,7	3,1	3,8
Indépendants ou patrons	23,0	33,1	39,5	42,2	40,8
Aides familiales	7,1	13,7	33,5	46,1	42,0
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : INSTAT/DSM/EPM2001

V-3-2 Les secteurs institutionnels

Le système économique malgache est largement dominé par le secteur informel. Il reste le premier pourvoyeur d'emploi des malgaches. Plus de 73% des emplois créés en 2001 sur l'ensemble du pays sont dans ce secteur. Tandis que le secteur privé formel n'a pu fournir que près de 9% des offres d'emploi. Cette colonisation du tissu économique par le secteur informel est de moins en moins évidente quand on se déplace vers le milieu urbain. En effet, son poids passe de 77% en milieu rural à moins de 43% dans les grands centres urbains autres qu'Antananarivo et moins de 34% dans la capitale. Les résultats de l'enquête montrent bien que les entreprises franches n'existent que dans la capitale. Malgré son développement spectaculaire au cours de ces dernières années, son poids dans la création d'emploi est encore le plus faible comparé à celui des autres secteurs : moins de 2% sur tout Madagascar et plus de 11% dans la capitale.

Tableau 89 : Répartition des emplois selon le secteur institutionnel et le milieu de résidence

Secteur institutionnel	Capitale	AGCU	CUS	Rural	Madagascar
Secteur public	12,8	12,3	8,4	2,2	3,6
Secteur privé formel	33,9	29,5	12,1	7,6	10,0
Secteur informel	33,2	42,4	62,5	77,7	73,0
ONGs	20,1	15,8	16,9	12,5	13,4
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : INSTAT/DSM/EPM2001

V-4 Revenus salariaux

Les revenus salariaux, constituant une composante majeure des revenus des ménages, déterminent le niveau de vie de la population. Un salarié gagne en moyenne 3 529 000 Fmg en 2001, soit un salaire mensuel moyen de 294 000 Fmg. Mais une forte disparité existe entre les salariés. Le niveau de salaire augmente avec le taux d'urbanisation. Les salariés en milieu rural ne touchent que la moitié des salaires de leurs homologues de la capitale. Selon le faritany, les salariés des faritany d'Antsiranana et, dans une moindre mesure ceux d'Antananarivo affichent leur supériorité par rapport aux autres en terme de niveau de salaires. Les salaires moyens annuels s'élèvent respectivement à 4 115 000 Fmg et à 4 070 000 Fmg. Les salariés du faritany de Fianarantsoa sont les moins rémunérés car ils ne touchent annuellement que moins de 2 202 000 Fmg. Evidemment, les fonctions d'encadrement sont mieux valorisées. Les salaires perçus par les cadres (supérieurs ou moyens) sont 4,6 fois supérieurs à ceux perçus par la main d'œuvre non qualifiée : 7 156 000 Fmg contre 1 539 000 Fmg par an. L'écart le plus important est observé dans le faritany de Fianarantsoa où les salariés de la première catégorie touchent en moyenne plus que 7 fois plus que leurs homologues de la dernière catégorie. Par contre, dans le faritany d'Antsiranana, l'inégalité est minime : 4 646 000 Fmg contre 3 243 000 Fmg.

Tableau 90 : Salaires annuels moyens selon la Catégorie Socio-Professionnelle et selon le faritany

Unité : en milliers de Fmg

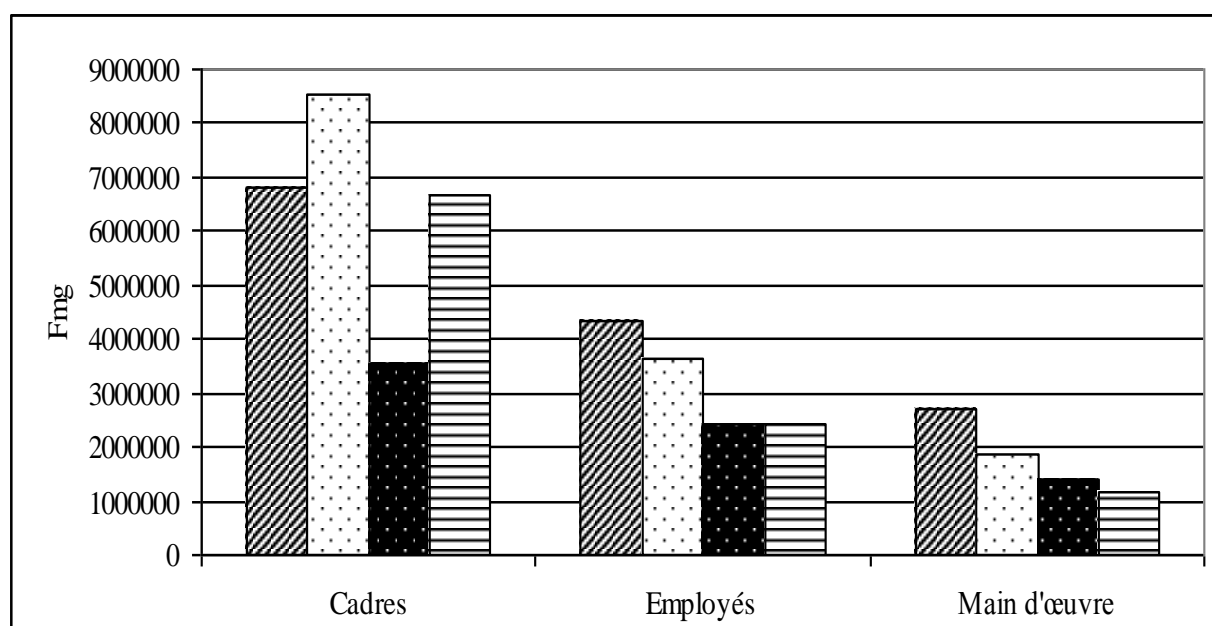
CSP	Antananarivo	Fianarantsoa	Toamasina	Mahajanga	Toliara	Antsiranana	Madagascar
Cadres	8 489	5 440	5 188	6 577	5 100	4 646	7 163
Employés et ouvriers	3 336	2 626	3 034	3 564	3 485	4 162	3 284
Main d'œuvre	1 918	742	1 779	1 747	1 670	3 244	1 540

Source : INSTAT/DSM/EPM2001

Les activités salariales dans le BTP, l'administration publique et dans la santé privée génèrent le plus de revenus : respectivement 6 103 000 Fmg, 5 379 000 Fmg et 5 479 000 Fmg par an. Mais, si l'on tient compte de la fonction (CSP), la situation se présente autrement. En ce qui concerne les cadres (supérieurs ou moyens), trois branches se démarquent des autres dues à l'importance du niveau des salaires : le BTP, l'industrie alimentaire et l'industrie de confection. Si l'on considère les ouvriers et les employés, ce sont ceux du BTP et du transport qui gagnent plus que les autres. Pour la main d'œuvre non qualifiée, l'administration publique paie plus que les autres branches. L'hiérarchie n'est pas toujours respectée dans tous les faritany. A Antananarivo, les salariés du BTP sont les mieux rémunérés. A Antsiranana, ce sont les salariés du commerce. A Fianarantsoa, Toliara et à Toamasina, les salariés dans le transport gagnent plus d'argent. A Mahajanga, les salariés dans l'enseignement privé sont parmi les mieux lotis. Par ailleurs, la plupart du temps, les salariés agricoles se trouvent toujours en bas de l'échelle et perçoivent moins de 1 738 000 Fmg par an sur l'ensemble du pays. Ceux du faritany de Mahajanga font l'exception, puisqu'en gagnant en moyenne 3 013 000 Fmg par an, ils se positionnent au dessus des salariés du BTP, de l'enseignement privé et des autres services en terme de niveau de salaires perçus.

Si l'on considère le secteur institutionnel comme variable d'analyse, les salariés dans le secteur public sont les mieux rémunérés avec en moyenne plus de 5 405 000 Fmg par an. Ceux du secteur informel et des ONGs gagnent les plus faibles salaires : respectivement 2 120 000 Fmg et 2 228 000 Fmg par an. Même à fonction relativement de même niveau (à CSP égale), les salariés de ces deux secteurs sont un peu lésés par rapport aux autres. Par contre, en haut de la pyramide, les cadres du secteur privé formel sont mieux payés que les cadres du secteur public. Dans le faritany d'Antsiranana, les salariés dans le secteur privé formel dépassent les fonctionnaires en terme de niveau de salaires perçus.

Graphique 19 : Salaires annuels moyens selon la CSP et selon le secteur institutionnel



Source : INSTAT/DSM/EPM2001

Le niveau d'instruction constitue un facteur discriminant du niveau des salaires. En effet, les universitaires gagnent presque 3,5 fois plus que les sans instructions. Même à fonction égale, le niveau d'instruction influe positivement sur le niveau de salaires. C'est dans le faritany d'Antsiranana que le niveau d'instruction des salariés est le moins valorisant en terme de salaires perçus.

V-5 Le sous-emploi

Le sous-emploi est une notion nouvellement introduite dans l'analyse du marché du travail pour compléter le chômage afin de mieux cerner l'inadéquation entre l'offre et la demande de travail surtout dans les pays où la pauvreté atteint un niveau assez élevé comme Madagascar. Le sous emploi englobe toutes les formes d'utilisations non optimales du facteur travail dans le processus de production. Deux formes de sous emploi ont été retenues dans les dernières recommandations du BIT : le sous emploi lié à la durée du travail et les autres formes de sous emploi.

V-5-1 Le sous emploi lié à la durée du travail

Cette forme de sous emploi désigne l'insuffisance des temps de travail effectuée au cours de la production et pendant une durée assez courte. Dans notre analyse, on a fixé le seuil de temps normal de travail à 35 heures par semaines, soit 7 heures par jours. Ainsi, un salarié est concerné par cette forme de sous emploi s'il est pourvu d'un emploi au cours des 7 derniers jours précédant l'enquête, travaille habituellement moins de 35 heures par semaine. L'autre critère sur la disponibilité à effectuer des heures complémentaires a été abandonné faute d'information. Le taux de sous emploi lié à la durée du travail est la proportion des salariés sous employés dans l'ensemble des salariés.

Selon cette définition, le taux de sous emploi liée à la durée du travail est estimé à 22% à Madagascar en 2001. Le secteur privé formel est le moins affecté par le phénomène. Si dans les autres secteurs, y compris le secteur public, le taux de sous emploi lié à la durée du travail dépasse 26%, il n'est que de 14% dans le secteur privé formel.

Cette forme de sous emploi frappe surtout le milieu rural, puisque plus de 24% des salariés y sont concernés. Tandis que dans la capitale et les autres grands centres urbains, le taux n'a pas dépassé 20%. Le phénomène est relativement important à Fianarantsoa et Toliara où il touche respectivement plus de 33% et de 27% de l'ensemble des salariés. Les faritany d'Antananarivo et d'Antsiranana en sont les moins victimes.

V-5-2 Les autres formes de sous emploi

Cette notion englobe la faible productivité du travail due à diverses raisons : inadéquation formation – emploi, faiblesse de la rémunération du travail, mauvaises conditions de travail, etc. Dans notre étude, un salarié est dit concerné par les autres formes de sous emplois s'il gagne moins du SMIG en vigueur soit 172 000 Fmg par mois. Le taux des autres formes de sous emploi est la proportion des salariés concernés dans l'ensemble des salariés.

Les résultats de l'enquête donne un taux des autres formes de sous emploi de 34% sur l'ensemble du pays. Les autres formes de sous emploi sont plus fréquentes dans le secteur informel et les ONGs. Plus de la moitié des salariés y sont victimes. Dans le secteur public, le phénomène est relativement rare avec un taux de moins de 8%.

C'est toujours le milieu rural qui est le plus touché avec un taux de plus de 41%. Tandis qu'en milieu urbain, le phénomène est relativement moins grave. La situation est plus alarmante à Fianarantsoa, et dans une moindre mesure à Toamasina, où respectivement près de 60% et 46% des salariés sont sous employés.

Tableau 91 : Taux de sous emploi selon le faritany

Sous emploi	Antananarivo	Fianarantsoa	Toamasina	Mahajanga	Toliara	Antsiranana	Madagascar
lié à la durée du travail	17,5	33,7	25,7	20,7	27,0	16,6	22,0
Autres formes	27,0	59,1	45,8	23,5	35,4	11,9	34,1

Source : INSTAT/DSM/EPM2001

V-6 Les activités féminines

Si pour les hommes, les activités sont un peu diversifiées (agriculture, commerce, transport, administration publique), celles des femmes sont très réduites à deux activités : l'agriculture (77%) et le commerce (8%). Les autres activités font rares. Le secteur informel constitue un refuge pour les femmes. Plus de trois femmes sur quatre y travaillent. Plus de 87% des femmes exercent des emplois non salariés. Une large majorité des femmes sont des aides familiales (56%). Une autre grande partie sont des indépendantes (31%). Une infime minorité des femmes ont pu accéder à des postes de décisions ou d'encadrement : moins de 2%.

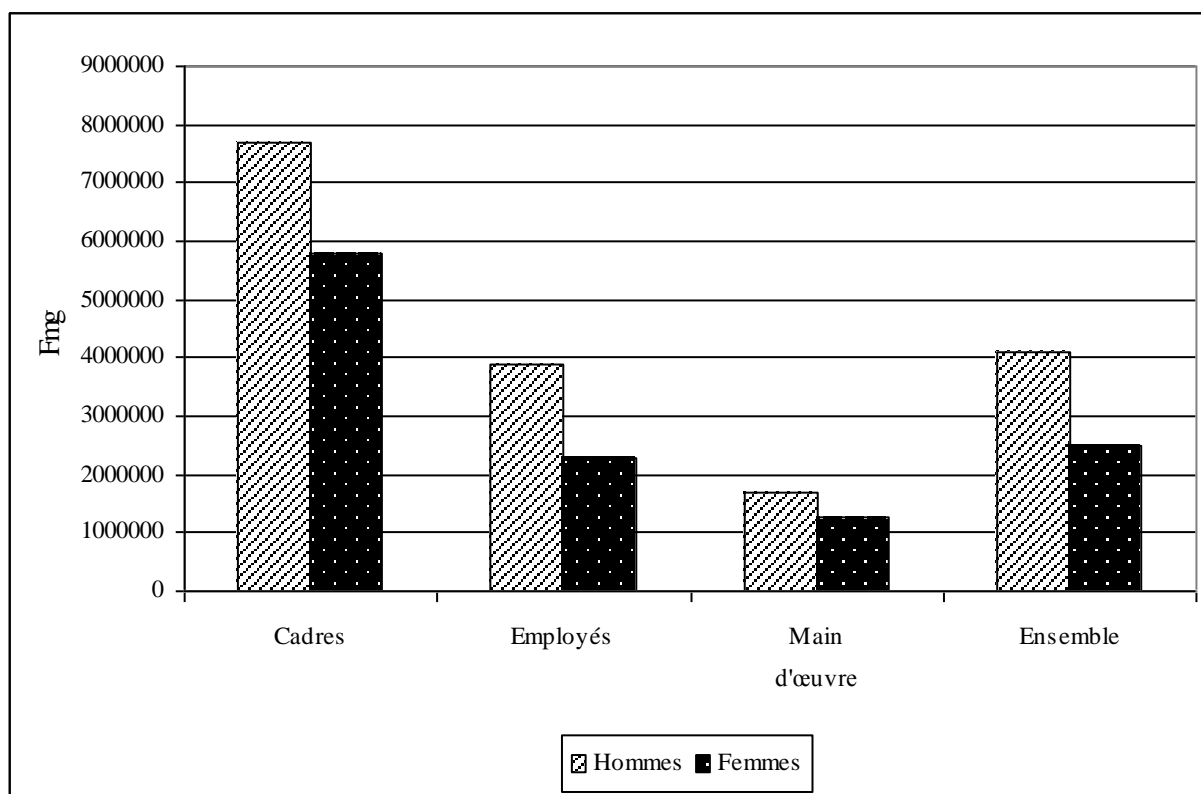
Tableau 92 : Structures des activités féminines selon la Catégorie Socio-Professionnelle

CSP	Hommes	Femmes	Ensemble
Cadres supérieurs ou moyens	3,9	1,6	2,8
Employés et ouvriers	12,7	8,3	10,6
Main d'œuvre sans qualification	4,7	2,9	3,8
Indépendants ou patrons	50,0	30,9	40,8
Aides familiales	28,7	56,2	42,0
Total	100,0	100,0	100,0

Source : INSTAT/DSM/EPM2001

En général, les femmes salariées sont moins rémunérées que les hommes. Elles perçoivent 1,7 fois moins que les hommes : 2 503 000 Fmg contre 4 113 000 Fmg. C'est dans les faritany de Toamasina et Toliara où l'écart des salaires est le plus faible. De plus, même à un niveau d'instruction égal, les salaires des femmes sont toujours inférieurs à ceux des hommes. L'écart représente le double chez les salariés ayant un niveau universitaire : 5 131 000 Fmg pour les femmes et 11 200 000 Fmg pour les hommes. Plus frappant encore, à un pareil niveau de fonction (CSP égale), on observe toujours cette infériorité du niveau de salaires des femmes par rapport à celui des hommes.

Graphique 20 : Niveau de salaires selon le sexe et selon la CSP



Source : INSTAT/DSM/EPM2001

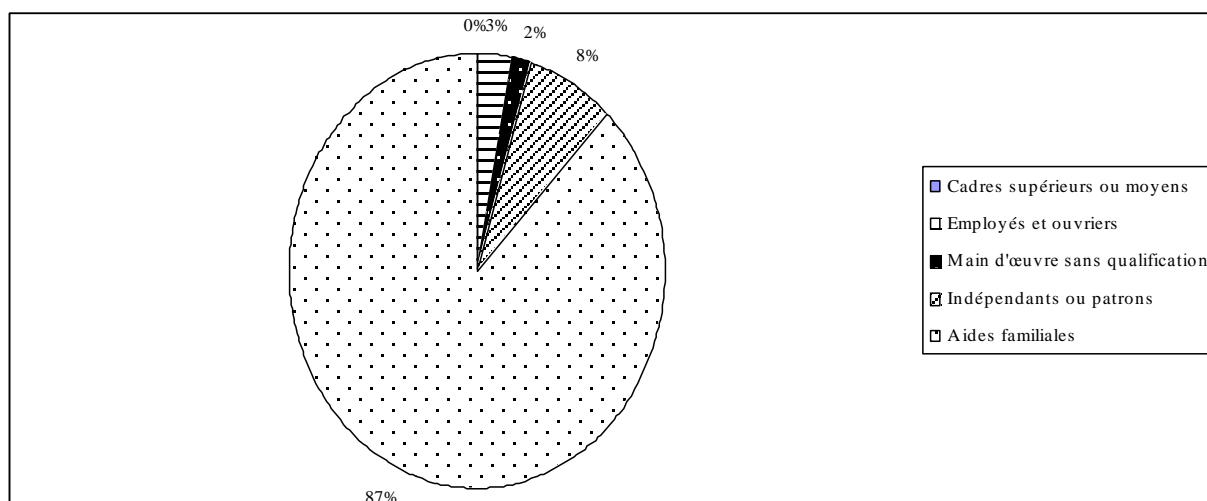
Le sous emploi frappe beaucoup plus les femmes que les hommes. Près de 30% des femmes salariées sont en situation de sous emploi lié à la durée du travail, alors que chez les hommes, le taux n'est que de 17%. En ce qui concerne les autres formes de sous emploi, ce sont toujours les femmes qui en sont les plus victimes. Le taux s'élève à près de 45% chez les femmes salariés contre seulement 28% chez les hommes.

V-7 Le travail des enfants

Le travail des enfants se trouve au centre des discussions en matière de politique de l'emploi à Madagascar ces dernières années. L'Enquête Prioritaire auprès des ménages constitue une des rares sources de données permettant de fournir des éclaircissements quantifiés sur ce phénomène au niveau national à Madagascar.

Près de 770 000 enfants moins de 15 ans travaillent à Madagascar. C'est dans les faritany de Mahajanga et de Toliara qu'on trouve le plus des enfants travailleurs : 22% à Mahajanga et 21% à Toliara. La quasi-totalité d'entre eux se trouvent dans l'agriculture (94% des cas). A part cela, les activités commerciales et les autres activités de services sont relativement importantes (plus de 4% des cas). Ces activités sont à 87% des cas dans le secteur informel. Plus de 87% d'entre eux sont des aides familiaux et seulement 7% dirigent des petites unités de production à eux-même. Le salariat est très rare ne concernant que moins de 5% des activités des enfants.

Graphique 21 : Structures des activités des enfants selon la Catégorie Socio-Professionnelle



Source : INSTAT/DSM/EPM2001

Un enfant salarié touche annuellement en moyenne 489 000 Fmg, soit un peu plus de 40 000 Fmg par mois. C'est à Toamasina et à Toliara où les niveaux des salaires des enfants sont les plus élevés : respectivement 810 000 Fmg et 720 000 Fmg par an. Le niveau d'instruction n'influe pas sur le niveau de salaires des enfants. Les non instruits gagnent encore plus que ceux qui ont déjà un niveau primaire : 514 000 Fmg contre 456 000 Fmg par an.

Tableau 93 : Niveau de salaires des enfants selon le faritany

Unité : milliers de Fmg							
Faritany	Antananarivo	Fianarantsoa	Toamasina	Mahajanga	Toliara	Antsiranana	Madagascar
Salaires	392	385	810	572	720	2 105	489

Source : INSTAT/DSM/EPM2001

V-8 La pluri-activité

Une des stratégies adoptées par les ménages pour atténuer la pauvreté est l'exercice de la pluri-activité. Près de 12% des actifs exercent une activité secondaire à Madagascar en 2001. Cette pratique est plus fréquente en milieu rural qu'en milieu urbain. C'est à Toliara que le taux de pluri-activité est le plus élevé dépassant 18%. Le taux le plus faible est enregistré à Mahajanga : 3%. Les pauvres et les individus des classes moyennes ont le plus souvent recours à des activités secondaires pour augmenter leurs revenus. Tandis que chez les riches, moins de 10% des actifs occupés ont une autre activité en dehors de leurs activités principales.

Tableau 94 : Taux de pluri-activité selon le faritany

Pluri-activité	Antananarivo	Fianarantsoa	Toamasina	Mahajanga	Toliara	Antsiranana	Madagascar
Oui	13,1	9,9	13,6	3,3	18,6	10,1	11,7
Non	86,9	90,1	86,4	96,7	81,4	89,9	88,3
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

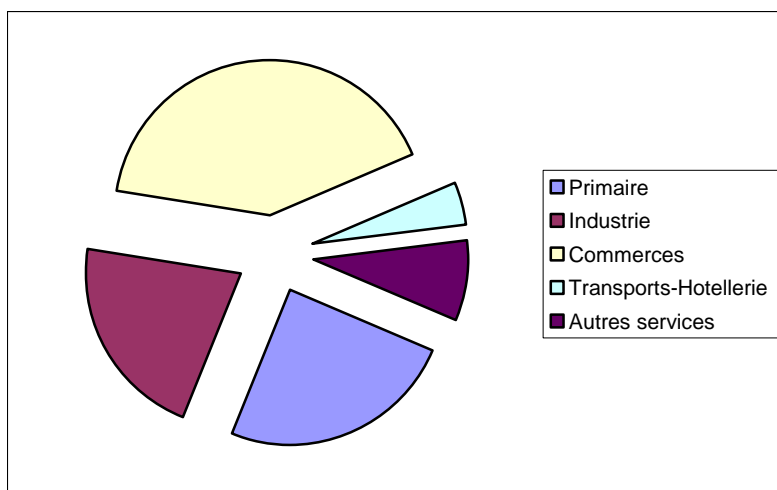
Source : INSTAT/DSM/EPM2001

VI - Entreprises Non Agricoles (ENA)

VI-1 Combien sont-elles ?

Il existe 911 246 Entreprises Non Agricoles à Madagascar en 2001 dont un peu moins de la moitié exerce dans la branche du commerce. 25% de ces ENA opèrent dans la branche primaire et 21% font partie du secteur industriel.

Graphique 22 : Représentation graphique des Entreprises Non Agricoles par branche



Source : INSTAT/DSM/EPM 2001

Ces ENA sont la propriété de 26,1% des ménages malgaches et se répartissent comme suit entre les différentes provinces: 28% à Antananarivo, 27% à Fianarantsoa, 24,4% à Toamasina, 20% à Mahajanga, 27,7% à Toliara et 27,1% à Antsiranana. La proportion des riches qui possèdent ce type d'entreprise est deux fois plus supérieure à celle des pauvres ; respectivement 37,1% et 14,3%. Les femmes ont presque le même taux de possession d'ENA que les hommes ; 26,5% contre 27,1% pour les hommes. La discrimination selon le sexe n'est donc pas très importante.

VI-2 Evolution démographique des Entreprises Non Agricoles⁶

En général, deux ou trois entreprises non agricoles sur dix sont des nouvelles entreprises récemment en activité. Les plus pauvres disposent plus de nouvelle création que les riches : 40,2% contre 28,8%. Le taux de perte annuelle de ces ENA est de 3,2%. Le taux élevé de perte se trouve à Antananarivo (6,9%) et à Antsiranana (6,9%). L'âge moyen d'une ENA est de 8,7 ans à Madagascar. Les ENA les plus âgées résident à Toamasina et à Antsiranana.

⁶ Les ENA sont des Entreprises individuelles de petite taille (en terme d'emploi). Elles peuvent être formelles ou informelles

Tableau 95 : Evolution démographique des Entreprises Non Agricoles et Age moyen par faritany

Faritany	1 fois en activité en %	Taux de perte en %	Age moyen en années
Antananarivo	32,1	5,2	7,6
Fianarantsoa	23,9	2,3	7,4
Toamasina	28,3	1,2	12,5
Mahajanga	34,0	1,8	7,0
Toliara	22,6	1,4	7,7
Antsiranana	31,6	6,9	12,1
Madagascar	28,5	3,2	8,7

Source : INSTAT/DSM/EPM 2001

VI-3 Caractère formel des Entreprises Non Agricoles

Le caractère formel des ENA a été défini en se référant à la fois à la possession d'une carte statistique ou à la déclaration officielle des salariés auprès de la CNaPS. Le taux d'ENA formel à Madagascar est encore faible et se chiffre à 4,3%. La plupart de ces entreprises sont donc informelles (95,7%). C'est à Antananarivo que l'on enregistre un taux assez élevé de formalisation contrairement à Toliara où le taux est seulement de 1,7%. Par souci de se conformer aux réglementations en vigueur, ce sont les ménages riches qui préfèrent s'inscrire officiellement et déclarer leurs employés car leur taux de formalisation est la plus élevée (11,1%) . A l'opposé, les ménages pauvres propriétaires d'ENA oublient ou ignorent, parce qu'ils sont pauvres, l'importance de la formalisation de leurs activités dans la mesure où une infime partie seulement (0,1%) de leurs ENA a un caractère formel. Suivant le sexe du chef de ménage, les ENA possédées par les hommes chefs de ménage sont un peu plus formelles que celles dirigées par les femmes chefs de ménage le taux de formalisation est respectivement 4,8% et 2,0%. La branche agricole et la branche industrielle sont les branches les plus informelles car le taux de formalisation y est le plus faible et s'élève respectivement à 2,1% et à 6,9%. Les branches du transport et de l'hôtellerie sont les plus formelles avec un taux de 48%. Quant aux services, deux ENA sur dix ont un caractère officiel. Le taux de formalisation dans le commerce est peu important (26,5%) et pourtant 41,1% des ENA à Madagascar opèrent dans ce secteur.

Tableau 96: Répartition des Entreprises Non Agricoles par faritany suivant le caractère formel

Unité : %			
ENA formelles			
Faritany	Non	Oui	Total
Antananarivo	92,55	7,45	100
Fianarantsoa	96,27	3,73	100
Toamasina	96,99	3,01	100
Mahajanga	96,96	3,04	100
Toliara	98,34	1,66	100
Antsiranana	97,18	2,82	100
Madagascar	95,75	4,25	100

Source : INSTAT/DSM/EPM 2001

VI-4 Caractéristiques des emplois dans les ENA

En 2001, le nombre total de personnes occupées dans les ENA est estimé à 1 615 626 individus. Au moins trois ménages sur dix exercent dans le secteur agricole ou le secteur commercial. Le secteur industriel accapare 21% des employés. Le reste des employés est dans les secteurs de transport, de l'hôtellerie et des autres services. Le taux de salarisation des ENA s'élève à 16,6%. Ce taux est assez important dans le secteur industriel et les secteurs de transport et de l'hôtellerie puisque environ 1/3 du personnel des entreprises est constitué par des salariés. Les activités liées au commerce et dans une moindre mesure le secteur agricole utilisent peu de salariés. Une des caractéristique principale des ENA est l'utilisation massive des membres de la famille pour le fonctionnement des activités de l'entreprise. En effet, sept employés sur dix font partie de la famille à Madagascar. La branche qui dépend beaucoup des mains d'œuvres familiales est le commerce parce qu'au moins huit employés sur dix sont des membres des ménages. Quant au nombre moyen de personnel par ENA, il est très faible et varie entre un à deux individus par entreprise c'est pourquoi la plupart de ces ENA sont des entreprises indépendantes, monopersonnelles et familiales.

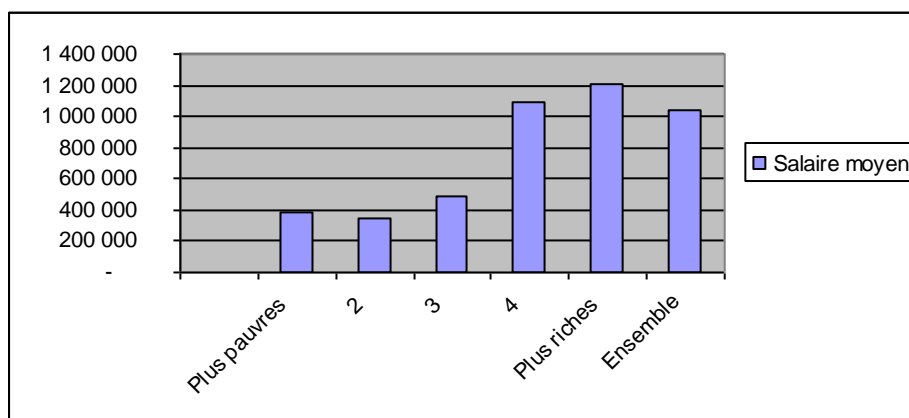
Tableau 97 Nombre et structure des employés occupés dans les ENA

Branche d'activité	Effectif employés au cours 12 derniers mois	Dont Salariés en %	Membre des ménages en %
Primaire	546992	9,5	64,3
Industrie	345217	29,7	61,5
Commerce	522020	12,0	83,0
Transport-Hotellerie	70882	30,8	71,3
Autres services	130515	22,5	62,8
Total	1615626	16,6	69,9

Source : INSTAT/DSM/EPM 2001

Le salaire moyen annuel par tête payé par une ENA à son salarié est de 1 037 000 Fmg. Les ENA opérant dans les branches du commerce, du transport et hôtellerie et ensuite dans la branche de l'agriculture payent plus que les autres et le niveau annuel moyen de salaire versé à un individu se chiffre aux alentours de 1 000 000 Fmg. En revanche le reste des secteurs verse en moyenne un salaire individuel annuel de 800 000 Fmg, soit moins de 20% que les autres branches. Suivant les provinces, on peut distinguer deux groupes : d'une part celui dont le salaire moyen annuel par tête est supérieur ou égal à 1 000 000 Fmg : 1 320 000 Fmg à Toamasina, 1 270 000 Fmg à Antananarivo et 1 000 000 Fmg à Antsiranana. D'autre part à l'opposé : 863 000 Fmg à Toliara, 836 000 Fmg à Mahajanga et 485 000 Fmg à Fianarantsoa. Les ENA des femmes chefs de ménage payent plus que celles des hommes chefs de ménage. En effet, si dans le premier cas le salaire moyen annuel payé s'évalue à 1 400 000 Fmg dans le second cas il est inférieur à ce niveau et représente 60%.

Graphique 23: Représentation du niveau moyen annuel de salaire par quintile



Source : INSTAT/DSM/EPM 2001

Le graphique ci-dessus montre que le niveau moyen annuel de salaire payé par les ENA possédées par les riches est au moins trois fois plus que celui payé par les ENA dont les propriétaires sont des pauvres.

VI-5 Niveau et structure de revenu généré par les Entreprises Non Agricoles

Le revenu net annuel est égal à la vente annuelle diminuée de la consommation intermédiaire, des salaires et des impôts versés. Le revenu net moyen annuel à Antananarivo est presque deux fois de celui du niveau national et de celui de Toliara. Il est de faible niveau dans le reste des faritany. A ce stade, il existe une forte discrimination en défaveur des femmes chefs de ménage qui sont propriétaires d'ENA car le revenu net annuel estimé à 5,2 millions ne dépasse pas la moitié de celui d'ENA des hommes chefs de ménage. Lorsqu'on aborde la question suivant les branches, le commerce et notamment le transport-hôtellerie gagnent mieux que les autres branches (17,9 millions et 25,6 millions). Les ENA opérant dans la branche primaire se portent bien à Antananarivo (4,8 millions) et à Toliara (4 millions). Les branches industrielles des ENA dégagent un peu plus de revenu net à Antananarivo (8,8 millions) et à Antsiranana (7,5 millions). Les ENA de la branche commerce sont très puissantes à Antananarivo et à Toliara puisque leur revenu net moyen annuel est respectivement 37,2 millions et de 13,9 millions alors qu'en matière de transport et d'hôtellerie on assiste à l'inverse : 96,4 millions à Toliara et 21,5 millions à Antananarivo.

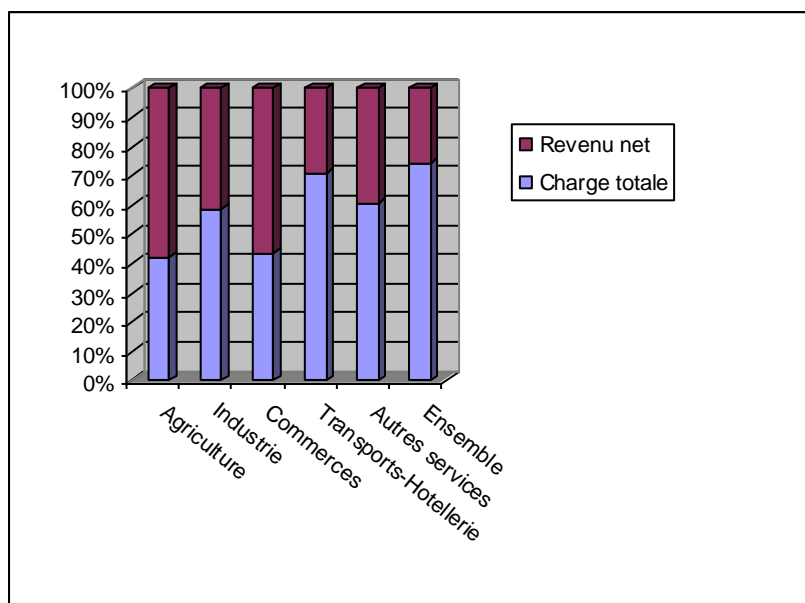
Tableau 98 : Revenu net moyen au cours des 12 derniers mois

Faritany	Unité: millions					
	Primaire	Industrie	Commerces	Transports /Hôtellerie	Autres Services	Ensemble
Antananarivo	4,8	8,8	37,2	21,5	4,4	23,0
Fianarantsoa	2,0	2,8	6,2	13,2	3,2	3,9
Toamasina	1,7	6,5	3,5	5,8	7,3	3,2
Mahajanga	3,7	6,5	6,7	11,2	3,9	5,6
Toliara	4,0	5,8	13,9	96,4	7,9	12,2
Antsiranana	3,6	7,5	4,5	11,1	3,3	5,2
Madagascar	2,7	5,8	17,9	25,6	4,6	10,9

Source : INSTAT/DSM/EPM 2001

En analysant la structure d'utilisation des chiffres d'affaires, (la consommation intermédiaire, masse salariale, impôts et taxes), la charge totale occupe 70,7% des recettes de vente dans la branche transport-hôtellerie et environ 50% dans la branche industrie. A l'opposé, la part du revenu net dans la vente annuelle est plus de la moitié dans la branche agriculture et dans la branche commerce.

Graphique 24: Représentation graphique du poids des charges et du revenu net dans la vente



Source : INSTAT/DSM/EPM 2001

Quatre ENA sur dix n'ont subi aucun changement de leur chiffre d'affaires par rapport à l'année 2000 alors qu'on observe le même ratio pour les ENA ayant constaté une amélioration de leur vente par rapport à l'année précédente. Néanmoins, le nombre d'ENA dont l'évolution du chiffre d'affaires s'est dégradé par rapport à l'année 2000 est équivalent à deux ENA sur deux. Si l'on regarde l'évolution du revenu généré par les ENA au cours des 12 derniers mois, 36,4% ont observé une amélioration par rapport à l'année précédente et 41,2% ont vu le leur inchangé. La proportion d'ENA qui a accusé une baisse du revenu pour la même période de référence est de 22,4%.

Tableau 99 : Revenu net moyen au cours des 12 derniers mois

	Unité : %			
	En baisse	En hausse	Inchangé	Total
Primaire	17,8	33,4	48,9	100,0
Industrie	30,9	30,4	38,7	100,0
Commerces	20,3	40,3	39,4	100,0
Transports-Hotellerie	24,2	35,7	40,2	100,0
Autres services	20,3	48,6	31,2	100,0

Source : INSTAT/DSM/EPM 2001

Quant à l'évolution du revenu par branche, l'amélioration significative se porte sur la branche des autres services (48,6%). Vient à la seconde place la branche commerciale (40,3%), suivie par les branches transport-hôtellerie, agriculture et industrie.

VI-6 Création, financement et accès au crédit : situation et difficultés

La principale difficulté dans la création d'ENA réside dans le manque de capital ou l'absence de crédit, c'est ce que 46,1% d'ENA l'ont affirmé. La difficulté dans l'évaluation du marché vient ensuite avec un taux de 12,8%. Le manque d'équipement est déclaré par 11,3% d'ENA. Les autres types de difficultés telles que les aspects techniques, le manque de compétence et les autres sont ressentis respectivement par 5% environ des ENA. La difficulté administrative n'est pas un obstacle à la création d'ENA en ce sens que 1% des ENA seulement l'ont affrontée. Il importe cependant de mentionner qu'une ENA sur dix n'a rencontré aucune difficulté dans la création de son entreprise.

La principale source de financement du capital des ENA provient des épargnes des ménages. Six ENA sur dix ont utilisé cette pratique. Ceci est valable quelle que soit la branche d'appartenance des ENA. Le financement par le bénéfice concerne une ENA sur dix. La proportion d'ENA ayant recours à l'un de type de prêts suivants : prêt des banques, prêt auprès des amis et parents ou prêts informels ne dépasse pas les 7%. L'apport des microfinances en 2001 est encore faible (moins 1%). Les autres sources ne représentent que 8,5%.

Tableau 100 : Difficultés de création par branche

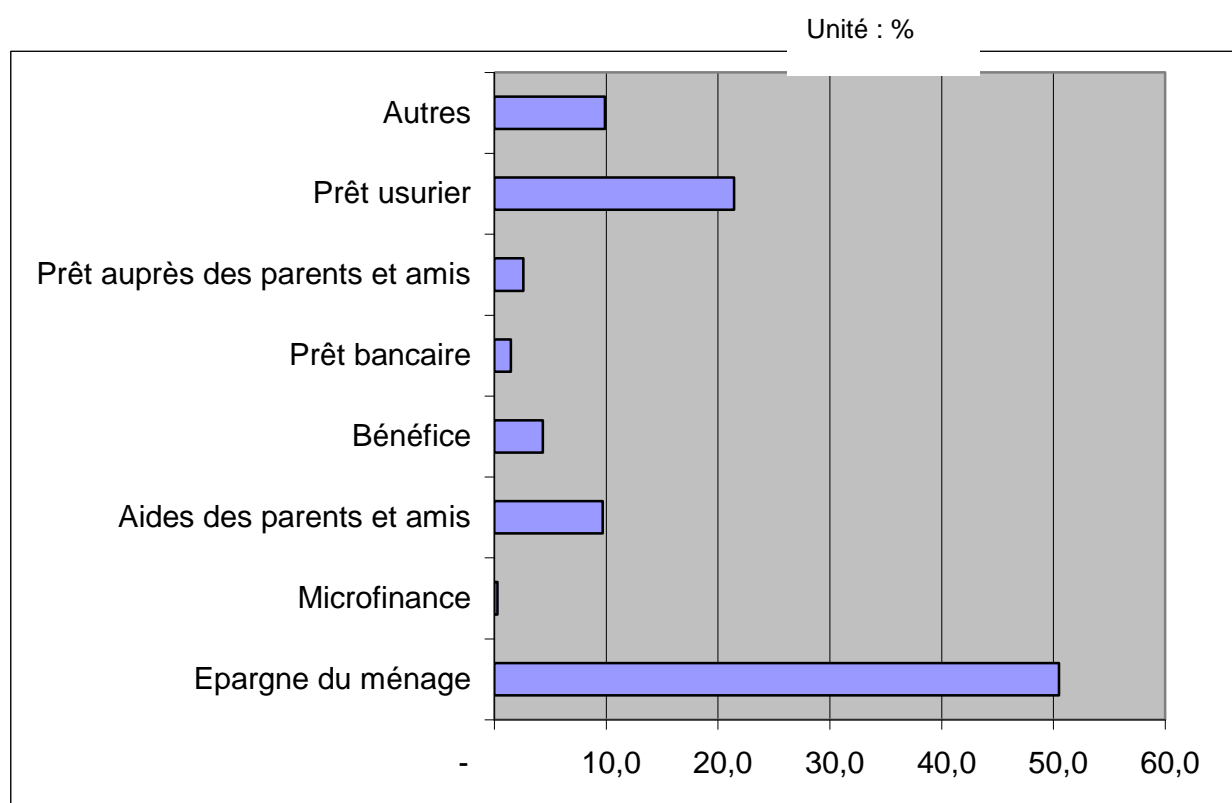
	Unité : %					
	Agriculture	Industrie	Commerces	Transports /Hôtellerie	Autres	Total
Capital/crédit	27,5	35,3	60,1	65,4	46,9	45,9
Techniques	8,9	6,5	3,1	6,9	5,1	5,6
Equipements	15,8	17,2	4,8	2,4	16,9	11,1
Administratives	0,7	2,9	0,5	-	-	1,0
Evaluation de marché	16,3	16,3	11,8	4,6	7,4	13,2
Manque de compétence	4,4	4,3	5,6	3,1	6,0	4,9
Autres	10,9	5,2	3,4	9,8	4,1	6,0
Aucune	15,4	12,3	10,6	6,8	13,6	12,2
Total	100	100	100	100	100	100

Source : INSTAT/DSM/EPM 2001

Les ENA connaissent aussi des difficultés et la nature des difficultés rencontrées varie d'une branche à une autre. Dans le secteur primaire, la première difficulté annoncée par 27,5% des ENA dans cette branche est l'acquisition de capital et de crédit. Les difficultés relatives à l'achat d'équipements et à l'évaluation de marché sont avancées respectivement par 15% des ENA. Lors de la constitution des ENA, nombreux sont les problèmes à affronter : le manque de capital ou de crédit figure parmi le premier obstacle dans la création d'ENA (35,3%), à cela s'ajoutent au même poids les problèmes d'acquisition d'équipements et l'évaluation de marché. Pour les autres branches, le degré de la difficulté de constitution de capital et d'accès au crédit est très important notamment dans la branche transports-hôtellerie. Cependant, il existe une partie des ENA qui pensent ne pas avoir rencontré de problème pendant la création de leurs entreprises.

Les ENA ont souvent besoin de crédit pour fonctionner mais très faible est la proportion d'ENA ayant sollicité un crédit auprès d'une institution officielle et ayant obtenu satisfaction, soit 1,3% seulement. Celles qui ont cherché mais avec échec touchent 11,1% des ENA. La grande majorité (87,6%) n'ont pas l'intention de chercher du crédit auprès de ces institutions formelles. Pour cette raison, l'épargne du ménage et dans une certaine mesure les prêts usuriers constituent les principales sources de financement des ENA au cours des douze derniers mois.

Graphique 25 : Principales sources de financement



Source : INSTAT/DSM/EPM 2001

VII HABITATION

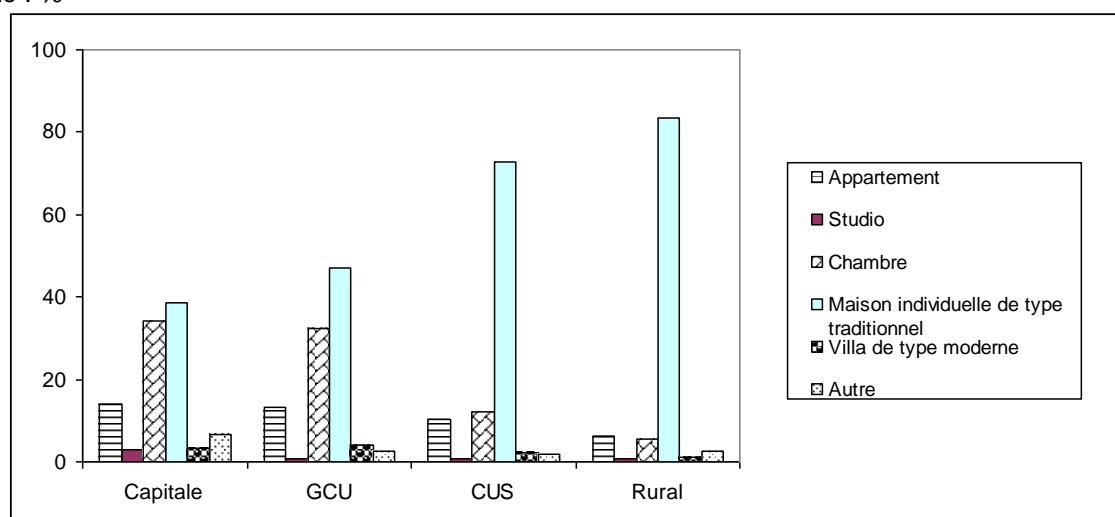
Les conditions de logement sont un élément important du bien-être des ménages. La maison représente fréquemment le bien le plus important possédé par une famille. L'objectif de cette section est de donner une image des conditions d'occupation, de la qualité du logement occupé par le ménage, et d'autres caractéristiques relatives aux conditions d'habitation.

VII-1. Le type de logement

Divers types de logement ont été pris en compte lors de l'EPM de 2001. Un appartement est un local d'habitation intégré dans un immeuble, et formé de plusieurs pièces, toilettes, cuisine, etc. Un studio est un petit appartement composé d'une seule pièce principale avec, éventuellement, des toilettes et une cuisine. Une chambre est une pièce d'habitation servant à la fois de séjour et de chambre à coucher ; les toilettes et éventuellement, la cuisine peuvent être utilisées en commun avec d'autres occupants. Une maison individuelle de type traditionnel est un immeuble indépendant, occupée exclusivement par le ménage et comprenant éventuellement plusieurs pièces. Une villa est un immeuble moderne indépendant. Cette classification ne prend a priori en compte aucun critère sur le type de matériaux utilisés ni du degré de confort offert par le logement.

Graphique 26: Type de logement selon le milieu.

Unité : %

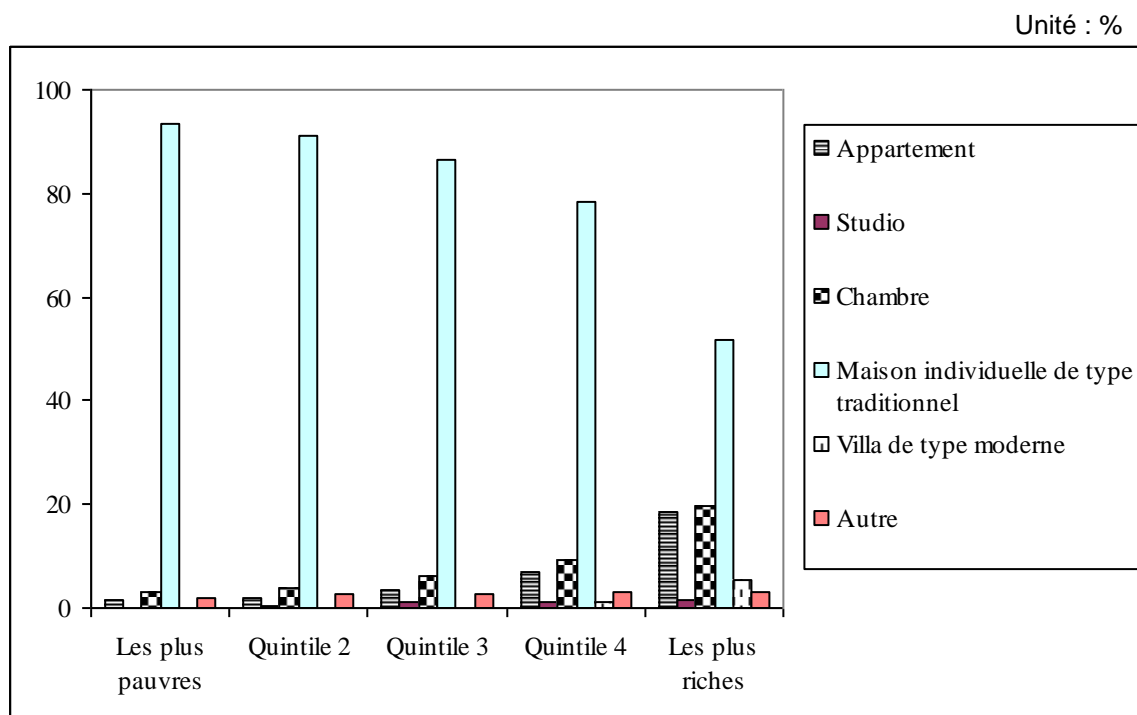


Source : INSTAT/DSM/EPM 2001

Les maisons individuelles sont le type de logement le plus courant : 77% des habitations sont de ce type pour tout le pays. Cependant, ce constat est plus nuancé en milieu urbain (Capitale, GCU et CUS), très probablement à cause des problèmes de promiscuité et des coûts inhérents à de nouvelles constructions.

Si l'on analyse par quintile, on voit que les plus pauvres n'occupent que des maisons individuelles. Les autres types d'habitation sont occupés par les plus riches. Pour le cinquième quintile, 19% des ménages occupent des appartements et 20% des chambres.

Graphique 27 : Type de logement selon le Quintile.



Source : INSTAT/DSM/EPM 2001

VII-2. Le statut d'occupation

Près de 80% des ménages malgaches sont propriétaires de leur logement. Ceci correspond en grande partie aux maisons individuelles courantes en milieu rural. Ensuite, viennent les cas de location qui se rapportent aux chambres, studios ou appartements des milieux urbains (surtout dans la Capitale et les chefs-lieux de faritany)

Tableau 101 : Type de logement selon le statut d'occupation

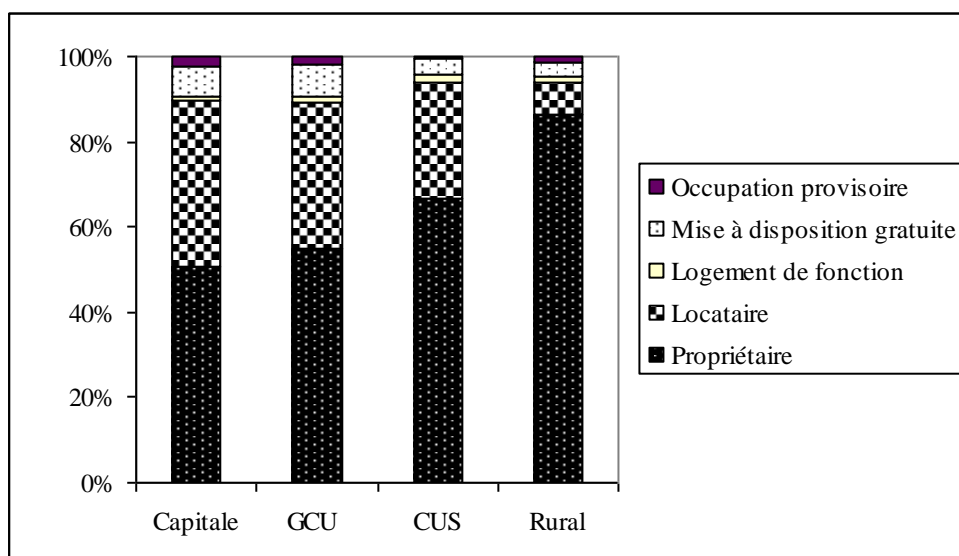
Unité : %

Type de logement	Propriétaire	Locataire	Logement de fonction	Mise à disposition gratuite	Occupation provisoire	Total
Appartement	63,3	28,3	3,8	3,7	0,9	100,0
Studio	54,7	35,7	0,0	7,4	2,2	100,0
Chambre	37,0	49,8	1,1	10,5	1,5	100,0
Maison individuelle de type traditionnel	87,7	7,2	0,5	3,1	1,5	100,0
Villa de type moderne	73,4	9,6	12,1	4,6	0,3	100,0
Autre	70,7	18,1	6,4	0,9	3,9	100,0
Total	79,9	13,5	1,2	3,9	1,5	100,0

Source : INSTAT/DSM/EPM 2001

Le graphique suivant montre ainsi que la location concerne beaucoup plus les ménages urbains : 39% des cas dans la Capitale et 34% dans les chefs-lieux de faritany.

Graphique 28: Statut d'occupation selon le milieu.



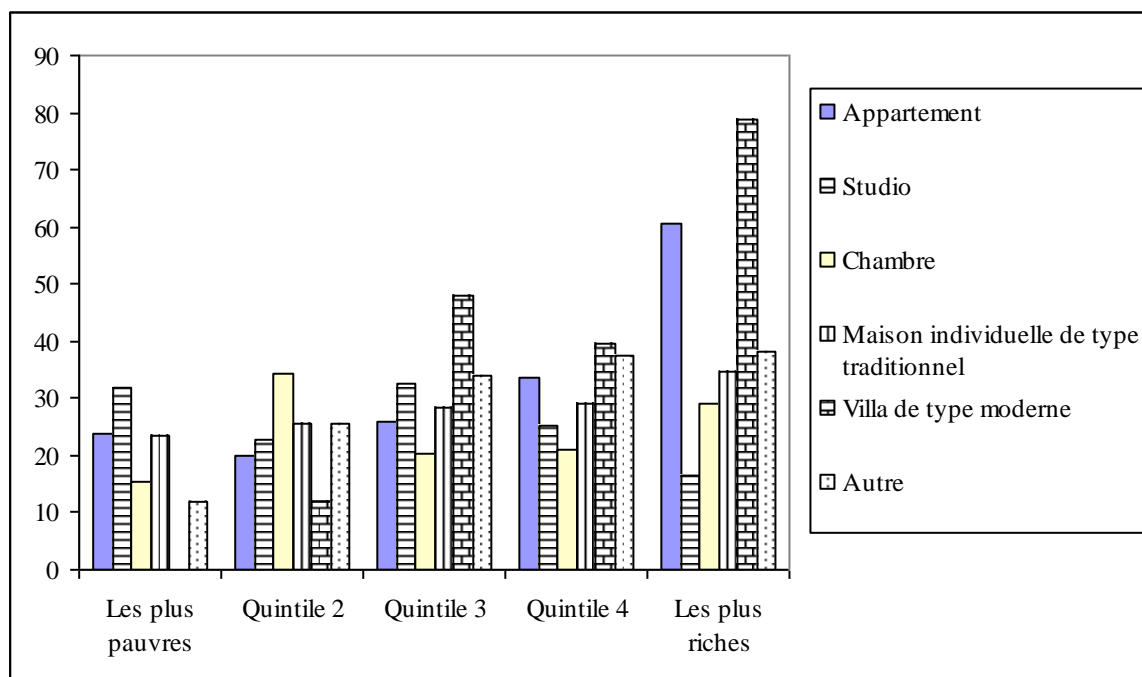
Source : INSTAT/DSM/EPM 2001

VII-3. Surface moyenne des logements

En moyenne, le logement d'un ménage malgache occupe une superficie de 32 mètres carrés. Cependant, les maisons individuelles, majoritaires dans le pays, n'ont qu'une superficie moyenne de 28 mètres carrés. A l'opposé, les appartements et les villas de type moderne, moins fréquents, ont des moyennes respectives de 49 et 72 mètres carrés.

Graphique 29 : Surface moyenne occupée par quintile, selon le type de logement.

Unité : m²



Source : INSTAT/DSM/EPM 2001

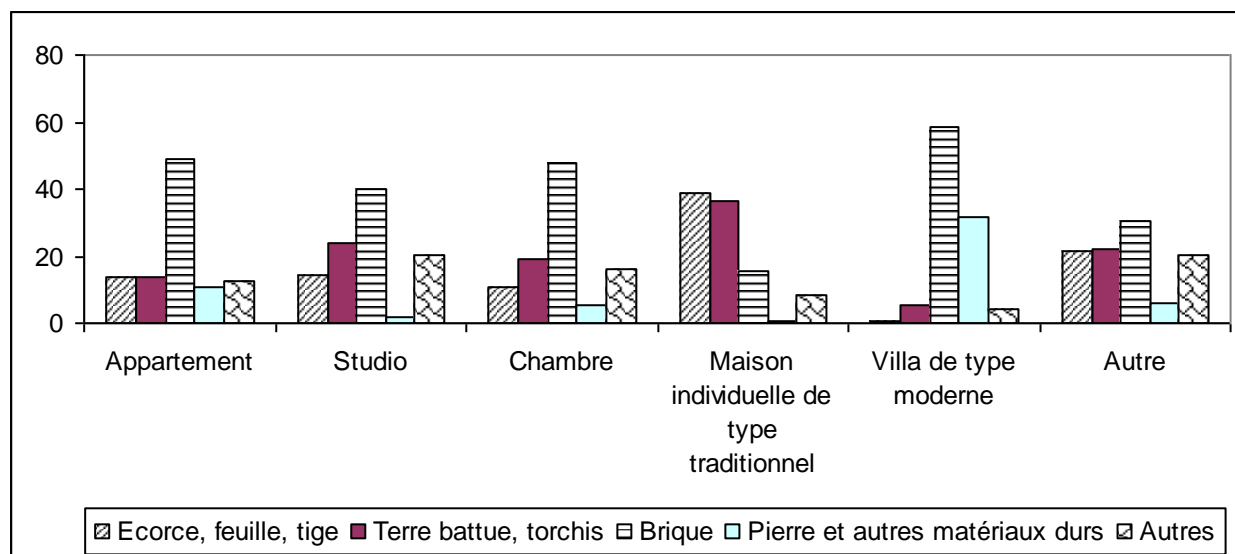
Seul le quintile le plus élevé regroupant les ménages les plus riches se démarquent avec une surface moyenne occupée s'élevant à 41 mètres carrés.

VII-4. Types de matériaux utilisés

Autre indicateur de confort pour les habitations, le type de matériaux utilisés pour les diverses composantes du logement permettent de différencier les ménages malgaches. Les principaux matériaux utilisés pour la construction de l'habitat sont, en ce qui concerne les murs extérieurs : les écorces de bois et feuilles, d'une part, et la terre battue d'autre part, surtout en ce qui concerne les maisons individuelles de type traditionnel. La brique ne vient qu'en troisième position, moins du quart du parc de logement des malgaches.

Graphique 30 : Matériaux utilisés pour les murs, selon le type de logement.

Unité : %

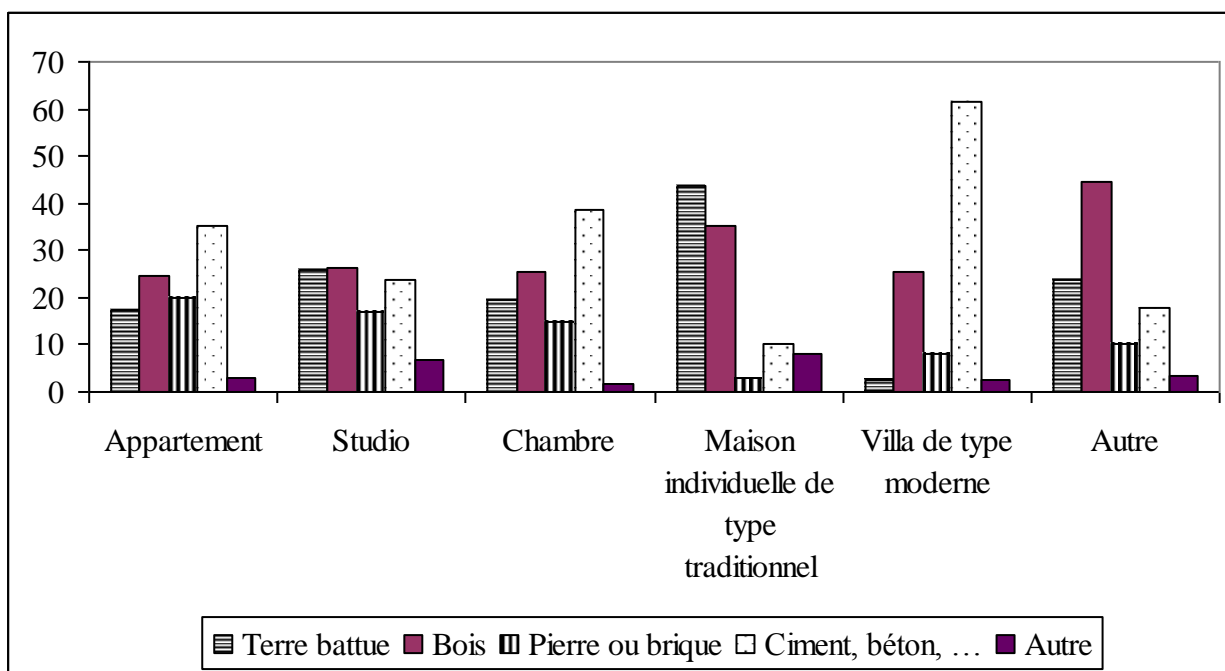


Source : INSTAT/DSM/EPM 2001

Le sol des habitations est fait de terre battue pour 38% des habitations et correspond surtout aux maisons individuelles de type traditionnel. En seconde position, on utilise les planches de bois pour 34% des habitations. Le ciment et autres matériaux durs sont surtout utilisés pour les villas de type moderne.

Graphique 31 : Matériaux utilisés pour le sol, selon le type de logement.

Unité : %

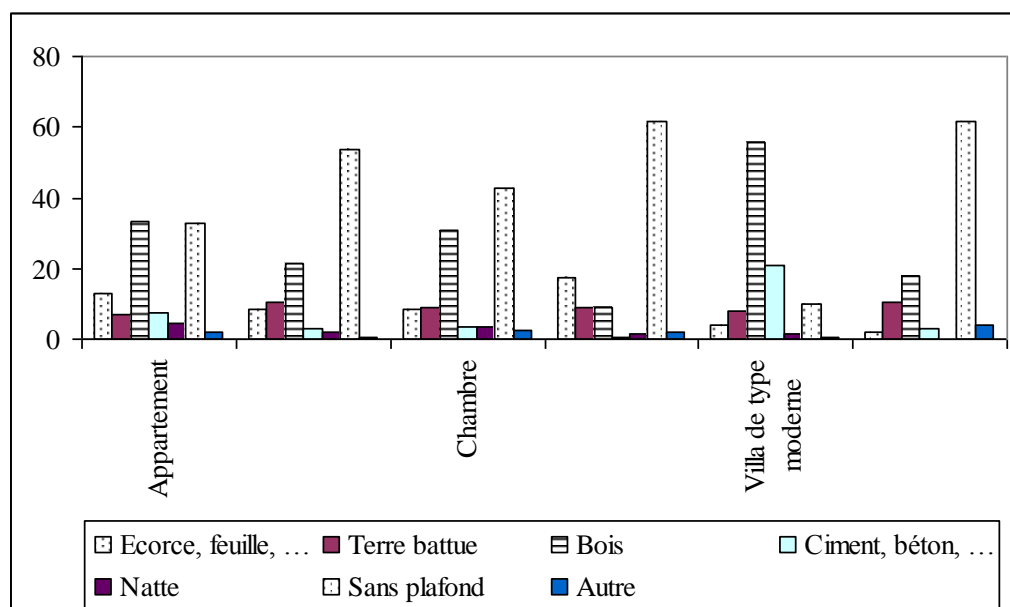


Source : INSTAT/DSM/EPM 2001

Plus de la moitié des habitations n'ont pas de plafond. S'il y en a, les matériaux les plus utilisés sont les écorces de bois ou les planches (29% des habitations).

Graphique 32: Matériaux utilisés pour le plafond, selon le type de logement.

Unité : %

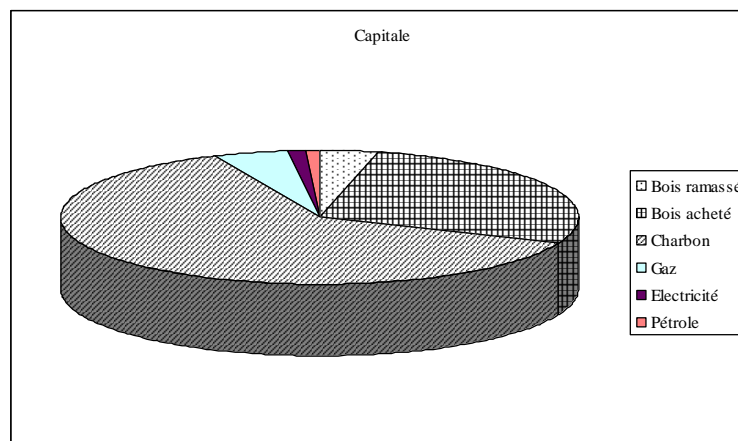


Source : INSTAT/DSM/EPM 2001

VII-5. Le type de combustible.

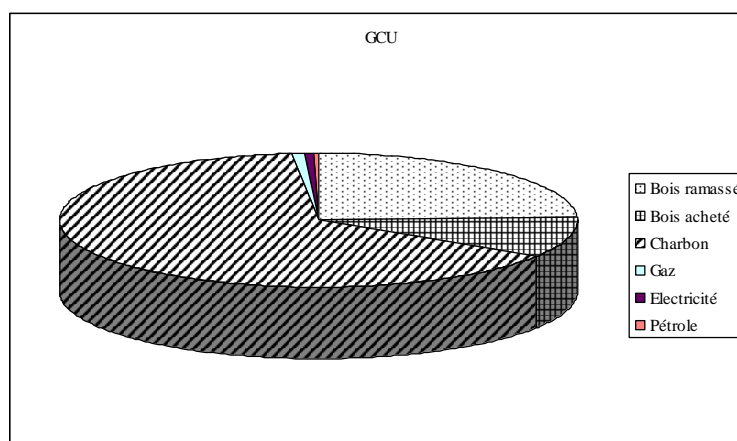
Le bois ramassé en milieu rural et le charbon de bois en milieu urbain restent les principaux combustibles utilisés par les ménages malgaches. L'utilisation de produits de substitution, plus propres ou moins nuisibles à l'environnement tels que le gaz ou l'électricité, reste marginale et localisée dans les zones urbaines.

Graphique 33: Type de combustible utilisé dans la Capitale



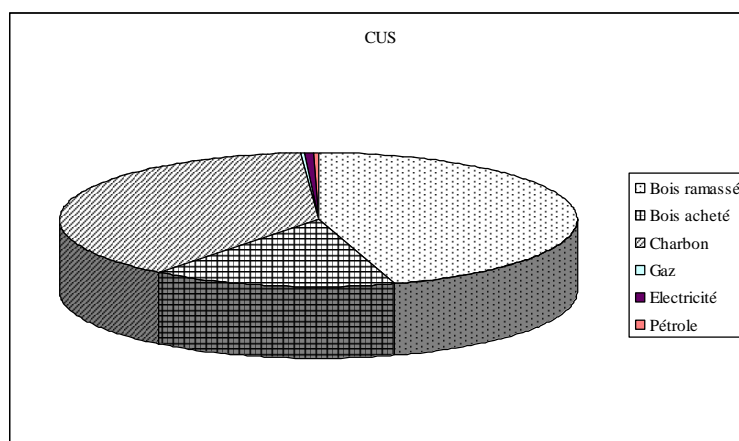
Source : INSTAT/DSM/EPM 2001

Graphique 34: Type de combustible utilisé dans les GCU



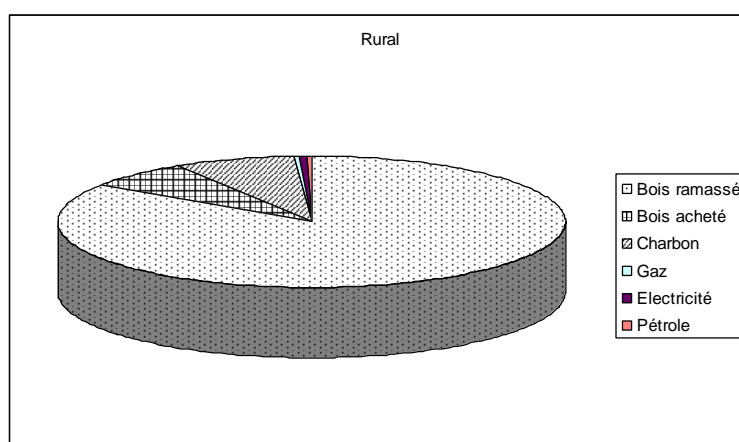
Source : INSTAT/DSM/EPM 2001

Graphique 35: Type de combustible utilisé dans les CUS



Source : INSTAT/DSM/EPM 2001

Graphique 36 : Type de combustible utilisé en milieu rural

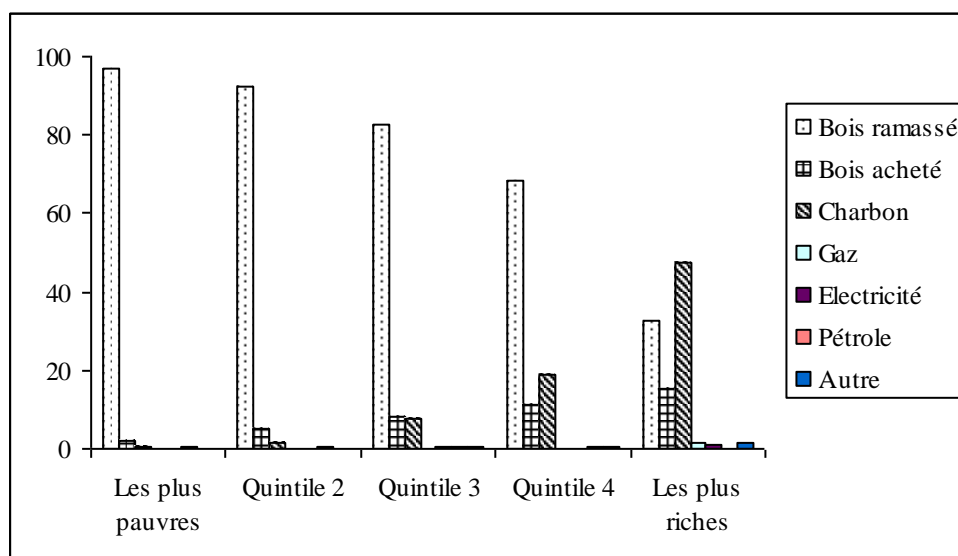


Source : INSTAT/DSM/EPM 2001

Les plus pauvres utilisent le bois, facile à ramasser et souvent gratuit, comme combustible. Par contre, ce sont les plus riches qui utilisent le charbon.

Graphique 37: Type de combustible utilisé, selon le quintile.

Unité : %



Source : INSTAT/DSM/EPM 2001

VII-6. Les sources d'éclairage

Autre indicateur de confort du ménage, la source d'éclairage dépend, du moins en partie, des infrastructures existant dans la localité de résidence.

Tableau 102 : Répartition des ménages selon le source d'éclairage par milieu.

Source d'éclairage	Capitale	GCU	CUS	Rural	Ensemble
Electricité	54,4	51,4	33,2	5,9	14,8
Générateur	2,1	0,5	0,4	1,2	1,1
Pétrole lampant	11,3	41,0	58,1	82,6	73,1
Bougies	30,8	5,5	5,9	6,0	7,3
Autres	1,4	1,6	2,3	4,2	3,7
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : INSTAT/DSM/EPM 2001

Le pétrole lampant est largement utilisé comme source d'éclairage. Ce mode d'éclairage, ne nécessitant pas de gros moyens financiers, domine en milieu rural. Ce qui témoigne d'un besoin immense en électrification. En effet, l'usage de l'électricité reste confiné dans les zones urbaines. La Capitale se distingue par une utilisation de la bougie assez élevée.

Si on fait une approche par faritany, Antananarivo vient en tête en ce qui concerne l'utilisation de l'électricité par les ménages, avec un taux de 29%. A l'autre bout, Toliara et Fianarantsoa n'en comptent chacun que 9% des ménages.

Tableau 103 : Répartition des ménages selon le type d'approvisionnement en eau potable, par milieu.

	Antananarivo	Antsiranana	Fianarantsoa	Mahajanga	Toamasina	Toliara	Ensemble
Electricité	28,7	11,1	8,5	12,3	9,8	8,5	14,8
Générateur	2,0	1,8	0,8	0,3	0,8	0,4	1,1
Pétrole lampant	46,7	86,2	84,2	83,5	79,3	82,5	73,1
Bougies	21,4	0,8	1,8	3,6	1,7	2,8	7,3
Autres	1,2	0,1	4,8	0,3	8,4	5,8	3,7
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : INSTAT/DSM/EPM 2001

7. Approvisionnement en eau potable.

Le type d'approvisionnement en eau potable dépend, a priori, de deux facteurs. D'une part, l'utilisation de robinet public ou de plomberie intérieure suppose l'existence d'une infrastructure de traitement et d'adduction d'eau dans la zone de résidence du ménage. D'autre part, même si l'infrastructure existe, le niveau de revenu du ménage conditionne la capacité à installer l'eau courante dans son habitation.

Ainsi, le premier mode d'approvisionnement reste le groupe "Rivière, lac, source, mare", utilisé par 58% des ménages ruraux malgaches. Toujours en milieu rural, viennent ensuite les puits artésiens. En milieu urbain, les robinets publics viennent en tête. Par contre, en dehors de la Capitale, une bonne partie de la population utilise toujours les sources et les rivières.

Tableau 104 : Répartition des ménages selon le type d'approvisionnement en eau potable, par milieu.

Unité : %

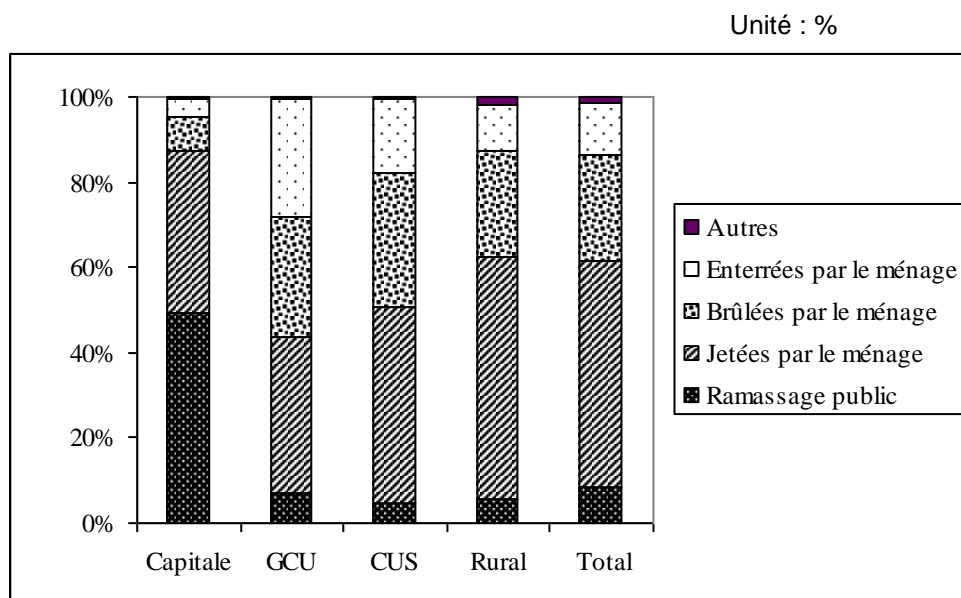
	Capitale	GCU	CUS	Rural	Ensemble
Plomberie intérieure	1,8	1,8	0,8	0,2	0,5
Robinet intérieur	18,7	10,8	6,2	1,4	3,6
Vendeur d'eau	2,5	0,6	1,6	1,2	1,3
Service de camion-citerne	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0
Eau de pluie	3,3	2,0	1,7	6,2	5,2
Robinet du voisin	6,0	2,8	1,3	0,2	0,8
Puits du voisin	1,1	3,8	7,9	4,7	4,8
Robinet privé extérieur	3,0	4,7	4,8	0,7	1,6
Robinet public	52,5	40,2	34,7	7,4	15,4
Puits avec pompe	0,0	10,5	2,1	2,8	3,0
Puits artésien	6,7	6,8	13,6	16,6	15,1
Rivière, lac, source, mare	2,2	15,9	25,0	58,2	48,2
Eau en bouteille	1,0	0,0	0,0	0,1	0,2
Autres	1,3	0,1	0,2	0,2	0,3
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : INSTAT/DSM/EPM 2001

8. Mode d'évacuation des ordures

En ce qui concerne le mode d'évacuation des ordures, 53% des ménages se chargent eux-mêmes de les jeter dans les emplacements réservés à cet effet. La Capitale se démarque des autres milieux de résidence par le fait que le mode d'évacuation des ordures est assurée en grande partie par la Voirie (ramassage public)

Graphique 38: Répartition des ménages selon le mode d'évacuation des ordures, par milieu.



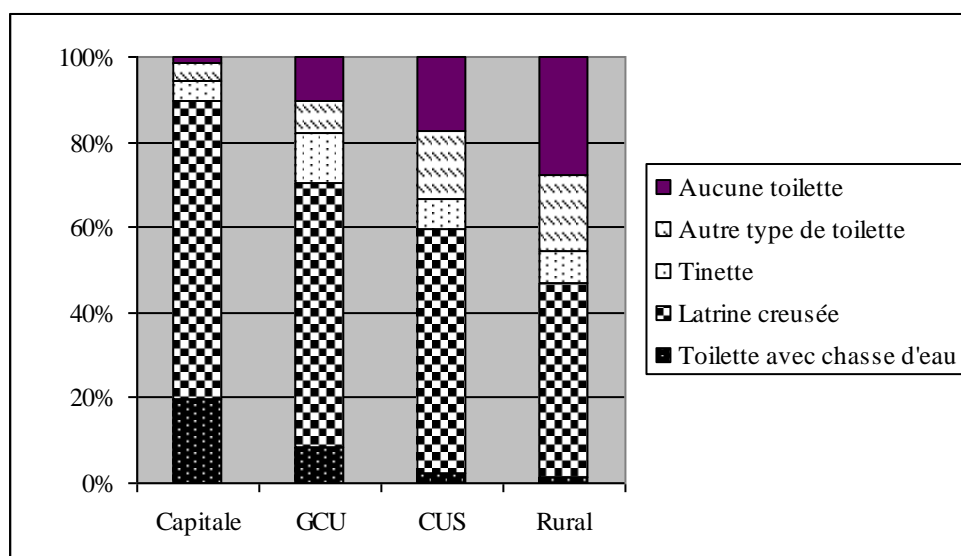
Source : INSTAT/DSM/EPM 2001

9. Le type de toilette

Le type de toilette le plus répandu à Madagascar est la latrine creusée, en usage pour 49% des ménages. La proportion est plus élevée en milieu urbain et diminue au fur et à mesure que l'on va en milieu rural. Notons que 28% des ménages ruraux n'utilisent aucune infrastructure de toilette.

Graphique 39: Répartition des ménages selon le type de toilette, par milieu.

Unité : %



Source : INSTAT/DSM/EPM 2001

Tableau 105 Récapitulatif des ensembles

Type de logement	%	Combustible	%
Appartement	7,6	Bois ramassé	71,4
Studio	1,0	Bois acheté	9,2
Chambre	9,6	Charbon	18,0
Maison individuelle de type traditionnel	77,4	Gaz	0,5
Villa de type moderne	1,7	Electricité	0,5
Autre	2,8	Pétrole	0,4
Total	100,0	Total	100,0
Statut d'occupation		Mode d'évacuation des ordures	
Propriétaire	80,0	Ramassage public	8,3
Locataire	13,5	Jetées par le ménage	53,1
Logement de fonction	1,2	Brûlées par le ménage	24,9
Mise à disposition gratuite	3,9	Enterrées par le ménage	12,2
Occupation provisoire	1,5	Autres	1,6
Total	100,0	Total	100,0
Surface moyenne		Type de toilette	
Quintile		Toilette avec chasse d'eau	2,8
Plus pauvre	22,9	Latrine creusée	49,3
Quintile_2	25,7	Tinette	7,5
Quintile_3	27,9	Autre type de toilette	16,3
Quintile_4	28,8	Aucune toilette	24,2
Plus riche	40,6	Total	100,0
Total	30,3		
Matériaux utilisés pour les murs			
Ecorce, feuille, tige	32,7		
Terre battue, torchis	32,0		
Brique	22,8		
Pierre et autres matériaux durs	2,5		
Autres	10,0		
Matériaux utilisés pour le sol			
Terre battue	37,9		
Bois	33,6		
Pierre ou brique	5,9		
Ciment, béton, ...	15,9		
Autre	6,8		
Matériaux utilisés pour le plafond			
Ecorce, feuille, ...	15,5		
Terre battue	8,8		
Bois	13,5		
Ciment, béton, ...	1,5		
Natte	1,8		
Sans plafond	56,9		
Autre	2,0		

VIII-TRANSFERTS

VIII-1- Les opérations de transferts

Dans l'ensemble, 15% des ménages ont effectué des opérations de transferts. La proportion des ménages qui ont émis des transferts dans la capitale est la plus élevée avec un peu moins de la moitié des ménages. La masse totale des transferts émis, sans distinction de l'origine s'élève à un peu plus de 317 milliards de Fmg. Le tableau ci-dessous rapporte la part des ménages dans chaque milieu, dans les différents types de transferts. Mais ces chiffres doivent être considérés avec précaution à cause de l'effet de structure qui peut influencer d'une manière non négligeable les résultats.

Tableau 106 : Proportion des ménages qui ont émis des transferts

Unité : %

	Ont émis des transferts	Types de transfert			Total
		Argent	Nourriture	Autres biens	
Capitale	48,5	10,2	6,2	3,4	9,5
AGCU	30,0	8,7	2,3	4,6	7,8
CUS	29,9	21,6	12,6	13,9	20,2
Rural	32,0	59,5	79,0	78,1	62,4
Ensemble	32,6	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : INSTAT/DSM/EPM2001

La proportion des ménages émetteurs augmente avec le quintile. En effet, les riches ont plus de disponibilité pour pouvoir émettre des transferts. Comme nous pouvons constater dans le tableau ci-dessous, les ménages les plus riches ont émis le plus (en volume) de transferts. Dans l'ensemble, on peut dire que la part de chaque quintile dans la masse totale augmente selon le degré de richesse des ménages à l'exception du deuxième quintile. De même, la moyenne des transferts émis dans l'ensemble augmente selon les quintiles.

Tableau 107 : Part dans la masse des transferts par quintile

Unité : %

	Ont émis des transferts	Types de transfert			Total
		argent	Nourriture	Autres biens	
Les plus pauvres	21,8	2,6	4,5	3,1	2,8
Quintile_2	28,6	10,2	15,2	1,7	10,5
Quintile_3	31,0	8,5	5,6	21,3	8,7
Quintile_4	32,7	17,7	15,2	16,9	17,4
Les plus riches	42,5	61,0	59,4	57,0	60,6
Ensemble	32,6	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : INSTAT/DSM/EPM2001

Selon le groupe socio-économique du ménage, la plus forte proportion de ménages émetteurs est constituée par les grands exploitants agricoles avec 46.1%. La proportion des cadres salariés, des commerçants et entrepreneur de service est aussi importante avec respectivement 49.6% et 42.4%. Par ailleurs, les petits exploitants agricoles détiennent la part la plus importante dans la masse de transferts avec 30.5% du volume total. Mais cela doit être nuancé avec l'importance des ménages agricoles dans la population totale. A part ces petits exploitants agricoles, la part la plus importante est détenue par les cadres salariés avec 19.7%, suivis par les commerçants et les entrepreneurs de services avec 16.3% et les employés et ouvriers avec 16.3%. Notons qu'une grande proportion des cadres salariés, des commerçants et des entrepreneurs de services se trouvent dans les quatrième et cinquième quintiles.

Les transferts en nourriture émis par les petits exploitants agricoles occupent un poids considérable dans le volume total. Ce qui est normal car ils sont en grande partie producteurs de produits vivriers. Concernant les transferts en argent, ils ont été effectués, selon un ordre décroissant, par les petits exploitants agricoles (27,2%), par les cadres salariés (20.1%), les employés et ouvriers avec 18.5%, et les commerçants et employés de service avec 15.8% du volume total.

Tableau 108 : Part dans la masse des transferts par groupe socioéconomique

Unité : %

	Ont émis des transferts	Types de transfert			Total
		Argent	Nourriture	Autres biens	
Grand exploitant agricole	46,1	0,2	0,0	0,0	0,2
Moyen exploitant agricole	23,0	4,2	14,2	4,6	5,3
Petit exploitant agricole	30,1	27,2	52,4	37,9	30,5
Eleveur pêcheur	35,2	3,9	1,1	0,0	3,5
Entrepreneur non agricole	35,5	3,9	0,1	3,4	3,4
Commerçant et entrepreneur de service	42,4	15,8	11,0	29,6	15,8
Cadre salarié	49,6	20,1	12,3	9,0	18,7
Employés et ouvriers	37,0	18,5	4,1	5,9	16,3
Main d oeuvre sans qualification	26,7	2,2	1,1	0,8	2,0
Autre	29,0	4,0	3,8	8,8	4,2
Total	32,6	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : INSTAT/DSM/EPM2001

Concernant toujours les transferts en argent, la plus forte moyenne⁷ est réalisée par les cadres salariés avec 430 600 francs Malagasy par an, suivis par les commerçants et entrepreneurs de service et les entrepreneurs agricoles. L'analyse des moyennes des transferts émis présuppose la richesse des groupes cités auparavant.

Tableau 109 : Valeurs moyennes des transferts effectués selon le GSE (en millier de Fmg)

	Argent	Nourriture	Autres biens	Ensemble
Grand exploitant agricole	30,4	0,0	0,0	5,3
Moyen exploitant agricole	157,5	96,7	11,8	23,9
Petit exploitant agricole	104,1	34,6	9,1	18,8
Eleveur pêcheur	284,4	11,7	0,0	42,6
Entrepreneur non agricole	222,8	1,0	10,3	35,8
Commerçant, entrepreneur de service	313,4	43,9	43,5	75,8
Cadre salarié	430,6	46,7	12,2	123,8
Employés et ouvriers	206,6	8,7	4,5	36,7
Main d oeuvre sans qualification	132,5	11,7	3,1	16,4
Autres	176,3	28,9	23,7	26,9
Ensemble	181,3	32,3	11,7	31,9

Source : INSTAT/DSM/EPM2001

⁷ La moyenne calculée ici représente les moyennes de ceux qui ont émis des transferts.

VIII-2- Analyse du système amortisseur

Cette section analysera en particulier les destinataires des transferts reçus afin de comprendre le système d'entraide entre les différents ménages, ainsi que la place qu'occupent les collectivités dans ce système.

Dans l'ensemble, les transferts se font entre les ménages qui ont des liens de parentés. En effet, 66.3% des transferts effectués⁸ vont à destination des parents des émetteurs avec une prépondérance des proches parents (parents, enfants ou frères et sœurs). Les paiements qui vont à destination des administrations centrales et locales sont aussi d'une importance non négligeable avec 17.8% des transferts effectués. Les transferts entre ménages sans lien de parenté représentent 14.1% de l'ensemble. La structure de la répartition de la destination des transferts est similaire au sein de chaque milieu, sauf pour la capitale où il existe une prédominance des paiements à destination de l'Etat. Par ailleurs, la solidarité et le système d'entraide sont assez marqués dans le milieu rural car dans ce milieu, 28.0% des transferts vont à destination des ménages qui n'ont pas de lien de parenté avec le ménage émetteur. Cette proportion est plus forte en milieu rural, et elle est plus faible dans la capitale avec 11.1% seulement, signe de l'importance de l'individualisme dans les grandes villes. Par contre, en ce qui concerne les transferts à destination des administrations, on remarque une forte proportion dans les grandes villes, et en particulier dans la capitale où elle atteint 42.2% des transferts effectués.

Tableau 110 : Répartition de la destination des transferts émis selon le milieu de résidence de l'émetteur

	Unité : %				
	Institutions	Autres	Parents proches	Autres parents	Administration Total
Capitale	3,1	9,8	33,9	11,1	42,2 100,0
AGCU	5,4	8,0	49,6	17,4	19,6 100,0
CUS	0,1	10,4	58,3	16,6	14,6 100,0
Rural	1,7	15,6	39,5	28,0	15,2 100,0
Ensemble	1,8	14,1	41,8	24,5	17,8 100,0

Source : INSTAT/DSM/EPM2001

La même répartition des transferts entre les différents destinataires se répète quand on fait l'analyse à partir des quintiles, avec une supériorité des transferts à destination des parents et autres parents, suivis des administrations et des ménages sans liens de parenté. Plus le ménage est riche, plus les transferts sont destinés aux parents proches et autres parents.

Tableau 111 : Répartition de la destination des transferts émis selon le quintile

	Unité : %				
	Institutions	Autres	Parents proches	Autres parents	Administration Total
Les plus pauvres	3,8	25,7	30,9	31,5	8,1 100,0
Quintile_2	3,8	22,8	30,2	30,5	12,8 100,0
Quintile_3	1,3	14,7	31,4	37,8	14,8 100,0
Quintile_4	1,5	12,9	47,5	20,3	17,9 100,0
Les plus riches	0,9	7,7	51,0	16,6	23,9 100,0
Total	1,8	14,1	41,8	24,5	17,8 100,0

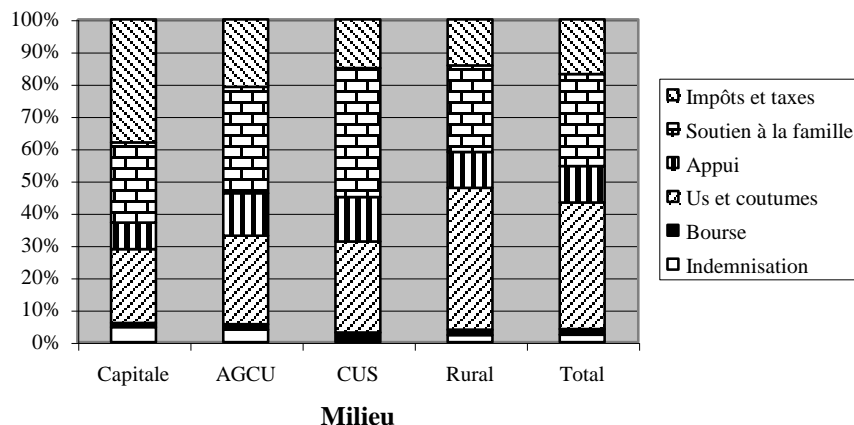
Source : INSTAT/DSM/EPM2001

En ce qui concerne les raisons des transferts dans l'ensemble, la tendance décrite auparavant, se vérifie à savoir la prépondérance des soutiens à la famille (28.5% dans l'ensemble) et des us et coutumes surtout dans le milieu rural. On peut remarquer que les transferts pour cause de sortie de la famille s'accroît quand on s'éloigne (en terme de milieu, mais pas de distance) de la capitale, sauf pour le milieu rural. Mais l'analyse fait apparaître un autre phénomène : l'importance des us et

⁸ Il s'agit ici du nombre de transferts effectués et non du volume.

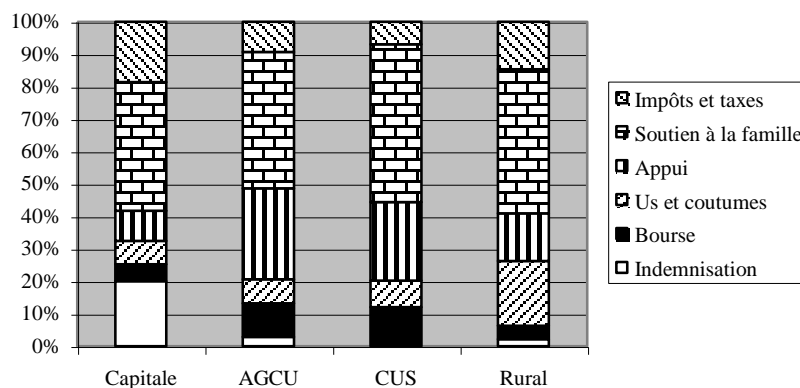
coutumes dans la société Malagasy. En effet, les us et coutumes occupent une place importante dans la fréquence des transferts : 39.2% dans l'ensemble. Selon les milieux, on peut remarquer que cette proportion s'accroît de la capitale vers le milieu rural. Ceci témoigne du conservatisme existant dans les milieux ruraux et reculés des chefs lieux de province.

Graphique 40 : Fréquence des transferts selon les raisons principales par milieu



Source : INSTAT/DSM/EPM2001

Graphique 41 : Part de transfert alloué à chaque type de raison par milieu (pourcentage du volume total)



Source : INSTAT/DSM/EPM2001

Pareillement, la fréquence des transferts pour des raisons d'us et coutumes décroît quand les ménages s'enrichissent comme on peut le voir dans le tableau ci-dessous. 82.3% des transferts dans les ménages les plus pauvres servent à honorer les charges liées aux us et coutumes et le soutien à la famille. Le reste ne tient qu'une place mineure. Mais en terme de volume, les us et coutumes n'arrivent qu'en deuxième position même au sein de ménages pauvres. En effet, les charges en us et coutumes sont fréquentes mais sont généralement moins coûteuses.

Tableau 112 : Répartition des transferts selon les raisons et la quintile de dépenses

Unité : %

	Les plus pauvres	Quintile_2	Quintile_3	Quintile_4	Les plus riches	Total
Indemnisation	2,0	5,6	0,8	1,6	2,0	2,3
Bourse	2,1	0,5	2,0	2,6	1,8	1,8
Us et coutumes	60,0	54,4	53,2	37,8	21,7	39,2
Appui	5,4	9,8	7,2	9,7	16,3	11,3
Soutien à la famille	22,3	18,2	26,5	31,9	33,5	28,5
Impôts et taxes	8,4	11,6	10,3	16,4	24,8	16,9
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : INSTAT/DSM/EPM2001

Tableau 113 : Part de transfert (en volume) allouée à chaque type de raison par quintile

Unité : %

	Les plus pauvres	Quintile_2	Quintile_3	Quintile_4	Les plus riches
Indemnisation	1,4	7,3	1,2	1,3	3,8
Bourse	9,6	2,3	7,4	7,1	6,6
Us et coutumes	37,0	35,2	31,9	15,7	8,4
Appui	7,9	9,6	15,1	26,0	16,7
Soutien à la famille	42,4	43,3	41,4	42,8	46,0
Impôts et taxes	1,8	2,3	2,9	7,1	18,5
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : INSTAT/DSM/EPM2001

V-III-3- Situation financière des ménages vis à vis des transferts

En théorie, les transferts entre les ménages résidents s'annulent. Quand on a ajusté les transferts totaux de ceux qui mettent les ménages nationaux en relation avec l'étranger et ceux avec les administrations, les transferts émis et reçus se rapprochent avec une différence de 2.2% de la masse totale des transferts reçus ajustés qui s'élèvent à 286.5 milliards contre 280.2 milliards pour les transferts émis. Si on ne tient pas compte des ajustements sus-mentionnés, les transferts reçus s'élèvent à 341.1 milliards contre 317.0 milliards pour les transferts versés. Comme dans la plupart des pays en voie de développement, les transferts reçus excèdent les transferts versés. Selon la quintile des dépenses, seule la cinquième quintile est débitrice. En d'autres termes les transferts qu'ils ont reçus n'excèdent pas les transferts qu'ils ont versé. Ce qui est normal car, étant riche, les ménages qui la composent peuvent se permettre d'effectuer des transferts à d'autres ménages.

Tableau 114 : Masse de transferts effectués et situation des ménages selon le quintile et le GSE

	Reçus (en milliards de Fmg)	Versés (en milliards de Fmg)	Situation dans l'ensemble
Quintile			
Les plus pauvres	23,0	8,9	Débitrice
Quintile_2	36,1	33,2	Débitrice
Quintile_3	49,3	27,5	Débitrice
Quintile_4	66,1	55,2	Débitrice
Les plus riches	166,6	192,2	Créditrice
Groupe socio-économique			
Grand exploitant agricole	7,0	0,5	Débitrice
Moyen exploitant agricole	16,9	16,9	Equilibre
Petit exploitant agricole	85,3	96,7	Créditrice
Eleveur pecheur	5,9	10,9	Créditrice
Entrepreneur non agricole	9,4	10,9	Créditrice
Commerçant entrepreneur de service	22,4	50,1	Créditrice
Cadre salarie	16,0	59,4	Créditrice
Employes et ouvriers	47,0	51,8	Créditrice
Main d oeuvre sans qualification	13,7	6,4	Créditrice
Autre	117,4	13,3	Débitrice
Total	341,1	317,0	

Source : INSTAT/DSM/EPM2001

VIII-4- Accès au crédit

Une des conditions favorisant la pauvreté est l'inexistence d'un secteur financier adéquat pour financer les activités génératrices de revenus, surtout en milieu rural. La section suivante traite de l'appréciation qu'ont les ménages du secteur financier existant actuel.

Dans l'ensemble, 51.3% des ménages malagasy connaissent des établissements de crédits. Cette proportion est la plus forte dans le faritany d'Antananarivo, suivi de Toamasina, Antsiranana, Mahajanga, Toliara, et enfin Fianarantsoa. Par ailleurs, elle diminue avec l'importance du milieu : elle est plus forte dans la capitale, suivie par les autres grands centres urbains, les chefs lieux de province et enfin dans le milieu rural. Pareillement, cette proportion augmente avec le niveau d'instruction du chef de ménage, et du quintile de dépenses. Les tableaux relatifs à ces données sont reportés en annexe.

Les ménages qui ont demandé du crédit représentent seulement 2.7% des ménages malagasy. En général, les crédits demandés sont en grande partie destinés à acheter des biens pour l'alimentation⁹ (40.6%), pour l'activité (20.4%). La prépondérance de la demande de crédit pour l'alimentation confirme la pauvreté de la population Malagasy. Dans le faritany d'Antananarivo, qui est le plus riche, les crédits pour alimentation ne représentent que 10.8% contre 37.9% destinées à l'activité. Par contre, dans la province de Fianarantsoa qui est le plus pauvre, plus de la moitié des crédits sert à

⁹ Il s'agit ici de fréquences et non de la part allouée à l'alimentation dans la masse totale de crédits demandées.

l'alimentation, contre 14% pour l'activité. La part des crédits alloués à l'alimentation permet d'avoir une idée du classement des faritany selon le critère de pauvreté. Cela est confirmé par l'analyse des raisons de la demande de crédit par quintile de dépenses. Dans le faritany de Toliara où les traditions coutumières sont fortement présentes, une part importante (10.5%) des crédits est allouée à la réalisation de ces coutumes.

Tableau 115 : Répartition des demandes de crédit selon le Faritany et les raisons

	Antananarivo	Fianarantsoa	Toamasina	Mahajanga	Toliara	Antsiranana	Ensemble
Santé	17,6	5,8	11,9	22,5	12,7	17,4	12,1
Education	8,8	5,4	2,3	1,4	3,4	0,0	4,3
Alimentation	10,8	68,3	29,0	21,0	35,4	27,1	40,6
Autres dépenses du ménage	18,1	2,2	20,3	16,4	6,5	11,3	10,7
Achat de biens durables	4,2	3,7	7,8	7,6	0,9	1,3	4,5
Activité	37,9	14,0	21,6	27,4	10,0	21,3	20,4
Us et coutumes	0,6	0,8	2,4	0,0	10,5	7,3	2,6
Autres	2,0	0,0	4,6	3,9	20,7	14,4	5,0
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : INSTAT/DSM/EPM2001

Tableau 116 : Répartition des demandes de crédit selon les quintiles de pauvreté et les raisons

	Unité : %					
	Les plus pauvres	Quintile_2	Quintile_3	Quintile_4	Les plus riches	Ensemble
Santé	6,9	17,0	7,2	14,1	14,0	12,1
Education	8,8	2,6	3,3	1,7	5,8	4,3
Alimentation	57,9	55,1	30,5	43,7	13,4	40,6
Autres dépenses du ménage	6,1	5,6	19,4	10,0	13,0	10,7
Achat de biens durables	0,3	0,0	8,2	1,9	13,1	4,5
Activité	14,9	14,4	25,2	18,9	29,8	20,4
Us et coutumes	0,0	3,2	2,4	2,9	4,2	2,6
Autres	5,3	2,2	3,8	6,8	6,7	5,0
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : INSTAT/DSM/EPM2001

Selon le milieu, la fréquence la plus importante de demande de crédit pour besoin en alimentation se retrouve dans le milieu rural. L'inversion de l'ordre entre les chefs lieux de fivondronana et les chefs lieux de faritany est assez frappante. En effet, la demande de crédit pour leur besoin en alimentation représente plus de la moitié des demandes de crédit dans les chefs lieux de province et une très faible proportion pour l'activité. Ceci peut s'expliquer par la multiplication des mutuels de crédits dans les chefs lieux de fivondronana.

Tableau 117 : Répartition des demandes de crédit selon le milieu et les raisons

	Unité : %				
	Capitale	AGCU	CUS	Rural	Ensemble
Santé	20,9	12,1	8,9	12,4	12,1
Education	8,6	1,4	7,3	4,0	4,3
Alimentation	15,7	55,1	24,1	42,4	40,6
Autres dépenses du ménage	15,1	12,1	8,6	10,7	10,7
Achat de biens durables	10,2	6,2	8,6	3,1	4,5
Activité	24,9	6,0	33,3	20,1	20,4
Us et coutumes	0,0	2,7	3,4	2,5	2,6
Autres	4,7	4,6	5,8	4,9	5,0
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : INSTAT/DSM/EPM2001

4.5% des demandes de crédits seulement ont été refusés. Les raisons de refus sont en général l'insuffisance de garantie et la non rentabilité des crédits avec respectivement 16.8% et 17.2% des cas de refus.

L'entraide entre les ménages peut être une fois de plus retracée à travers la provenance des crédits. En effet, 54.6% des crédits proviennent des amis et 18.3% des parents. Cette tendance est très marquée chez les ménages les plus riches et dans tous les milieux, sauf dans la capitale où la demande chez des établissements bancaires et microfinance sont assez fréquents avec respectivement 25.6% et 16.0% des demandes.

En terme de volume, les crédits servant à l'activité occupent la place la plus importante, avec 43% du volume. Cette tendance est toujours vérifiée même chez les ménages les plus pauvres (première quintile). Selon la provenance, ces crédits proviennent en grande partie des banques et des institutions de microfinance. Cela s'explique par le fait que ce genre de crédits est généralement coûteux que les autres types de crédits, et on doit s'adresser en général aux institutions plus importantes telles que les banques et autres institutions. Par ailleurs, 72.3% des crédits octroyés ont été alloués aux ménages de la cinquième quintile. Cette part augmente au fur et mesure que le ménage s'enrichit.

IX-Avoir

Cette section consiste à détecter si le ménage enquêté possède ou non un bien durable donné. Outre les analyses descriptives qui peuvent intéresser les commerçants ou l'Etat, cette partie de l'enquête permet d'estimer les consommations annuelles en bien durables afin de différencier les plus riches des plus pauvres. En effet, si on veut construire le quintile des dépenses, un ménage qui possède un appareil de télévision ne doit pas être assimilé à un autre qui ne le possède pas. Cette partie est toutefois mise en détail dans la section consommation.

Antananarivo et Antsiranana se distinguent des autres faritany. En effet, c'est dans ces deux faritany où on reporte les taux les moins élevés sur la possession de terrain et de maisons alors que pour tous les autres articles, on y trouve les taux les plus élevés. Ceci peut être lié au fait du taux d'urbanisme plus élevé dans ces deux faritany et où les prix d'acquisition de terrain et de maisons sont les plus élevés. En guise d'illustration, si deux ménages malgaches sur trois possèdent un terrain, il n'en est plus qu'un peu plus d'un ménage sur deux pour la capitale. De même, deux ménages sur trois y possèdent une maison alors que la moyenne nationale est de 8 ménages sur dix.

Tableau 118 Proportions des ménages possédant certains biens durables selon le faritany

	Antananarivo	Fianarantsoa	Toamasina	Mahajanga	Toliara	Antsiranana	Madagascar
Terrain	51,1	76,8	77,6	70,8	75,5	67,4	67,8
Maisons	65,9	87,3	88,3	78,8	86,8	79,9	79,6
Chaises	76,4	40,2	59,3	47,9	44,0	57,2	56,9
Tables	79,2	45,9	60,3	60,7	50,4	69,3	62,3
Lits	93,7	52,8	75,4	78,0	54,6	93,0	75,0
Autres meubles	42,1	12,6	12,8	13,1	8,9	15,9	21,1
Machines à coudre	20,1	11,4	15,4	17,9	15,6	22,1	16,8
Cuisinière à gaz	4,5	0,6	0,4	0,8	0,7	1,7	1,8
Réfrigérateur	5,5	1,1	1,1	0,8	0,7	2,1	2,4
Congélateur	1,0	0,1	0,4	1,6	0,5	1,5	0,8
Radios	36,6	15,3	20,1	23,5	18,9	18,4	24,0
Radio-cassette	43,0	18,3	27,0	33,0	30,1	37,0	31,9
Chaînes HIFI	5,9	0,5	1,8	1,2	1,2	3,4	2,7
Appareils TV	31,8	5,5	7,1	6,4	5,0	6,8	13,6
Voitures privées (hors voiture de fonction)	3,9	0,8	0,5	0,5	0,6	0,6	1,6
Cyclomoteurs/Vélomoteurs	1,3	0,3	0,3	0,5	0,5	0,8	0,7
Bicyclette	15,6	4,4	13,3	7,4	10,2	17,7	11,5
Appareil photo	6,3	1,2	1,7	1,4	1,6	1,9	2,9
Instruments de musique	4,2	0,3	0,3	0,2	0,1	0,1	1,4
Téléphones fixes	1,5	0,1	0,3	0,0	0,2	0,1	0,5
Téléphones portables	5,3	0,2	0,4	0,5	0,1	1,1	1,8
Ordinateurs	0,5	0,0	0,1	0,4	0,0	0,0	0,2
Vidéo	2,8	0,9	0,7	1,0	0,9	1,5	1,5
Caméra	0,2	0,0	0,2	0,1	0,0	0,0	0,1
Autres biens durables	7,7	3,6	2,0	5,6	3,7	1,9	4,6

Source : INSTAT/DSM/EPM2001

Par ailleurs, du fait de la plus grande facilité d'accès à la terre en milieu rural qu'en ville, les urbains sont lésés quant à la possession de terrain. Les normes de construction étant différentes, la cherté des matériaux de construction dans les zones urbaines fait qu'il est presque impossible de construire son logement soi-même. Ce qui n'est pas le cas dans le monde rural où on construit les maisons avec des matériaux qui ne sont pas loin du village et qui sont gratuits ou à bon marché comme le bois, les tiges, les feuilles et les herbes asséchées. Il faut toutefois nuancer car le taux élevé de possession de maisons dans les zones rurales ne coïncident pas toujours avec une mode de vie aisée. En effet, un ménage rural sur cinq possède une chaise et sept sur dix un lit. Dans la Capitale plus de 9 ménages sur dix ont une chaise et 98% un lit. De plus, plus de trois ménages sur cinq possèdent un poste téléviseur dans la Capitale alors que dans les zones rurales, seuls 7% des ménages en jouissent.

A cela s'ajoute qu'à part l'immobilier, plus le chef de ménage est instruit, plus le taux de possession en biens durables augmente.

Tableau 119 Taux de possession des biens durables selon le milieu

	Capitale	AGCU	CUS	Rural	Madagascar
Terrain	11,4	32,9	49,5	77,9	67,8
Maisons	48,7	56,8	67,9	85,7	79,6
Chaises	93,0	77,5	71,2	50,1	56,9
Tables	94,4	82,6	74,6	56,2	62,3
Lits	98,0	89,3	84,0	70,6	75,0
Autres meubles	59,1	39,5	26,5	15,8	21,1
Machines à coudre	35,1	23,7	25,2	13,5	16,8
Cuisinière à gaz	12,9	5,2	1,2	0,8	1,8
Réfrigérateur	11,0	6,0	3,1	1,3	2,4
Congélateur	2,3	2,0	2,0	0,3	0,8
Radios	35,6	24,5	30,5	22,0	24,0
Radio-cassette	62,4	50,0	40,3	26,7	31,9
Chaînes HIFI	11,3	6,4	2,8	1,8	2,7
Appareils TV	61,8	35,7	18,6	7,4	13,6
Voitures privées (hors voiture de fonction)	7,4	1,8	1,6	1,1	1,6
Cyclomoteurs/Véломoteurs	0,8	1,9	1,2	0,5	0,7
Bicyclette	10,3	21,9	16,0	10,0	11,5
Appareil photo	11,6	5,4	3,9	1,9	2,9
Instruments de musique	5,5	1,5	0,9	1,1	1,4
Téléphones fixes	4,6	1,2	0,3	0,2	0,5
Téléphones portables	13,3	4,5	0,3	1,0	1,8
Ordinateurs	2,3	0,5	0,0	0,0	0,2
Vidéo	5,4	4,6	2,8	0,7	1,5
Caméra	0,9	0,5	0,1	0,0	0,1
Autres biens durables	6,6	6,0	5,6	4,2	4,6

Source : INSTAT/DSM/EPM2001

IX-1 Les ménages les plus dépourvus

Pour avoir une idée du degré de déprivation des ménages, on a regroupé les biens en six :

Les biens immobiliers : terrains, plage, lac et maisons

Les meubles qui incluent les chaises, le lit, la table et autres meubles

Les appareils électroménagers à savoir la cuisinière à gaz, le réfrigérateur, le congélateur

Les appareils audio-visuels : le poste téléviseur, les radios, chaîne HIFI, téléphones, appareil photo, instruments de musique, ordinateurs, vidéo et caméra

La voiture privée

Les autres moyens de locomotion qui comprennent les cyclomoteurs, les vélomoteurs et la bicyclette

On considère qu'un ménage est dépourvu (ou n'a pas accès) en un groupe de biens s'il ne possède pas au moins un bien du groupe.

Ainsi, les ménages du faritany d'Antananarivo sont les plus dépourvus du point de vue immobilier car un ménage sur quatre ne possède ni terrain, ni maison. Dans la Capitale, ce taux atteint la moitié des ménages. Le faritany de Mahajanga et d'Antsiranana arrivent respectivement en seconde et troisième position avec 16% et de 12% des ménages. Dans les autres faritany, ce taux oscille entre 8 et 9% seulement. Par contre, pour les autres groupes de biens, la tendance se renverse. Moins de 5% seulement n'ont aucun meuble dans les faritany d'Antananarivo et d'Antsiranana alors qu'à Toliara et Fianarantsoa, plus d'un ménage sur trois ne possède ni chaise, ni table, ni lit, ni autre meuble.

Pour la catégorie des appareils audio-visuels, environ un ménage sur deux en possède. Dans la Capitale, il reste encore 10% des ménages à ne pas en posséder s'il en est de 54% en milieu rural. Chez les ménages dont le chef a fait des études universitaires, 95% jouissent des appareils audio-visuels. Pour les trois derniers groupes de biens, appareils électroménagers, voitures et autres moyens de locomotion, ils restent les privilèges d'une très fine minorité. Seuls un ménage sur cinq possède au moins un appareil électroménager, moins de 1% ont une voiture et un sur dix possède un cyclomoteur ou un vélomoteur ou une bicyclette.

Le sexe du chef de ménage n'influe pas trop sur les avoirs du ménage sauf pour le groupe des appareils audio-visuels où les ménages féminins semblent lésés car plus de 3 ménages sur cinq n'en possèdent aucun alors qu'il n'en est que pour moins de 44% dans le cas des ménages masculins.

Tableau 120 Proportion des ménages ne possédant aucun type d'article

	Biens immobiliers	Meubles	Appareils électroménagers	Appareils audio- visuels	Voitures	Cyclomoteurs, Vélomoteurs et bicyclette
Faritany						
Antananarivo	25,0	3,5	77,8	26,4	96,1	83,4
Fianarantsoa	8,2	36,5	88,0	66,2	99,2	95,5
Toamasina	8,6	19,5	84,1	57,6	99,5	86,6
Mahajanga	16,2	16,3	81,0	48,4	99,5	92,2
Toliara	8,7	35,0	84,0	55,4	99,4	89,5
Antsiranana	12,4	5,0	76,7	46,5	99,4	81,7
Milieu						
Capitale	48,2	0,8	59,6	10,0	92,6	89,4
AGCU	39,4	6,0	73,5	26,7	98,2	77,2
CUS	25,6	10,0	73,4	37,4	98,4	83,6
Rural	8,1	22,7	85,9	54,3	98,9	89,6
Sexe du chef de ménage						
Masculin	14,2	18,0	82,4	44,7	98,1	86,4
Féminin	16,0	22,4	80,7	60,9	99,7	94,8
Niveau d'instruction du chef de ménage						
Sans instruction	4,5	31,2	90,6	64,6	99,7	94,9
Primaire	13,5	15,5	85,5	47,6	99,3	88,0
Secondaire	38,2	2,2	56,7	14,5	94,8	73,3
Universitaire	43,2	0,1	40,4	4,9	86,7	74,0
Madagascar	14,5	18,9	82,1	47,9	98,4	88,1

Source : INSTAT/DSM/EPM2001

IX-2 Modes d'acquisition des biens

Le plus important est de savoir les modes d'acquisition des terrains et des maisons. 72% des ménages ont répondu que leur terrain a été hérité. Dans la Capitale, un ménage sur deux a dû payer afin d'acquérir son terrain alors qu'il n'en est que pour 14% des ménages ruraux. Ceci traduit ce qui est dit auparavant selon lequel il est plus difficile d'acquérir des terrains en ville. De même, parmi ceux qui ont une maison, six ménages ruraux sur dix l'ont construite eux-mêmes. Ce taux descend à un ménage sur quatre dans la Capitale où on acquiert plutôt sa maison par héritage (cas d'un ménage sur deux). En milieu rural, seule une maison sur quatre a été acquise par héritage.

Tableau 121 Modes d'acquisition de certains biens selon le milieu

	Terrains					Total
	Achat	Héritage	Dons	Production	Autres	
Milieu						
Capitale	52,7	43,8	1,5	-	1,9	100,0
AGCU	21,3	71,3	3,0	-	4,4	100,0
CUS	22,5	65,0	7,2	-	5,4	100,0
Rural	14,1	73,8	5,4	-	6,7	100,0
Ensemble	15,5	72,6	5,5	-	6,4	100,0
	Maisons					
Capitale	21,8	48,9	1,1	27,0	1,2	100,0
AGCU	23,0	32,9	3,2	40,5	0,3	100,0
CUS	16,2	26,6	4,0	50,4	2,7	100,0
Rural	9,2	24,5	3,5	60,1	2,7	100,0
Ensemble	11,0	26,0	3,5	57,0	2,6	100,0

Source : INSTAT/DSM/EPM 2001

C'est dans le faritany d'Antsiranana où on trouve la plus forte proportion de ménages qui paient pour acquérir son terrain et sa maison. Par contre, c'est dans le faritany de Fianarantsoa où on acquiert plutôt ces biens par héritage.

Environ deux ménages sur trois construisent leur maison dans les faritany de Toamasina, de Mahajanga et de Toliara. Dans le faritany d'Antananarivo, ce taux descend à 50% et atteint 44% dans le faritany de Fianarantsoa.

Tableau 122 Modes d'acquisition de certains biens selon le faritany

Faritany	Terrain					Total
	Achat	Heritage	Dons	Production	Autres	
Antananarivo	19,7	74,4	2,8	-	3,1	100,0
Fianarantsoa	7,1	86,5	4,1	-	2,3	100,0
Toamasina	12,5	70,7	6,6	-	10,3	100,0
Mahajanga	23,4	63,3	7,6	-	5,8	100,0
Toliara	14,2	69,3	6,0	-	10,6	100,0
Antsiranana	25,7	53,1	9,8	-	11,3	100,0
Ensemble	15,5	72,6	5,5	-	6,5	100,0
	Maison					
Antananarivo	13,9	31,2	2,8	51,0	1,0	100,0
Fianarantsoa	5,5	43,5	4,8	44,0	2,2	100,0
Toamasina	9,9	14,7	2,5	66,7	6,2	100,0
Mahajanga	11,3	18,7	5,2	64,5	0,5	100,0
Toliara	10,0	18,7	1,8	66,4	3,1	100,0
Antsiranana	20,7	12,9	5,0	60,0	1,4	100,0
Ensemble	11,0	26,0	3,5	57,0	2,6	100,0

Source : INSTAT/DSM/EPM2001

IX-3 Temps d'acquisition :

Les temps d'acquisition des biens ne varient pas trop d'un faritany à l'autre. Les biens durables sont toutefois acquis depuis plus longtemps que les appareils électroniques ou la voiture. En moyenne, les terrains et les maisons ont été acquis respectivement il y a une quinzaine et une douzaine d'années. Les voitures ont été en moyenne acquises il y a 6 ans.

En particulier pour les terrains et les maisons, les temps d'acquisition diffèrent notamment dans la Capitale et le milieu rural. Pour les terrains, le temps d'acquisition est plus lointain chez les grandes villes (Capitale et AGCU) qu'en milieu rural alors que pour les maisons, la situation se renverse. En effet, ces deux biens durables ont déjà existé plus longtemps s'ils ont été acquis par héritage. C'est le cas notamment des terrains en milieu rural et des maisons dans les grandes villes où la majorité ont été acquis par héritage. Pour la voiture, en moyenne, les ménages de la Capitale qui la possèdent l'ont acquise il y a sept ans alors que dans les zones rurales ou dans les centres urbains secondaires, la période de la première acquisition jusqu'à la période d'enquête ne s'étale que sur cinq ans. Toutefois selon les valeurs médianes, la moitié des ménages de la Capitale qui possèdent une voiture l'ont eue il y a moins de quatre ans.

Tableau 123 Période moyenne d'acquisition des biens par faritany et milieu entre la première acquisition jusqu'à la période d'enquête

	Unité : années					
	Terrains	Maisons	Tous les biens durables	Appareils électroménagers	Appareils audio-visuels	Voitures
Faritany						
Antananarivo	15,4	12,5	13,7	8,8	5,4	5,9
Fianarantsoa	15,9	13,2	14,5	11,5	5,9	3,8
Toamasina	14,8	10,7	12,6	11,9	5,8	6,5
Mahajanga	12,1	10,5	11,3	9,3	4,9	6,2
Toliara	15,1	12,0	13,5	9,0	5,5	5,3
Antsiranana	13,6	12,4	12,9	9,3	5,4	5,9
Milieu						
Capitale	13,5	15,0	14,7	9,5	5,7	7,0
AGCU	15,7	13,9	14,5	9,0	5,0	7,8
CUS	13,8	11,6	12,5	9,3	5,7	4,9
Rural	14,9	11,8	13,3	10,0	5,5	4,9
Madagascar	14,8	12,0	13,3	9,7	5,5	5,7

Source : INSTAT/DSM/EPM2001

IX-4 Prix d'acquisition des biens et Evaluation actuelle

Pour savoir si en moyenne, les ménages malgaches sont victimes d'illusions monétaires en termes d'évaluation de biens, on leur a demandé les prix d'acquisition des biens et leurs éventuelles valeurs actuelles en monnaie courante. Les prix d'acquisition devraient alors être actualisés afin d'éliminer les effets de l'inflation¹⁰. Nous avons retenu que l'inflation moyenne annuelle pour les 50 dernières années est de 10%. En général, les terrains et les maisons se distinguent de tous les autres biens durables. En effet, le terrain et les maisons s'apprécient au fur et à mesure du temps. Pour le terrain, les ménages voient la valeur de leur terrain augmenter annuellement de 4,2% et les maisons de 2%. Pour les autres biens, les ménages voient plutôt une dépréciation annuelle. Par exemple, les voitures se déprécient de 7% chaque année, les meubles de 8%, les appareils électroménagers de 6% et enfin les appareils audiovisuels de 9%. Pour la maison, seuls les ménages de Fianarantsoa et de Toliara voient la valeur se déprécier annuellement respectivement de 1% et de 6%. Ils sont donc facilement victimes d'illusions monétaires car ils ne corrigent pas assez les valeurs actuelles du taux d'inflation annuel moyen. Dans la Capitale les maisons s'apprécient de 5,6% l'an (par rapport aux valeurs initiales) et le terrain de 0,4% seulement. Les ménages y évaluent donc presque parfaitement la valeur du terrain par le taux d'inflation. Dans les autres localités, les ménages surévaluent le terrain du taux d'inflation. En définitive, le logement dans la Capitale est un investissement sûr et rentable par rapport à la voiture qui s'y déprécie de 4,6%.

¹⁰ Le taux a été calculé par

$$\text{taux de dépréciation} = \left(\frac{V_a}{V_o (1 + t)^n} - 1 \right)$$

Tableau 124 Taux moyen annuel de dépréciation ou d'appréciation subjective des biens par rapport aux prix d'acquisition

	Unité %						
	Terrain	Maisons	Meubles	Appareils électroménagers	Appareils audio-visuels	Voitures	Cyclomoteurs, Vélomoteurs et bicyclette
Faritany							
Antananarivo	-1,3	5,2	-9,2	-9,3	-13,1	-7,9	-12,0
Fianarantsoa	3,1	-1,1	-7,6	-3,4	-5,5	-1,1	-9,9
Toamasina	5,8	7,1	-7,7	0,1	-3,7	-6,0	-8,1
Mahajanga	8,9	5,4	-5,5	-8,0	-10,7	-0,1	-6,1
Toliara	3,2	-5,9	-10,2	-1,5	-13,6	-15,0	-7,9
Antsiranana	7,5	0,1	-1,8	-5,8	-8,6	-8,8	-14,1
Milieu							
Capitale	0,4	5,6	-11,1	-9,8	-13,2	-4,6	-14,5
AGCU	3,4	2,2	-8,9	-6,6	-7,6	0,9	-7,7
CUS	1,1	1,3	-7,1	1,7	-10,8	-13,7	-3,6
Rural	4,7	1,7	-7,3	-7,3	-10,5	-8,1	-12,6
Ensemble	4,2	1,8	-7,8	-6,1	-10,7	-7,1	-10,5

Source : INSTAT/DSM/EPM2001

IX-5 Conclusion

En bref, les ruraux jouissent davantage de biens durables tels les maisons et les terrains que les urbains. Les terrains y sont plus faciles d'accès en milieu rural et ils peuvent en hériter plus facilement de leurs ascendants. Les maisons sont plus faciles à construire car les matériaux n'y sont pas rares et sont à bon marché. Toutefois, ces maisons rurales sont loin d'être confortables si on se réfère aux biens mobiliers et ménagers qui s'y trouvent. En outre, la section habitation a montré une forte disparité entre les constructions en milieu rural et celles en milieu urbain.

Il ressort alors deux problèmes majeurs : la difficulté d'accès aux terrains pour les citadins et la privation presque totale en biens mobiliers et en appareils audiovisuels chez les ménages ruraux. Les ruraux sont en conséquence en retard en termes d'informations.

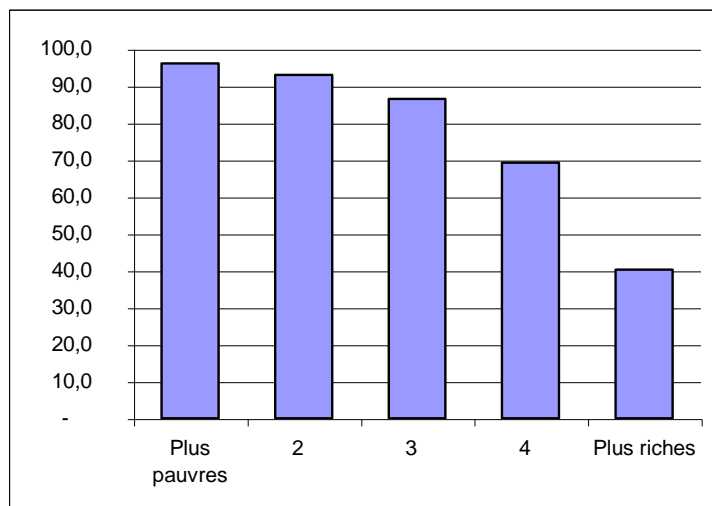
Il est donc important de promouvoir un aménagement plus conséquent des terrains dans les grandes agglomérations afin de créer de nouvelles zones d'habitation. Quant aux zones rurales, le problème est plus complexe car les ruraux constituent la grande majorité de la population et un changement significatif ne peut se faire qu'un relèvement général de leur niveau de vie. Plusieurs politiques doivent être œuvrées simultanément notamment le désenclavement des zones rurales, l'amélioration des infrastructures locales (routes, école, hôpital etc.). Ces politiques doivent converger vers la facilitation de la création d'entreprise dans les zones actuellement reculées et la promotion d'emplois plus porteurs de valeurs ajoutées pour la population concernée.

X AGRICULTURE

X-A-1 Ménages agricoles

La proportion des ménages agricoles c'est-à-dire ceux qui possèdent, héritent ou exploitent des terres à Madagascar est estimée à 73,2%. L'accès à la terre favorise plus les hommes chefs de ménage (75,1%) que les femmes chefs de ménage (65,6%).

Graphique 42 : Proportion des ménages agricoles disposant ou exploitant de terre

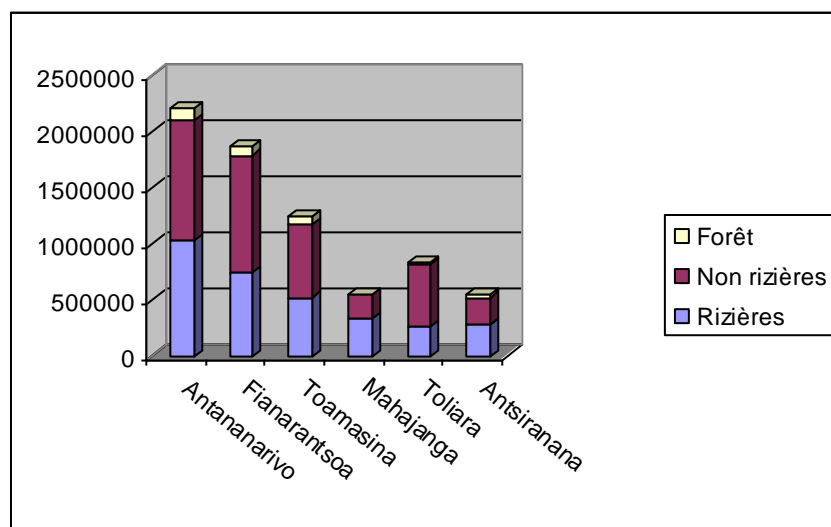


Source : INSTAT/DSM/EPM 2001

Les riches disposent ou exploitent moins de terre que les ménages pauvres puisqu'au moins neuf ménages pauvres sur dix sont dans le secteur agricole, alors que chez les ménages riches ce ratio est quatre sur dix. Si dans les autres faritany, au moins huit ménages sur dix travaillent à titre principal ou en qualité d'activité secondaire, à Antananarivo environ six ménages sur dix sont dans le secteur agricole. Cela peut s'expliquer par le niveau assez élevé du salariat à Antananarivo qu'ailleurs. La situation change complètement lorsqu'on traite l'accès à la terre suivant le milieu : le taux d'accès décroît du milieu rural vers le milieu urbain. En effet, la proportion des ménages agricoles est très importante en milieu rural car 85% des ménages ruraux sont des agriculteurs. Dans les chefs lieux de fivondronana, elle est de 52%. Cette proportion est de 11,6% pour la Capitale alors qu'elle se chiffre à 27,2% pour les autres chefs lieux de province.

X-A-2 Parcelles : nombre et taille moyenne en ares

Graphique 43 : Répartition du nombre total de parcelles par faritany



Source : INSTAT/DSM/EPM 2001

En 2001, le nombre total de parcelles exploitées ou mise en valeur à Madagascar par les agriculteurs est de 7 216 923 parcelles dont 4% parcelles sont des forêts, 52% sont des non rizières et 44% parcelles sont des rizières. La plupart des parcelles se trouvent à Antananarivo et à Fianarantsoa puisque à eux seuls, ils accaparent 56,2% de l'ensemble des parcelles. Le poids des parcelles dans les faritany de Mahajanga et d'Antsiranana est faible. En fonction du type de parcelles, à l'exception des deux derniers faritany, il y a plus de tanety ou non rizières que de rizières. En général la superficie par type de terres tourne autour de 50 ares : 54,7 ares par parcelle de rizières ou de tanimbary, 52,2 ares par parcelle de tanety ou de non rizières et enfin 56 ares par parcelle de forêt. Il faut toutefois prendre avec précaution la définition d'une forêt. Cette dernière s'étend d'une simple forêt déjà défrichée et/ou exploitée à une forêt vierge. Généralement les forêts vierges sont devenus des sites protégés par l'homme et entrent dans le programme de protection des actions environnementales. Il importe de souligner que cette prépondérance du nombre des parcelles dans les faritany d'Antananarivo et de Fianarantsoa a été apparemment compensée par le niveau faible de superficie moyenne par parcelle. En conséquence, une parcelle à Antananarivo et à Fianarantsoa se mesure en moyenne à 24,1 ares et 36,7 ares alors qu'elle représente au moins le double dans le reste des faritany : 78,6 ares à Toamasina, 82,2 ares à Mahajanga, 87,1 ares à Toliara et 91,3 ares à Antsiranana. Un ménage malgache exploite en moyenne une parcelle d'une superficie de 53,4 ares.

Tableau 125 : Superficie moyenne en ares par parcelle par quintile et milieu

Milieu	Plus pauvres	Quintile_2	Quintile_3	Quintile_4	Plus riches
Capitale			22,1	20,1	40,7
AGCU	21,1	26,5	30,5	36,5	58,2
CUS	55,6	69,3	65,0	57,9	58,6
Rural	45,9	51,3	53,9	63,2	52,6
Madagascar	46,0	51,9	54,0	61,6	52,9

Source : INSTAT/DSM/EPM 2001

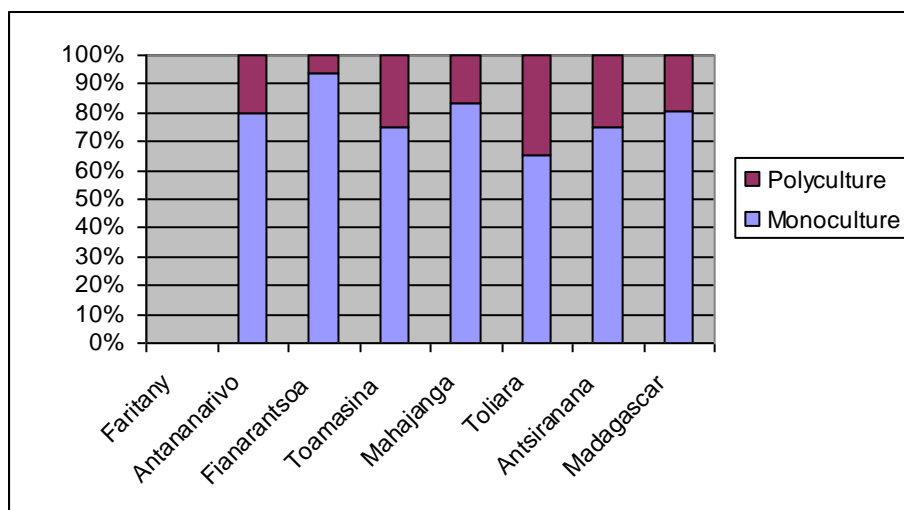
Par milieu de résidence, il ressort que 40% des ménages de la Capitale ne disposant d'aucune terre agricole et ces ménages sont les plus pauvres et les pauvres. Un point qui mérite d'être vérifié est qu'à l'exception de la Capitale, toutes les catégories de ménages possèdent de terres et par conséquent la non possession de terres ou le non accès ne sont pas forcément des causes fondamentales à l'origine de la pauvreté agricole et rurale. Néanmoins, la superficie moyenne par parcelle des plus riches à Madagascar est toujours supérieure à celle des très pauvres : 53 ares contre 46 ares. Il convient aussi de remarquer que le genre du chef de ménage n'influe pas beaucoup sur la taille moyenne en ares d'une parcelle exploitée ou possédée puisqu'elle est de 54 ares chez les hommes contre 53 chez les femmes. L'accès aux débouchés est fortement tributaire du degré d'accès à un réseau de transport traditionnel ou moderne.

Aussi est-il important d'avoir une idée sur la durée du trajet à pied qui relie le lieu de travail ou la parcelle et une route accessible par une charrette. Ainsi il faut en moyenne 25mn pour se rendre à une route praticable par une charrette à partir soit d'une rizière ou d'une tanety non rizière. La durée du trajet par rapport à une parcelle de type forêt est légèrement supérieure : 35 mn. Suivant les provinces, la durée moyenne la plus courte est constatée à Antananarivo, à Fianarantsoa et à Mahajanga ; soit respectivement 18 mn, 23 mn et 24 mn. Elle varie autour de 30 mn dans les autres provinces.

X-A-3 Monoculture et polyculture

La plupart des agriculteurs malgaches pratique la monoculture ou cultive une seule culture non seulement pendant la saison principale mais aussi durant la contre saison. A titre d'illustration, 81,9% des agriculteurs s'adonnent à cette pratique au niveau national. Le taux le plus élevé est observé à Fianarantsoa contrairement à Toliara. L'inverse de la définition de la monoculture donne la définition de la polyculture. Seulement un quart des ménages agricoles a la possibilité et l'habitude de procéder soit à une rotation culturale, soit à une succession de culture sur une même parcelle mais à des saisons différentes. La forte proportion de ménages agricoles concernées par cette pratique se trouve à Toliara et est estimée à 35,1% des agriculteurs. La situation à Toliara peut s'expliquer par la basse qualité du climat et le changement de la qualité du sol. Ce faible taux de polyculture au niveau national et par faritany pourrait être à l'origine de la situation précaire du bilan alimentaire à Madagascar.

Graphique 44 : Répartition des parcelles par faritany et suivant le nombre de culture

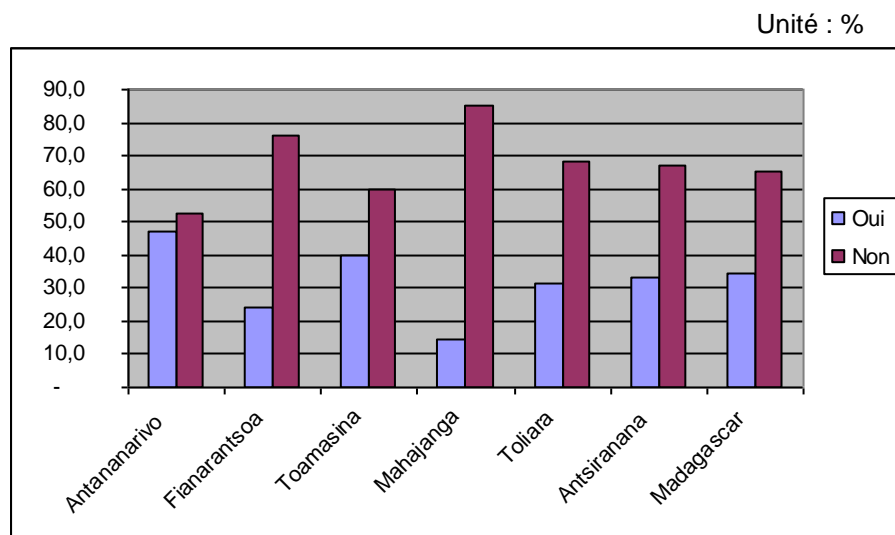


Source : INSTAT/DSM/EPM 2001

X-A-4 Culture principale et culture contre saison

Forte est la proportion des ménages agricoles qui adoptent le principe de la culture principale c'est à dire qui doivent planter une ou deux cultures durant la saison principale parce que 85% des parcelles y subissent. Cette saison correspond en général à la période de plantation maximale sur une parcelle relativement à d'autre parcelle par rapport à un calendrier cultural. La proportion maximale est atteinte à Fianarantsoa avec 92% des parcelles. C'est à Antananarivo que cette proportion est relativement moindre (77,4%). Ailleurs, au moins 86% des parcelles sont exploitées pendant la saison principale. Dans tous les cas, la forte proportion constatée reflètent encore une fois le fait que la population malgache est une population agricole et que bon nombre de chefs de ménages malgaches dépendent largement de la terre pour nourrir leurs familles. Par rapport à leur niveau de vie subjectif relatif, les ménages très pauvres et les ménages pauvres semblent suivre scrupuleusement cette pratique en fonction à la fois de la période pluviométrique et du type de semences à utiliser ; et cela avec une proportion respective quasi identique de 94,3% des parcelles. Par rapport au type de parcelle utilisé, presque toutes les parcelles (99%) sont destinées pour les rizières durant la saison principale. Les parcelles de types tanety ou les non rizières ne sont pas forcément cultivées durant période principale puisqu'il existe encore cinq parcelles sur cent qui font exception à la règle.

Graphique 45 : Répartition des parcelles suivant la possibilité d'une culture contre saison



Source : INSTAT/DSM/EPM 2001

En général, la proportion de parcelles qui ne pourrait pas être utilisée durant la période de contre saison est relativement élevée à Madagascar. Par faritany, cette proportion est très dominante partout où à Mahajanga le maximum est atteint.

X-A-5 Mode de faire valoir

Il existe en règle générale deux modes de faire valoir : le mode de faire valoir direct où le propriétaire met en valeur directement ses parcelles et le mode faire valoir indirect où l'exploitation des parcelles est confiée à une tierce personne sous conditions. Dans ce dernier cas, on peut distinguer quatre cas possibles : en premier lieu le métayage où le propriétaire met à la disposition d'une autre personne l'exploitation de sa propre parcelle en contre partie de laquelle les deux se partagent la récolte finale, en second lieu le fermage qui ressemble au premier mode de faire valoir indirect mais le taux de partage reste fixe, en troisième lieu la location à laquelle une autre personne loue la parcelle moyennant paiement d'une somme fixe et pour une période déterminée et enfin le prêt gratuit où le propriétaire ne demande rien en échange mais juste pour faire valoir sa parcelle.

59,8% des parcelles à Madagascar sont reçues en métayage (31,1%) et en location (28,7%) alors que les parcelles données en métayage et en location sont de 23,6% seulement et se répartissent respectivement ainsi : 19,3% et 5,3%. Une première remarque qui s'impose est que l'égalité entre donner et recevoir n'est pas respectée et ensuite le ratio des parcelles reçues est au moins deux fois de celui des parcelles données. Enfin, il existe encore des propriétaires généreux qui donnent pour usage sans contrepartie et pour une période prédéfinie ses parcelles (15,7%) au profit des autres.

Tableau 126 : Répartition des parcelles suivant le mode de faire valoir indirect et le faritany

Unité : %

Faritany	Reçues en métayage	Reçues en location	Données en métayage	Données en location	Prêt gratuit
Antananarivo	41,2	27,9	15,6	6,1	9,2
Fianarantsoa	12,3	49,0	3,5	7,3	27,8
Toamasina	25,2	29,9	23,6	7,1	14,3
Mahajanga	30,0	23,0	29,1	3,8	14,1
Toliara	14,0	36,6	9,5	6,1	33,9
Antsiranana	36,1	16,5	29,3	0,4	17,7
Madagascar	31,1	28,7	19,3	5,3	15,7

Source : INSTAT/DSM/EPM 2001

Le taux des parcelles reçues en métayage par les ménages est très important à Antananarivo, à Antsiranana et à Mahajanga. Le taux quasi faible se dessine à Fianarantsoa et à Toliara auquel cas le taux respectif de terres reçues en location est par contre aussi élevé. En ce qui concerne les terres données en location par les ménages, le taux assez significatif est au même niveau à Toamasina et à Antsiranana, soit 29%. La proportion des terres données en location est souvent faible. Les principales raisons qui poussent les propriétaires à donner ses parcelles en métayage et en location sont de deux ordres : d'abord le manque de main d'œuvres pour y cultiver est relatif à 26% des parcelles et ensuite le manque d'argent pour 23,4% des parcelles. Les autres raisons sont l'éloignement des parcelles par rapport au lieu d'habitation (16,2%) et la logique de rentabilité individuelle par rapport à un mode de faire valoir direct (10,3%). Le motif relatif aux caractères nombreux des terrains touchent 5% des parcelles tandis que la cession temporaire pour aider un des héritiers ne concernent que 3,3% des parcelles. Mis à part les autres motifs à 14,2% des parcelles, le problème d'héritage ne se pose pas trop pour 0,1% des parcelles alors que le mode de faire valoir indirect pour cause de mauvaise qualité de sol ne porte que sur 2,4% des parcelles des propriétaires.

Le type d'accord conclu pour le mode de faire valoir indirect varie d'un faritany à un autre et même suivant le niveau de vie subjectif relatif. Dans l'ensemble, le métayage est le mode le plus utilisé par tout le monde car 77,2% des parcelles en sont concernées avec 43,1% des parcelles pour le métayage à 1/2 et 34,1% des parcelles pour métayage à 1/3. Vient ensuite le paiement en argent à la récolte avec 12,4% des parcelles et le pré-paiement en argent ne touche que 9,3% des parcelles. Le prêt gratuit est peu utilisé puisque c'est seulement 1,2% des parcelles ont été concernées, ce qui est logique avec le risque que cela comporte. Le métayage est beaucoup plus commode aux femmes agricoles que les hommes agricoles, le taux d'ensemble des parcelles concernées est de 83,6% pour les femmes chefs de ménages et de 72,4% pour les hommes chefs de ménages.

Tableau 127 : Répartition des parcelles suivant le mode de faire valoir indirect et le faritany

Faritany	Unité : %					Total
	Pré-paiement en argent	Paiement à la récolte	Métayage 1/2	Métayage 1/3	Prêt gratuit	
Antananarivo	12,8	14,3	8,6	64,2	-	100
Fianarantsoa	45,8	21,8	21,1	11,4	-	100
Toamasina	4,2	22,0	43,0	26,7	4,2	100
Mahajanga	3,7	6,7	74,7	14,8	-	100
Toliara	31,2	-	40,7	28,1	-	100
Antsiranana	1,4	0,6	82,4	15,6	-	100
Madagascar	9,3	12,4	43,1	34,1	1,2	100

Source : INSTAT/DSM/EPM 2001

Les agriculteurs tananariviens utilisent davantage le métayage 1/3 à 64,2% des parcelles alors que ceux de Fianarantsoa s'habituent au pré-paiement en argent à 45,8% des parcelles. Les agriculteurs d'Antsiranana, de Mahajanga, de Toamasina et Toliara adoptent à différent degré le système de métayage 1/2. Le contrat s'établit à 36,6% des parcelles avec les amis et les connaissances. La relation entre parents proches est peu importante et relative à 21% des parcelles. Le lien d'héritage est quasi identique à son lieu dans la mesure où la proportion des parcelles concernées est identique et se chiffre à 16%. Le mode de faire valoir indirect en raison de lien de parenté avec des parents éloignés représente 10,4% de l'ensemble des parcelles. Dans tous les cas de figure, l'accord est conclu verbalement à 84,8% des parcelles et dans une moindre mesure avec écrit sans autorité à 14,5% des parcelles. Ceux qui réclament l'accord écrit avec autorité sont seulement pour 0,7% des parcelles. Ceci témoigne encore une fois du degré très élevé de confiance qui règne dans le monde rural en matière d'utilisation de la terre. Il semble que la sécurisation foncière est réservée davantage aux agriculteurs urbains qu'aux agriculteurs ruraux. Qu'en est-il de l'apport du propriétaire des parcelles ? Généralement, neuf propriétaires sur dix n'apportent rien que la ou les parcelle(s) et dans certains cas une partie infime des parcelles (sept sur cent) ont vu la participation des propriétaires en apportant des semences. Le reste des parcelles reçoivent des engrais ou à la fois des engrais et semence de leur propriétaire.

X-B-1. INTRANTS ET PRODUCTION AGRICOLE

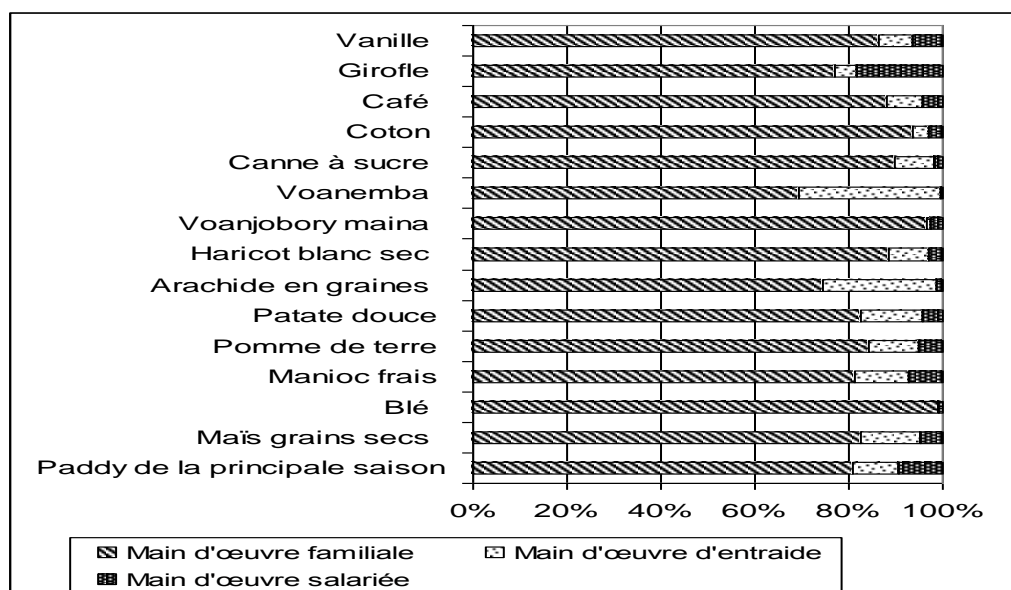
X-B-1-1 Utilisation de main d'œuvre agricole

Sur une année d'exploitation, l'accomplissement des activités agricoles (de la plantation à la récolte, y compris les activités post-récolte telles que le transport, etc.) exige rarement des ménages plus de 10.000 jours de main d'œuvre agricole à l'hectare, à l'exception de certains produits légumiers (poireau, brède et salade). Certains produits agricoles, tels que le blé, la courgette et le maïs en épis secs, nécessitent entre 4.300 et 6.000 jours/ha de main d'œuvre agricole, d'autres produits agricoles, l'oviala, le coco, la pomme de terre, le chou vert-rouge, l'haricot blanc non frais, la carotte, le poivron et la girofle entre 1.000 et 2.600 jours/ha, alors que, sur la période considérée, la plupart des produits agricoles en requièrent moins de 1.000 jours/ha.

Les ménages agricoles se suffisent en principe de leur main d'œuvre familiale, et n'envisagent exceptionnellement de s'appuyer sur une main d'œuvre salariée que pour de rares produits agricoles (oviala, avoine et huile d'arachide).

Certains produits agricoles comme l'orge, le riz blanc pluvial, la courge, le coco, le voanemba, la farine de manioc, les raisins et le kabaro admettent cependant le recours à une main d'œuvre diversifiée, en combinant dans des proportions variées la main d'œuvre familiale à une main d'œuvre salariée, ou l'une de ces deux options à une main d'œuvre d'entraide.

Graphique 46 : Utilisation de main d'œuvre pour quelques produits agricoles



Source : INSTAT/DSM/ EPM 2001.

Utilisation de moyens de traction

En faisant abstraction de l'utilisation des moyens de traction à des fins de transport, l'exploitation d'un hectare d'avoine exige en une année 17.455 heures de traction animale, alors que le paddy de la saison principale en requiert à peine 95 heures, le manioc frais 42 heures, le maïs à grains secs 34 heures, le café seulement 3 heures et la vanille moins d'1 heure. Les ménages optent de préférence pour la location des moyens de traction animale, surtout pour les cultures vivrières telles que l'arachide graines (123.750 heures par ha), la pomme de terre (573.436 heures par ha), le voanjobory lena (60.729 heures par ha), le haricot blanc sec (31.885 heures par ha), le maïs à grains secs (20.362 heures par ha) et le riz blanc pluvial (17.990 heures par ha), à quelques exceptions près pour l'huile d'arachide, le riz blanc tavy, la farine de manioc et la courgette, dont les moyens de traction utilisés constituent la propriété des ménages eux-mêmes.

Pour des exigences particulières inhérentes à certains produits agricoles, aux moyens de traction animale se trouvent parfois associés des moyens de traction mécanisée, et ce dans des proportions

variables où la traction mécanisée est utilisée pour satisfaire des exigences supplémentaires découlant de 55% de traction animale pour le haricot blanc sec, la tomate et le paddy de la deuxième saison, 70% de traction animale pour le soja, et plus ou moins 75% pour l'avoine, le riz blanc de la principale saison, le paddy pluvial et le paddy tavy.

Pour la production de petits pois, d'avoine, de haricot frais, de taroo et de patate, dont les exigences de traction dépassent 10.000 heures par ha, les moyens de traction animale utilisés à cet effet appartiennent aux ménages eux-mêmes, tandis que les moyens de traction mécanisée requis pour ces mêmes produits agricoles font systématiquement l'objet de location.

Pratique du sarclage des cultures

Sur une année d'exploitation agricole, la pratique du sarclage s'effectue à des fréquences variables selon les produits agricoles. Seul, le poireau bénéficie de 9 sarclages par an pour les parcelles y afférentes. Les parcelles de brède, de maïs en épis secs et de coton sont sarclées 4 fois en une année. Le riz blanc de la saison principale, le paddy pluvial et le paddy de la saison intermédiaire, le paddy tavy et le riz blanc tavy bénéficient de deux sarclages pour leurs parcelles. La plupart des produits agricoles, entre autres le paddy de la saison principale, le manioc frais, le maïs grains secs et la pomme de terre, ne sont sarclées qu'une seule fois au cours de l'année considérée.

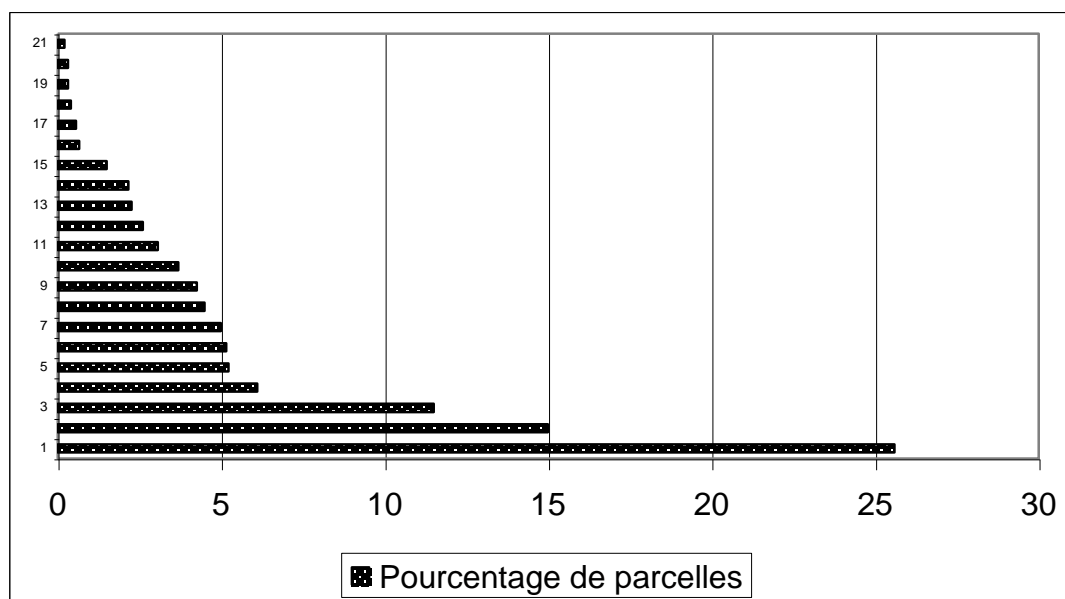
Aucun sarclage n'est opéré pour certains arbres fruitiers (jacquiers, litchiers, manguiers, orangers), certaines cultures pérennes (girofliers, cacaoyers, poivriers) et certaines cultures vivrières (tomate, voanjobory lena, blé, piment et raisin).

Relevé des problèmes des cultures

Le quart des déclarations recueillies auprès des ménages font état du fait que les cultures ne rencontrent à priori aucun problème. D'autres déclarations représentant la même proportion se réfèrent à des problèmes d'ordre climatique, ayant trait à l'insuffisance ou au retard de pluie en début du cycle de production (14,99%), ou à l'insuffisance de pluie ou à la sécheresse durant les phases de culture (11,5%). Une pluviométrie excessive ou le passage d'un cyclone, et l'inondation ne constituent pas toutefois des préoccupations largement partagées. Par ailleurs, la dégradation des ressources naturelles, en particulier l'ensablement des terres exploitables, et l'abaissement de la température, sont rarement évoqués au titre de problèmes importants pour les cultures.

Les risques de dégâts de cultures imputables à des maladies phytosanitaires, des insectes nuisibles ou des sauterelles, voire des oiseaux ou des animaux incontrôlés, à l'exception de l'invasion acridienne, n'inquiètent pas particulièrement les ménages agricoles. De même, l'insuffisance de facteurs de production, tels que les zébus, les travailleurs, et les membres de ménage indisponibles au moment voulu, leur importent peu.

Graphique 47 : Problèmes rencontrés au niveau des parcelles de cultures



Source : INSTAT/DSM/EPM 2001.

- 21 Pas de problème
- 20 Pas assez de pluie au début ou pluie arrivée trop tard
- 19 Pas assez de pluie durant la culture / Sécheresse
- 18 Vol de cultures (vol sur pied)
- 17 Trop de pluie
- 16 Problèmes d'autres insectes que les sauterelles
- 15 Rats
- 14 Cyclone - Inondation
- 13 Problèmes d'autres oiseaux/animaux
- 12 Trop de mauvaises herbes
- 11 Destruction par le bétail
- 10 Autres
- 9 Maladie phytosanitaire de plantes
- 8 Qualité de semence
- 7 Problème de vent
- 6 Pas assez de zébus au bon moment
- 5 Pas assez de travailleurs au bon moment
- 4 Ensablement
- 3 Température trop basse
- 2 Invasion acridienne
- 1 Membres du ménage trop malade pour travailler au bon moment

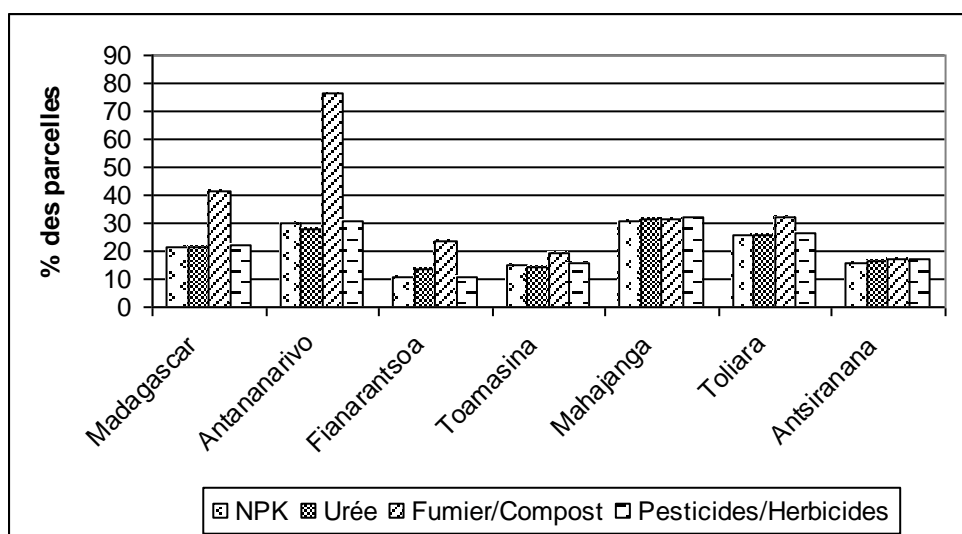
X-B-1-2.. Intrants agricoles et facteurs de production

Apports d'intrants agricoles

Les pratiques consistant à épandre des engrais au profit des parcelles de cultures et à faire usage de pesticides pour le traitement des cultures ne suscitent pas encore beaucoup d'engouement quant à leur adoption par les ménages agriculteurs.

L'usage de fumier organique et du compost a porté sur deux fois plus de parcelles agricoles, que l'épandage de NPK, celui de l'Urée ou l'usage de pesticides et d'herbicides, soit 41,3% de l'ensemble des parcelles de cultures.

Graphique 48 : Apport d'intrants agricoles aux parcelles de cultures



Source : INSTAT/DSM/ EPM 2001

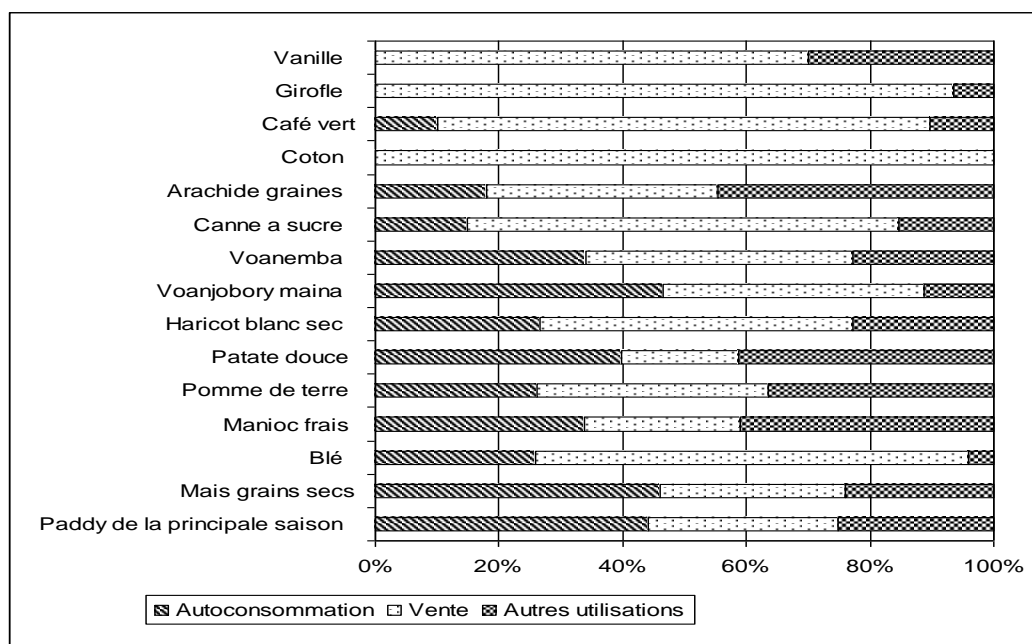
Dans les faritany d'Antananarivo et Mahajanga, environ 30% des parcelles de cultures ont reçu du NPK ou de l'urée, 25% dans le faritany de Toliara, et 15% dans les faritany de Toamasina et Antsiranana. Les pesticides et herbicides ont été utilisés sur 30% des parcelles de cultures des faritany d'Antananarivo et Mahajanga, 26,6% pour le faritany de Toliara, 17% pour le faritany d'Antsiranana, 10,7% pour le faritany de Fianarantsoa et 15,7% pour le faritany de Toamasina. Seul, le Faritany d'Antananarivo a enregistré d'importants progrès, avec l'usage de fumier organique et du compost pour 76,4% de ses parcelles de cultures.

X-C-1. Utilisation des produits agricoles

Les produits agricoles vivriers sont davantage auto-consommés, à l'exception de la pomme de terre, du manioc frais, de l'arachide graines et de la patate que les ménages destinent plutôt à d'autres utilisations que l'autoconsommation et la vente. Par-contre, les produits des cultures industrielles et des cultures d'exportation sont plus voués à la vente, qu'à l'autoconsommation ou d'autres utilisations possibles, sauf pour les noix de coco dont l'autoconsommation représente tout de même 33% de la quantité récoltée, et la canne à sucre 15%.

La part de l'autoconsommation en paddy de la saison principale représente 44% de la production obtenue, et celle de la vente 30%. Pourtant, le paddy issu de la saison intermédiaire n'est consacré à l'alimentation des ménages que pour 15% de la récolte contre 53% introduit dans le circuit commercial. Le riz blanc entre dans la consommation des ménages producteurs pour seulement 32% de la quantité récoltée, et mis en vente pour 47% de la même quantité, à l'exception du riz blanc tavy où 88% de la quantité récoltée sont dévolus à l'autoconsommation. La quantité de maïs récoltée est autoconsommée plus qu'elle ne l'est pour la part destinée à la vente, sauf pour le maïs décortiqué où 73% entre dans la consommation propre des ménages producteurs. A l'état sec, le manioc est davantage autoconsommé (52,25%) pour une vente se situant à 25,79%, alors qu'à l'état frais l'autoconsommation représente 33,71% de la quantité récoltée et la vente se limite à 25,19%. La vente de haricot blanc est estimée à 50% de la quantité récoltée, sèche ou fraîche, tandis que celle du haricot non blanc, sec ou frais, atteint 70% de la quantité récoltée. Les légumineuses sont en grande partie autoconsommées, en particulier le voanjobory maina et le kabaro (pois du cap), et la quantité restante est quasiment vendue en totalité.

Graphique 49 : Utilisation de quelques produits agricoles



Source : INSTAT/DSM/ EPM 2001

X-C-1-1 Analyse des revenus agricoles

La totalité des produits récoltés génère un revenu agricole par ménage qui s'élève à 2.303.811 Fmg par an. Le paddy, le manioc et les produits de rente contribuent le plus à la formation des revenus agricoles, avec respectivement 727.746 Fmg par an, 732.032 Fmg par an et 551.288 Fmg par an, tandis que les tubercules, les céréales et les légumes en procurent le moins, avec respectivement 589 Fmg par an, 2.037 Fmg par an et 5.861 Fmg par an.

Tableau 128 : Revenus agricoles annuels moyens selon les produits récoltés

	Unité : Fmg
Source	Montant
Paddy	727 746
Maïs	44 330
Manioc	725 032
Pomme de terre	14 926
Patate	19 041
Arachide	24 483
Haricot	37 696
Productions de rente	551 288
Ensemble des récoltes	2 303 811

Source : INSTAT/DSM/ EPM 2001

Les cultures de rente rapportent aux ménages du faritany d'Antsiranana un revenu agricole moyen de 4.168.269 Fmg par an, tandis que les ménages du faritany d'Antananarivo comptent plutôt sur les cultures vivrières pour dégager un revenu agricole moyen de 3.782.941 Fmg par an.

Dans le faritany de Toliara, le paddy permet aux ménages de se procurer un revenu pouvant aller jusqu'à 1.990.698 Fmg par an, alors que dans le faritany d'Antananarivo, il n'est que de 867.024 Fmg par an. Inversement, le manioc garantit aux producteurs du faritany de Toliara au moins 1.159.655 Fmg par an, contre 2.187.880 Fmg par an à ceux du faritany d'Antananarivo.

Tableau 129 Revenus agricoles annuels moyens selon les faritany

Unité : Fmg	
Faritany	Montant
Antananarivo	3 782 941
Fianarantsoa	796 333
Toamasina	1 277 749
Mahajanga	1 090 632
Toliara	3 566 513
Antsiranana	4 168 269

Source : INSTAT/DSM/ EPM 2001

L'activité agricole rapporte aux ménages les plus pauvres un revenu moyen de 587.415 Fmg par an, alors que les ménages les plus riches arrivent à se faire un revenu moyen de 6.144.986 Fmg par an, disposant ainsi de dix fois plus d'opportunité exploitable.

Les ménages les plus pauvres tirent leurs revenus agricoles soit de la vente de paddy, qui leur procure 195.416 Fmg par an, soit de la vente de produits de rente rapportant 245.554 Fmg par an. Les revenus agricoles des ménages les plus riches proviennent plutôt de la vente de manioc avec 3.591.044 Fmg par an, que de celle des produits de rente, avec 1.228.658 Fmg par an.

Tableau 130 Revenus agricoles annuels moyens selon les quintiles de dépenses

Unité : Fmg	
Quintiles de dépenses	Montant
Plus pauvre	587 415
Quintile-2	1 402 053
Quintile-3	1 964 864
Quintile-4	3 011 289
Plus riche	6 144 986

Source : INSTAT/DSM/ EPM 2001

X-D-1. Institutions agricoles

X-D-1-1. Crédit agricole

Accès au financement agricole

La quasi-totalité des ménages enquêtés ne s'estime pas en possession de fonds suffisants pour pouvoir s'investir de façon optimale dans une exploitation agricole, si bien que l'obtention de crédits s'avère une nécessité impérieuse, pour des exigences variables selon le statut économique des ménages agricoles.

A cet effet, les ménages s'adressent de préférence à des sources de crédit informelles, quand les emprunts escomptés à court terme s'échelonnent de 731.374 Fmg à 2.994.342 Fmg. Les ménages riches sont disposés à contracter plus d'emprunts que ne peuvent se permettre les ménages pauvres, et ce, indifféremment des sources dont ils pensent s'assurer les services.

Tableau 131 Montant des crédits selon les quintiles de dépenses et les sources

Unité : Fmg		
Quintiles de dépenses	Sources informelles	Sources formelles
Plus pauvre	731 374	252 129
Quintile-2	680 300	321 872
Quintile-3	1 115 222	381 858
Quintile-4	1 312 440	555 554
Plus riche	2 994 342	863 082

Source : INSTAT/DSM/ EPM 2001

A l'exception du faritany de Fianarantsoa dont le montant de crédit escompté n'atteint pas des niveaux aussi élevés que dans les autres faritany, les ménages agricoles préfèrent emprunter auprès des sources informelles, pour des montants s'élevant à plus de 1.000.000 Fmg. Pour des montants d'emprunts à court terme de moins de 650.000 Fmg, ils se portent vers les sources formelles.

Tableau 132 Crédits agricoles escomptés selon les faritany et les sources de crédits

Unité : Fmg		
Faritany	Sources informelles	Sources formelles
Antananarivo	1 172 428	424 386
Fianarantsoa	715 561	297 440
Toamasina	1 642 862	341 903
Mahajanga	1 176 133	610 380
Toliara	1 298 144	462 080
Antsiranana	1 370 348	613 162

Source : INSTAT/DSM/ EPM 2001

X-D-1-2. Observance de jours interdits

Sur une semaine, 44% des ménages ne s'astreignent aucun jour interdit pour l'accomplissement de l'activité agricole, alors que 30% des ménages s'accordent 1 jour d'abstention, 18% des ménages s'interdisent 2 jours, et le reste observe même de 3 à 4 jours d'inactivité agricole.

Pour leurs exploitations agricoles, les ménages riches ne s'octroient pas plus d'1 jour d'interruption par semaine. Au niveau de trois faritany sur six (Toamasina, Mahajanga et Antsiranana), les ménages agricoles observent plus d'1 jour interdit par semaine. Les rares ménages qui s'interdisent 4 jours par semaine vis-à-vis de l'activité agricole se trouvent dans les faritany d'Antananarivo, Toamasina et Mahajanga.

Tableau 133 Ménages agricoles observant des jours interdits par faritany

Unité : %							
Jours interdits par semaine	Antananarivo	Fianarantsoa	Toamasina	Mahajanga	Toliara	Antsiranana	Ensemble
0	64,6	34,5	23,8	27,8	62,0	23,3	43,9
1	31,2	50,5	23,0	10,6	27,2	19,5	29,9
2	3,3	10,4	39,4	43,1	10,4	28,9	18,3
3	0,6	4,5	12,8	16,5	0,5	26,8	7,3
4	0,2	0,00	1,0	2,0	0,0	1,5	0,6

Source : INSTAT/DSM/ EPM 2001

X-D-1-3. Insécurité d'exploitation agricole

En raison des mauvaises, voire des très mauvaises conditions et des risques d'insécurité dans lesquels ils opèrent, 64,5% des ménages agricoles ne se sentent nullement rassurés pour les biens et produits de leurs exploitations agricoles. Seulement, 17,1% s'estiment bénéficier d'assez bonnes à très bonnes conditions par rapport à la problématique de l'insécurité et aux risques de vols. Les pires conditions et les risques d'insécurité les plus graves sont vécus par 52,1% des ménages riches et 71,2% des ménages considérés comme les plus riches.

Tableau 134 Perception des conditions de sécurité et des risques de vols

Niveau d'appréciation	Unité : %				
	Plus pauvre	Quintile-2	Quintile-3	Quintile-4	Plus riche
Très mauvaise	15,0	19,1	22,3	27,8	15,8
Mauvaise	3,4	5,8	11,1	24,3	55,4
Moyenne	18,1	21,7	21,3	21,9	17,1
Assez bonne	19,6	21,1	24,8	20,8	13,7
Très bonne	22,3	27,1	25,0	16,1	9,6

Source : INSTAT/DSM/ EPM 2001

Indifféremment des préoccupations que se font les ménages, 67,2% des ménages enquêtés accordent une importance particulière à l'amélioration de la sécurité des biens et produits de l'agriculture, et 15,6% des ménages estiment qu'une telle amélioration s'avère extrêmement importante. Ces considérations relèvent principalement de 87,4% des ménages riches, et de 94,8% des ménages les plus riches.

Tableau 135 : Perception de l'importance de l'amélioration de la sécurité

Degré d'importance	Unité : %				
	Plus pauvre	Quintile-2	Quintile-3	Quintile-4	Plus riche
Très important	14,8	20,3	20,6	27,2	17,2
Important	5,2	7,1	13,1	23,8	50,8
Un peu important	21,1	22,9	23,9	18,9	13,2
Pas tellement important	25,2	26,1	22,5	15,3	10,8
Pas important du tout	19,9	34,6	20,6	15,4	9,6

Source : INSTAT/DSM/ EPM 2001

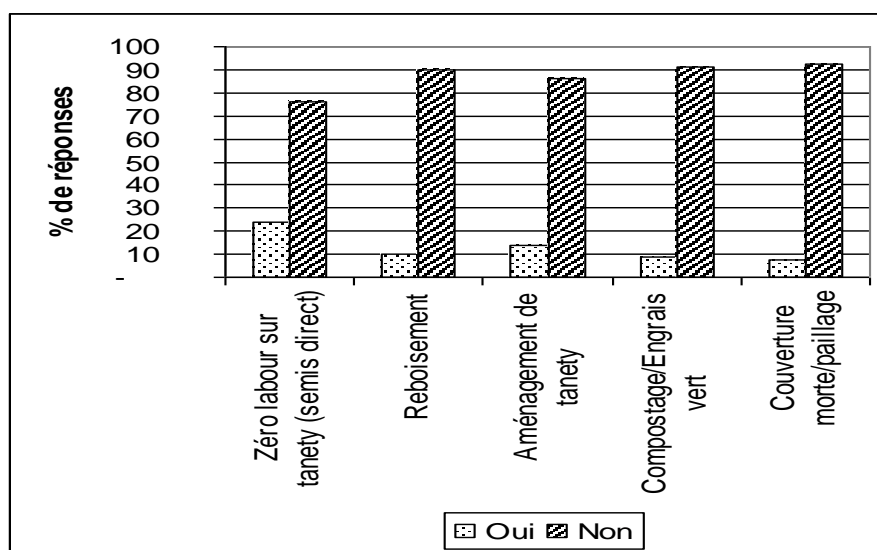
X-E-1. Environnement

X-E-1-1. Adoption de techniques agricoles respectueuses de l'environnement

En dépit de leurs intérêts indéniables pour la préservation des ressources naturelles, les techniques agro-écologiques, telles que le zéro labour sur les tanety (semis direct), le reboisement, l'aménagement des tanety, le compostage et l'engrais vert, ou la couverture morte ou le paillage, n'emportent pas encore l'adhésion généralisée des ménages agricoles.

Le zéro labour sur les tanety (semis direct) est pratiqué par 23,8% des ménages agricoles, l'aménagement des tanety par 13,8%, et le reboisement, le compostage et l'engrais vert, ou la couverture morte ou le paillage par moins de 10%.

Graphique 50 : Adoption des techniques agricoles respectueuses de l'environnement



Source : INSTAT/DSM/ EPM 2001

X-E-1-2. Fertilité et productivité agricole

Analyse des contraintes liées à l'improductivité agricole

Les contraintes qui importent les plus pour un peu plus de 40% des ménages agricoles se réfèrent d'une part à l'insécurité des régimes fonciers, en terme d'accès à la terre ou d'exploitation de la terre, et d'autre part à l'incapacité financière inhérente à l'accès aux crédits agricoles. Les contraintes relatives à l'accès aux moyens de production (zébus pour le travail du sol, main d'œuvre, équipements agricoles, intrants agricoles) ou à la dégradation des infrastructures hydrauliques imputables à des problèmes environnementaux sont considérées par la même proportion de ménages comme étant de peu d'importance. Près de 60% des ménages n'accordent aucune importance aux contraintes tenant à l'accès aux zébus pour l'obtention de fumier ou à l'ensablement des zones de cultures.

Tableau 136 : Appréciation des contraintes majeures liées à l'improductivité agricole

Désignation des contraintes	Unité : %			
	Pas important	Un peu important	Important	Très important
Accès à la terre	19,7	13,6	48,1	18,6
Conflit/insécurité foncière	32,4	18,7	42,7	6,1
Accès aux zébus de travail du sol	17,8	43,8	21,2	17,3
Accès aux zébus pour le fumier	57,8	16,9	13,8	11,5
Accès à la main d'œuvre	16,0	47,4	22,1	14,5
Accès aux équipements agricoles	14,1	40,2	19,8	25,9
Accès aux intrants agricoles	25,1	45,6	13,8	15,4
Accès au crédit	26,5	14,2	43,5	15,8
Dégradation des infrastructures hydrauliques	21,1	49,3	16,2	13,5
Ensablement des zones de culture	60,6	20,9	13,3	5,2

Source : INSTAT/DSM/ EPM 2001

La plupart des contraintes évoquées ne présente aucune importance pour les plus pauvres des ménages, les contraintes relatives à l'accès à la main d'œuvre ou à la dégradation des infrastructures hydrauliques liées à des problèmes environnementaux étant considérées par ailleurs comme de peu d'importance. Les ménages les plus riches estiment cependant que :

les contraintes relatives à l'insécurité du régime foncier et à l'incapacité financière revêtent une importance notoire,

les contraintes relatives à l'accès aux moyens de production (zébus pour le travail du sol, main d'œuvre, équipements agricoles, intrants agricoles) ou à la dégradation des infrastructures hydrauliques liée des problèmes environnementaux leur importent peu, et les contraintes liées à l'accès aux zébus pour l'obtention de fumier ou à l'ensablement des zones de culture n'ont aucune importance pour eux.

X-F-1 Prix agricoles

Prix pratiqués sur les activités agricoles

Sur la période considérée, le salaire agricole pratiqué pour le labour s'établit d'un faritany à un autre, entre 8.400 et 21.400 Fmg/jour, en tournant autour de 10.000 Fmg/jour, pour deux extrêmes revenant au faritany de Toamasina (8.431 Fmg/jour) et au faritany d'Antsiranana (21.468 Fmg/jour). Le repiquage est rémunéré de manière variable d'un faritany à un autre (8.300 à 19.500 Fmg/jour), pour un salaire minimal au niveau du faritany de Toamasina se situant à 8.362 Fmg/jour et un salaire assez conséquent de 19.500 Fmg/jour dans le faritany d'Antsiranana. Quant aux activités post-récolte, le salaire octroyé va de 8.000 à 32.000 Fmg/jour, avec un minimum de 8.061 Fmg/jour dans le faritany de Toamasina et un maximum de 32.326 Fmg/jour rencontré pour le faritany de Toliara.

Le coût de location des moyens de traction animale (bœufs et charrue) pour le labour varie selon les faritany entre 7.000 et 55.000 Fmg/h, avec le minimum rencontré dans le faritany de Toamasina à 7.436 Fmg/h, et le maximum atteignant 55.168 Fmg/h dans le faritany d'Antsiranana. Celle des moyens de traction mécanisée (tracteur) est proposé entre 1.000 et 30.000 Fmg/h, dont le minimum revient au faritany de Fianarantsoa (1.000 Fmg/h) et le maximum au faritany de Toliara (30.004 Fmg/h).

Le prix du NPK s'échelonne d'un faritany à un autre, entre 1.700 Fmg et 18.000 Fmg/kg, pour un minimum rencontré dans le faritany de Mahajanga (1.782 Fmg/kg) et le maximum dans le faritany de Toliara (18.750 Fmg/kg), tandis que l'urée s'achète entre 2.000 à 6.000 Fmg/kg, avec le prix minimum de 2.000 Fmg/kg dans le faritany de Mahajanga et le prix maximum de 6.343 Fmg/kg pour le faritany d'Antananarivo.

Tableau 137 : Prix pratiqués sur des activités agricoles dans les faritany

Rubrique de dépenses		Antananarivo	Fianarantsoa	Toamasina	Mahajanga	Toliara	Antsiranana
Salaire agricole							
Labour	Fmg/j/ha	10 027	11 743	8 431	12 523	13 384	21 468
Repiquage	Fmg/j/ha	9 125	12 237	8 362	14 517	11 293	19 547
Post-récolte	Fmg/j/ha	9 125	18 429	8 061	13 984	32 326	17 583
Location de moyens de traction							
Labour par traction animale	Fmg/heure	16 658	15 521	7 436	14 956	26 489	55 168
Labour par traction mécanisée	Fmg/heure	7 594	1 000	20 667	67 600	30 004	-
Achat d'engrais minéraux							
NPK	Fmg/kg	15 619	16 614	6 000	1 752	18 750	8 000
Urée	Fmg/kg	6 343	4 850	4 800	2 000	-	2 250

Source : INSTAT/DSM/ EPM 2001

IX-H-1. Gains de revenus et dépenses de cheptel

Au cours de la période considérée, 1.784.000 ménages ont élevé diverses espèces d'animaux, pour 78,34% impliqués dans l'élevage de poulets, 45,86% dans l'élevage de caprins, et 42,13% dans celui de bœufs/autres zébus. L'élevage de lapins et celui des ovins se pratiquent les moins, avec respectivement 1,10% et 3,39% de l'ensemble des ménages éleveurs.

Tableau 138 Proportion de ménages éleveurs par faritany et types d'animaux

	Unité : %							
Type d'animaux	Ménages	% Antananarivo	Antsiranana	Fianarantsoa	Mahajanga	Toamasina	Toliara	
Poulets	1 397 524	78,34	22,93	7,26	26,01	8,95	20,80	14,07
Zébus de trait	258 812	14,51	4,63	3,24	3,59	1,76	1,06	4,24
Bœufs/Autres zébus	751 567	42,13	11,38	4,71	9,41	9,99	5,16	13,12
Vache laitière	107 802	6,04	1,68	0,26	0,89	0,66	0,23	4,01
Porcins	284 960	15,97	8,42	0,59	7,52	0,77	1,50	1,60
Oies	114 696	6,43	1,18	0,70	1,76	1,18	3,11	0,29
Ovins	60 421	3,39	0,12	0,01	0,00	0,05	0,00	4,14
Caprins	878 222	49,23	0,00	0,00	0,02	0,07	0,00	6,19
Lapins	19 539	1,10	0,53	0,01	0,37	0,00	0,37	0,11
Dindes/Canards	396 576	22,23	4,59	1,57	5,10	2,75	5,10	5,37
Autres animaux	46 201	2,59	1,61	0,37	0,48	0,23	0,48	0,20

Source : INSTAT/DSM/ EPM 2001

Pour son exploitation, un ménage dispose de 14 têtes de poulets, de 12 têtes de bœufs/autres zébus, de 12 têtes de lapins, de 15 têtes d'ovins, ou de 27 têtes de caprins. En une année, la taille d'exploitation est passée de 6,08 à 7,36 têtes de vache laitière par ménage éleveur, soit un taux d'accroissement annuel de 21,05%, et de 8,38 à 12,39 têtes de lapins par ménage éleveur, soit 47,85% d'accroissement annuel, alors que les autres types d'animaux ont plutôt enregistré une légère diminution.

Tableau 139 : Evolution de la taille d'exploitation selon les types d'animaux

Types d'animaux	Situation Octobre 2000 (tête/ménage)	Situation Octobre 2001 (tête/ménage)	Valeur unitaire actuelle (Fmg/tête)
Poulet	17,53	13,82	10 000
Zébus de trait	4,55	4,20	1 000 000
Bœufs/Autres zébus	12,41	11,61	700 000
Vache laitière	6,08	7,36	690 000
Porcin	3,81	3,39	200 000
Oies	8,46	8,02	27 500
Ovins	16,47	15,37	74 167
Caprins	28,34	27,12	60 000
Lapins	8,38	12,39	7 250
Dindes/Canards	9,88	9,24	15 000
Autres animaux	13,00	24,11	15 000

Source : INSTAT/DSM/ EPM 2001

Les ménages sont enclins à vendre leurs produits d'élevage, notamment les poulets et les caprins (6 têtes/ménage éleveur), et les oies, les ovins, les lapins, les dindes/canards (3 têtes/ménage éleveur), plus qu'ils ne se les réservent à l'autoconsommation et aux cérémonies/fêtes.

En une année, un ménage éleveur se fait voler 3 bœufs/autres zébus, alors qu'aucun ménage ne se trouve inquiété pour l'élevage d'ovins.

L'augmentation de cheptel vif s'opère en général grâce à l'acquisition de nouvelles têtes (naissances ou cadeaux), pour une moyenne par ménage éleveur de 11 lapins, 8 caprins, ou 6 dindes/canards. Les ménages procèdent rarement à l'achat d'animaux destinés à l'élevage : celui des lapins en compte à peine 3 têtes par an.

Tableau 140 : Utilisation des ressources animales, par type d'animal et par destination

Types d'animaux	Unité : tête/ménage éleveur				
	Vente	Autocons°	Cérémonies/Fêtes	Vols	Dons/Pertes
Poulet	5,96	1,53	0,6	0,29	1,58
Zébus de trait	0,52	0,04	0,1	0,86	0,10
Bœufs/Autres zébus	1,55	0,14	0,4	2,51	0,45
Vache laitière	0,50	0,10	0,1	0,25	0,28
Porcin	1,42	0,09	0,2	0,18	0,49
Oies	3,06	1,16	1,1	0,48	0,27
Ovins	3,51	0,09	1,5	0,00	0,13
Caprins	5,90	0,81	1,6	0,40	0,22
Lapins	3,11	1,34	0,5	0,61	0,73
Dindes/Canards	3,38	1,10	0,8	0,61	1,20
Autres animaux	7,47	0,94	0,3	0,66	0,79

Source : INSTAT/DSM/ EPM 2001

XI-Consommation des ménages

Toutes les notions et tous les concepts qui servent d'instrument à l'analyse des conditions de vie des ménages sont en relation avec leurs consommations, dans le sens le plus large du terme (**consommations alimentaires et non alimentaires, consommations en biens durables**). La valeur, ou l'équivalent monétaire des consommations est la cause ou le corollaire de ces notions et concepts. Ainsi, la résultante¹¹ de la valeur des avoirs et de celle de la consommation détermine l'utilité, au sens du bien-être, du ménage. C'est la raison pour laquelle l'Enquête Prioritaire auprès des Ménages de 2001 (EPM-2001), à l'instar des trois enquêtes nationales qui la précèdent, contient plusieurs sections permettant une meilleure évaluation de la consommation des ménages.

Eléments de la consommation

La consommation comprend:

Les dépenses alimentaires	(C1)
Les dépenses alimentaires quotidiennes	(C2)
Les dépenses non alimentaires	(C3)
Les cadeaux et dons alimentaires	(C4)
Les cadeaux et dons non alimentaires	(C5)
Les auto-consommations agricoles	(C6)
Les produits de l'élevage autoconsommés	(C7)
Les auto-consommations issues des entreprises non agricoles	(C8)
Les dépenses liées à l'éducation	(C9)
Les dépenses liées à la santé	(C10)
Les paiements reçus en nature alimentaire	(C11)
Les paiements reçus en nature non alimentaire	(C12)
Les loyers imputés	(C13)
Les valeurs locatives des biens durables	(C14)

L'utilisation des déflateurs régionaux permet non seulement de comparer les valeurs des consommations entre les faritany mais aussi de tenir compte des différences des prix entre le milieu urbain et le milieu rural.

XI-1 Définition des quintiles

Il s'agit ici de classer les individus par ordre croissant de la valeur totale de leur consommation par personne.

- Le quintile des plus pauvres contient les individus dont la consommation annuelle est inférieure à 345 495 fmg
- Le deuxième quintile est composé par ceux dont les consommations se trouvent entre 345 495 fmg et 520 377 fmg
- Le troisième quintile comporte ceux dont les consommations se trouvent entre 520 377 fmg et 788 431 fmg
- Le quatrième quintile est celui des individus qui consomment entre 788 431 fmg et 1 382 183 fmg
- Les individus dont les consommations annuelles dépassent 1 382 183 fmg sont classés parmi le quintile des plus riches

XI-1-1 Répartition des ménages par quintile

Une égalité parfaite entre les ménages des faritany, dans leur ensemble, signifierait une répartition uniforme par quintile (20% pour chaque classe des plus pauvres aux plus riches). En 2001 Antananarivo et Antsiranana se distinguent des autres par le fait qu'une faible partie, respectivement 8,2% et 12,3%, de leur ménages appartiennent au quintile des plus pauvres. Par ailleurs, il n'y a que 9% des ménages de Fianarantsoa et de Toamasina qui sont classés parmi les plus riches.

¹¹ Il s'agit d'une composition formelle qui peut prendre plusieurs formes fonctionnelles.

Tableau 141 : Répartition de la population par faritany suivant le quintile de consommation par tête

Faritany	Unité en pourcentage						Ensemble
	Antananarivo	Fianarantsoa	Toamasina	Mahajanga	Toliara	Antsiranana	
Quintile							
plus pauvres	8,2	28,5	29,6	20,4	24,2	12,3	20,0
quintile_2	13,3	23,0	27,2	19,9	21,0	19,5	20,0
quintile_3	17,1	22,7	17,9	21,3	22,3	22,4	20,0
quintile_4	21,8	16,9	16,4	23,9	18,9	25,9	20,0
plus riches	39,6	8,9	9,0	14,5	13,7	19,9	20,0
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM-2001

XI-1-2 Mobilité inter faritany entre 1999 et 2001

Une parfaite immobilité inter faritany signifierait que le tableau 1 ci dessus reproduit celui de 1999. Par contre, entre 1999 et 2001, les ménages d'Antananarivo et d'Antsiranana présentent une amélioration relative de près de 8 points (mobilité entre les trois quintiles les plus bas et les 2 quintiles des plus riches). Ceux de Mahajanga et Toliary sont plus ou moins stables (leurs faibles variations peuvent être imputées à des incertitudes dues à l'échantillonnage), viennent ensuite les ménages de Fianarantsoa dont une baisse de -3,8 points est enregistrée (mouvement des 2 quintiles des plus riches vers les quintiles des plus pauvres). La répartition de Toamasina montre un amenuisement de 18,8 points des ménages des 3 quintiles des plus riches.

Tableau 142 Variation des répartitions de la population par faritany suivant le quintile de consommation par tête entre 1999 et 2001

Faritany	Unité en point de pourcentage					
	Antananarivo	Fianarantsoa	Toamasina	Mahajanga	Toliara	Antsiranana
Quintile						
plus pauvres	-2,3	-0,1	10,7	0,1	-3,3	-7,4
quintile_2	-3,4	0,6	8,2	-2,7	-0,6	-0,4
quintile_3	-2,0	3,3	-6,7	1,8	5,1	0,0
quintile_4	-0,1	-2,1	-4,0	2,3	2,1	6,8
plus riches	7,7	-1,7	-8,1	-1,5	-3,2	1,0

Source: INSTAT/DSM/EPM-2001

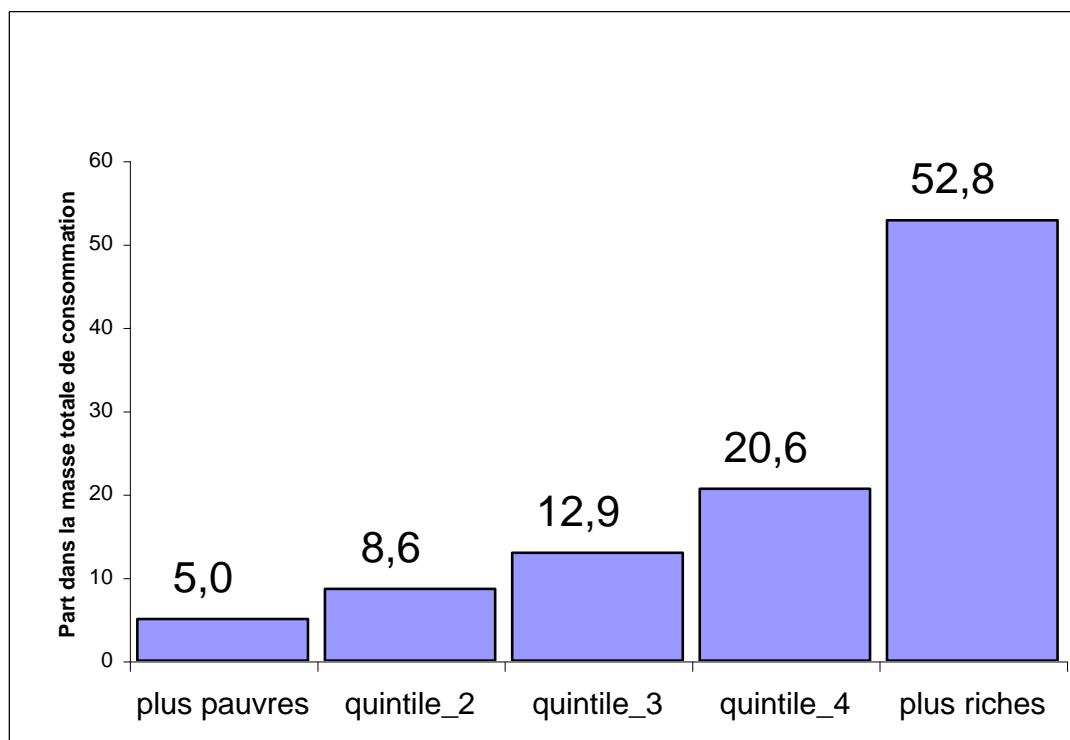
X-2 Niveau de consommation

XI-2-1 Masse des consommations des ménages

En 2001 la masse des valeurs des consommations des ménages s'élève à 15 688 milliards de FMG courant (se conférer à l'annexe pour les intervalles de confiance). Celle du quintile des plus riches représente la moitié de cette masse. Il n'y a que 5% de cette masse qui sont réservées à la consommation des individus classés parmi les 20% les plus pauvres.

Graphique 51 : Distribution de la masse de consommation selon les quintiles

Unité : %



Source: INSTAT/DSM/EPM-2001

Le tableau qui suit montre une comparaison de la répartition des populations selon les strates (croisement des farintany et des milieux). Pour 22,9% de la population, le milieu urbain possède 36,1% des consommations. Plus particulièrement à Antananarivo la part de consommation dépasse de 9,2 points celle de la population.

Tableau 143 : Comparaison de la répartition de la population à celle de la masse de consommation selon les strates

Unité en pourcentage						
Urbain		Rural		Ensemble		
Part de consommation	Part de population	Part de consommation	Part de population	Part de consommation	Part de population	
Antananarivo	17,8	8,6	28,2	20,5	46,0	29,2
Fianarantsoa	4,3	3,6	10,3	17,9	14,6	21,4
Toamasina	3,8	3,4	7,3	13,2	11,1	16,7
Mahajanga	3,3	2,3	6,1	8,7	9,5	11,0
Toliara	4,3	3,4	7,3	10,8	11,5	14,2
Antsiranana	2,6	1,5	4,7	6,1	7,3	7,6
Ensemble	36,1	22,9	63,9	77,1	100,0	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM-2001

XI-2-2 Consommations moyennes par ménage et par individu

La moyenne des consommations annuelles des ménages est de 4 731 000 fmg en 2001. Par individu, l'équivalent monétaire des consommations annuelles moyennes est de 1 001 000 fmg (se conférer à l'annexe pour les intervalles de confiance). Il est prévisible que cette consommation individuelle soit décroissante par rapport à la taille des ménages. En d'autre terme, les familles les plus nombreuses sont les moins aisées. Cela est due au fort ratio de dépendance chez ces derniers.

Tableau 144 : Niveau moyen des consommations par individu

	Unité en fmg courant
	Niveau en fmg courant
Taille du ménage	
Singleton	2 010 289
2 et 3 personnes	1 500 824
4 personnes	1 173 418
5 et 6 personnes	1 006 391
7 personnes et plus	673 955
Ensemble	1 001 341

Source: INSTAT/DSM/EPM-2001

En classifiant les ménages selon le genre du CM, la disparité du niveau de consommation n'est perceptible que lorsqu'on exclus des calculs les ménages singletons et les familles nombreuses (taille du ménage supérieure stricte à 6). Cela montre que les femmes célibataires indépendantes ont un niveau de vie comparable à celle des hommes. Par contre, les veuves, les femmes séparées et les filles mères (qui sont dans leur quasi totalité des chefs de ménages monoparentaux) sont plus en difficultés (ne serait ce qu'à cause du fait que les ménages dirigés par ces femmes ont moins de personnes actives).

Tableau 145 : Comparaison des niveaux de consommations selon le genre du chef de ménage

	Unité en fmg courant			
	Ensemble	Singletons exclus	Familles nombreuses exclus	Familles nombreuses et singletons exclus
Genre du CM				
Homme	1 003 526	995 889	1 203 989	1 193 466
Femme	989 026	946 300	1 098 276	1 050 729
Ensemble	1 001 341	988 691	1 184 336	1 168 079

Source: INSTAT/DSM/EPM-2001

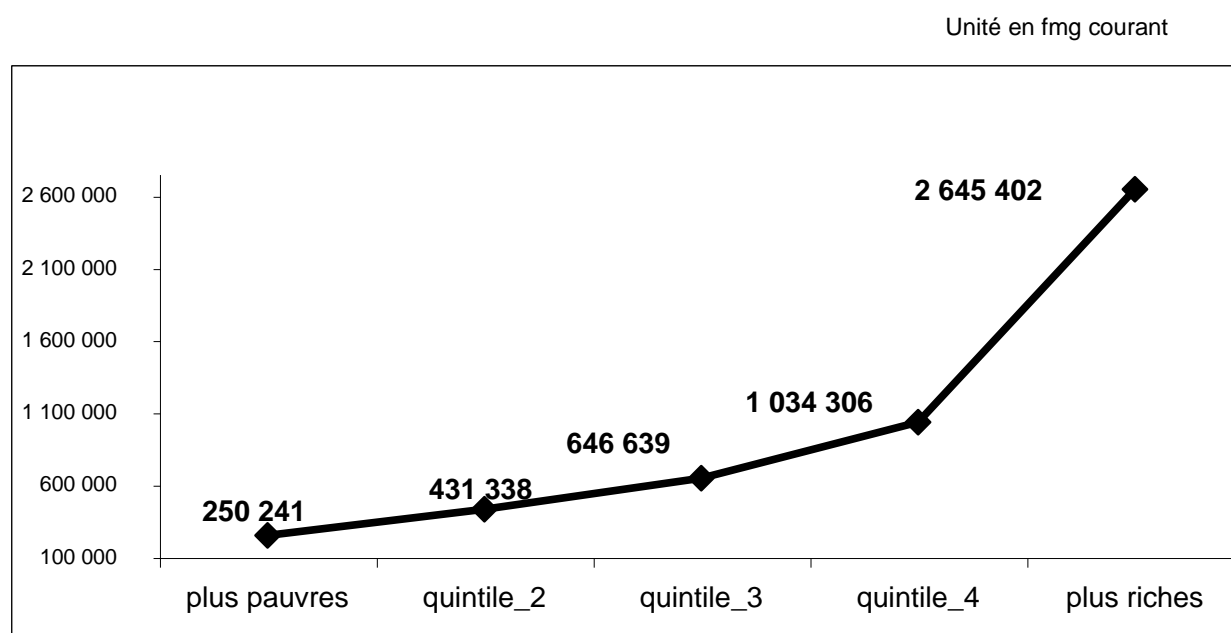
Selon les groupes socio-économique, l'ensemble des agriculteurs, des éleveurs et des pêcheurs, est défavorisé par rapport aux autres ménages (on rappelle que les auto-consommations ont été incluses dans le calcul). Ce sont les cadres salariés qui ont le niveau de vie le plus élevé. Ils consomment pratiquement trois fois plus que les mains d'œuvre sans qualification.

Tableau 146 : Niveaux de consommations selon le GSE du chef de ménage

	Unité en fmg courant
Grand exploitant agricole	641 233
Moyen exploitant agricole	697 963
Petit exploitant agricole	605 649
Eleveur pêcheur	832 117
Entrepreneur non agricole	1 277 717
Commerçant entrepreneur de service	1 910 810
Cadre salarié	2 728 753
Employés et ouvriers	1 540 760
Main d œuvre sans qualification	950 638
Autre	1 606 395
Ensemble	1 001 341

Source: INSTAT/DSM/EPM-2001

En 2001, ceux qui appartenaient au quintile des plus riches consommaient 10 fois plus que ceux qui sont classés parmi les plus pauvres. Par ailleurs les plus riches se démarquent de toutes les autres classes puisque la différence entre leur consommation à celle du quatrième quintile dépasse 1 500 000 fmg par an.

Graphique 52 : Comparaison des consommations moyennes par quintile

Source: INSTAT/DSM/EPM-2001

XI-2-3 Disparité des consommations

L'inégalité de GINI est un chiffre sans unité variant entre 0 et 1 qui est proportionnelle à l'importance des disparités des parts de consommation des plus pauvres aux plus riches.

En utilisant l'inégalité au sens de Gini, la distribution de la consommation à Antananarivo rural est la plus inégalitaire avec un indice de 0,465. Vient ensuite celle de Toliara urbain avec un indice de 0,448. Antsiranana et Fianarantsoa rural sont les provinces les moins inégalitaires. Les inégalités inter strate assez élevés ont eu pour effet un indice de Gini nettement supérieur à celles des faritany et des milieux.

Tableau 147 : Inégalités de GINI par faritany et milieux

Milieu	Urbain	Rural	Ensemble
Faritany			
Antananarivo	0,413	0,465	0,459
Fianarantsoa	0,398	0,363	0,402
Toamasina	0,420	0,349	0,401
Mahajanga	0,392	0,367	0,407
Toliara	0,448	0,388	0,433
Antsiranana	0,342	0,342	0,389
Ensemble	0,431	0,444	0,467

Source: INSTAT/DSM/EPM-2001

XI-3 Structures des consommations**XI-3-1 Consommations alimentaires et consommations non alimentaires**

En 2001, 62,1% de la consommation est consacrée à l'alimentation. Selon les régions, à l'exception d'Antananarivo rural, les parts de l'alimentation avoisinent ou dépassent les trois quarts. Par contre, en milieu urbain, les rapports entre consommations alimentaires et non alimentaires tournent autour de 1,1. A partir de l'association de ce constat et celui des comparaisons des valeurs moyennes, il est rationnel d'en déduire la disparité de niveau de vie (et non nécessairement une disparité de niveau de satisfaction) entre le milieu rural et le milieu urbain en faveur de ce dernier.

Tableau 148 : Parts de l'alimentation dans la consommation totale selon les faritany et les milieux

	Unité en pourcentage		
	Urbain	Rural	Ensemble
Antananarivo	50,0	56,8	54,2
Fianarantsoa	59,8	76,1	71,3
Toamasina	54,8	78,7	70,5
Mahajanga	56,6	70,8	65,8
Toliara	54,7	77,4	69,0
Antsiranana	52,5	72,3	65,2
Ensemble	53,0	67,3	62,1

Source: INSTAT/DSM/EPM-2001

En ce qui concerne la classification par taille des ménages, la part de l'alimentation est quasiment stable selon les classes. Le fait que la classe des ménages composée de sept personnes ou plus se démarque des autres classes est dû probablement à l'économie d'échelle qui est plus perceptible en dépenses non alimentaires qu'en dépenses alimentaires.

Tableau 149 : Parts de l'alimentation dans la consommation totale selon la taille des ménages

Taille du ménage	Unité en pourcentage	
	Part de l'alimentation	
Singleton		61,7
2 et 3 personnes		61,5
4 personnes		59,5
5 et 6 personnes		61,0
7 personnes et plus		66,2
Ensemble		62,1

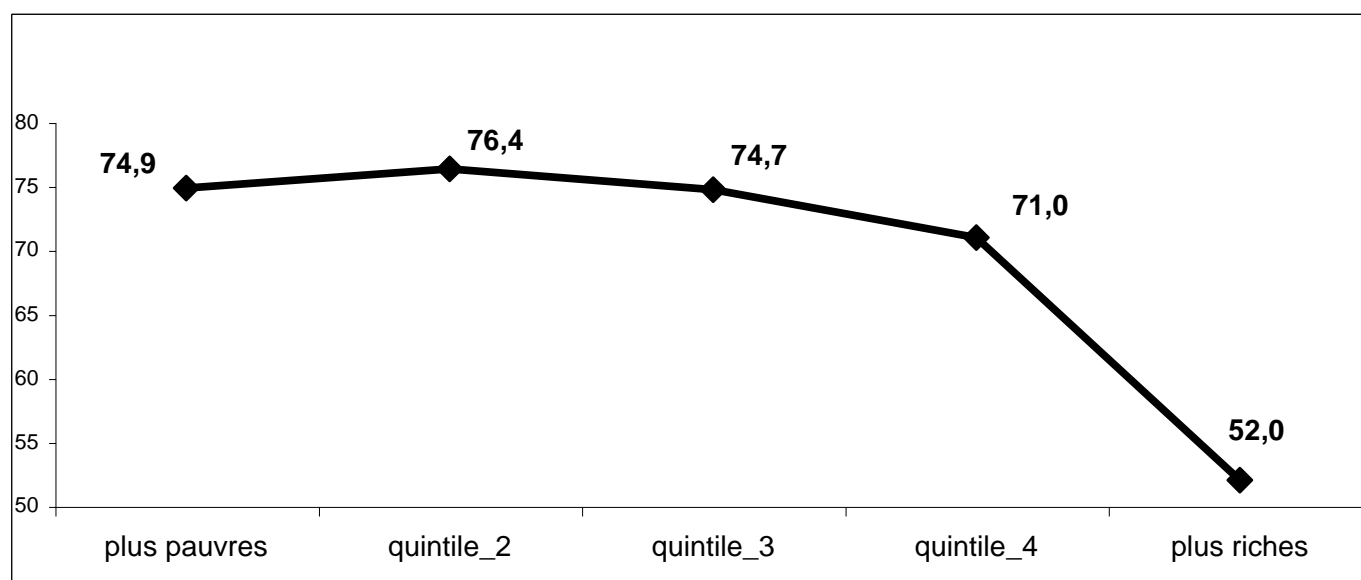
Source: INSTAT/DSM/EPM-2001

La théorie économique stipule que la part de la consommation alimentaire décroît au fur et à mesure que la consommation totale s'améliore (loi d'Engel). Le comportement des ménages malgaches obéit pratiquement à cette théorie.

La croissance de la part de l'alimentation entre le quintile des plus pauvres et le deuxième quintile s'explique par le fait que les ménages extrêmement pauvres sont sous alimentés. Une augmentation du revenu ou des consommations se traduit tout d'abord par une hausse plus que proportionnelle de la consommation alimentaire avant de procéder à une hausse des autres dépenses liées au logement, à l'éducation et à la santé.

Graphique 53 : Parts de l'alimentation dans la consommation totale par quintile

Unité en pourcentage



Source: INSTAT/DSM/EPM-2001

XI-3-2 Les dépenses monétaires

En excluant de la consommation totale, les éléments qui n'ont pas fait l'objet de contrepartie en argent, les dépenses monétaires représentent 69,3% de la consommation totale des ménages. En milieu urbain, du fait de la monétarisation des activités économiques et le développement du salariat, (non payé en nature) plus de trois quart des valeurs des consommations sont issus des achats de biens et des paiements des service. En milieu rural, c'est à Antananarivo que la part des dépenses monétaires avoisine les 75%.

Tableau 150 : Parts des dépenses monétaires dans la consommation totale selon les strates

Milieu	Urbain	Unité en pourcentage	
		Rural	Ensemble
Faritany			
Antananarivo	76,8	74,4	75,3
Fianarantsoa	79,0	56,8	63,4
Toamasina	75,0	58,6	64,2
Mahajanga	79,0	52,3	61,7
Toliara	72,6	57,8	63,3
Antsiranana	77,4	66,3	70,2
Ensemble	76,6	65,2	69,3

Source: INSTAT/DSM/EPM-2001

La classification par quintile montre une croissance de la part des dépenses monétaires en allant de 56,5% chez les plus pauvres à 75,0% chez les plus riches. Il en est de même de la classification selon le niveau d'instruction du chef de ménage. Cela conforte les corrélations positives, sinon la causalité, entre d'une part le niveau de vie, le lieu de résidence, le niveau d'instruction et d'autre part le développement de l'économie monétarisée.

Tableau 151 : Parts des dépenses monétaires dans la consommation totale selon le niveau d'instruction du chef de ménage

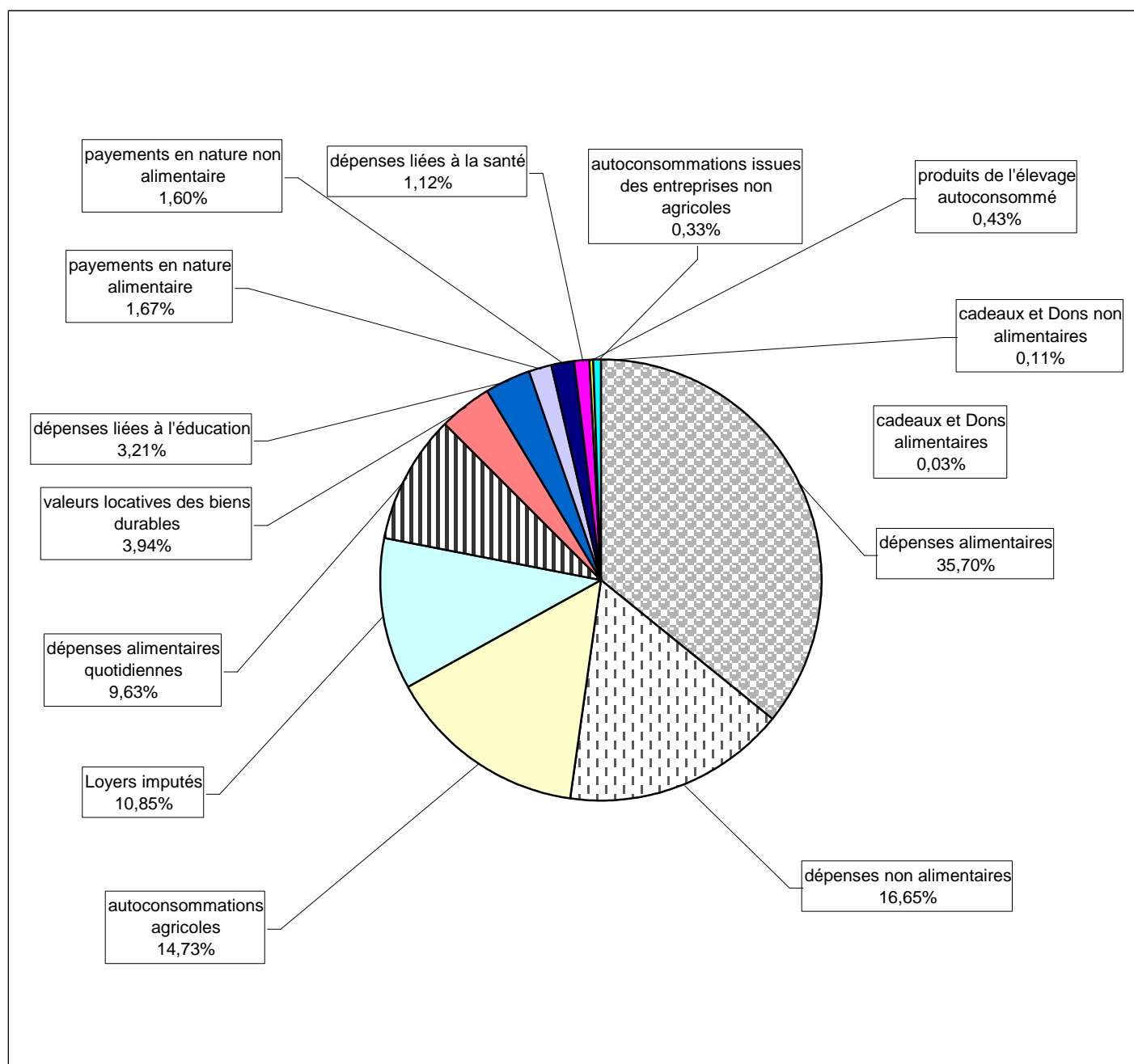
Unité en pourcentage	
Niveau d'instruction du CM	Part de la dépense monétaire
Sans instruction	59,7
Primaire	69,0
Secondaire	76,9
Universitaire	73,3
Quintile de consommation	
plus pauvres	56,5
Quintile_2	58,1
Quintile_3	60,5
Quintile_4	68,0
plus riches	75,0
Ensemble	69,3

Source: INSTAT/DSM/EPM-2001

XI-3-3 Les différents types de consommation

Selon les résultats de l'EPM-2001, les dépenses alimentaires représentent 35,7% de la consommation totale des ménages. Viennent ensuite les dépenses monétaires non alimentaires et les valeurs des autoconsommations agricoles avec des contributions respectives de 16,7% et de 14,7%. La masse totale des autoconsommations issue des entreprises non agricoles et la valeur totale des cadeaux non alimentaires s'élèvent respectivement à 51 milliards et 16 milliards de francs courants. La masse des loyers, imputée ou effectivement payée, atteint 1 702 milliards de fmg, soit 10,8% de la masse totale de consommation. Malgré leur faible part, le montant total des transferts alimentaires se chiffre à 4,3 milliards de fmg.

Graphique 54 : Part en pourcentage des différents types de consommation



Source: INSTAT/DSM/EPM-2001

Tableau 152 : Valeur totale des différents types de consommation

Code	Libellé	Unité en million de fmg	
		Masse de consommation	Part en pourcentage
C1	Dépenses alimentaires	5 600 379	35,7
C3	Dépenses non alimentaires	2 612 929	16,7
C6	Autoconsommations agricoles	2 310 313	14,7
C13	Loyers imputés	1 702 024	10,8
C2	Dépenses alimentaires quotidiennes	1 510 291	9,6
C14	Valeurs locatives des biens durables	618 744	3,9
C9	Dépenses liées à l'éducation	504 202	3,2
C11	Payements reçus en nature alimentaire	262 685	1,7
C12	Payements reçus en nature non alimentaire	251 058	1,6
C10	Dépenses liées à la santé	175 933	1,1
C7	Produits de l'élevage autoconsommés	67 476	0,4
C8	Autoconsommations issues des entreprises non agricoles	51 345	0,3
C5	Cadeaux et Dons non alimentaires	16 888	0,1
C4	Cadeaux et Dons alimentaires	4 322	0,03
Total		15 688 588	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM-2001

La classification par quintile dévoile une part plus ou moins uniforme des dépenses alimentaires (35,7%). Les groupes de consommation dont les valeurs croissent par rapport au quintile sont:

Les dépenses alimentaires quotidiennes, les dépenses non alimentaires, les autoconsommations issues des entreprises non agricoles, les dépenses en éducation et santé, les payements en nature, les loyers imputés ou effectivement payés et les valeurs locatives des biens durables. Plus particulièrement, pour l'éducation et la santé, sous l'hypothèse où ces dépenses sont des dépenses rationnelles et si ces structures restent plus ou moins stables, la disparité que ce soit en montant ou en pourcentage expliqueront le maintien des rangs sociaux entre les générations.

En ce qui concerne les répartitions en ligne, tous les types de consommation présentent un profil croissant par rapport au classement par quintile.

Tableau 153 : Répartition des types de consommation selon les quintiles

Quintile	Unité en pourcentage					Ensemble
	Plus pauvres	Quintile 2	Quintile 3	Quintile 4	Plus riches	
Dépenses alimentaires	5,0 35,6	8,8 36,6	13,3 36,7	22,7 39,3	50,2 33,9	100 35,7
Dépenses alimentaires quotidiennes	3,2 6,2	6,2 7,0	10,0 7,5	20,5 9,6	60,0 10,9	100 9,6
Dépenses non alimentaires	3,4 11,3	5,6 10,9	9,2 11,9	16,6 13,4	65,2 20,5	100 16,7
Cadeaux et Dons alimentaires	8,5 0,05	6,9 0,02	10,8 0,02	32,2 0,04	41,7 0,02	100 0,03
Cadeaux et Dons non alimentaires	3,2 0,1	4,4 0,1	4,1 0,03	10,1 0,1	78,3 0,2	100 0,1
Autoconsommations agricoles	10,9 32,0	18,5 31,6	25,5 29,0	27,9 19,9	17,3 4,8	100 14,7
Produits de l'élevage autoconsommés	10,3 0,9	12,3 0,6	28,3 0,9	31,4 0,7	17,8 0,1	100 0,4
Autoconsommations issues des entreprises non agricoles	0,7 0,04	3,7 0,1	3,3 0,1	12,5 0,2	79,8 0,5	100 0,3
Dépenses liées à l'éducation	3,5 2,2	6,1 2,3	10,7 2,6	19,0 3,0	60,8 3,7	100 3,2
Dépenses liées à la santé	4,0 0,9	7,6 1,0	12,0 1,0	19,4 1,1	56,9 1,2	100 1,1
Payements reçus en nature alimentaire	0,05 0,02	0,6 0,1	1,4 0,2	7,9 0,6	90,0 2,9	100 1,7
Payements reçus en nature non alimentaire	0,3 0,1	2,8 0,5	4,6 0,6	19,4 1,5	72,9 2,2	100 1,6
Loyers imputés	4,4 9,5	6,4 8,0	9,4 7,9	16,1 8,5	63,8 13,1	100 10,8
Valeurs locatives des biens durables	1,4 1,1	2,6 1,2	4,9 1,5	11,8 2,3	79,3 5,9	100 3,9
Ensemble	5,0 100,0	8,6 100,0	12,9 100,0	20,6 100,0	52,8 100,0	100 100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM-2001

Les chiffres en **gras** sont des pourcentages en colonnes.

Les chiffres en police normale sont des pourcentages en lignes.

XII PAUVRETE

XII-1 Etat de la pauvreté

XII-1-1. Introduction.

La pauvreté est un indicateur important pour évaluer l'effet des investissements par le gouvernement, les bailleurs de fonds et le secteur privé sur le bien-être de la population. La définition de la pauvreté que nous utilisons dans ce document est basée sur les données de la consommation.

Une personne pauvre, comme définie dans ce document, est une personne qui n'a pas les moyens de consommer le panier alimentaire et certains biens non-alimentaires jugés essentiels pour mener une vie active et sociale (pour les détails, voir INSTAT 2002). Le seuil de pauvreté a été évalué, pour Madagascar en 2001, à approximativement 988.600 FMG par personne par an au prix de la Capitale (équivalent à 0.42 US \$par jour)¹²

XII-1-2. La pauvreté à Madagascar en 2001.

Les tableaux suivants résument les résultats sur le profil de la pauvreté obtenu d'après les consommations agrégées de l'EPM 2001 en appliquant le seuil de pauvreté décrit. Pour chaque sous-groupe de la population défini dans colonne 1 et 2 du tableau du profil de la pauvreté, nous incluons: le pourcentage de la population dans la population totale, le taux d'incidence de la pauvreté (P0), et le pourcentage des pauvres dans la population pauvre totale du pays. Toutes ces mesures fournissent des informations différentes à propos de pauvreté. Généralement on utilise P0, le taux d'incidence de la pauvreté, qui est une mesure de la proportion de gens qui sont considérés pauvres dans la population de référence. L'analyse est divisée en trois sections: le profil de la pauvreté par faritany et milieu, la pauvreté et les caractéristiques du chef de ménage, et enfin, la pauvreté et les infrastructures.

Pauvreté spatiale

Le taux d'incidence de la pauvreté au niveau national est de 69.6%. C'est un des plus forts taux de pauvreté dans le monde: plus de 2 personnes sur 3 sont pauvres à Madagascar. Par ailleurs, la pauvreté reste remarquablement un phénomène rural, avec plus de 85% des pauvres qui résident à la campagne. Le taux de pauvreté dans les zones rurales est très élevé (autour de 80%) à l'exception des régions rurales autour de la capitale (56,7%). La situation en milieu urbain est plus diversifiée : Antananarivo et Antsiranana ont 30% de la population en dessous de seuil de pauvreté ; Fianarantsoa et Toamasina sont confrontés à un taux avoisinant 60% de population pauvre.

Presque deux personnes pauvres sur trois vivent dans les zones rurales de Fianarantsoa, Toamasina ou Antananarivo. Cependant la pauvreté est considérablement moins profonde dans la province d'Antananarivo par rapport aux autres régions du pays¹³. Les graphiques ci-rattachés résument quelques résultats.

¹² Une nouvelle méthodologie, pas complètement comparable avec celle utilisée précédemment, a été développée pour évaluer le niveau de pauvreté en 2001. Néanmoins les taux de pauvreté obtenus sont en accord avec les résultats des années précédentes (Instat 2002, Paternostro et al. 2001)

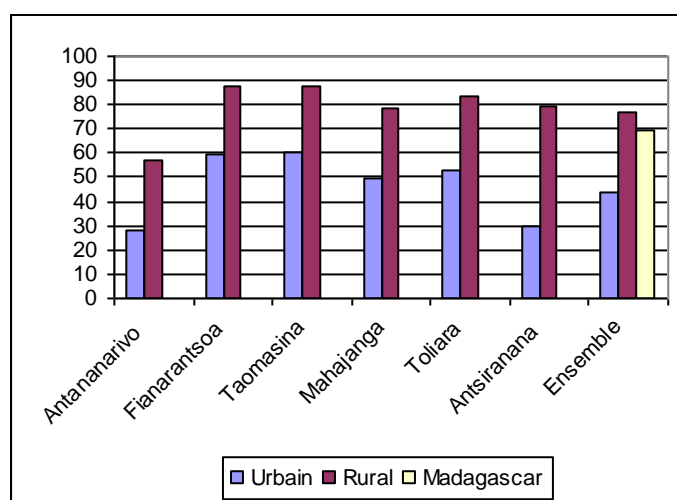
¹³ En termes de distance moyenne par rapport à la ligne de pauvreté (poverty gap)

Tableau 154 : Le profil de pauvreté par milieu et par faritany

	Pourc Pop. (%)	Taux d'incidence (P0)	Part de pauvres (%)
Madagascar	100	69.6	100
Antananarivo	29.1	48.3	20.2
Fianarantsoa	21.5	83.2	25.6
Toamasina	16.6	82.3	19.7
Mahajanga	11	72.4	11.5
Toliara	14.2	76.1	15.5
Antsiranana	7.6	69.2	7.5
Urbaine			
Total	22.9	44.1	14.5
Antananarivo	8.6	28.3	3.5
Fianarantsoa	3.6	59.8	3.1
Toamasina	3.4	60.1	3.0
Mahajanga	2.3	49.8	1.7
Toliara	3.4	53.3	2.6
Antsiranana	1.5	30.1	0.6
Rurale			
Total	77.1	77.1	85.5
Antananarivo	20.5	56.7	16.7
Fianarantsoa	17.9	87.9	22.5
Toamasina	13.2	87.9	16.7
Mahajanga	8.7	78.4	9.8
Toliara	10.8	83.3	12.9
Antsiranana	6.1	79	6.9

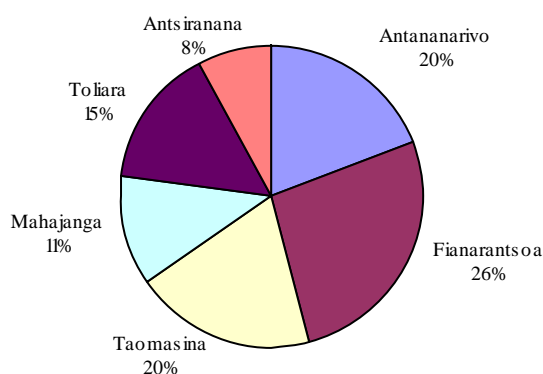
Source : INSTAT/DSM/EPM2001

Graphique 55 Taux d'incidence de la pauvreté en 2001



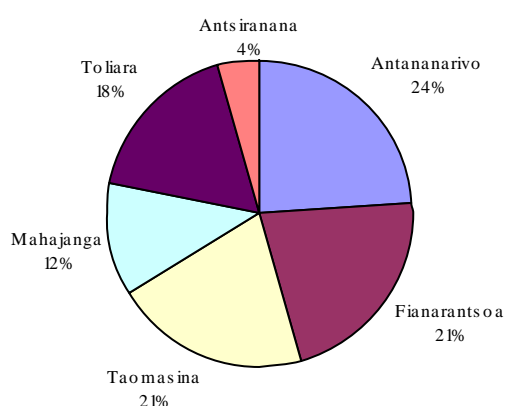
Source : INSTAT/DSM/EPM2001

Graphique 56 Part dans la pauvreté totale : rurale



Source : INSTAT/DSM/EPM2001

Graphique 57 Part dans la pauvreté totale : urbaine



Source : INSTAT/DSM/EPM2001

Pauvreté et Caractéristiques du chef de ménage

Par rapport au genre du chef, les ménages ne semblent pas présenter de différence significative quant à leur niveau de pauvreté. Ici, il est toutefois utile de souligner que s'il existe peu de données sur la distribution au sein des ménages à Madagascar, d'autres études (notamment en Afrique) indiquent qu'il convient notamment d'être prudent dans l'interprétation de ces résultats en tant que signes d'égalité dans la distribution des ressources entre les membres du ménage. Un découpage de la population selon le niveau d'éducation atteint par le chef de ménage révèle un modèle typique : plus d'éducation, moins de pauvreté. L'incidence de la pauvreté pour les ménages dont le chef a fini le niveau d'éducation primaire est inférieure de près de 10%. De plus, on constate une pauvreté moindre parmi les ménages dont les chefs ont accompli des études supérieures. Le découpage d'après le groupe socio-économique reflète la différence structurelle rural/urbain sur la distribution de la pauvreté dans le pays, avec une pauvreté plus élevée pour les gens qui travaillent dans le secteur agricole. Tous les groupes socio-économiques qui travaillent en milieu urbain (services/commerce, ouvriers, ouvriers salariés) sont considérablement mieux.

Tableau 155 : Pauvreté et caractéristiques du chef de ménage

	Pourcentage Pop. (%)	Taux d'incidence (P0)	Part pauvres (%)
Sexe			
Masculin	84.9	69.7	85
Féminin	15.1	69.2	15
Age			
0-24	5.4	65.8	5.1
25-44	51.9	70.2	52.3
45-64	35.9	70	36.1
Plus de 64	6.9	66.2	6.5
Education			
Aucun	36	85	43.9
Primaire	47.7	71.3	48.8
Secondaire et Université	16.3	31.1	7.2
Groupe Socio-économique			
Exploitant agricole	62.7	86.1	77.4
Eleveur/Pêcheur	2.3	79.5	2.6
Entrepreneur agricole	2.9	47.4	1.9
Commerçant/services	5.9	32.6	2.8
Travailleur salarié	5	16.7	1.2
Ouvrier	13.5	40.2	7.8
Travailleur rural Non-qualifié	2.4	74.7	2.5
Travailleur urbain non-qualifié	1.3	44.7	0.8
Autres	4	48	2.7

Source : INSTAT/DSM/EPM2001

Pauvreté et infrastructure

Concernant l'infrastructure, avoir accès à l'eau courante est associé à un niveau de vie plus élevé. Dans les zones rurales, l'eau courante fait défaut : 93% des ménages n'y ont pas accès. La situation est légèrement meilleure dans les régions urbaines où 67% des ménages n'ont pas de source d'approvisionnement en eau potable à l'intérieur de leur habitation ou dans les environs.

La situation critique pour les installations sanitaires est confirmée par l'accès aux systèmes d'évacuation des eaux usées. Seuls 2.5% des ménages ont accès à leurs propres systèmes d'évacuation (fosse septique, etc). 24% de la population n'a aucun accès à des toilettes. Inutile de dire que ces taux sont plus extrêmes dans les régions rurales où 30% des ménages n'a pas d'accès à des toilettes.

95% des pauvres à Madagascar n'ont pas d'accès à l'électricité, et seulement 14% de la population totale est connecté au réseau électrique (un pourcentage qui descend à 5% de la population totale dans les régions rurales). Le pétrole lampant est la seule source de lumière pour la plupart des ménages vivant en dessous du seuil de pauvreté.

Tableau 156 : Pauvreté et Infrastructure

	Pourcentage Pop. (%)	Taux d'incidence (P0)	Part de pauvres (%)
Accès à l'eau			
Eau courante	20.2	41.2	11.7
Autre source d'approvisionnement	79.4	78.9	88.1
Assainissement			
Toilette avec chasse d'eau	2.5	25.7	0.9
Latrine creusée	50.3	67.8	47
Tinette	7.2	72.3	7.1
Autre	15.6	82.8	17.8
Aucune toilette	24.4	81.2	27.2
Source de lumière			
Réseau d'électricité	13.8	17.1	3.3
Générateur Indépendant	1.2	39.4	0.7
Pétrole	74.3	84.2	88.4
Bougies	7.1	33.6	3.4
Autres	3.6	81.8	4.2

Source : INSTAT/DSM/EPM2001

XII-1-3 . Caractéristiques associées à la pauvreté

Si les tableaux offrent un outil pratique pour examiner les chiffres sur la pauvreté générale dans le pays, ils ont une limite majeure : ils sont à double entrée, c'est-à-dire qu'ils ne permettent de regarder qu'une caractéristique à la fois. Dans cette section, nous utilisons la méthodologie de l'analyse par régression multivariable qui permet d'examiner l'impact de plusieurs variables sur la pauvreté simultanément. Nous utilisons, plus particulièrement, un modèle de probabilité de prédiction pour identifier lesquelles des variables que nous avons regardées dans les tableaux ci-dessus, sont les déterminants de la probabilité d'être pauvre. Le tableau 156 rapporte les résultats de cette analyse.

Il est ainsi 10% plus probable qu'une personne soit pauvre si elle vit à Fianarantsoa par rapport à Antananarivo. A Toamasina, ce taux est de 13%.

En outre, il est plus probable pour les ménages de plus grande taille d'être pauvres par rapport aux autres. La structure du ménage paraît aussi jouer un rôle important: la proportion d'enfants augmente la probabilité d'être pauvre. Cela n'implique pas nécessairement qu'avoir plus d'enfants dans le ménage est une cause de pauvreté.

Tableau 157: Caractéristiques qui influent sur la probabilité d'être pauvre:

	<i>Effet sur la probabilité d'être pauvre</i>
Régions (par rapport à Antananarivo)	
Fianarantsoa	+10%
Toamasina	+13%
Taille du ménage (nombre de membres)	+6%
Structure du ménage (par rapport à Antananarivo)	
Proportion d'enfants 0-4 ans	+38%
Proportion d'enfants 5-14 ans	+22%
Niveau d'études atteint (par rapport au non instruit)	
Primaire	-6%
Secondaire et universitaire	-17%
Emploi dans le secteur agricole (par rapport à manufacturier)	+15%
Pas d'électricité	+29%
Observations	4324

Source : INSTAT/DSM/EPM2001

Le résultat sur le niveau d'éducation atteint confirme ce que nous avons vu dans les tableaux. L'accomplissement du niveau primaire réduit la probabilité d'être pauvre de 5%, du niveau lycéen et universitaire de 17%. Les tests supplémentaires ont confirmé que ces résultats sont très précis et robustes à différentes définitions de la pauvreté.

Le secteur de l'emploi joue un rôle important : être employé dans le secteur agricole augmente substantiellement la probabilité d'être pauvre. Ce résultat est vérifié indifféremment du fait que le ménage soit en milieu rural ou urbain.

La résidence en milieu rural n'est pas le déterminant du niveau de pauvreté : le niveau d'éducation, le secteur d'activité ou le capital sont des facteurs plus importants que la résidence géographique.

XII-1-4. Conclusions: qu' avons-nous appris de cet exercice?

Il y a encore besoin de différencier les politiques par région : la diversité des résultats observés sur la pauvreté est le fruit d'environnements et de circonstances très variés. Fianarantsoa, Toamasina et Toliara sont relativement les provinces les plus pauvres de Madagascar.

Le taux de pauvreté au niveau rural reste plus élevé : les actions devraient se concentrer sur la création de nouvelles opportunités dans ces zones, surtout dans le secteur non-agricole.

L'éducation émerge comme un outil puissant pour réduire la pauvreté: atteindre même un minimum d'instruction améliore de manière significative les chances de sortir de la pauvreté.

La santé et l'hygiène (surtout l'accès à l'eau) restent à des niveaux extrêmement bas, surtout dans les zones rurales. Le manque d'accès à ces ressources est un obstacle pour la plus grande majorité des Malgaches.

XII-2 Evolution de la pauvreté entre 1999-2001

XII-2-1 Contexte et objectif

S'il est généralement facile de reconnaître la « pauvreté » d'un individu ou d'un ménage par son mode de vie ou simplement à l'opposé au milieu qui l'entoure, il est souvent complexe de la quantifier. Or cette mesure est nécessaire quant au suivi de la tendance de la pauvreté entre les années qui suivent l'application des programmes de politique économique, une crise ou éventuellement un choc économique.

L'analyse de la dynamique de la pauvreté sert un triple objectif :

1. Constater si les réalités macroéconomiques se répercutent uniformément au niveau de la population ;
2. Cibler les groupes les plus dépourvus afin de mieux orienter les politiques économiques de réduction de la pauvreté ;
3. Analyser les changements éventuels de l'incidence de la pauvreté entre les deux années d'enquêtes au niveau des groupes cibles.

Méthodologie

Dans la présente étude, on utilise principalement comme indicateur de pauvreté la consommation par tête de chaque individu membre du ménage. A travers plusieurs sections (dépenses des ménages, agriculture et élevage), les enquêtes auprès des ménages (EPM), permettent en effet d'estimer **un seuil de pauvreté monétaire**. Ce seuil de pauvreté est la somme d'un seuil de pauvreté monétaire **alimentaire**¹⁴ et d'un autre seuil de pauvreté **non alimentaire**¹⁵. Le taux d'incidence de pauvreté est la proportion de gens qui vivent en dessous du seuil de pauvreté.

Cette étude sur la dynamique de la pauvreté concerne l'évolution du taux d'incidence et de l'intensité de la pauvreté de la population malagasy entre les années 1999 et 2001. L'analyse est faite au niveau national, au niveau provincial, par milieu de résidence et par groupe socio-économique.

Les questionnaires utilisés dans les deux EPM ne sont pas exactement les mêmes. Pour être cohérent avec les résultats passés, on devait choisir une ligne endogène qui garde inchangée l'incidence de pauvreté au niveau national en 1999. Pour cela, on n'a tenu compte que des biens et services (dépensés ou auto consommés) mentionnés dans chacun des deux questionnaires. Le seuil de pauvreté monétaire qui en découle est alors différent de celui pour la construction du profil de pauvreté. Néanmoins c'est le taux d'incidence **en termes de variation** qui importe dans ce qui suit et non les termes en valeur absolue.

Résultats : Baisse du taux d'incidence de 2% entre 1999 et 2001 au niveau national

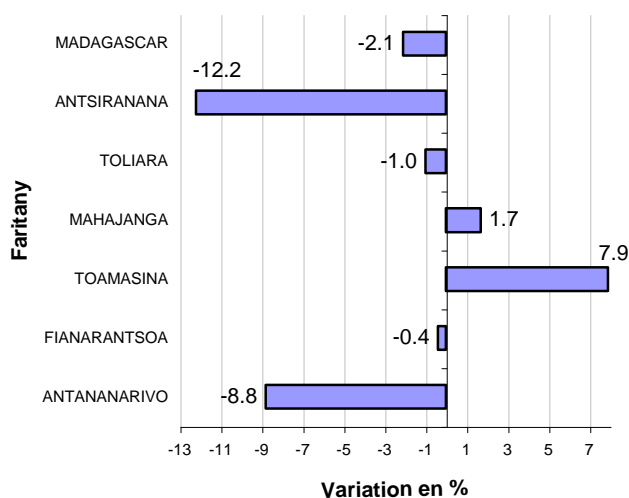
Le taux d'incidence a diminué et non pas le nombre de pauvres

Entre 1999 et 2001, l'incidence de la pauvreté a baissé de 2,1%. Cette variation confirme la tendance à la baisse observée entre la période 1997 et 1999. Toutefois, cette baisse est inférieure à la croissance démographique. Ainsi, c'est la proportion de pauvres qui a diminué mais non le nombre de pauvres.

¹⁴ Le seuil de pauvreté alimentaire est le montant minimum des dépenses qu'un individu doit consacrer à l'alimentation afin de parvenir aux besoins quotidiens de 2133 calories.

¹⁵ Le seuil de pauvreté non alimentaire est le montant minimum des dépenses qu'un individu doit consacrer à certains besoins non alimentaires

Graphique 58 Variation de l'incidence de la pauvreté entre 1999 et 2001 selon le Faritany



Source : INSTAT/DSM/EPM2001

La croissance a principalement bénéficié les provinces d' Antananarivo et Antsiranana aussi bien dans les villes que dans les campagnes.

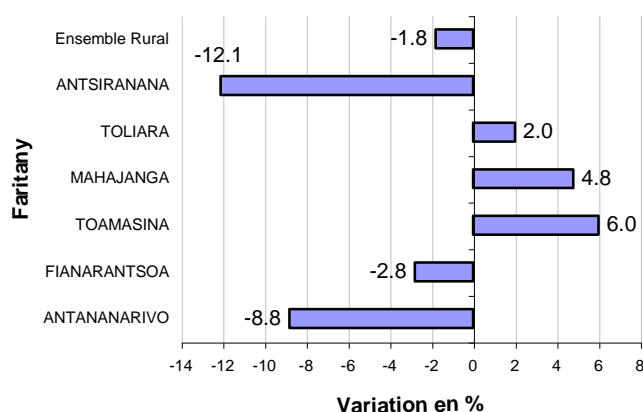
Les résultats par province sont montrés dans le graphique 58. On peut constater ici que la province d'Antananarivo a pu profiter positivement des effets de la croissance. De même, le développement des activités exportatrices dans la province d'Antsiranana pourrait expliquer la diminution du taux de pauvreté dans cette province.

Par milieu

Les résultats pour les milieux rural et urbain sont indiqués, respectivement, dans les graphiques 59 et 60. Plusieurs villes ont profité de la croissance : c'est le cas des villes d'Antananarivo, Mahajanga et de Toliara. A Mahajanga et Toliara, on observe cependant en même temps une détérioration des conditions de vie en milieu rural. Seuls les milieux ruraux d'Antananarivo et d'Antsiranana ont connu des améliorations. Pour Antananarivo, l'amélioration peut s'expliquer apparemment par la proximité géographique à la capitale qui possède d'importants effets d'entraînement.

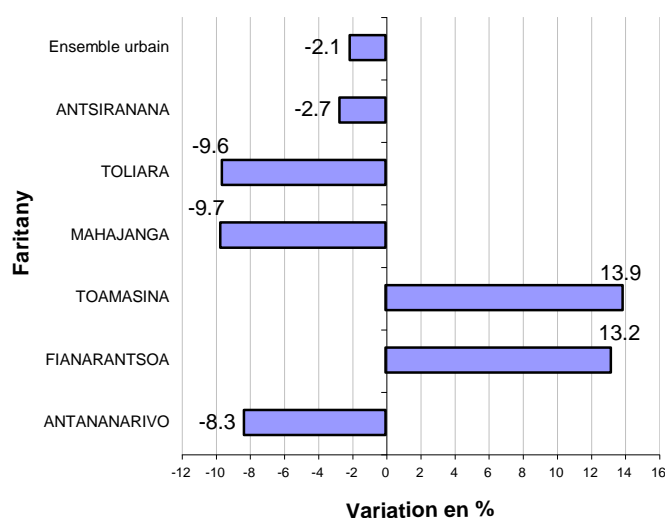
La tendance à la baisse de l'incidence de la pauvreté observée à Antananarivo entre 1997 et 1999 a continué entre 1999 et 2001 aussi bien en milieu rural qu'en milieu urbain. Antsiranana quant à elle a connu une inversion de la tendance : entre 1997 et 1999, l'aggravation de la pauvreté était manifeste à Antsiranana, surtout en milieu rural. Depuis 1997 les indicateurs de pauvreté à Mahajanga n'ont cessé d'augmenter. Cette tendance décroissante à Mahajanga est surtout due au milieu rural qui ne cesse de s'appauvrir pendant que les milieux urbains connaissent une faible amélioration. Ceci peut s'expliquer par l'enclavement d'une grande partie de la province et de l'insécurité qui y règne.

Graphique 59 Variation de l'incidence de la pauvreté dans le milieu rural selon le Faritany



Source : INSTAT/DSM/EPM2001

Graphique 60 Variation de l'incidence de la pauvreté dans le milieu urbain



Source : INSTAT/DSM/EPM2001

Pauvreté selon quelques caractéristiques démographiques et socio-économiques

Selon le niveau d'éducation

Dans l'ensemble, les ménages dont le niveau d'instruction est élevé (primaire et plus) ont vu une amélioration de leur situation. En effet, l'incidence de la pauvreté dans ces catégories de population a diminué sensiblement. Cette diminution est surtout perceptible chez les ménages qui ont un niveau d'instruction supérieure au secondaire (18% contre 4,2% pour les primaires¹⁶). Les ménages dirigés par des individus non instruits ont subi une hausse du taux d'incidence de 2%. Ce schéma se reproduit quant on fait l'analyse selon les milieux de résidence. Néanmoins, l'évolution du niveau de vie des secondaires et plus est assez spectaculaire dans le milieu rural avec un saut de 22,1% (Graphique 61)

¹⁶ On n'a considéré que trois modalités pour le niveau d'instruction : non instruit, primaire et secondaire et plus

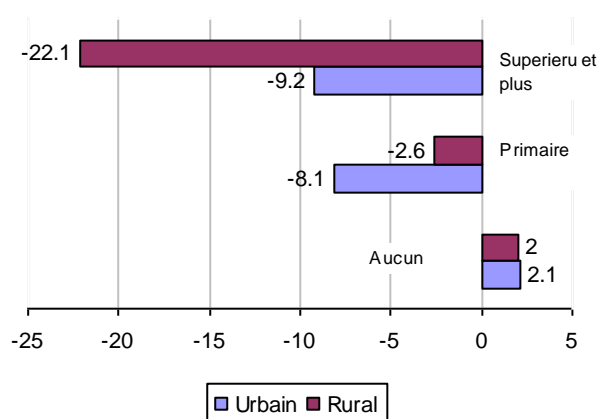
Selon le sexe du chef de ménage

Concernant le sexe du chef de ménage, les deux catégories ont connu une légère diminution avec une variation plus importante pour les ménages dirigés par les femmes. En effet, la variation est de 1,9% pour les hommes contre 2,3% pour les femmes.

Suivant le groupe socio-économique

Concernant les groupes socio-économiques, les individus dont le chef de ménage est un ouvrier non qualifié ont vu leur taux d'incidence baisser de 12%. Cette catégorie vit principalement en ville où l'embauche dans les zones franches a été intensifiée entre 1999 et 2001.

Graphique 61 Variation de l'incidence de la pauvreté selon le niveau d'éducation



Source : INSTAT/DSM/EPM2001

XII-2-2 Evolution du bien-être et de l'inégalité : croissance pro-riches

Cette partie retrace l'évolution de l'inégalité de la répartition des dépenses par individu dans la période étudiée. Les résultats retracés par le Graphique 62 montrent une répartition plutôt équivalente pour les deux années 1999 et 2001 pour les gens vivant au-dessous du seuil de pauvreté. Par contre, pour les gens vivant au-dessus du seuil de la pauvreté, la courbe relatant la distribution des dépenses par tête de 2001 domine significativement celle de 1999 (c'est-à-dire la courbe de 2001 est au-dessus de celle de 1999). Ceci traduit une amélioration des revenus pour les gens riches. En conclusion, la croissance économique entre 1999 et 2001 se traduit par une amélioration des dépenses principalement au sein des ménages plus riches. Cette croissance n'était pas donc une croissance pro-pauvre¹⁷, elle profite d'abord aux gens riches avant de se transmettre par le biais de leurs dépenses à la population pauvre. On s'attend donc à ce que les mesures d'inégalité (comme l'indice de Gini) augmentent pour signifier une légère dégradation de la distribution des ressources.

XII-2-3 L'évolution de la mesure d'inégalité

La courbe de concentration des dépenses (Lorenz) par rapport à la population totale montre effectivement un léger renforcement de l'inégalité (Graphique 63). Cette inégalité est forte car environ la moitié de la population dépense seulement le quart de la masse des dépenses en 1999 et seulement 22,5% en 2001. De l'autre côté, les 10% de la population riche dépensent plus du quart de la totale des dépenses en 1999 et 29% en 2001. Ainsi, la croissance profite largement aux classes riches et profite peu aux pauvres.

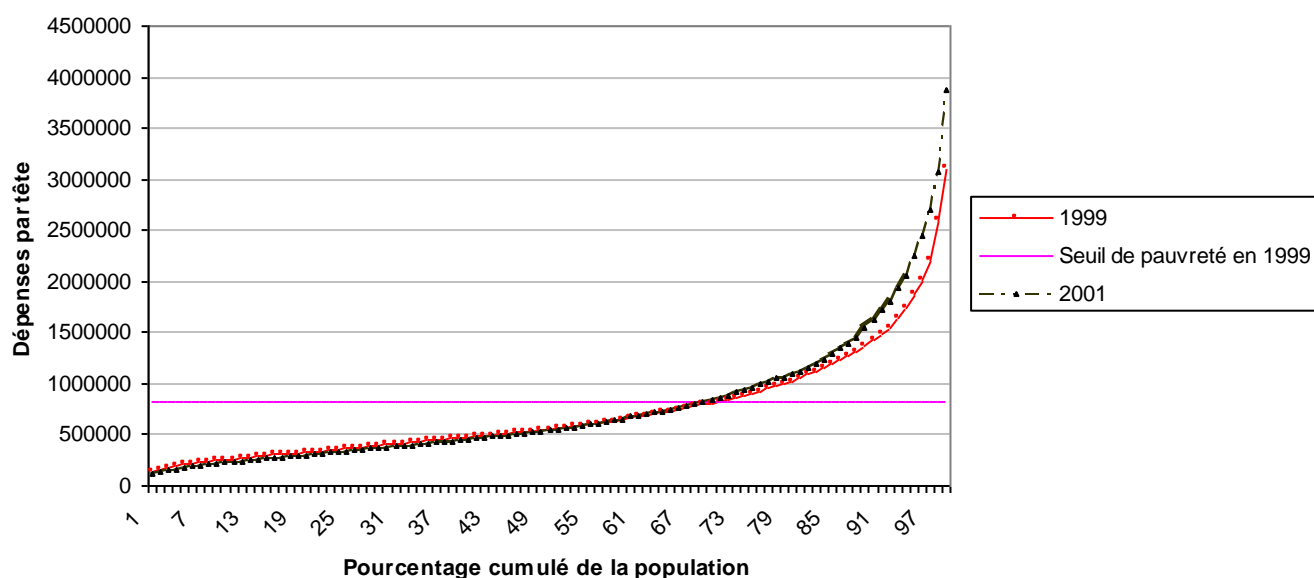
¹⁷ Une croissance pro-pauvre profite plus aux pauvres que les riches, mais le risque par rapport à ces politiques est qu'à force de vouloir réduire l'inégalité, on risque de porter atteinte au dynamisme de l'économie.

XII-2-4 Conclusion

Avec un taux de pauvreté très élevé, la situation de Madagascar sur la pauvreté s'est légèrement améliorée entre 1999 et 2001. Cette amélioration est perceptible en milieu urbain et en milieu rural. Entre 1993 et 1999, le milieu rural n'a cessé de s'appauvrir ; cette situation s'est quelque peu améliorée entre 1999 et 2001 sauf pour certaines régions. Plus de recherche est nécessaire pour expliquer ces différences. Par ailleurs, cette amélioration est surtout perceptible dans les ménages qui sont au moins instruits.

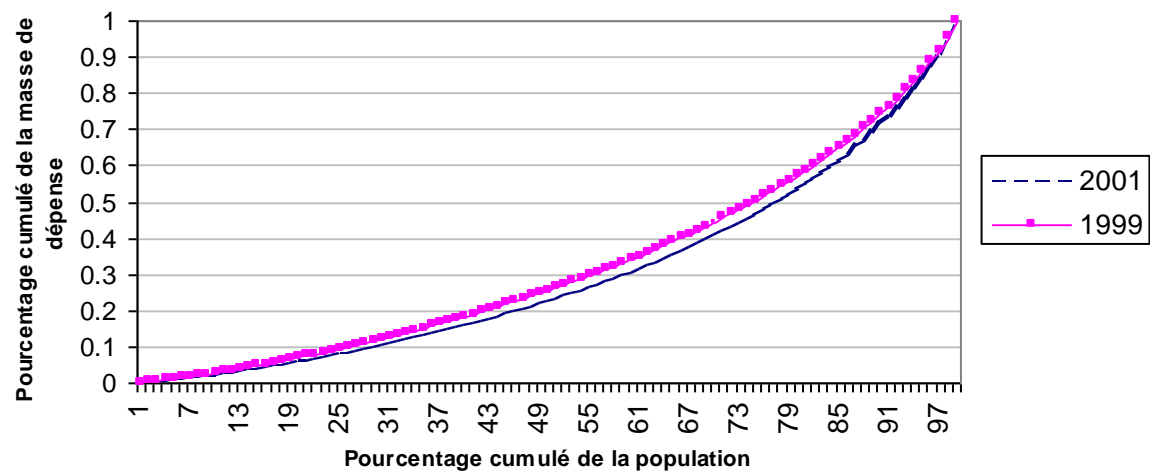
Toutefois, la croissance économique profite peu aux pauvres. Elle entraîne un relèvement significatif des gens riches et moindre des gens pauvres. Afin d'atténuer l'inégalité, les politiques publiques doivent favoriser le désenclavement du milieu rural tout en y favorisant les activités non agricoles génératrices de revenus. Un effort particulier doit aller de pair avec, notamment le soutien permanent à la qualification (éducation). La priorité doit revenir aux régions les moins performantes. Ce qui ne fera que favoriser un développement durable et accessible à tous.

Graphique 62 : Distribution des dépenses par tête en pourcentage cumulé de la population



Source : INSTAT/DSM/EPM2001

Graphique 63 : Courbe de concentration des dépenses par tête pour les années 1999 et 2001



Source : INSTAT/DSM/EPM2001

ANNEXE

Tableau A 1 Répartition de la population par taille des ménages suivant le quintile de consommation par tête

Taille des ménages	Unité en pourcentage					
	Singleton	2 et 3 personnes	4 personnes	5 et 6 personnes	7 personnes et plus	Ensemble
Quintile						
plus pauvres	2,3	5,6	10,8	18,4	32,3	20,0
quintile_2	3,2	14,1	20,1	18,5	24,3	20,0
quintile_3	9,9	19,5	20,5	19,8	20,6	20,0
quintile_4	30,9	22,6	21,9	24,3	13,7	20,0
plus riches	53,6	38,1	26,6	18,9	9,1	20,0
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM-2001

Tableau A 2 Répartition de la population par niveau d'instruction du CM suivant le quintile de consommation par tête

Niveau d'instruction du CM	Unité en pourcentage				
	Sans instruction	Primaire	Secondaire	Universitaire	Ensemble
Quintile					
plus pauvres	32,4	16,7	3,0	0,0	20,0
quintile_2	24,2	21,3	8,8	0,0	20,0
quintile_3	20,0	22,9	14,0	2,2	20,0
quintile_4	16,3	21,9	24,5	13,0	20,0
plus riches	7,2	17,2	49,8	84,8	20,0
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM-2001

Tableau A 3 Répartition de la population par strate suivant le quintile de consommation par tête

Unité en pourcentage													
Faritany	Antananarivo		Fianarantsoa		Toamasina		Mahajanga		Toliara		Antsiranana		Ensemble
Milieu	Urb	Rur	Urb	Rur	Urb	Rur	Urb	Rur	Urb	Rur	Urb	Rur	
Quintile													
plus pauvres	3,0	10,4	5,9	33,0	13,1	33,9	3,5	24,9	14,2	27,3	1,9	14,9	20,0
quintile_2	5,1	16,8	17,6	24,1	17,0	29,8	10,8	22,3	13,8	23,3	4,3	23,3	20,0
quintile_3	9,9	20,1	19,3	23,4	20,7	17,2	19,8	21,7	16,5	24,1	10,7	25,4	20,0
quintile_4	25,3	20,3	28,4	14,6	21,5	15,0	30,6	22,1	23,8	17,3	30,3	24,8	20,0
plus riches	56,7	32,4	28,9	4,9	27,7	4,1	35,3	9,0	31,8	8,0	52,8	11,7	20,0
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM-2001

Tableau A 4 Répartition de la population par GSE suivant le quintile de consommation par tête

Quintile	Unité en pourcentage					
	Plus pauvres	quintile_2	quintile_3	quintile_4	Plus riches	Total
Groupe socio économique						
Grand exploitant agricole	17,1	35,8	22,7	19,6	4,8	100,0
Moyen exploitant agricole	20,2	27,8	29,0	16,7	6,3	100,0
Petit exploitant agricole	30,2	25,5	22,9	15,4	6,1	100,0
Eleveur pêcheur	11,1	13,3	42,4	22,5	10,8	100,0
Entrepreneur non agricole	5,4	15,2	9,3	43,0	27,1	100,0
Commerçant entrepreneur de service	6,1	5,7	9,9	26,2	52,2	100,0
Cadre salarié	0,5	1,7	7,0	20,2	70,6	100,0
Employé ou ouvrier	5,1	8,4	12,7	28,8	45,1	100,0
Main d'œuvre sans qualification	8,3	23,4	19,4	29,1	19,9	100,0
Autre	5,9	13,9	16,0	22,2	42,0	100,0
Ensemble	20,0	20,0	20,0	20,0	20,0	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM-2001

Tableau A 5 Part de la consommation alimentaire selon les tailles des ménages

Unité en pourcentage	
Taille du ménage	
Singleton	66,8
2 et 3 personnes	68,0
4 personnes	71,1
5 et 6 personnes	71,3
7 personnes et plus	66,8
Ensemble	69,3

Source: INSTAT/DSM/EPM-2001

Tableau A 6 Part de la consommation alimentaire selon les GSE

Unité en pourcentage	
Groupe Socio-Economique	
Grand exploitant agricole	46,6
Moyen exploitant agricole	53,5
Petit exploitant agricole	56,4
Eleveur pêcheur	77,5
Entrepreneur non agricole	79,1
Commerçant entrepreneur de service	78,7
Cadre salarie	73,6
Employés et ouvriers	79,2
Main d oeuvre sans qualification	80,4
Autre	78,8
Ensemble	69,3

Source: INSTAT/DSM/EPM-2001

Tableau A 7 Parts des types de consommation selon les faritany

Faritany	C1	C2	C3	C4	C5	C6	C7	C8	C9	C10	C11	C12	Unité en pourcentage		
													C13	C14	Total
Antananarivo	36,2	9,4	20,4	0,02	0,2	6,0	0,2	0,4	4,0	1,1	2,2	2,3	13,1	4,4	100,0
Fianarantsoa	40,4	6,7	12,1	0,03	0,0	22,7	0,5	0,2	2,1	0,7	0,7	1,0	9,7	3,2	100,0
Toamasina	35,0	10,3	13,0	0,02	0,1	23,1	0,3	0,6	2,9	1,1	1,4	1,7	7,5	2,9	100,0
Mahajanga	30,5	10,4	14,0	0,03	0,1	23,3	0,2	0,2	3,1	0,9	1,7	1,3	10,4	4,0	100,0
Toliara	32,5	11,7	13,0	0,02	0,1	22,7	1,5	0,4	2,2	1,7	1,1	0,5	8,9	3,6	100,0
Antsiranana	35,8	11,2	17,2	0,08	0,1	17,0	0,7	0,0	2,8	1,5	1,4	0,4	7,5	4,3	100,0
Ensemble	35,7	9,6	16,7	0,03	0,1	14,7	0,4	0,3	3,2	1,1	1,7	1,6	10,8	3,9	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM-2001

Tableau A 8 Parts des types de consommation selon les milieux

Unité en pourcentage															
milieu	C1	C2	C3	C4	C5	C6	C7	C8	C9	C10	C11	C12	C13	C14	Total
Capitale	35,4	8,3	22,1	0,04	0,3	0,3	0,0	0,1	5,3	0,9	3,0	2,5	16,4	5,3	100,0
AGCU	40,8	7,8	19,1	0,02	0,1	2,5	0,4	0,3	4,0	1,0	3,1	1,9	13,7	5,4	100,0
CUS	40,3	8,1	16,7	0,06	0,1	8,7	0,3	0,6	3,9	1,3	1,9	1,6	11,3	5,3	100,0
Rural	34,1	10,5	15,2	0,02	0,1	20,7	0,6	0,3	2,5	1,1	1,1	1,4	9,2	3,2	100,0
Total	35,7	9,6	16,7	0,03	0,1	14,7	0,4	0,3	3,2	1,1	1,7	1,6	10,8	3,9	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM-2001

Tableau A 9 Parts des types de consommation selon les genres du chef de ménage

													Unité en pourcentage		
Genre du CM	C1	C2	C3	C4	C5	C6	C7	C8	C9	C10	C11	C12	C13	C14	Total
Homme	34,9	10,2	16,6	0,02	0,1	15,2	0,5	0,3	3,2	1,1	1,8	1,5	10,5	4,1	100,0
Femme	40,5	6,5	16,8	0,09	0,2	12,1	0,2	0,5	3,2	1,1	1,2	2,2	12,7	2,8	100,0
Total	35,7	9,6	16,7	0,03	0,1	14,7	0,4	0,3	3,2	1,1	1,7	1,6	10,8	3,9	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM-2001

Tableau A 10 Parts des types de consommation selon les quintiles

	Unité en pourcentage														
	C1	C2	C3	C4	C5	C6	C7	C8	C9	C10	C11	C12	C13	C14	Total
Quintile															
plus pauvres	35,6	6,2	11,3	0,05	0,1	32,0	0,9	0,0	2,2	0,9	0,0	0,1	9,5	1,1	100,0
Quintile_2	36,6	7,0	10,9	0,02	0,1	31,6	0,6	0,1	2,3	1,0	0,1	0,5	8,0	1,2	100,0
Quintile_3	36,7	7,5	11,9	0,02	0,0	29,0	0,9	0,1	2,6	1,0	0,2	0,6	7,9	1,5	100,0
Quintile_4	39,3	9,6	13,4	0,04	0,1	19,9	0,7	0,2	3,0	1,1	0,6	1,5	8,5	2,3	100,0
plus riches	33,9	10,9	20,5	0,02	0,2	4,8	0,1	0,5	3,7	1,2	2,9	2,2	13,1	5,9	100,0
Total	35,7	9,6	16,7	0,03	0,1	14,7	0,4	0,3	3,2	1,1	1,7	1,6	10,8	3,9	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM-2001

Tableau A 11 Parts des types de consommation selon les GSE

	Unité en pourcentage														
	C1	C2	C3	C4	C5	C6	C7	C8	C9	C10	C11	C12	C13	C14	Total
Grand exploitant agricole	29,3	4,0	10,4	0,00	0,00	43,7	0,9	0,1	2,2	0,7	0,0	0,0	7,5	1,3	100,0
Moyen exploitant agricole	25,0	12,9	12,3	0,01	0,04	32,6	2,4	0,6	1,9	1,1	0,1	0,6	7,8	2,6	100,0
Petit exploitant agricole	32,5	9,5	11,2	0,03	0,04	33,7	0,5	0,2	1,9	1,0	0,1	0,3	7,6	1,4	100,0
Eleveur pêcheur	52,0	6,2	16,1	0,07	0,00	8,8	2,9	0,4	1,5	0,6	0,0	0,4	8,7	2,2	100,0
Entrepreneur non agricole	43,5	8,0	20,3	0,02	0,03	5,8	0,0	0,3	3,0	1,1	0,1	1,0	10,5	6,4	100,0
Commerçant entrepreneur de service	37,0	8,4	23,2	0,01	0,14	1,4	0,1	1,1	3,5	1,9	0,2	1,0	12,9	9,1	100,0
Cadre salarie	32,2	7,7	21,1	0,01	0,05	1,7	0,1	0,2	5,6	1,0	5,9	1,9	15,8	6,7	100,0
Employés et ouvriers	39,5	10,9	19,2	0,02	0,09	2,7	0,1	0,3	3,9	1,0	3,0	4,0	11,6	3,8	100,0
Main d oeuvre sans qualification	42,2	18,2	13,7	0,01	0,30	5,8	0,2	0,3	2,4	1,5	1,8	3,9	7,8	2,1	100,0
Autres	41,7	7,8	19,1	0,12	0,64	2,2	0,1	0,1	4,2	1,2	1,5	1,1	16,1	4,0	100,0
Total	35,7	9,6	16,7	0,03	0,11	14,7	0,4	0,3	3,2	1,1	1,7	1,6	10,8	3,9	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM-2001

Tableau A 12 Parts des types de consommation selon les GSE du CM

	Unité en pourcentage														
	C1	C2	C3	C4	C5	C6	C7	C8	C9	C10	C11	C12	C13	C14	TOTAL
Grand exploitant agricole	29,3	4,0	10,4	0,00	0,00	43,7	0,9	0,1	2,2	0,7	0,0	0,0	7,5	1,3	100,0
Moyen exploitant agricole	25,0	12,9	12,3	0,01	0,04	32,6	2,4	0,6	1,9	1,1	0,1	0,6	7,8	2,6	100,0
Petit exploitant agricole	32,5	9,5	11,2	0,03	0,04	33,7	0,5	0,2	1,9	1,0	0,1	0,3	7,6	1,4	100,0
Eleveur pêcheur	52,0	6,2	16,1	0,07	0,00	8,8	2,9	0,4	1,5	0,6	0,0	0,4	8,7	2,2	100,0
Entrepreneur agricole	43,5	8,0	20,3	0,02	0,03	5,8	0,0	0,3	3,0	1,1	0,1	1,0	10,5	6,4	100,0
Commerçant entrepreneur de service	37,0	8,4	23,2	0,01	0,14	1,4	0,1	1,1	3,5	1,9	0,2	1,0	12,9	9,1	100,0
Cadre salarie	32,2	7,7	21,1	0,01	0,05	1,7	0,1	0,2	5,6	1,0	5,9	1,9	15,8	6,7	100,0
Employés et ouvriers	39,5	10,9	19,2	0,02	0,09	2,7	0,1	0,3	3,9	1,0	3,0	4,0	11,6	3,8	100,0
Main d'œuvre sans qualification	42,2	18,2	13,7	0,01	0,30	5,8	0,2	0,3	2,4	1,5	1,8	3,9	7,8	2,1	100,0
Autre	41,7	7,8	19,1	0,12	0,64	2,2	0,1	0,1	4,2	1,2	1,5	1,1	16,1	4,0	100,0
Ensemble	35,7	9,6	16,7	0,03	0,11	14,7	0,4	0,3	3,2	1,1	1,7	1,6	10,8	3,9	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM-2001

PRECISION DES DONNEES

L'intervalle de confiance d'un indicateur est la valeur d'un intervalle aléatoire tel qu'en répétant en nombre assez élevé (pour ne pas dire une infinité de fois) l'enquête dans les mêmes conditions, 95% des valeurs moyennes de l'indicateur considéré y appartiennent. L'effet d'échantillonnage est la comparaison de l'erreurs d'échantillonnage de l'enquête à celle obtenu si on a fait un tirage aléatoire simple. Cette dernière technique est quasiment irréalisable au vu de l'étendue du territoire national. Cela impliquerait surtout une hausse considérable du coût financier et du coût temporel de l'enquête.

Tableau A 13 Intervalle de confiance des valeurs moyennes des consommations par ménage

Strates	Estimation de la moyenne des valeurs de consommation des ménages	Erreur standard	Borne inférieure	Unité en pourcentage	
				Borne supérieure	Effet d'échantillonnage
Antananarivo Urbain	9 105 948	450 674	8 219 411	9 992 485	1,51
Antananarivo Rural	6 606 126	932 847	4 771 090	8 441 161	19,37
Fianarantsoa Urbain	5 515 349	516 104	4 500 103	6 530 596	2,36
Fianarantsoa Rural	2 960 187	310 117	2 354 357	3 574 440	18,51
Toamasina Urbain	4 903 857	554 542	3 812 998	5 994 717	3,11
Toamasina Rural	2 620 443	162 802	2 300 189	2 940 697	6,10
Mahajanga Urbain	6 092 914	552 689	4 998 705	7 173 134	1,62
Mahajanga Rural	3 418 719	384 096	2 663 149	4 174 288	10,41
Toliary Urbain	5 867 886	734 426	4 423 170	7 312 602	2,78
Toliary Rural	3 163 589	284 772	2 603 403	3 723 775	8,13
Antsiranana Urbain	7 414 118	509 728	6 411 415	8 416 821	0,83
Antsiranana Rural	3 429 013	335 008	2 770 007	4 088 019	8,06
Ensemble	4 731 376	223 749	4 292 437	5 172 726	9,89

Source: INSTAT/DSM/EPM-2001

Tableau A 14 Intervalle de confiance des masses des consommations

Strates	Estimation de la moyenne des valeurs de consommation des ménages	Erreur standard	Borne inférieure	Borne supérieure	Effet d'échantillonnage
Antananarivo Urbain	2 791 938	163 685	2 469 940	3 113 937	1,01
Antananarivo Rural	4 422 061	789 166	2 869 629	5 974 493	18,47
Fianarantsoa Urbain	675 007	94 886	488 348	861 665	2,23
Fianarantsoa Rural	1 617 579	221 422	1 182 002	2 053 156	11,81
Toamasina Urbain	596 034	90 660	417 689	774 379	2,49
Toamasina Rural	1 146 522	129 202	892 358	1 400 686	6,59
Mahajanga Urbain	522 388	62 721	399 003	645 773	1,16
Mahajanga Rural	960 430	133 541	697 730	1 223 132	5,79
Toliary Urbain	667 765	99 959	471 127	864 402	2,00
Toliary Rural	1 139 189	178 525	787 997	1 490 381	9,40
Antsiranana Urbain	407 524	41 154	326 566	488 482	0,59
Antsiranana Rural	742 148	117 826	510 361	973 934	6,30
Ensemble	15 688 588	900 959	13 900 000	17 500 000	15,16

Source: INSTAT/DSM/EPM-2001

Tableau A 15 Intervalle de confiance des valeurs moyennes des consommations par individu

Unité en pourcentage					
Intervalle de confiance à 95%					
Strates	Estimation de la moyenne des valeurs de consommation des ménages	Erreur standard	Borne inférieure	Borne supérieure	Effet d'échantillonnage
Antananarivo Urbain	2 067 510	122 274	2 120 340	2 601 400	1,48
Antananarivo Rural	1 374 252	206 665	1 120 598	1 933 674	19,87
Fianarantsoa Urbain	1 204 020	129 408	1 134 011	1 643 136	1,72
Fianarantsoa Rural	578 287	79 109	540 943	852 177	12,39
Toamasina Urbain	1 103 197	135 377	1 041 544	1 574 151	2,15
Toamasina Rural	554 268	52 439	568 361	774 671	8,01
Mahajanga Urbain	1 431 318	174 497	1 323 030	2 009 550	1,86
Mahajanga Rural	703 598	81 809	672 135	993 995	7,02
Toliary Urbain	1 259 186	216 884	1 103 995	1 957 277	3,11
Toliary Rural	675 237	97 343	657 314	1 040 289	7,89
Antsiranana Urbain	1 725 095	142 769	1 761 900	2 323 594	0,82
Antsiranana Rural	781 924	75 123	828 107	1 123 660	3,69
Ensemble	1 001 341	51 393	1 084 201	1 286 394	7,87

Source: INSTAT/DSM/EPM-2001

Tableau A 16 Part de l'alimentation dans la consommation totale selon les niveaux d'instruction du CM

Niveau d'instruction du CM	Unité en pourcentage
	Part de l'alimentation
Sans instruction	75,3
Primaire	66,9
Secondaire	50,1
Universitaire	42,1
Ensemble	62,1

Source: INSTAT/DSM/EPM-2001

Tableau A 17 Part des dépenses monétaires dans la consommation totale selon les niveaux d'instruction du CM

Niveau d'instruction du CM	Unité en pourcentage
	Part de la dépense monétaire
Sans instruction	59,7
Primaire	69,0
Secondaire	76,9
Universitaire	73,3
Ensemble	69,3

Source: INSTAT/DSM/EPM-2001

Tableau A 18 Parts des types de consommation selon les milieux

	Unité en pourcentage														
	C1	C2	C3	C4	C5	C6	C7	C8	C9	C10	C11	C12	C13	C14	TOTAL
Milieu															
Capitale	35,4	8,3	22,1	0,04	0,3	0,3	0,0	0,1	5,3	0,9	3,0	2,5	16,4	5,3	100,0
AGCU	40,8	7,8	19,1	0,02	0,1	2,5	0,4	0,3	4,0	1,0	3,1	1,9	13,7	5,4	100,0
CUS	40,3	8,1	16,7	0,06	0,1	8,7	0,3	0,6	3,9	1,3	1,9	1,6	11,3	5,3	100,0
Rural	34,1	10,5	15,2	0,02	0,1	20,7	0,6	0,3	2,5	1,1	1,1	1,4	9,2	3,2	100,0
															0,0
Ensemble	35,7	9,6	16,7	0,03	0,1	14,7	0,4	0,3	3,2	1,1	1,7	1,6	10,8	3,9	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM-2001

Tableau A 19 Parts des types de consommation selon les faritany

	Unité en pourcentage														
	C1	C2	C3	C4	C5	C6	C7	C8	C9	C10	C11	C12	C13	C14	TOTAL
Faritany															
Antananarivo	36,2	9,4	20,4	0,02	0,2	6,0	0,2	0,4	4,0	1,1	2,2	2,3	13,1	4,4	100,0
Fianarantsoa	40,4	6,7	12,1	0,03	0,0	22,7	0,5	0,2	2,1	0,7	0,7	1,0	9,7	3,2	100,0
Toamasina	35,0	10,3	13,0	0,02	0,1	23,1	0,3	0,6	2,9	1,1	1,4	1,7	7,5	2,9	100,0
Mahajanga	30,5	10,4	14,0	0,03	0,1	23,3	0,2	0,2	3,1	0,9	1,7	1,3	10,4	4,0	100,0
Toliara	32,5	11,7	13,0	0,02	0,1	22,7	1,5	0,4	2,2	1,7	1,1	0,5	8,9	3,6	100,0
Antsiranana	35,8	11,2	17,2	0,08	0,1	17,0	0,7	0,0	2,8	1,5	1,4	0,4	7,5	4,3	100,0
Ensemble	35,7	9,6	16,7	0,03	0,1	14,7	0,4	0,3	3,2	1,1	1,7	1,6	10,8	3,9	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM-2001

Tableau A 20 Parts des types de consommation selon les tailles des ménages

	Unité en pourcentage														
	C1	C2	C3	C4	C5	C6	C7	C8	C9	C10	C11	C12	C13	C14	TOTAL
Taille du ménage															0,0
Singleton	34,0	12,1	15,4	0,20	0,3	12,3	0,0	0,1	0,1	1,1	1,6	3,0	16,8	2,9	100,0
2 et 3 personnes	34,7	11,1	16,3	0,03	0,1	13,3	0,3	0,5	1,1	1,2	1,9	2,1	13,3	4,1	100,0
4 personnes	36,5	9,3	17,7	0,02	0,2	12,0	0,3	0,5	2,8	1,0	1,7	1,4	11,5	5,1	100,0
5 et 6 personnes	35,9	9,3	17,3	0,02	0,1	13,9	0,5	0,3	4,3	1,1	1,8	1,4	10,5	3,6	100,0
7 personnes et plus	35,9	8,8	15,4	0,02	0,0	19,6	0,6	0,1	4,4	1,2	1,3	1,3	7,9	3,5	100,0
Ensemble	35,7	9,6	16,7	0,03	0,1	14,7	0,4	0,3	3,2	1,1	1,7	1,6	10,8	3,9	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM-2001

Tableau A 21 Parts des types de consommation selon les genres du CM

	Unité en pourcentage														
	C1	C2	C3	C4	C5	C6	C7	C8	C9	C10	C11	C12	C13	C14	TOTAL
Genre du CM															0,0
Homme	34,9	10,2	16,6	0,02	0,1	15,2	0,5	0,3	3,2	1,1	1,8	1,5	10,5	4,1	100,0
Femme	40,5	6,5	16,8	0,09	0,2	12,1	0,2	0,5	3,2	1,1	1,2	2,2	12,7	2,8	100,0
Ensemble	35,7	9,6	16,7	0,03	0,1	14,7	0,4	0,3	3,2	1,1	1,7	1,6	10,8	3,9	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM-2001

Tableau A 22 Parts des types de consommation selon les quintiles

	Unité en pourcentage														
	C1	C2	C3	C4	C5	C6	C7	C8	C9	C10	C11	C12	C13	C14	TOTAL
Quintile															
Plus pauvre	35,6	6,2	11,3	0,05	0,1	32,0	0,9	0,0	2,2	0,9	0,0	0,1	9,5	1,1	100,0
Quintile_2	36,6	7,0	10,9	0,02	0,1	31,6	0,6	0,1	2,3	1,0	0,1	0,5	8,0	1,2	100,0
Quintile_3	36,7	7,5	11,9	0,02	0,0	29,0	0,9	0,1	2,6	1,0	0,2	0,6	7,9	1,5	100,0
Quintile_4	39,3	9,6	13,4	0,04	0,1	19,9	0,7	0,2	3,0	1,1	0,6	1,5	8,5	2,3	100,0
Plus riche	33,9	10,9	20,5	0,02	0,2	4,8	0,1	0,5	3,7	1,2	2,9	2,2	13,1	5,9	100,0
Ensemble	35,7	9,6	16,7	0,03	0,1	14,7	0,4	0,3	3,2	1,1	1,7	1,6	10,8	3,9	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM-2001

Tableau A 23 Parts des types de consommation selon les niveaux d'instruction du CM

	Unité en pourcentage														
	C1	C2	C3	C4	C5	C6	C7	C8	C9	C10	C11	C12	C13	C14	TOTAL
Niveau d'instruction															
Sans instruction	34,6	10,0	11,6	0,03	0,0	28,5	1,0	0,3	1,6	1,0	0,3	1,1	8,1	1,7	100,0
Primaire	37,8	9,9	15,2	0,04	0,1	16,9	0,4	0,4	3,0	1,1	1,1	1,8	9,6	2,7	100,0
Secondaire	35,2	9,4	21,8	0,01	0,1	3,9	0,1	0,2	4,2	1,4	2,3	1,4	13,5	6,5	100,0
Universitaire	30,4	8,3	21,5	0,01	0,1	1,1	0,1	0,4	5,2	1,1	5,7	2,2	16,0	8,0	100,0
Ensemble	35,7	9,6	16,7	0,03	0,1	14,7	0,4	0,3	3,2	1,1	1,7	1,6	10,8	3,9	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM-2001